

L'islamisme et les Juifs

Un test pour la République

SHMUEL TRIGANO, PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE DU MONDE JUIF

Cette quatrième livraison de notre bulletin poursuit l'enquête sur la situation inédite qui s'est créée en France depuis deux ans. Après avoir été les premiers à publier la liste des agressions antisémites qui ont accablé le judaïsme français au lendemain de l'Intifada¹ et enquêté sur le cadre médiatique de la communication politique sur ces affaires et celles du Proche-Orient², nous nous sommes penchés sur le discours idéologique qui sous-tendait ces développements³ en Europe. Il était dans l'ordre des choses que nous resserrions l'analyse autour de la composante islamiste de ce courant.

Les textes que nous réunissons montrent, si besoin était, que, dans le problème qui nous préoccupe, ce n'est pas l'animosité réciproque de « deux communautés », tiraillées par des allégeances extra-françaises contradictoires, qui est en jeu mais bien une idéologie politique qui menace la démocratie et tout spécialement l'équilibre républicain de la citoyenneté.

Les symétries complaisantes, auxquelles se livrent trop souvent bien des éditorialistes pour opposer Juifs et musulmans dans le même refus, ont pour effet de désamorcer l'analyse et la vigilance. Ce qui est en jeu, dans les menées de l'islamisme ce n'est pas seulement des Juifs – comme s'ils pouvaient être touchés sélectivement – mais des citoyens tout court. Le support de cette idéologie est religieux, apte à franchir les frontières et à englober les catégories juridiques abstraites.

À cette aune, un grave problème se pose, celui de savoir où finit l'islam et où commence l'islamisme. Nous espérons, quant à nous, que cette distinction est réelle. Mais c'est aux musulmans seuls qu'il appartient de la faire et de la proclamer. Des prises de position courageuses comme celles du recteur de la Mosquée de Paris, M. Dalil Boubakeur⁴ y contribuent grandement. Nous espérons qu'il exprime l'opinion de l'islam français, bien que le paysage de l'école, de la radio ou de l'internet, comme on en prendra connaissance dans ces colonnes, pourrait nous faire craindre que l'antijudaïsme et l'antisémitisme semblent communément partagés par de nombreux courants de l'opinion musulmane, électrisée par la transformation par Yasser

Arafat (citations et actes à l'appui⁵) du conflit politique du Proche-Orient en conflit de religion et de civilisation. Concrètement, des citoyens français se retrouvent les objets de voies de fait et d'actes hostiles parce qu'ils sont Juifs ou ont une « apparence » qui peut donner à croire qu'ils le sont. Et cela, de façon erratique, diffuse, sans considération de quartiers difficiles ou pas, signe inquiétant du caractère endémique de cet antisémitisme, venu d'univers restés étrangers à l'évolution de l'Europe depuis 50 ans et qui font ressurgir des figures archaïques du XIX^e siècle. Toute complaisance en faveur de la guerre de religions recherchée par l'islamisme s'avèrera lourde de conséquences pour le devenir de la République. L'enjeu ne se joue pas uniquement sur le plan de la sécurité publique mais aussi de la morale et de l'intelligence. ■

1. Bulletin n°1 « Les Juifs de France, victimes de l'Intifada ? », novembre 2001

2. Bulletin n°2 « Les agences de presse et la couverture de la deuxième Intifada : déontologie journalistique et choix idéologiques face à Israël », mars 2002, et dans la série Dossiers et documents de l'Observatoire du monde juif : *Le conflit israélo-palestinien : les médias français sont-ils objectifs*, juin 2002

3. Bulletin n°3 « Le néo-gauchisme face à Israël : la dissociation de l'« antiracisme » et de la lutte contre l'antisémitisme », juin 2002

4. Cf. son interview « islam des banlieues, islam des excités » in *20 Minutes*, vendredi 18 octobre 2002

5. Cf. notre cinquième section « L'élément palestinien »

L'Observatoire du monde juif, organisme indépendant et autonome, a pour vocation d'étudier et d'analyser la condition des communautés juives et les problèmes auxquels elles sont confrontées en France et dans le monde, tant sur le plan de leur existence spécifique que sur celui de leur environnement politique, social et culturel. Il se donne pour objectif de clarifier les enjeux des questions juives, d'en informer les responsables politiques et les professionnels de l'information, de communiquer les résultats de ces investigations aux milieux de la recherche, d'aider les communautés juives à se repérer dans l'évolution des choses.

Pour trancher sur les stéréotypes et les déformations qui accablent le plus souvent ces sujets, l'Observatoire se recommande des méthodes universitaires de la recherche sociologique et politologique.

Les sites internet musulmans francophones

MARC KNOBEL, CHERCHEUR AU C.R.I.F., PRÉSIDENT DE J'ACCUSE – ACTION INTERNATIONALE POUR LA JUSTICE.

Nous nous proposons, dans le cadre de cet article, de sonder ce qu'il en est de dérives lues et vues sur les sites Internet musulmans francophones, lorsque ces sites traitent du conflit israélo-arabe, de la société israélienne et plus généralement du peuple juif. Certains sites sont particulièrement modérés, il faut insister sur ce point. Il ne s'agit donc pas de généraliser, de classer les sites musulmans et à fortiori de considérer que tous les sites connaissent une dérive. La peur de l'amalgame ne doit pas néanmoins nous empêcher de réfléchir et de dénoncer les dérives existantes. On peut émettre d'ores et déjà l'hypothèse qu'un internaute musulman a toutes les chances de tomber sur un site où, directement ou insidieusement, se dévoile une vision étriquée du conflit israélo-arabe, un mélange de passion plus que de raison, et quelquefois un appel au djihad mâtiné d'antisémitisme. D'autres sites versent carrément dans l'apologie du terrorisme et l'antisémitisme le plus débridé.

Les divers sites internet francophones fréquentés par de jeunes francophones (musulmans) offrent ainsi un matériau intéressant pour comprendre la problématique et tenter de palper le pouls d'une communauté et le regard qu'elle porte sur un conflit, sa complexité, les responsabilités des uns ou des autres, et les solutions préconisées ici ou là pour mettre un terme au conflit. Pour réaliser cet exposé et sans ne jamais prétendre être exhaustif, j'ai dû consulter près de 300 sites. Et de cet ensemble, j'ai tenté d'extraire trois problématiques ou thèmes récurrents. Dans un premier temps, je tenterai de comprendre comment et pourquoi s'effectue l'identification à la cause palestinienne. Je m'intéresserai ensuite à une rumeur qui est colportée sur des sites musulmans – rumeur devenant *de facto* objet de propagande – selon laquelle les attentats qui ont eu lieu aux États-Unis le 11 septembre auraient été provoqués par des Israéliens. Je verrai pour terminer et sur quelques-uns de ces sites comment l'appel au djihad prend une résonance particulière. Les citations étaient mon propos.

Une grande diversité de sites musulmans francophones

Plusieurs sites offrent un référencement des sites musulmans francophones. Il permet de distinguer entre plusieurs thèmes : du Coran aux femmes musulmanes, de la charia aux mosquées, et bien d'autres sujets encore. J'ai pu ainsi consulter par ce biais de

nombreux sites avec les thématiques suivantes :

- Sites portant exclusivement sur le Coran : 3
- Sites plus généraux dressant un index des sites musulmans : 15
- Sites destinés aux enfants : 2
- Sites proposant des articles, témoignages et ressources sur les femmes musulmanes : 8
- Sites généralistes sur l'islam ou sur la charia : 33
- Sites offrant des ressources et commentaires religieux, donnant des références ou traduisant des textes : 9
- Sites liés à l'éducation à la langue et à la culture : 2
- Sites permettant de découvrir des mosquées de Belgique, Suisse, Canada et France : 8
- Sites politiques : 16
- Sites portant sur l'histoire et la médecine : 13.
- Sites portant sur les Beaux-Arts, les miniatures, la calligraphie : 2
- Sites d'étudiants : 4
- Sites représentant des associations représentatives ou des organismes divers comme la Ligue Nationale des musulmans de France, le Conseil National islamique. L'Institut du Monde Arabe figure également dans cette classification ou l'Union des Organisations islamiques de France : 21
- Sites consacrés aux travaux de cheikhs musulmans : 4
- Sites portant sur le chiisme : 3
- Sites sur le soufisme : 6
- Sites portant sur des questions diverses : 33
- Sites présentant des pays où la majorité de la population est musulmane (Afghanistan, Irak, Sénégal, Algérie, Irak, Turquie...) : 10
- Portails nationaux (Tunisie, Sénégal et Algérie) : 6
- Portails gouvernementaux (le site officiel du gouvernement mauritanien, celui de la Libye, celui de l'Arabie Saoudite, de la République du Sénégal, du Mali, de l'Ambassade du Soudan à Paris) : 10
- Quotidiens : une dizaine
- Sites consacrés au sport : 1
- Sites consacrés au commerce : 12
- Sites consacrés à la cuisine : 1
- Sites consacrés au tourisme : 17

L'identification à la cause palestinienne

Les musulmans s'identifient également à la cause palestinienne qui leur apparaît justement comme une cause essentielle, la cause du faible par excellence contre le fort. Le sionisme est globalement vu

et perçu comme la manifestation contemporaine et ultime de cette aspiration occidentale à dominer le cœur du monde islamique et arabe. L'identification est à cet égard incomparablement plus forte qu'elle ne l'a été pour les musulmans bosniaques (tardivement islamisés) ou les Tchétchènes, pour les habitants du Cachemire ou pour les groupes fondamentalistes qui combattent aux Philippines ou en Indonésie.

Sur les sites musulmans, cette identification se révèle à tous les instants plus ou moins fortement et en fonction des sujets abordés et de l'actualité. Des pages entières sont consacrées au sujet, des associations offrent leur aide et collectent de l'argent, des liens sont proposés, des forums sont consacrés au conflit israélo-arabe.

Les forums sont justement intéressants à observer. Ils fourmillent d'impressions multiples. Mais là encore, il convient d'être prudent. D'ordinaire, des chartes publiées à l'entrée de quelques forums avertissent l'internaute, elles dressent un cadre et fixent des limites. Un webmaster est censé contrôler le tout. S'il est informé qu'un contenu est illicite, le webmaster peut supprimer un message du forum. Mais ces deux règles sont rarement appliquées. Les chartes se révèlent souvent n'être que de vulgaires paravents, des accessoires qui ne sont respectés par personne. Quant au webmaster, lui seul souvent décide de ce qu'il convient de garder ou de retirer.

Tous les abonnés et internautes ont le droit de venir sur les forums consulter les informations affichées, en prendre copie si certaines données les intéressent ou donner leur propre prose pour affichage public. Chaque abonné ou internaute peut donc être rédacteur ou lecteur et les messages écrits et enregistrés sur ce sujet sont ou seront donc toujours particulièrement nombreux et vifs. Chaque message donne lieu à de multiples réponses, réfutations, surenchères verbales et/ou insultes. Cette violence est accentuée par l'utilisation systématique de pseudonymes ou de prénoms. Les internautes se réfugient en fait dans l'anonymat le plus total.

Oumma.com

Le forum d'Oumma.com est à ce titre révélateur. Les sujets se constituent rapidement, quasiment au jour le jour. De nombreux sujets traitent d'Israël. Par contre, je n'ai pas remarqué que de nombreux internautes évoquent le sort du Sahara actuellement occupé par le Maroc ; personne ne dénonce l'occupation du Liban par la Syrie ; très peu d'internautes évoquent les discriminations dont sont victimes les Kabyles en Algérie ou les Coptes et les homosexuels en Egypte ; pas un mot sur le sort des Kurdes persécutés en Irak ou en Turquie et quasiment personne ne conteste les régimes en place. Il résulte de la lecture de dizaines de messages portant sur Israël, et à quelques rares exceptions près, une constante que je peux résumer ainsi...

En ce qui concerne Israël :

- a. Israël est une imposture.
- b. Israël est un État colonialiste.
- c. Israël est un État raciste.
- d. Israël pratique l'apartheid.
- e. Israël est incapable de faire la paix avec ses voisins.
- f. Les Juifs soutiennent Israël.
- g. Les Juifs ont constitué un lobby puissant qui détient la presse et œuvre contre l'islam.

En ce qui concerne les Palestiniens :

- a. Les Palestiniens sont faibles.
- b. Les Palestiniens sont forts car leurs enfants affrontent l'armée la plus puissante de la région.
- c. Les Palestiniens résistent à l'occupant.
- d. Les Palestiniens résistent à l'occupant comme les résistants français résistaient aux nazis.
- e. Les Palestiniens sacrifient leur vie.
- f. Les Palestiniens peuvent commettre des attentats-suicides qui, certes touchent des innocents, mais qui peuvent être considérés comme légitimes.
- g. Le monde entier ignore la cause palestinienne et laisse le massacre, si ce n'est – et ce terme est quelquefois utilisé – le « génocide », se dérouler.
- h. Les États arabes ne sont pas suffisamment solidaires de leur sort.
- i. Les masses doivent être solidaires de leur sort.
- j. Il faut bombarder Tel-Aviv.

Voici donc, et pour l'essentiel, la substance qui se dégage des forums. Je précise néanmoins que tout le monde ne partage pas ces avis. Des internautes se distinguent par leur pondération, leur modération, leur tolérance et leur quête véritable et légitime de paix.

L'identification à la cause palestinienne n'est pas exclusive aux seuls forums. Sur le magazine du site de référence de l'islam francophone Oumma.com, Saïd Branine interviewe l'étoile montante du basket-ball français, Tariq Abdul-Wahad. Dans la présentation qu'il fait de l'interview, le journaliste accuse les chanteurs et artistes arabes et musulmans qui se produisent en France de ne pas s'engager et défendre la cause palestinienne : « nos «stars musulmanes» sont-elles à ce point dénuées d'esprit de solidarité pour n'avoir ne serait-ce que le moindre mot de compassion pour le massacre des enfants palestiniens, ou plutôt faut-il expliquer leur silence effarant par la crainte d'un retour rapide pour certains, dans la pénombre de leurs banlieues loin des projecteurs de la gloire qui illuminent leur façade de clown de service, comme à l'époque des affiches coloniales sur lesquelles souriait un africain qui amusait la galerie avec son expression fétiche: «Y a bon Banania»? » Le journaliste va plus loin encore, comparant ce silence à l'attitude des Bruel, Boujenah, Arcady et autres Enrico Macias. Ceux-là, écrit-il « ne s'embarrassent

guère de ce genre de bagatelles, dès lors qu'il s'agit de monter au créneau pour la défense d'un État d'Israël surpuissant, mais «menacé» par des jets de pierres d'enfants. » Dans son interview, l'étoile montante du basket-ball français, Tariq Abdul-Wahad – qui est très apprécié dans les banlieues – commence par tancer les « naïfs » qui croyaient que la paix pourrait survenir. Abdul-Wahad affirme ensuite que la signature des accords d'Oslo s'est traduite par « d'immenses concessions de la part des Palestiniens », puis il s'élève contre « les défenseurs professionnels des droits de l'homme » et la « communauté internationale » qui, je le cite toujours « ne se mobilise en aucun cas pour arrêter ces massacres (de Palestiniens) à l'image d'ailleurs de celui des musulmans tchéchènes. » Tout au long de l'interview le basketteur rappelle qu'en tant que musulmans, « nous avons un devoir de solidarité à l'égard de ceux qui souffrent et qui subissent une injustice. »

Ce devoir de solidarité est sans cesse martelé. Au-delà de la solidarité qui est demandée ou exigée, les sites musulmans francophones élaborent toutes sortes de stratégies, pensent le conflit israélo-arabe, cherchent une solution au conflit. Les sites les plus modérés estiment qu'il est envisageable de partager la Palestine historique en deux entités, deux États distincts. Mais quelques-uns de ces sites parmi les plus modérés estiment également que les Palestiniens ont le droit de retourner vivre en Israël et doivent se réapproprier les biens et maisons, lieux et places qui leur appartenaient. Rares sont ceux qui par contre conçoivent ou comprennent que les Juifs aient le droit d'immigrer en Israël.

La Maison de l'islam

D'autres sites sont plus insidieux. Le très important et très fréquenté site de La Maison de l'islam (Découvrir et comprendre. Authenticité et Contemporanéité) propose en lecture 20 thèmes et 190 articles sont archivés. Un des thèmes porte sur la Palestine et comprend 6 articles. Le premier article part d'un bon sentiment. Il est rappelé ici que l'islam condamne fermement toute forme de racisme et, à ce titre, condamne également l'antisémitisme, dont l'Europe a fait preuve vis-à-vis des juifs. La vision traditionnelle d'un islam bienveillant à l'égard des juifs se développe alors, sans pour autant s'attarder sur le type de relations que l'islam a développées au cours des siècles avec les Juifs et Chrétiens, ses dhimmis. Dans le second article posté en août 2001, un développement précise que « du procès de Dreyfus à la nuit de cristal, du port de la rouelle à celui de l'étoile jaune, des pogroms du Moyen-Age à l'expulsion du ghetto de Varsovie et à la rafle du Vel-d'Hiv, des bûchers du Moyen-Age aux chambres à gaz de la Seconde Guerre mondiale, les Juifs ont souffert en Europe. Réellement. Énormément. » Fort de ce constat, l'auteur ajoute aussitôt :

« Qu'une solution et qu'une réparation à ces exactions aient été envisagées, cela est totalement compréhensible. Ce qui ne l'est pas, c'est que la réparation proposée et appliquée ait consisté à léser un autre peuple, innocent, lui, de ce genre d'exactions, et devant dès lors vivre à son tour ce que les Juifs avaient vécu dans le passé en Europe : brimades et humiliations quotidiennes, terreur, exode... » Si donc les Palestiniens en sont les seules et uniques victimes, il conviendrait de leur rendre justice. Existe-t-il alors une solution ? L'auteur développe l'argumentation suivante : « La paix au Proche-Orient, tout le monde en parle, tout le monde la veut. Mais il s'agit de vouloir et d'œuvrer pour une paix juste, globale et durable, une paix qui profite aux deux parties en présence, la juive et la palestinienne. Cela concerne la paix immédiate et il s'agit d'une mesure du court terme. Mais pour que la paix soit permanente en Palestine, une autre mesure en est seule capable, et doit être prise à moyen terme... Cette autre mesure du moyen terme ne consiste nullement à mettre fin à la présence juive en Palestine, cette terre sacrée pour eux comme pour les chrétiens et pour les musulmans. Elle consiste à confier la garde de cette terre aux musulmans et de permettre aux chrétiens et aux juifs (et aux autres) de s'y installer de d'y vivre leur culte. Confier la garde de la Palestine aux musulmans, c'est donc également éviter le développement de l'antisémitisme. Ceci car l'islam est opposé à l'antisémitisme » La boucle est ainsi bouclée et je passe sur les sites qui ne s'embarrassent guère de tels détours...

Ben Laden : agent sioniste ?

Palestine-France.com

Un autre thème me paraît important à révéler. Le site de Palestine-France.com de l'Association des Palestiniens en France offre à la disposition des internautes un forum pour leur permettre d'exprimer un point de vue, un commentaire, un débat de fond ou une discussion concernant la question palestinienne. Sur une page d'avertissement, il est précisé qu'il faut éviter les grossièretés et les mots injurieux et que le racisme et l'antisémitisme n'ont aucune place sur le forum. Ce forum est assez fréquenté et les points de vue les plus contradictoires s'y expriment. Des internautes disant être de religion juive écrivent, réagissent sans qu'apparemment leur propos ne soit censuré, d'autres répondent à leurs arguments. Le ton est vif. L'un des internautes qui utilisent ce forum se félicite d'ailleurs de son existence : « Au moins, écrit-il, on a un regard palestinien sur l'actualité, toutes les chaînes de télévision et les agences de presse nous délivrent le point de vue israélien et pratiquent la désinformation quand ce n'est pas quasiment de la propagande, alors un site avec un regard palestinien sur ce qui se passe ce n'est pas de trop. »

On remarquera que sur les forums – qu'ils s'agissent

d'ailleurs de sites créés par des Juifs ou des musulmans – les internautes accusent les médias de désinformer, de tronquer, truquer les faits et/ou de prendre résolument parti pour les uns ou les autres. De la même manière, les internautes accusent leurs contradicteurs de faire systématiquement de la propagande ou de tomber dans ce registre.

Puisque l'on parle souvent de propagande sur l'internet, il est intéressant d'observer comment les choses s'articulent à un moment ou à un autre, comment un événement est expliqué et le parallèle que l'on fait avec d'autres situations. Il est tout aussi intéressant de voir comment les faits peuvent être dénaturés, réécrits en fonction des intérêts de tel ou tel. Je souhaite illustrer mon propos par un exemple qui me semble être tout à fait symptomatique. Depuis que les attentats du WTC ont été commis le 11 septembre 2001, une rumeur s'est amplifiée sur l'internet d'abord, semble-t-il. Cette rumeur a été véhiculée par la suite ou parallèlement dans la presse arabe. La rumeur s'est à ce point amplifiée que l'opinion arabe a dû et doit être convaincue de son authenticité. Selon cette rumeur, les attentats du WTC auraient été commis par des agents américano-sionistes.

Faïestine

Un site en langue anglaise (11september.20m.com) est consacré uniquement au sujet et colporte une ou plusieurs versions de la même accusation. Mais, de tous les textes, celui-ci est le plus intéressant. Le texte qui était disponible sur le site faïestine – hébergé par le portail fondamentaliste francophone Stcom.net – était intitulé « À qui ont profité les opérations du World Trade Center et qui en sont les auteurs ? » Le texte véhicule parfaitement la théorie du grand complot, un complot fomenté pour déstabiliser le monde et préparer selon ses auteurs une troisième guerre mondiale, qui sera dirigée contre l'islam. Je souhaite citer à cette occasion quelques extraits de ce texte :

« À qui ont profité les attentats du 11 septembre 2001 ?
– Aux musulmans ? Non bien sûr, puisqu'ils en sont les grands perdants sur tous les points de vue !
– Aux Américains et aux sionistes ? Oui, à l'unanimité !
Ils sont les grands bénéficiaires sur tous les points de vue : économique, militaire, en terme de prestige et de communication. Avec ces attentats se sont définitivement tuées les sympathies et les voix des opprimés palestiniens. Et, aujourd'hui, les crimes continuent de plus belle sans qu'aucune voix dans le monde s'élève pour condamner ces crimes ! »

Voici donc en substance les points que j'ai pu relever sur ces différents sites et pages. Ils sont au nombre de 13, tous parfaitement explicites.

1. Les Américains et les Juifs sont ceux à qui cette opé-

ration rapporte le plus.

2. Les attentats renforcent le double jeu de la politique américaine à l'encontre de la Palestine.
3. Les attentats imposent l'arrêt des pressions internationales contre l'embargo irakien.
4. Les attentats permettront de surveiller les sites nucléaires pakistanais.
5. L'aide envers Israël est plus forte et les pressions internationales se relâchent sur cet État.
6. Toutes les nations se regroupent derrière les États-Unis.
7. Les États-Unis contrôlent ainsi toutes les nations du monde.
8. Ils frappent l'Afghanistan afin de mettre la main sur les richesses de l'Asie.
9. Ils pourront ensuite contrôler la Chine, la Russie et l'Iran. Leur allié, Israël, jouira alors d'une immunité totale.
10. L'islam perdra de son prestige et de son influence.
11. Les musulmans seront ainsi calomniés.
12. Les Américains pourront alors préparer psychologiquement leur peuple à affronter l'islam. La troisième guerre mondiale surviendra alors.

Ces textes et leurs différentes variantes ont été si nombreux que je ne fus pas étonné de lire sur le forum du site de Palestine-France.com ce message :

« Il faut constater que les crimes de Ben Laden ne profitent qu'à Israël. On ne sait pas vraiment s'il est coupable dans l'affaire du WTC, mais son discours même est un discours sioniste. Il ne critique jamais Israël sans s'en prendre à l'Occident en même temps, de manière à provoquer dans l'opinion occidentale une solidarité instinctive avec Israël. En règle générale, la totalité des actions de Ben Laden ont pour résultat de nuire aux musulmans du monde entier... Le fait que l'action de Ben Laden ait systématiquement des résultats favorables à l'État juif ne peut pas être le fait du hasard. Dans le meilleur des cas Ben Laden est manipulé par Israël. Dans le pire des cas, il travaille consciemment pour Israël. Quoiqu'il en soit, le dernier attentat qui lui est imputé a pour résultat un affaiblissement sensible de la position des musulmans dans le monde. Et j'ai l'impression que ce n'est qu'un début. »

Le djihad

De nombreux écrits sur quelques sites musulmans francophones développent des discours anti-occidentaux qui trouvent d'abord leur justification, sous une forme ou sous une autre, dans les textes sacrés. Sur Aslim-Taslam ou le Centre islamique de Genève ou a fortiori sur le site français de Stcom.net on s'étend longuement sur la corruption de la parole divine (le Coran) par les juifs et les chrétiens, qui prêchent par anthropomorphisme, associationnisme et idolâtrie. L'Occident forcément impie est ensuite élevé au rang d'ennemi absolu, puis les diatribes anti-américaines et

anti-sionistes viennent clore le tout. Elles sont si virulentes qu'elles ne doivent pas manquer pas d'échauffer les esprits. Le djihad est ainsi conçu, prononcé si ce n'est encouragé.

Sur le site de qoqaz.fr, un autre site hébergé par le portail fondamentaliste francophone Stcom.net, quatre dossiers figuraient en bonne place :

- Comment m'entraîner pour le djihad ?
- Le rôle des femmes dans le djihad.
- Les règles islamiques concernant la permissivité d'exécuter les prisonniers de guerre
- Les règles islamiques sur la permissivité des opérations *chaheed* (martyrs).

Dans le texte intitulé « L'avis islamique concernant la permission de réaliser des opérations martyrs », l'auteur sacralise les opérations « martyrs » et réfute la dénomination « d'attentat suicide » qui en est faite. Je cite :

« En fait, les Juifs ont choisi ce mot pour dissuader les gens d'y recourir. O combien est notoire la différence entre celui qui se suicide parce qu'il est malheureux... et celui qui fait sacrifice de sa personne en se lançant dans l'opération – parce que sa foi et sa conviction sont fortes et qu'il désire donner victoire à l'islam en sacrifiant sa vie pour que la parole d'Allah soit la plus élevée ! » Dans ces pages on apprend que le djihad est une obligation, et non une option facultative pour tous les musulmans mâles, sains, et matures. « Nos frères martyrs ont écrit de leur sang une histoire dont nous pouvons être fiers et le sacrifice de leur personne ne fait qu'accroître notre désir de mourir en martyr, afin de rencontrer Allah et d'être ressuscité en compagnie du Prophète (paix et bénédiction sur lui), de ses compagnons et de tous les autres prophètes, des martyrs et des pieux. »

Je puis donner un exemple plus insidieux mais plus terrifiant encore. En partenariat avec islam.com, le portail islamique francophone d'islamiya.net permet à l'internaute de poser des questions à un cheikh inconnu, Muhamed Saleh al Munajjid. Les questions portent sur une multitude de domaines. Dans la partie « les biens culturels », entre de multiples questions posées sur un tas de sujets, s'engouffrent des questions étranges. Curieusement, l'ennemi est ainsi subitement désigné.

Exemple :

« Question : Je vais rejoindre l'armée dans quelques mois, s'il plaît à Allah. Il est probable - l'affaire relève des mystères de l'avenir – qu'à un moment quelconque une guerre éclate entre les musulmans et les Juifs. Si, par la volonté d'Allah, je me retrouve parmi ceux qui combattront Ses ennemis juifs, comment devrais-je combattre les Juifs de sorte qu'en cas de mort on pourrait me considérer comme un martyr pour la cause d'Allah et non un martyr pour la cause de la patrie ou un martyr pour la cause d'un autre qu'Allah..? »

Réponse : Louange à Allah.

Si vous deveniez un soldat chargé de combattre les Juifs ou d'autres infidèles, soyez sincère dans le combat que vous leur livrez, ayez l'intention d'assurer le triomphe de l'islam et des

musulmans et de faire en sorte que le mot d'Allah soit le plus élevé et le mot de la mécréance le plus bas... »

Cette étude mériterait d'être prolongée et affinée. Mais il me semble que l'articulation apparaît néanmoins. Je distingue trois catégories de sites :

1. Il existe des sites musulmans francophones – les plus nombreux – dont le contenu ne prête pas à équivoque et est modéré et/ou ce sujet n'est pas traité.
2. De nombreux sites évoquent le conflit israélo-arabe et la lecture qui est faite du conflit est traditionnellement celle qui prévaut dans la sphère arabo-musulmane, agressive et culpabilisatrice.
3. Une radicalisation certaine frappe un certain nombre de sites, moins nombreux. Ceux-ci qualifient l'ennemi, en appellent au djihad et peuvent encourager les attentats terroristes.

Que faut-il faire alors lorsque de telles dérives sont constatées ?

1. Il faut signaler ou dénoncer toutes les dérives, y compris et surtout les plus violentes.
2. Il faut rappeler qu'en France tout au moins, le racisme (et à fortiori l'antisémitisme) n'est pas considéré comme une opinion mais comme un délit.
3. Il faut placer les pouvoirs publics devant leur responsabilité. Comment se fait-il par exemple que le site Stcom.net continue de fonctionner sans être le moins du monde inquiété ?
4. Les fournisseurs d'accès sur l'internet devraient bloquer l'accès à des sites dont le contenu constitue une réelle menace pour notre société.
5. Les auteurs de sites qui font l'apologie du terrorisme doivent être poursuivis et condamnés.
6. Au-delà de toutes considérations politiques et malgré le conflit, il faut encourager nos amis musulmans à se défaire de l'activisme ou de l'extrémisme afin qu'ils vivent un islam paisible et pacifié. ■

L'obsession anti-israélienne sur le net islamique

MICHÈLE TRIBALAT, DIRECTRICE DE RECHERCHES À L'INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES, VIENT DE PUBLIER AVEC JEANNE HÉLÈNE KALTENBACH, «LA RÉPUBLIQUE ET L'ISLAM, ENTRE CRAINTE ET AVEUGLÉMENT», (GALLIMARD, 2002)

Islamiya.net, Quibla.com et Stcom.net se singularisent par leur commun radicalisme. Ils partagent plus ou moins les mêmes convictions et les mêmes « analyses » ; ils se recommandent chaudement et se passent des documents ou s'empruntent des expressions. Ces liens semblent s'être renforcés, ou sont devenus plus explicites, après le 11 septembre. Ces sites ont la particularité de mettre en ligne des rubriques d'actualité fournies, la palme revenant très certainement à Stcom.net, dont les moyens semblent dépasser, de loin, ceux des deux autres. Avant le 11 septembre, l'actualité roulait principalement sur la Tchétchénie (les combats étaient abondamment décrits sur les sites qoqaz, 12 en Europe, satellites de Stcom.net qui est en fait un portail et sur Moudjahideen.com) et l'Afghanistan. Stcom.net et ses satellites diffusaient alors des textes d'une rare violence, justifiant et recommandant les attentats suicides. Après le 11 septembre, l'Afghanistan ne quitte plus l'actualité, mais la partage désormais avec Israël et les USA (suites des attentats du World Trade Center (WTC)). De nombreux autres sujets sont abordés, mais l'actualité française occupe une place modeste malgré des campagnes électorales et des élections mouvementées.

Ces sites ont des forums dont le plus intéressant était sans conteste celui de Stcom.net, dûment archivé, avant le 11 septembre, si bien que nous avons pu en copier l'essentiel pendant l'été 2001. Des millions de personnes ont d'ores et déjà fréquenté Stcom.net. Ce dernier a été localisé à Sardent, un village du département de la Creuse¹, par Marc Knobel, président de l'association « J'accuse » qui a alerté le procureur de la République de Paris dès le 9 juillet 2001. Smaïn Bédrouni, le patron du site, a été mis en examen après le 11 septembre. L'avocat et le secrétaire général de « J'accuse » ont reçu des menaces de mort. Inactif, suite à un piratage par des « hackers », ce site est à nouveau actif, sous une présentation entièrement refondue. Là où nous avions en surimpression sur une photo de la Quibla, une animation du type « 5, 4, 3, 2, 1, 0 », d'un goût douteux après les attentats du 11 septembre, on trouve maintenant une présentation d'une grande sobriété pour un contenu qui reste à peu près le même. Les archives du forum ont été supprimées et les textes incitant explicitement à la violence ont disparu. Le site s'est rebaptisé « La voix des

opprimés ». La direction du site, dans un texte accessible sur Stcom.net, et datant du 6 novembre, prétend avoir changé de serveur « pour répondre aux besoins des lecteurs, sans cesse plus nombreux (dépassant les 600 000 visites par jour) ».

La critique des « valeurs occidentales »

Smaïn Bédrouni n'aurait pas été mis en cause pour apologie de crime mais pour « son combat actif contre les réseaux pédophiles » et riposterait en portant plainte pour diffamation. De fait, Stcom.net ne se contente pas d'être un site islamiste. Il diffuse des rubriques traitant de sujets apparemment éloignés de l'islam. Ainsi, sous la rubrique FLIP, on trouve de nombreux textes délirants sur l'implication de personnalités diverses dans des affaires pédophiles, en connexion avec l'association du même nom, présidée par Christian Cotten² qui a défrayé la chronique en janvier 2002 pour son appui apporté à Antoine Schuller dans les révélations de ce dernier sur la cache de son père recherché par la justice. Stcom.net divulguait également les noms des véritables auteurs du meurtre des adeptes du Temple solaire dans le Vercors en 1995, autre « cheval de bataille » de Christian Cotten, avec la lutte contre l'emprise de la franc-maçonnerie. Divers billets signés Christian Cotten sur ce dernier sujet sont édités par Stcom.net. Ces thèmes « exotiques » concourent à dépeindre une société française (ou plus largement occidentale), rongée par la débauche et l'amoralité.

Quibla.com et islamiya.net, visités après le 11 septembre, semblent plutôt s'être radicalisés, le conflit israélo-palestinien et sa symbolique les obnubilent. islamiya.net se veut maintenant « La voix des sans voix » et Quibla.com se présentait, déjà en septembre 2001, comme le site qui dénonce « les nationalismes, l'impérialisme russe et occidental, le sionisme et la mondialisation par le vice ». Islamiya.net a la particularité de mettre en ligne des *fatwas* (avis juridiques) traduites par ses soins.

Ces sites se sont intéressés à la liberté d'expression, à laquelle ils ne croient pas et qu'ils rangent dans les « valeurs occidentales »³, après la mise en cause de Smaïn Bédrouni, Stcom.net a même une rubrique « Liberté d'expression », dans laquelle il est souvent question de ce dernier et des difficultés supposées de

la presse islamique en France et plus généralement en Occident. Car ces sites se décrivent comme des organes de presse. Stcom.net se présentait ainsi dans sa dernière formule (avril 2002) : « *Contre ce bourrage de crâne [la désinformation occidentale], la presse musulmane s'est développée sur internet, car c'est le média le moins contrôlé par les autorités occidentales. De nombreux sites dénoncent à la fois le lavage de cerveau [et] les crimes commis par les tyrans fanatiques occidentaux à l'encontre de la communauté islamique. [...] Les matériels sont saisis. Les sites sont fermés. Les hébergeurs coopèrent. Les médias justifient. Les associations accusent. La censure est en place. [...] Tout ce qui est étranger au point de vue occidental est pour leur esprit étroit une forme d'extrémisme. Seulement, le problème est [...] que les charges retenues ne sont pas suffisantes, voire inexistantes, pour empêcher légalement cette forme d'expression. [...] Les sites ont donc presque tous fini par redevenir accessibles et les louanges reviennent à Allah.* »

L'obsession d'Israël ne se manifeste pas seulement dans le traitement du conflit israélo-palestinien mais revient de manière lancinante dans l'évocation d'autres questions d'actualité nationale ou internationale. La situation politique française intéresse surtout ces sites lorsqu'elle permet la mise en oeuvre de « catégories de pensée » bien particulières. Les élections françaises sont vues à travers le prisme de la question d'Israël et des Juifs. Les attentats contre des synagogues des personnes et des biens juifs, aussi. Les attentats du 11 septembre aussi. Le conflit israélo-palestinien apparaît emblématique de la lutte des opprimés contre l'opresseur, mais est associé à d'autres conflits, situations, censés reproduire ce même schéma (la France en Algérie, les Occidentaux dans les Balkans, les Russes en Tchétchénie, le conflit du Cachemire, l'apartheid en Afrique du sud). La légèreté avec laquelle nous abusons, en France, de la métaphore nazie a fait école et n'est pas réservée à Israël⁴. La nazification du discours ne manque d'ailleurs pas d'ambivalence puisqu'elle voisine presque toujours avec le négationnisme. Dans la représentation du monde que diffusent ces sites, les musulmans tiennent toujours le rôle de la victime, détentrice du bien et de la vérité, même lorsque les événements semblent démontrer le contraire. La réalité est toujours prise en défaut sur ces sites, ce qui donne un tour très paranoïaque aux discours qu'on peut y lire. Cette paranoïa les amène à dresser un portrait sans nuance de l'Occident, aux forts relents « Protocoles des sages de Sion », qui contraste avec les vertus des musulmans, dont l'âge d'or est derrière eux et qu'ils regardent avec nostalgie.

La nazification du discours

Une des figures favorites de cette rhétorique vise à transformer les Juifs, les sionistes, les Israéliens – devenus bien souvent synonymes⁵ – en nazis, sans oublier de donner un coup de patte à la France collaboratrice. Quibla.com commentait ainsi les opérations militaires

israéliennes de mars 2002 : « *Ces rafles, façon Vichy, ne sont que les préliminaires à une opération radicale qui s'apparente à la solution finale préconisée par le troisième Reich* ». Stcom.net donnait à lire le communiqué officiel n°23 du Conseil de Coordination du FIS du 23 avril 2002 sur la situation palestinienne qui s'en prenait à Ariel Sharon en ces termes : « *Le nazi sanguinaire Sharon qui revient à son répugnant penchant à faire usage de ce qu'il y a de plus ignoble dans le nazisme* ». Le même communiqué évoque « *l'odieux Sharon* » et la « *souillure* » de l'« *esplanade Al-Aqsa* ». Les sobriquets injurieux ne manquent pas pour Ariel Sharon. Parmi eux *Sharogne* (ou sa variante *charogne*, exemple : « *vieille charogne aux mains pleines de sang* ») se retrouve sur les trois sites. *islamiya.net* recourt à l'animalisation en traitant Ariel Sharon de « *goret ukrainien* », formule reprise par *Quibla.com*. Ghyslaine Roc, une internautes particulièrement remontée, parle sur Stcom.net de « *l'holocauste musulman, s'il y a eu en effet un holocauste juif !* » et « *des grands fabricants d'holocauste* ». Stcom.net éditait le 15 janvier : « *Bush, Sharon et le petit toutou Blair, tout compte fait, sont de la même graine qu'HITLER* ». Et le 10 mars 2002 : « *L'Amérique et l'Ouest observent Hitler de notre temps (le premier ministre Ariel Sharon) effectuer sa propre marque de la solution finale contre les Palestiniens* ».

Mais cette nazification dépasse largement le conflit israélo-palestinien et devient une vraie figure de style dans le traitement d'autres sujets d'actualité. Pour Ghyslaine Roc (Stcom.net, mai 2002), les Nations-Unies, qu'elle rebaptise « *organisation de terrorisme international* » permettent aux « *néonazis sionistes de massacrer et d'expulser* » et aux « *néo-nazis indiens* » d'envahir le Cachemire. Pour elle « *l'holocauste musulman* » se pratique à l'échelle de la planète : « *Il y a eu effectivement de nombreux holocaustes des peuples musulmans orchestrés directement ou indirectement par un Occident séculier, raciste et anti-musulman.* » La Oumma n'a plus le choix qu'entre se « *soumettre et obéir à Allah* » qui commande de se battre ou « *continuer à se soumettre au dictat des usuriers hégémonistes occidentaux, ces grands fabricants d'holocaustes, d'institutions islamicides et déicides et des plus grands abattoirs humains et camps de concentration que l'humanité ait connus !* » Elle parle ainsi d'« *holocauste afghan* ».

Cette rhétorique a été étendue aux Américains qui ont installé un « *camp de concentration X-Ray* » à Guantanamo où ils détiennent des prisonniers, talibans ou membres d'Al-Qaïda. Stcom.net publiait le 20 février un billet intitulé : « *Guantanamo=Auschwitz* » dans lequel on pouvait lire : « *Maintenant ce sont eux les talibans qui sont séquestrés et torturés dans les camps, de véritables camps de la mort.* » Ce billet se terminait ainsi : « *Guantanamo=Auschwitz ? Non, c'est pire.* » Quelques jours après on apprenait que dans ces « *camps de la mort* », « *deux prisonniers [avaient] été mis sous perfusion intraveineuse pour combattre leur déshydratation* » ! Dans un billet d'avril 2002 titrant « *L'Amérique et nous !* »

Stcom.net traitait les USA de « *nouveaux Hitler* » pour leur action en Afghanistan.

La condamnation en règle de Malek Boutih par Quibla.com en juin 2002 n'hésite pas à user de la métaphore nazie. Ce site raillait ainsi le succès de Malek Boutih auprès du *Monde*, « *quotidien néo-sioniste* » : « *En lisant l'article du Monde, un sentiment inconnu jusqu'alors m'envahit. Je devenais raciste. Raciste envers les antiracistes. [...] Le fils d'immigré est-il obligé de renier ses origines pour s'intégrer ? Est-il obligé de haïr ses ancêtres pour être accepté par ses nouveaux voisins ? Les françaises qui fréquentaient les Nazis pendant l'occupation sont-elles devenues allemandes ? Non ! Elles ont été tondues à la libération et nous proposons d'agir de même avec Malek Boutih. Tondez le mouton, c'est tout ce qu'il mérite.* » De même, lorsque Quibla.com dénonce les musulmans qui coopèrent avec la presse française, c'est en les traitant de collabos : La presse qui « *utilise des collabos qui se présentent comme musulmans [...] et qui dévoilent les dessous de notre communauté a de quoi inquiéter. Ils ajoutent en plus leurs commentaires fallacieux sur l'islam et le Saint Coran. [...] Les Dahman, les Arkoun, les Bencheikh et compagnie nous trahissent [...]* » C'est encore à la métaphore nazie que recourt Stcom.net pour expliquer les difficultés de publier des livres sur l'islam, sauf lorsqu'on l'a trahi, comme Soheib Bencheikh, affublé du sobriquet « *petit mufti autoproclamé* » sur Quibla.com : « *Autant laisser le soin à un nazi d'expliquer les bases du judaïsme* ». Même chose lorsque Stcom.net explique les ressorts de la position des médias occidentaux favorables à Israël, tout en usant d'un concept islamique, celui d'associationnisme : « *C'est la passion et "le souvenir du peuple juif" qui explique la position des médias. [...] Pour l'Occident, remettre en cause la création d'Israël, revient donc à s'associer à Hitler.* »

Un commentaire post-électoral de Quibla.com usait, lui aussi, de la référence nazie : « *Après avoir voté Chirac, prépare ta valise. Pas pour rejoindre tes ancêtres, pour aller en prison. La tolérance zéro c'est bon pour toi, pas pour Chirac et ses potes. T'as rien fait ! Demande aux anciens responsables du FIS s'ils avaient fait quelque chose quand on les a internés dans un camp de concentration au milieu de la campagne française. Faut pas avoir la mémoire courte !* »

La référence à d'autres conflits plus récents que la Seconde Guerre mondiale pour décrire la situation des musulmans dans le monde vient compléter le tableau : la guerre d'Algérie, la Bosnie. Là non plus, les propos ne font pas dans la nuance. Ainsi, en novembre 2001, Quibla.com reprochait à la France de se bercer de beaux principes, sans en faire bénéficier les musulmans, les femmes tout particulièrement, stigmatisées lorsqu'elles portent le foulard : « *La France qui donne des conseils à qui veut l'entendre en matière de droit des femmes, vient d'être reconnue coupable des campagnes de viol orchestrées en Algérie pendant la guerre d'indépendance* ». À cet égard « *Milosevitch, en ordonnant le viol massif des femmes musulmanes de Bosnie n'a fait que copier ses pairs.* ». Quibla.com

remontait le moral des jeunes gens condamnés par la justice pour leur action lors du match France-Algérie en ces termes : « *Que les condamnés ne se plaignent pas. Il y a quelques années, les Algériens ne passaient même pas en jugement, on les balançait dans la Seine directement.* » Autre exemple, le 2 avril 2002, Stcom.net parlait d'« *épuration ethnique* » à propos de Ramallah.

Le négationnisme et ses avatars

Cette nazification du discours voisine souvent avec un négationnisme à peine voilé, principalement sur Quibla.com et Stcom.net. Quibla.com diffusait un document provenant du « *département d'information opérationnelle de Kavkaz-center* » très antisémite, sur lequel nous reviendrons, qui se terminait par : « *dans les prisons se trouvent des centaines de gens qui ont osé toucher au thème de l'holocauste et de la propagande juive trompeuse* ». Ghyslaine Roc, sur Stcom.net, en mai 2002, ne faisait pas dans la dentelle : « *Pendant que les Juifs, à la tête de l'Occident, endorment le monde sur un hypothétique Holocauste de six millions de juifs tués par les Allemands lors de la Seconde Guerre Mondiale, leurs banquiers usuriers du Fond Monétaire International (FMI) et d'autres, [...] l'ONU et les armées d'assassins financés par ces banquiers-assassins eux perpétuent des Holocaustes réels dans le monde musulman et dans d'autres pays délibérément appauvris.* » Une visite des archives de Stcom.net, accessibles en ligne avant le 11 septembre, révélait la récurrence du thème négationniste. Les négationnistes étaient présentés comme les victimes des milices juives agissant avec la complicité de la police et de la justice, sévissant à Paris, dans le Palais de Justice ou à ses abords : « *Gardes et policiers ont, durant ces dernières années laissé se perpétuer de nombreuses violences, en particulier contre des révisionnistes convoqués au tribunal ou venus assister à un procès* ». Une autre fois, Stcom.net commentait ainsi la venue de Bouteflika à Paris : « *On attend de tous les grands célébrités du Souvenir et de la mémoire de la Deuxième Guerre et de la Shose Haulostiquée, qu'ils viennent aussi célébrer les massacres des villages algériens, le napalm, les commandos aéroportés, les "nettoyages de metchas", les baignoires de la Villa Susini* ». Sous un titre à visée humoristique sans doute, « *La grande réserve de criminels nazis* », Stcom.net épilguait sur la décision de juger par contumace Aloïs Brunner : « *La France judiciaire va encore entrer en transe [...]. Il est vrai qu'on commence à manquer de criminels des années 40 et que les jeunes générations étant de plus en plus ignorantes, il convient de leur bourrer de plus en plus le mou* ». Dans un autre billet, où il prenait la défense de Haider, le site ironisait sur les vaines tentatives de la justice belge de poursuivre un libraire pour diffusion de livres négationnistes : « *Décus nous sommes. Mais l'espoir renaît quand on apprend que des délégations de futurs policiers belges sont envoyés à Mathausen et Dachau, pour entretenir le "devoir de mémoire" (Le Soir, 7 février). Grâce à ces instructives visites, les flics sauront maintenant comment on monte un camp de concentration en moins de deux* ».

Mais ce négationnisme ne se contente pas de remettre en cause la Shoah, il représente une véritable façon de penser le monde qui se saisit de l'actualité, ce qu'Alain Finkielkraut a appelé « *le négationnisme en temps réel* »⁷. Après les attentats du 11 septembre, sur islamiya.net, l'ambiguïté était totale. Le site a diffusé un communiqué de condamnation dès le 12 septembre. Pourtant, une *fatwa* juridique intitulée « l'attitude des musulmans à l'égard de la violence » et répondant à une question d'un internaute le 20 septembre, développait des arguments moins nets. Le cheikh n'avait aucune parole charitable à l'intention des Américains, dont le drame était simplement qualifié de « nuisance ». Il vitupérait au contraire les opinions publiques occidentales en leur conseillant de s'en prendre aux vrais instigateurs dont on devine sans mal qui ils sont : « *Si la rue occidentale était équitable même vis-à-vis d'elle-même, elle serait allée se venger de ceux qui ont planifié, contribué et participé à la nuisance qui l'a frappée* ». islamiya.net a aussi fait écho à l'analyse d'un dénommé Abou Amar Saada fondée sur divers organes de presse, diffusée par islamonline.net dès le 18 septembre : « *Les Israéliens se sont absents... et les attentats se sont produits* ». On y prétend que « *quatre mille Israéliens qui travaillaient au World Trade Center à New York ne se sont pas rendus à leur travail le jour de l'attentat* ». Dans le même esprit, Stcom.net « dévoilait » que « *les femmes et les enfants des militaires du Pentagone et les habitants des villas autour du Pentagone auraient été priés de partir en vacances les 10 et 11 septembre 2001 et de ne pas dormir chez eux dans la nuit du 10 au 11 septembre* ». Le Mossad serait à l'origine des attentats, Israël désirant ainsi « *stimuler l'opinion populaire afin qu'elle prenne parti pour lui* ». Compte tenu de l'influence déterminante des Israéliens aux États-Unis, Georges Bush serait à la recherche d'un bouc émissaire, d'où la piste Ben Laden.

Cette interprétation de l'événement a été fortement plébiscitée par Quibla.com qui, le 1^{er} octobre, annonçait : « *islamiya.net diffuse un article capital pour connaître les vrais commanditaires des attentats* ». Quibla.com voyait aussi dans ces attentats un prétexte bien utile pour justifier une attaque contre un régime accusé « *de longue date, par les médias d'Occident, d'appliquer avec entêtement la charia. Les alliés ont décidé de supprimer par la force ce foyer qu'ils qualifient d'intégriste* »⁸.

Stcom.net n'a pas hésité à désigner nommément, dès le 12 septembre, les États-Unis et leurs acolytes juifs comme auteurs des attentats, arguments techniques et géopolitiques à l'appui. Les Américains se seraient « *tiré dans le pied* » pour stimuler leur économie reposant sur la vente d'armes et divers trafics, dont celui de la drogue, à la tête desquels se trouvent les services secrets. Ces attentats auraient permis aux États-Unis de faire la guerre aux talibans qui ont arrêté la culture du pavot et de « *justifier aux yeux de l'opinion internationale les massacres de populations musulmanes dans le monde* ». En novembre 2001, Stcom.net donnait une « *nouvelle top secret* » révélant un « *accord*

entre le MOSSAD et la CIA » pour éliminer les preuves censées « *prouver l'implication du MOSSAD : arrestations d'Israéliens en possession de grandes quantités d'antrax, des trajectoires des avions qui ont percuté le WTC. Bref un complot mondial impliquant les USA, Israël et d'autres pays* ». Quibla.com précisait sa pensée le 14 mars 2002 en reprenant la thèse Meyssan⁹ et en supputant sur la manière dont le Mossad s'y était pris pour attirer les passagers arabes dans l'avion afin de faire croire à un détournement, à moins que les Israéliens n'aient « *donné un petit coup de pouce pour que les membres d'Al-Qaïda puissent tous embarquer dans les avions [...] et ne laisser aucun témoin gênant* ». Quibla.com se demandait si après avoir découvert qu'aucun avion ne s'était jeté sur le pentagone, on n'allait pas apprendre « *qu'il n'y a pas eu de détournement à New York, les pilotes des deux avions ayant été traités pour des troubles psychologiques après la guerre du Viêt-nam. Tout est possible* ». En avril, Quibla.com donnait à lire à ses visiteurs la conférence faite par Thierry Meyssan à Abu-Dhabi. Dans le genre humoristique, Stcom.net écrivait le 12 mars à propos d'un fait divers : « *Un échafaudage terroriste fait trois morts à Chicago* ». Mais ces sites ne se sont pas contentés de recycler les rumeurs, ils argumentent en se référant à la charia pour apporter la preuve de l'innocence des musulmans. Le 22 avril 2002, Quibla.com résumait les choses ainsi : « *qui veut se débarrasser de son chien l'accuse de la rage. Celui qui veut se débarrasser des musulmans les accusent d'apologie du terrorisme. Les événements tragiques qu'a vécu notre frère de stcom¹⁰ sont là pour le rappeler. Les musulmans ne peuvent faire l'apologie du terrorisme et du meurtre de civils. Non pas parce que cela est contraire aux lois du pays où ils vivent, mais parce que cela est contraire à la Sharia* ». Leur argumentation se nourrit également d'un renversement de l'ordre logique des événements. C'est parce que les États-Unis attaquent l'Afghanistan qu'il faut rechercher le coupable de leur côté : « *Les États-Unis ont accusé l'Afghanistan d'avoir commis ces incidents. [...] Le terrorisme et les massacres de masse perpétrés par les États-Unis ont été déclarés légitimes alors qu'une propagande sans précédent contre les Moudjahidin a été organisée. Ainsi un groupe de nations a massacré une nation. [...] La véritable cible de cette campagne mondiale était l'islam et la coalition internationale avait été montée dans le but de tester le djihad. L'épouvantail du terrorisme n'est agité que comme outil de propagande pour obtenir le soutien et la coopération des autres nations. [nous soulignons]* » (Stcom.net, 1^{er} juin 2002). Adeptes de la thèse Meyssan¹¹, Stcom.net voit dans cette guerre hâtive une confirmation des « *accusations portées par le reporter Smaïn Bédrouni quant à la possible participation des services spéciaux Américains et Israéliens dans l'orchestration des événements du 11 septembre. Une preuve indirecte de cette version est le fait que Smaïn Bédrouni a été diffamé par les médias français pour le discréditer, le présenter comme un terroriste islamiste, fondamentaliste au moment même de la parution de son article révélant la supercherie américaine.*

[...] *Les événements du 11 septembre étaient seulement un prétexte pour commencer l'agression américaine contre l'Afghanistan* ».

La dénégation de la réalité

Face à cet argumentaire paranoïaque, la réalité pèse peu. Richard Reid a été pris en flagrant délit de vouloir faire exploser l'avion dans lequel il voyageait. Qu'à cela ne tienne, c'est probablement un agent de la CIA : « *Il faut rester prudent sur les informations que nous apportent ceux qui dénigrent l'islam quotidiennement. [...] Nous n'excluons pas l'hypothèse selon laquelle ce pseudo terroriste voyageant sans bagage n'est rien d'autre qu'un agent de la CIA.* » (Quibla.com, 26/12/2001). Voilà comment Stcom.net rendait compte de l'assassinat de Daniel Pearl en février 2002 : « *alors qu'il enquêtait sur ce que les kouffars [mécrostants] appellent les milieux islamistes. [...] Il semblerait que son exécution soit maquillée de manière à ressembler à un message adressé directement à tous ceux qui cherchent à salir et à détruire l'islam et la Communauté islamique Mondiale. Le message est clair, peut-être même trop clair, suffisamment en tout cas pour ne pas mettre en question la véritable identité des ravisseurs* ». Avec ce mode de raisonnement malade, aucune preuve n'est jamais valide. Il en va ainsi de la cassette vidéo enregistrant la revendication des attentats par Oussama Ben Laden : « *L'objectif de ce montage vidéo visait à mettre fin, plus précisément démolir, la vraie vision de l'islam, représentée aujourd'hui par Ben Laden et les talibans. [...] Prions tous le Bon Dieu pour qu'il fasse échouer la conspiration planétaire contre l'islam.* » (« Casher Bush », Stcom.net, 1^{er} décembre 2001)

On en arrive logiquement à une dénégation de la réalité de manière explicite, comme Stcom.net qui, en avril 2002, sous la rubrique « Liberté d'expression » commençait ainsi : « *Après les faux attentats du 11 septembre 2001, les faux terroristes en Afghanistan et à travers le monde, les faux sites internet terroristes, les vraies attaques de la presse aux ordres et les vrais réseaux internationaux de pédophilie...* » Stcom.net ne recule pas devant les causalités les plus extravagantes, en se donnant le beau rôle : « *Les musulmans ont été désignés du doigt le jour même des faux attentats du 11 Septembre, les médias occidentaux avaient pour instruction d'attaquer et de discréditer la presse musulmane qui risquait de dénoncer la supercherie. Ainsi, par exemple, de fausses accusations ont été fabriquées contre des webmasters musulmans afin de les faire passer pour des terroristes en les discréditant aux yeux de l'opinion publique. Ces diffamations étaient indispensables pour bombarder sans contestation les civils afghans innocents* » (mars 2002).

Mais, comme pour la Shoa, l'argumentaire sur les attentats du 11 septembre reste marqué par l'ambivalence. La négation de l'implication de musulmans se conjugue à un contentement, « justifié » par la persécution des musulmans dans le monde qui ont enfin donné une bonne leçon aux USA et par des

fatwas légitimant de tels actes. Il arrive même que l'on fasse écho aux propos satisfaits d'Oussama Ben Laden, comme Stcom.net, fin décembre 2001 : « *Notre terrorisme contre les États-Unis est louable et aidera inévitablement à préserver la sécurité de la Oumma en la protégeant de la cruauté, de la corruption et du terrorisme, et il obligera les USA à ne plus supporter les Israéliens, qui continuent à massacrer nos enfants en Palestine* ». Stcom.net éditait le 3 décembre 2001 une traduction de la « Lettre ouverte au Président Bush », écrite par le cheikh Safar Al-Hawawi, de la « Péninsule arabique »¹². Cette lettre se veut un réquisitoire et une menace. Le cheikh justifie ainsi l'accueil enthousiaste fait par les musulmans aux attentats du 11 septembre : « *Je ne vous cacherais pas qu'une grande vague de joie a accompagné le choc ressenti par les musulmans de la rue. Et quiconque vous dira le contraire vous cachera la vérité. [...] Cette nation musulmane, qui adore Dieu et croit en la justice plus que tout autre sur terre, n'a pas fait cela par inimitié raciste ou mauvaise intention, mais elle a été rejointe en cela par le monde entier ; ce monde qui vous a exclu de l'Organisation des Droits de l'Homme. 3000 des organisations les plus populaires se sont mobilisées contre vous à la conférence de Durban* ». Pour le cheikh, il ne fait aucun doute que le combat qui a commencé s'inscrit dans la lignée des croisades : « *musulmans, nous n'avons pas oublié nos tragédies en dépit du temps qui s'est écoulé. Imaginez, Monsieur le Président, nous pleurons encore l'Andalousie et nous nous rappelons toujours ce qu'ont fait là-bas Ferdinand et Isabelle à notre religion, à notre culture, à notre honneur ! Nous rêvons de la regagner. Nous n'avons pas oublié non plus la destruction de Bagdad ou la chute de Jérusalem dans les mains de vos ancêtres croisés. [...] Soyez certain, il n'y a aucun musulman sur terre qui vous aime, même s'il donne son sang pour vous, installe des postes de collecte de renseignements pour vous, ou vous délègue l'élaboration des programmes d'éducation de son peuple. Quiconque sur terre déclare vous aimer, et aucun musulman ne peut faire une telle déclaration, ne vous aime que comme une proie effrayée aime un prédateur brutal. [...] Nous ne voulons aucune liberté ou démocratie qui vienne de vous, nous ne l'accepterons pas. L'ennemi de la liberté ne peut pas accorder la liberté. [...] Monsieur le Président, si vous détruisez tous les pays sur votre liste de terroristes, est-ce que cela sera la fin ou seulement le commencement ? A moins que vous ne souhaitiez que vous soit rappelée l'histoire d'Armageddon et, dans ce cas, il n'y aura plus d'histoire du tout. Pour cette raison, je vous répète : craignez Dieu et réfléchissez bien.* »

La justification religieuse du terrorisme

Bien que ravi par les thèses négationnistes, Quibla.com ne se prive pas de donner des éléments justifiant la conformité islamique des attentats notamment avec la fatwa du cheikh Hammoud Ibn'Okla Al Shu'iybi, 28/6/1422 de l'Hégire, de la « Péninsule Arabique ». En résumé, l'attaque du WTC était justifiée face aux supplices que l'Amérique fait subir aux musulmans, qui

invalident tout accord d'État à État et les Américains présents dans les tours n'étaient pas des victimes innocentes puisqu'ils ont désigné leurs représentants qui martyrisent les musulmans dans le monde, s'en rendant ainsi complices. Quant aux autres, musulmans ou non qui se trouvaient là, l'impossibilité de les distinguer justifie leur massacre. Dans la *fatwa* diffusée par islamiya.net le 20 septembre 2001, le cheikh épiloquait sur les raisons qui pouvaient justifier le recours à la force et à la violence contre les « mécréants ». Les musulmans ne peuvent en prendre l'initiative « sans un motif créé par les mécréants comme un combat livré aux musulmans ou une assistance apportée aux ennemis d'Allah ou un effort pour détourner ces derniers du chemin d'Allah sur terre ». Il poursuivait ainsi, ajoutant à l'ambiguïté de ses propos : « Nous rappelons à ces mécréants les massacres perpétrés et ceux en cours contre les musulmans dans différentes parties du monde [...], massacres perpétrés avec l'assistance de beaucoup de Juifs et de Chrétiens et d'autres ». Ne doit-on pas en déduire que les attentats contre les États-Unis, alliés d'Israël, étaient légitimes ?

Les attitudes belliqueuses vis-à-vis des États-Unis ne se contentent pas de justifier les attentats, mais anticipent sur ceux qui vont venir. Comme Stcom.net¹³, Quibla.com dévoile une obsession de la puissance américaine, source de tous les maux. Quibla.com a ouvert une rubrique d'actualité intitulée « USA, chronique d'un pays à la dérive » dans laquelle elle n'hésite pas à recourir à la métaphore cruelle du Titanic pour décrire la panique qui s'est emparée des Américains, et ne devrait plus les quitter. Elle commentait ainsi des propos récents d'Oussama Ben Laden – « les USA ne connaîtront plus de repos » : La « peur incontrôlable » dans laquelle aurait été plongé le citoyen américain depuis les attentats du 11 septembre devrait le conduire à « penser que son pays est en train de sombrer, lentement mais sûrement. Avant de percuter un iceberg, le Titanic ressemblait à l'île de Manhattan [...]. De la lumière et du fric à tous les étages. Maintenant Manhattan ressemble au Titanic. Le terrorisme l'a percuté de plein fouet. À chaque nouvelle secousse, après chaque incident, les New-Yorkais se souviendront du 11 septembre et ne souhaiteront qu'une chose, quitter le navire avant qu'il ne coule » (15/11/2001).

L'opinion de ces sites sur les attentats contre des synagogues, des biens juifs ou des personnes juives obéissent à la même logique négationniste. En janvier 2002, Stcom.net réagissait à ces attentats en les situant dans un contexte de désinformation générale organisée par les Juifs, dans un billet au titre évocateur inspiré par la prose d'islamiya.net : « La France Antisémitiste ? Encore un mensonge sioniste. » : « Après la fausse cassette de Bush dans laquelle Oussama Ben Laden avouerait son implication dans les attentats du 11 Septembre 2001, [...], après les articles de presse de nombreux journaux pro-israéliens et anti-islamiques etc. Les jeunes des quartiers seraient antisémites ». Les sites n'ont pas attendu José Bové pour dénoncer la « supercherie ». Stcom.net parle, là encore de faux attentats : « On

a compris que les faux attentats des synagogues de France et la rumeur d'antisémitisme sont là pour faire diversion sur ce que SHARON fait en ce moment en Palestine » ; « Le Mossad continue ses opérations sur le territoire français contre les synagogues et les boucheries cachées afin d'en faire imputer la responsabilité aux musulmans de France ». Jamais à court d'imagination, Stcom.net ajoutait, en avril, à propos de l'incendie qui a détruit la synagogue de Marseille, deux arguments expliquant les attentats par la démographie d'Israël et la stratégie politique du RPR : « Il est évident que certains essaient une fois de plus de détourner l'attention des crimes perpétrés par l'Armée d'occupation en Palestine. [...] En faisant croire que la communauté Juive de France est attaquée, cela permettra une nouvelle fois de faire prendre des mesures anti-arabes et anti-musulmans, même de manière cachée. [...] Ils détruisent des synagogues afin de faire croire que les musulmans et les Arabes sont des criminels. Il semblerait que certaines personnes veulent profiter des événements en Palestine pour faire croire à l'insécurité et ainsi faire voter les français pour un de ceux qui n'ont rien de mieux comme programme que de créer de l'insécurité en France et ainsi faire voter les français sous la menace. Cela s'appelle du chantage et non de la démocratie. [...] Sharon veut faire venir des Juifs français en Israël par la force en leur faisant croire qu'ils ne sont pas en sécurité en Europe. Les services secrets sionistes sont derrière tout ça et c'est aux services secrets français d'intervenir dans cette affaire. » La dénonciation de la judéophobie et l'antisémitisme serait en fait une manière d'interdire toute critique d'Israël (« Judéophobie ou sionismophobie ? », Quibla.com, 14 janvier 2002 ; « Antisémitisme ou paranoïa », Quibla.com, 12 mars 2002).

Stcom.net n'a pas manqué de faire écho aux propos d'Hubert Védrine en janvier 2002 qui n'étaient pas loin de justifier les violences contre les Juifs : « il n'y a pas forcément à être choqué que de jeunes Français issus de l'immigration éprouvent de la compassion pour les Palestiniens et soient dans tous leurs états en voyant ce qui se passe ». Stcom.net déplorait cependant le manque de compassion à l'égard des musulmans, stratégie visant à mettre en symétrie Juifs et musulmans : « Cependant, ni le premier ministre, ni le Président de la République n'ont fait de telles déclarations concernant les musulmans de France opprimés, salis, puis jetés dans l'oubli comme de vulgaires chaussettes. »

La stratégie de mise en symétrie, très pratiquée dans les médias français, connaît un grand succès, notamment sur Quibla.com et islamiya.net. Les musulmans seraient plus « victimes » que les Juifs et seul l'aveuglement pro-sioniste empêcherait de le reconnaître. Cette revendication du 1^{er} rang parmi les victimes se fait sur ton à la fois de reproche et de menace. Ainsi, à la question d'un internaute inquiet, Quibla.com répondait : « Pour vous éclairer, je vous conseille de lire le Coran. [...] Le gouvernement par son laxisme pousse les communautés les unes contre les autres. Mais la France n'est pas Israël, les musulmans sont beaucoup plus nombreux que les Juifs ; si l'injustice se poursuit, les dégâts seront vraisemblablement impor-

tants » (10 avril 2002). Autre message de Quibla.com plus explicite : « *Comme les musulmans sont loin d'avoir l'impunité dont bénéficient les Juifs intégristes du Bétar, nous conseillons aux frères de s'organiser dans les quartiers en groupes d'autodéfense totalement informels, sans aucune inscription légale, de s'entraîner comme n'importe quel sportif le ferait et de patienter. Quand le besoin s'en fera sentir, il faudra agir.* ». Stcom.net, rendant compte en juin 2002 d'un incendie apparemment accidentel ayant endommagé, sans faire de victime, le Centre islamique de Belgique, s'exprimait ainsi : « *En ces temps où le moindre pétard claquant sous les murs d'une synagogue s'accompagne d'un torrent d'indignations et de suspicions, on nous a proprement assassinés sans bruit et sans cris.* » Le mimétisme est poussé très loin. Ainsi, islamiya.net reprenait, le 6 avril 2002, c'est-à-dire juste avant la grande manifestation à l'appel des institutions juives, dans un communiqué de presse, les mots mêmes de la pétition qui avait cherché à réveiller les Français sur les actes antisémites qui se développaient en France : « Trop c'est trop ». Le communiqué dénonçait les « *attaques raciales, anti-religieuses subies par des musulmans* » et les médias qui « *dans leur généralité mettent tous leurs efforts pour dénoncer une partie des actes anti-religieux, raciaux* » et annonçait l'ouverture prochaine d'un « *Observatoire Français musulman (OFM)* », par mimétisme avec l'Observatoire du monde juif. Cet Observatoire consignerait les « *actes, événements, écrits ayant porté atteinte moralement ou physiquement à la communauté musulmane. Trop d'actes sont restés sous SILENCE. Ça suffit !* » De son côté, Quibla.com a lancé un concours afin de trouver un nom aux milices musulmanes anti-Bétar et invite à participer au forum « *Tous contre le BETAR, mais comment ?* » Voici un florilège des noms parvenus au site : brigades vertes, Brigades Saladin, GIADD (Groupe islamique Autonome de Défense et de Dissuasion), Tous pour un et un pour tous, Tawhid, Jenine, martyrs, SOLUTION FINALE. Ce dernier semblait avoir sa préférence : « *voilà un petit nom qui devrait les faire trembler : « SOLUTION FINALE », cette fois, ça va pas être du bidon !!!!* »

Protocoles des Sages de Sion

L'idéologie des *Protocoles des sages de Sion* est très prégnante, principalement sur Quibla.com et Stcom.net. Quibla.com diffusait le 30 mars 2002 « *l'appel du Parti des musulmans de France à la manifestation européenne pour la Palestine* », à Strasbourg qui reprenait le thème de l'infiltration médiatique : « *Les sionistes répandus à travers le monde entier, tiennent la plupart des agences de presse et médias, obligeant les journalistes à dire "violences au Proche-Orient", alors qu'une extermination est en cours* ». Par ailleurs, Quibla.com dispose d'une rubrique « Protocoles » dans laquelle elle en fait une analyse ambiguë. Pour Quibla.com, c'est l'absence de référence des *Protocoles* aux musulmans, « *qui ont pour-tant la possibilité, en cas d'union, d'empêcher quiconque de dominer le monde* », qui rend le manuscrit suspect : « *il*

n'y a pas une seule mesure envisagée pour museler les peuples musulmans ni pour détruire l'islam. Ce qui prouverait que le livre n'a pas été écrit par un juif et encore moins par un sioniste » ! Quibla.com s'interroge sur les raisons du succès du livre: « *les Protocoles regroupent les griefs communément proférés par les antisémites. Mais certains d'entre eux reposent sur des faits tellement réels que leur négation revient à justifier le livre.* » Quibla.com recommande de s'en tenir à la lecture du Coran pour savoir quoi penser des Juifs, tout en offrant la possibilité, par un lien électronique avec fm-fr.org, censé être le site de la franc-maçonnerie française qui accompagne le texte d'un commentaire, de consulter dans l'instant les *Protocoles des sages de Sion*. Mais il ne faudrait pas qu'à la lecture des *Protocoles* les musulmans doutent de la victoire. C'est pourquoi Quibla.com donne ce conseil : Si « *les Palestiniens restent unis et [...] demandent de l'aide à Allah le sionisme suivra le même sort que la noblesse franque à la fin du treizième siècle : À la mer !* » Pire, Quibla.com donne à lire, dans un document provenant du « *département d'information opérationnelle de kavkaz-center* » pour Stcom.net, un texte illustrant la théorie des *Protocoles des sages de Sion*. L'actualité internationale confirmerait « *qu'il y a un plan universel grandiose, selon lequel travaillent toutes les organisations juives. Il est stupéfiant que ce plan n'ait pas été construit en un jour mais ait surgi dans le commencement même de ce siècle.* » On retrouve l'argument habituel de la théorie du complot selon lequel le fait qu'on l'ignore confirme son existence : « *l'ignorance de la communauté mondiale dans cette sphère confirme seulement notre argument concernant l'influence des Juifs sur les moyens d'information et sur la vie universitaire* ». Rien d'étonnant puisque « *la mentalité juive est caractérisée par de telles qualités, comme l'hypocrisie et le fanatisme* ». Parmi les « *moyens juifs* » d'information massive, on y trouve la « *propagande sur l'antisémitisme* » qui, d'après les auteurs, n'aurait pas d'existence et serait là pour servir de ciment entre les Juifs et entretenir la haine des non-Juifs. On retrouve ces délires dans les discours tenus sur les sites : « *Le lobby du pétrole dirige le Texas, le lobby de l'automobile le Michigan et le lobby sioniste supervise le tout* » (Quibla.com, 11 avril 2002) ; « *en réalité cette moitié du monde [l'Occident] appartient à Satan (aux francs-maçons et aux Banquiers usuriers, juifs ou pas) et leur plan est tout simplement d'apporter à ISRAEL (USA et EUROPE-UNIE) le reste du monde sur un plateau, tâche aisée s'il n'y avait pas les musulmans* » (Stcom.net, 2 mai 2002). D'ailleurs, sur ces sites, les médias sont forcément « *pro-juifs* », « *néo-sionistes* » ou « *sionistes* »¹⁴.

La victimisation des musulmans sur le modèle palestinien

L'assimilation de la situation des musulmans à celle des Palestiniens est dans l'air médiatique : opprimés en France et ailleurs en Occident comme les Palestiniens le sont par Israël. Quibla.com n'a pas manqué de relever les propos de Noël Mamère sur France 2 pen-

dant les élections, excusant à mots couverts les attentats contre les synagogues, les personnes et les biens juifs : « Lorsque des gens en France ont l'impression d'être traités comme des Palestiniens, c'est quelque part normal qu'ils aient "la haine" ». Les sites internet n'hésitent pas à se réapproprier la représentation sociologique des personnes de culture musulmane en France. Les références aux souffrances infligées aux musulmans sont tour à tour directes ou obliques : le cheikh Safar Al-Hawali commençait ainsi sa lettre ouverte au Président Bush par « Je vous écris en tant que membre d'une communauté opprimée et persécutée... » (Stcom.net) ; « Vous êtes musulmans et vous n'êtes pas encore privés de vos droits civiques » [nous soulignons] (Quibla.com, mai 2002). Les musulmans font ainsi figure de victimes absolues, qui ne cherchent qu'à se défendre contre l'oppression occidentale avec le peu de moyens dont ils disposent. Ils sont donc frappés d'irresponsabilité. Toute situation embarrassante est ramenée à ce cas de figure, par la recherche des causes profondes. C'est le cas de la « représentation » française islamiste à Guantanamo, interprétée de manière originale par Quibla.com : « la déportation à Guantanamo de jeunes français doit également pousser les autorités françaises à l'autocritique. Le fait que les nombreuses initiatives de nombreuses associations intervenant sur le plan éducatif aient été ces dernières décennies systématiquement bloquées a poussé de jeunes français musulmans à s'expatrier dans un premier temps vers des pays plus accueillants. L'État français porte une part de responsabilité dans ce que ces jeunes ont pu faire par la suite [nous soulignons] » (février 2002). Le 30 janvier 2002, Quibla.com disait la même chose dans ces termes : « Ce n'est pas un hasard si la France a autant de représentants à Guantanamo. La politique d'exclusion des musulmans, les arrestations arbitraires, la répression systématique qu'ont subie les associations islamistes depuis plus de dix ans, le chantage à la carte de séjour poussant des étrangers en position de faiblesse à faire, sur ordre des RG ou des services de renseignement étrangers, la "fitna" [le désordre] dans des associations des plus pacifiques. On ne parle même pas de l'éducation déplorable que les enfants subissent dans les écoles de la République. Les enfants se révoltent contre leur famille et leur esprit a perdu tout repère religieux ». Autre exemple de discours appelant au secours des victimes, celui de Kamel qui écrit aux candidats à la présidentielle en avril 2002 pour leur demander de prendre des mesures à l'égard d'Israël, sinon il ne répond plus de rien dans les banlieues : « Je m'efforce jour après jour avec d'autres à expliquer aux jeunes des quartiers sensibles que la violence n'est pas une solution, qu'il faut croire au travail, à la négociation, à la démocratie. Aujourd'hui les jeunes ne nous croient plus et je crains le pire pour demain. Si vous ne réagissez pas, vous condamnez beaucoup d'entre eux à la solution violente et malheureusement certainement plus forte que celles connues ces derniers jours. Certain de votre compréhension je vous demande d'aller jusqu'au bout de vos convictions politiques et d'intervenir, grâce à des

mesures fortes en direction du gouvernement israélien pour que cesse cette injustice. Afin que ne s'exporte pas sur notre sol la haine, la violence [nous soulignons] » (Quibla.com, 07/04/02). Ces sites ne sont pas à court d'arguments lorsqu'il s'agit de déresponsabiliser les musulmans. L'exemple qui va suivre est éloquent tant par l'absence totale de maîtrise sur son propre destin qu'il dépeint que par l'imagination sans borne qu'il dénote : « Ces pauvres jeunes des quartiers à qui on n'accorde aucune réussite scolaire, à qui on ne donne pas de travail sérieux s'ils sont "trop musulmans", ces jeunes des banlieues que l'on utilise en période d'élections pour ressortir le thème habituel de l'insécurité. Je ne parlerai pas de voitures brûlées, même si nous connaissons les hommes politiques français qui manipulent nos petits frères en leur offrant de l'argent et en leur faisant des promesses de récompense s'ils brûlent ou cassent les voitures afin de créer le climat d'insécurité qui leur permettra de faire campagne sur ce thème. [...] J'ai enquêté à ce sujet pendant des années et nous avons retrouvé en première position le fameux RPR, les autres viennent ensuite mais nous n'en parlons pas pour le moment [nous soulignons] ».

Les intellectuels et politiques, qui usent et abusent du registre de la victime pour dépeindre les conditions de vie des jeunes « arabo-musulmans » en France, portent une responsabilité très lourde puisqu'ils les accompagnent ainsi dans l'impasse du gémissement et de la subversion. L'alliance antisioniste de fait entre l'islam militant et une certaine gauche se fonde sur une méprise de cette dernière, que le premier encourage par un ralliement¹⁵ aux thèmes du nouveau « mouvement social », ralliement souvent bien superficiel pour les plus radicaux, qui cache mal un désaccord profond sur les solutions et un mépris total, que synthétise à merveille cette formule lapidaire relevée sur Quibla.com en janvier 2002 : « Entre les marchands d'armes réunis à New York et les traîne-savates de Porto Allègre, la troisième voie : l'islam »¹⁶.

Le cheikh Ūsuf al-Qaradâwî

Ūsuf al-Qaradâwî est un cheikh médiatique de renommée mondiale, qui rend des fatwas sur le net en réponse aux questions des internautes (islamonline notamment). Il remporte aussi de grands succès sur les ondes et à la télévision (Al-Jazira). Il est décrit par islamophile.org comme « le savant de l'éveil islamique » et un grand admirateur de Hassan al-Banna, fondateur des Frères musulmans en 1928. Ūsuf al-Qaradâwî est né en 1926 en Egypte et a été formé à Al-Azhar. Interdit de prédication au Caire, il fut transféré à Al-Azhar qui le détacha au Qatar où il devint doyen de la charia islamique et connut le succès que l'on sait. Il est membre de la jurisprudence de la Ligue islamique de La Mecque et du centre royal de civilisation islamique en Jordanie. Son rayonnement dépasse les pays arabes et s'étend à l'Europe et aux États-Unis, par les ondes, le net, mais aussi par les fonctions qu'il exerce à en Grande-Bretagne – membre du centre

des études islamiques d'Oxford¹⁷ et, depuis 1997, président du Conseil européen de la *fatwa* et de la recherche (CEFR) – et en France – membre du conseil scientifique du Centre de formation à l'islam de Château-Chinon (Institut européen des études islamiques) tenu par l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) et présidé par Ahmad Jaballah. Le CEFR a été créé sur l'initiative de la Fédération des organisations islamiques d'Europe, dont fait partie l'UOIF. Ahmad Jaballah est lui-même membre du CEFR, aux côtés de nombreux autres, dont Rachid Ganouchi, célèbre islamiste tunisien réfugié à Londres. Le vice-président Fayçal Mawlawi a également une « surface » dans le monde arabe et en Europe. Il est né au Liban, a fait ses études au Liban et en Syrie, mais aussi à la Sorbonne à Paris où il a obtenu un diplôme d'études approfondies. Il a été le conseiller religieux de l'UOIF de 1980 à 1985, pendant son séjour en Europe et est décrit comme le fondateur de l'Institut européen des études islamiques de Château-Chinon. D'après islamia.net, il aurait été désigné comme le meilleur prêcheur par le Congrès mondial de la Jeunesse islamique lors de son séjour en France. Pour être complet, il faut ajouter que 'Uṣuf al-Qaradāwī est également actionnaire de la banque al-Taqwa proche de la famille Ben Laden et dans le collimateur des enquêteurs américains depuis les attentats du 11 septembre 2001¹⁸.

Le CEFR élabore des recommandations à destination des musulmans d'Occident. S'il encourage les musulmans à respecter les lois du pays, il exhorte le musulman européen à « *préserv*er son identité et sa personnalité islamique en se conformant aux lois du Seigneur [...] s'évertuer à ce que l'islam soit reconnu. [...] Les musulmans d'Europe doivent créer des corps judiciaires qui s'occupent de leur statut personnel et de leurs affaires religieuses. [...] Ils doivent s'attacher fermement au Coran et à la Sunna [...], s'évertuer à élever leurs enfants dans un environnement islamique en créant des écoles et des centres d'animation »¹⁹. Les *fatwas* rendues sont publiées et étaient disponibles au congrès annuel de l'UOIF du Bourget, en mai 2002. islamia.net ne se contente pas de mettre en lignes les *fatwas* du centre, il diffuse des traductions de sermons du vendredi au Qatar du cheikh al-Qaradāwī. Ceux du 25 mars et du 12 avril 2002 traitaient du conflit israélo-palestinien. La notoriété du cheikh et ses fonctions islamiques en Europe donnent une grande portée à ses propos.

Le prêche de mars exhortait les musulmans du monde entier à se mobiliser auprès des Palestiniens qu'il décrit comme les héros de l'année hégirienne passée, ceux qui font honneur à la « communauté » insuffisamment mobilisée à son goût : « *La seule chose réalisée par la communauté est la résistance palestinienne, son héroïsme [...]. Elle a vivifié ces héros qui ont fait de la faiblesse une force, en se sacrifiant pour Allah et en ne se souciant pas de la mort. [...] Pourquoi n'accourons-nous pas au secours*

de nos frères ? » Al-Qaradāwī livre aussi son jugement sur les attentats suicides en fustigeant la presse arabe qui reprend ce terme : « *je m'étonne encore plus lorsque j'entends une des émissions islamiques : il s'est produit un attentat SUICIDE et le SUICIDÉ A TROUVÉ LA MORT ! Malheur ! Une émission islamique et arabe qui accuse ces martyrs ? L'opération est qualifiée d'attentat suicide.* » Le cheikh rappelle des paroles qu'il a eues à Beyrouth à ce propos dans un congrès : « *si tous ceux qui défendent leur pays, s'exposent à la mort pour défendre les lieux saints sont considérés comme terroristes, alors je suis le premier terroriste et je demande à Allah "Oh ! Seigneur, si ces actions sont des actes de terrorisme, fais de moi un terroriste de mon vivant et fais-moi mourir en terroriste et ressuscite-moi avec les terroristes". [...] La terre appartient aux Palestiniens, ils s'y cramponnent. [...] Les sionistes, en revanche, ne se cramponnent pas à la terre car ils n'y ont pas de racines. Ce sont des immigrés.* » Le cheikh al-Qaradāwī va beaucoup plus loin que le cheikh Tantaoui, recteur d'Al Azhar qui n'a légitimé les attentats que lorsqu'ils visent l'armée ou les colons armés : le combat « *contre l'armée d'occupation et les colons qui portent les armes pour nous combattre représentent la plus haute forme de djihad et de sacrifice. Personne n'a le droit de les condamner ou de les qualifier de terroristes* ». L'Intifada « *contre l'injustice et l'agression sioniste est un djihad, une résistance permise par toutes les religions et toutes les lois internationales.* » Ce qui n'empêchait pas Quibla.com de titrer, pour en rendre compte en juin 2002 : « *Les opérations martyres sont licites* ».

En avril, le cheikh al-Qaradāwī se faisait beaucoup plus précis dans sa stratégie de soutien aux Palestiniens et comparait les « héros » palestiniens aux héros des heures de gloire de l'empire arabo-musulman (Tariq en Andalousie, Saladin lors des Croisades). « *Les croyants sont pour leurs frères tel un édifice, ils se soutiennent mutuellement et les musulmans sont tels un corps unifié. Si un membre a mal, tout le reste du corps souffre. [...] Agissons conformément au communiqué que nous avons présenté lors de la manifestation au Qatar : la réduction de la production de pétrole. Réduisez de moitié la production de pétrole ! Quel mal en résultera-t-il ? Nous appelons tous ceux qui sont au pouvoir dans cette communauté au secours. Nous les appelons au secours afin qu'ils se comportent en hommes, qu'ils se comportent d'une façon digne de la magnanimité des Arabes d'autrefois. [...] Le Hezbollah a vaincu Israël qui s'est retiré du Liban-Sud. Et les enfants de l'Intifada ont vaincu Israël. [...] Nous luttons contre la pire et la plus arrogante force sur terre, la force des enfants de Sion, nous luttons contre l'occupation raciste, colonialiste, usurpatrice, contre une colonisation qui chasse les habitants pour les supplanter. [...] Si nous ne pouvons accomplir la résistance militaire, qui est devenue une obligation individuelle pour tous ceux qui en sont capables, nous pouvons accomplir d'autres formes de résistance qui sont au niveau de la communauté. Parmi celles-ci, la résistance politique. La moindre des résistances est de couper toute relation avec l'entité sioniste, qu'elle soit économique, commerciale, politique, culturelle, touristique,*

tout ce que vous voulez. Ces relations sont un péché et un déshonneur ; un péché au niveau religieux et un déshonneur au niveau national. [...] L'achat des produits israéliens et américains fait partie des grands péchés. Il existe une résistance économique. Il s'agit d'appliquer la fatwa que j'ai émise et qu'ont émise avec moi un certain nombre de savants de la communauté, la fatwa de l'interdiction d'acheter des produits israéliens et américains. [...] Il s'agit d'une obligation que doit accomplir la communauté. Tout ce qui désigne l'Amérique, ne serait-ce qu'une allusion, même patriotique (Cola), Cola désigne l'Amérique, hamburger, Mac Donald, pizza. Toutes ces choses sont américaines. À chaque fois que je vois ces termes, je m'énerve et je bouillonne comme un volcan». Le cheikh évoque aussi la nécessité de donner aux Palestiniens la zakat (aumône obligatoire) qui « sera dépensée pour la cause d'Allah » et invite à la résistance culturelle. « J'entends par résistance culturelle que la communauté doit réformer sa vie culturelle : les chants, les danses et toutes ces choses que nous voyons à la télévision. »

Ces propos sont indéniablement de nature à entretenir la haine des États-Unis et d'Israël. Tout en cultivant la nostalgie des heures de gloire de l'islam, ils incitent à suivre le modèle des « héros » palestiniens. Daniel Pipes, dans la revue *Commentary*, rappelait les déclarations d'al-Qaradâwî lors de la Conférence annuelle de la « Société islamique de l'Amérique du Nord » à laquelle il participait à Kansas City en 1989 : « À l'heure du jugement dernier, les musulmans se batront avec les Juifs et les tueront »²⁰. Ce sont les paroles de la nouvelle autorité islamique européenne qui, à ce titre, ne peuvent nous laisser indifférents. ■

JUILLET 2002

1. Le site était « hébergé outre-Atlantique auprès de la société américaine OLM installée à Milford. (Connecticut) ». Cf. Jean Fleurier, « Sur Internet, un portail islamiste intégriste », *Le Figaro*, jeudi 13 septembre 2001.

2. Cf. Marie-Amélie Lombard, « Schuller, le fils de l'homme politique en fuite s'est associé à un étrange "conseiller en communication" », *Le Figaro*, vendredi 25 janvier 2002.

3. « Le musulman n'a pas à proprement parler de liberté d'expression. C'est un concept typiquement chrétien. Nous devons suivre le saint Coran et la Sunna et ne pas dépasser les limites fixées », Quibla.com, 22 avril 2002.

4. Il est vrai qu'après CRS-SS, tout est possible.

5. L'antisionisme est devenu le masque bien pratique de l'antisémitisme. Cf. Pierre-André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Fondation du 2 mars/Mille et une nuits, 2002. Le sionisme fait figure sur ces sites de mal absolu. Pour Quibla.com, « L'Apartheid, le racisme, l'intolérance religieuse, le fanatisme et le fascisme sont les principes fondamentaux » du sionisme (juin 2002).

6. À Follebray, après le coup de filet de Pasqua sur les personnes présumées appartenir au FIS en 1994.

7. Olivier Delcroix, Entretien avec Alain Finkelkraut, « L'abolition des censures permet de refaire l'histoire », *Le Figaro*, 23 avril 2002.

8. Une brève du 25 septembre 2001.

9. *L'effroyable imposture*, Carnot, 2002.

10 Il s'agit ici de Smaïn Bédrouni. On appréciera le sens de la nuance du site lorsqu'on sait que les attentats du 11 septembre sont traités d'« incidents » ou de « nuisances ».

11. « Le 12 septembre, Smaïn BEDROUNI publiait sur Stcom.net un article de dénonciation de l'imposture organisée par certains services secrets de l'armée américaine avec les faux attentats terroristes du 11 septembre 2001. Au lendemain de cet article, Smaïn BEDROUNI était injurié puis diffamé par les médias et poursuivi par la justice française pour des motifs absurdes. Aujourd'hui, le Réseau Voltaire, comme Stcom.net et Politique et Vie, confirme de façon indiscutable une des plus gigantesques escroqueries militaro-politiques de l'histoire. Nous étudions actuellement le projet d'un appel internatio-

nal pour faire comparaître M. Georges W. BUSH devant le Tribunal Pénal International de La Haye, pour crimes contre l'humanité. » Cf. « Un grand merci à Thierry Meyssan », Christian Cotten (Politique et vie) et Smaïn Bédrouni (Stcom.net – La Voix des Opprimés), transmis par la rédaction le 15 mars 2002 :

12. Terme islamiquement correct pour désigner l'Arabie Saoudite.

13. « Cela ne fait aucun doute que ce pays qui est l'incarnation du mal est à l'origine de tous nos problèmes voire nos souffrances », stcom.net, 24 décembre 2001.

14. En avril 2002, Quibla.com diffusait une liste de produits « israéliens et américains » à boycotter, parmi lesquels figuraient FR2, RTL, Radio J, *Libération*, *Le Monde*, Euronews et Canal +.

15. Ralliement que retrace assez bien l'évolution du contenu d'une revue comme *La Médina*. Dans son n°15 (mai-juin 2002), on trouvait ainsi un entretien avec Nicole Notat intitulé « Respecter les critères sociaux et environnementaux » et un entretien avec Laurent Muchielli, à qui *La Médina* demandait de « démêler la complexité de "l'insécurité" », insécurité dont le n°14 avait déjà fait un dossier : « L'insécurité, une construction idéologique ». Dans ce dossier, un article de la rédaction, « Banlieue et culture coloniale », sans signature explicite, me décrit comme faisant partie de ceux qui ont validé « l'amalgame entre délinquance et immigration [...] association [qui] était la chasse gardée de l'extrême droite [et qui] renvoie à un imaginaire colonial qui s'est constitué dans l'inconscient collectif au XIX^e siècle », pense que Lucienne Bui Trong renoue avec « un ensemble d'archétypes et de stigmatisations déjà en place au sein de l'empire colonial », et que les propos alarmistes de Régis Debray et Alain Finkelkraut paraissent tellement connotés qu'il faudrait « rappeler Bugeaud ». Dans le même dossier, on trouvait un article signé Mohammed Kaci au titre évocateur : « Police : violences, bavures et impunité » (Doit-on parler d'amalgame ?). Par ailleurs, l'entretien avec Abderrahim Lamchichi, « islam de France, laïcité ouverte et citoyenneté », dans ce même n°14 présentait d'étranges similitudes avec celui du candidat à la présidentielle Noël Mamère du n°12. Quand Abderrahim Lamchichi disait « l'intégration, qui n'est pas l'assimilation, ne doit pas nier l'identité plurielle de la nation », Noël Mamère disait « l'intégration, qui n'est pas l'assimilation, ne doit pas nier l'identité plurielle de la nation ». Autre exemple : Pour AL « elle [la laïcité] doit être ouverte, plus attentive au pluralisme, afin de permettre à tous ceux et à toutes celles qui croient, de vivre leur foi librement, sans entrave... », tandis que pour NM, « la laïcité doit être ouverte sur le monde et permettre à toutes celles et à tous ceux qui croient en Dieu de vivre leur foi, librement, sans entraves... » etc. « Belle marquise, d'amour, vos beaux yeux... ». Il est difficile de résister au plaisir de faire part des supputations avant-gardistes de Noël Mamère qui semble confondre le « monde-village » et la Oumma : « Ce que je vois, en revanche, dans les pays musulmans et arabes, en Arabie-Saoudite, en Tunisie, c'est une soif de démocratie, des rêves de fin de dictature et l'aspiration grandissante à la construction d'un monde-village, soucieux de remettre l'humain au centre des préoccupations quotidiennes et le rejet du libéralisme outrancier ». On a là à peu près tous les ingrédients, antisionisme excepté, du malentendu, ce qu'Alain Finkelkraut appelle l'« arc islamo-progressiste ». Pour clore cette digression, il faut citer les propos de Tariq Ramadan, lors d'une rencontre organisée par *La Médina* pour « comprendre le monde après le 11 septembre », à laquelle participaient aussi Alain Gresh, rédacteur en chef du *Monde Diplomatique* et Michel Cool Directeur de *Témoignage chrétien*. Tariq Ramadan a bien compris le parti à tirer de cette alliance et l'exprimait sans ambages : Il « a affirmé sa révolte quant à l'attitude des USA envers le peuple afghan, et ce, en tant que citoyen européen avant tout. Il a déploré la méconnaissance de l'islam, par les musulmans eux-mêmes et un vrai déficit de communication à son sujet. Il souhaite que l'émergence du face à face soit déconstruit par les musulmans et les musulmanes et que la lutte contre le tout sécuritaire se fasse au nom de la résistance à un ordre dénoncé par les anti-mondialisation » (*La Médina*, n°11). José Bové et Tariq Ramadan, même combat. On attend avec gourmandise la suite !

16. Quibla.com précisait ainsi : « les uns veulent asservir le monde à l'aide du prêt d'argent avec intérêt [interdit par l'islam], les autres ne veulent plus payer les dettes contractées par les élites corrompues. »

17. Où l'on retrouve aussi Mohamed Al-Bouti, cheikh d'origine turque qui a fait ses études à Al Azhar et qui a écrit un Fiqh al-Sira décrivant par le menu les péchés d'innovations (télévision, radio, vidéo, aller chez le coiffeur, le tailleur ou la manucure pour les femmes etc.), dont Aslim-Taslam donne de nombreux extraits.

18. Piotr Smolar, « Al-Taqwa, la banque islamique qui refuse de livrer ses secrets », *Le Monde*, 4 mai 2002.

19. islamiya.net présente le Centre et les personnalités qui y siègent, sur ses règles de fonctionnement et met en ligne des fatwas rendues par le CEFR, traduites de l'arabe au français par le site.

20 Cf. « America's Muslim Against America's Jews », *Commentary*, May 1999.

Stratégies islamistes et nouvelle judéophobie en Europe

ALEXANDRE DEL VALLE, GÉOPOLITOLOGUE ET PROFESSEUR À L'ÉCOLE DE GUERRE ÉCONOMIQUE (EGE), VIENT DE PUBLIER «LE TOTALITARISME ISLAMISTE À L'ASSAUT DES DÉMOCRATIES» (ÉDITIONS DES SYRTES, 2002)

Conscients que les valeurs qu'ils défendent sont vouées à susciter une suspicion " naturelle " de la part de la société sécularisée et des pouvoirs publics, les grands pôles du courant islamiste (Tabligh, Frères musulmans, wahhabisme saoudien, Jamat i islami, etc) ont opté pour une *stratégie du faible au fort*, essentiellement *subversive*, ambivalente, machiavélique même, qui rappelle la tactique des totalitarismes communistes ou nationaux-socialistes, qui surent manipuler l'opinion et susciter le ralliement « d'idiots utiles » (Lénine) avant de révéler leur nature violente. En dépit du fait qu'ils sont viscéralement opposés aux valeurs de tolérance, de progressisme, de liberté de conscience et de pluralisme, les islamistes sont ainsi parvenus – avec comme meilleur allié la mauvaise conscience européenne et les douleurs de l'Histoire, qu'ils ont su instrumentaliser à leur profit (campagnes « antiracistes » menées en collaboration avec les mouvances d'extrême gauche révolutionnaires et antisionistes) – à déguiser leurs revendications liberticides en doléances progressistes, multiculturalistes, « politiquement correctes », « anti-fascistes ». On sait que l'islamisme est historiquement lié au national-socialisme avec qui il partage la même haine des Juifs (Hassan al Banna, le Grand Mufti de Jérusalem al Hussein, l'ayatollah Khomeyni étaient liés aux forces de l'Axe ; le Hamas et l'Arabie Saoudite rééditent *Mein Kampf* et les *Protocoles des Sages de Sion*) et continue d'avoir comme meilleurs auxiliaires certains milieux révisionnistes et néo-nazis (dont l'organisation Unité Radicale, liée au Groupe Union Défense – GUD –, les sites révisionnistes radio-islam ou Faits et Documents, sans oublier le Groupe de Malmoë ou Race Aryenne Blanche en Suède, lesquels prennent comme exemple Khomeyni, le Hamas, le Hezbollah et Ben Laden).

Le détournement du langage

Cela n'empêche point les islamistes de recourir à une rhétorique « victimiste » et « progressiste » opportunément empruntée à la gauche et à l'extrême-gauche tiersmondiste, comme l'a bien montré Pierre André Taguieff¹. En vertu de cette stratégie, les islamistes expliquent que la « haine anti-islamique » quasi congénitale des sociétés d'accueil, « dominées » par les *lobbies* « judéo-maçonniques », ainsi que le rappellent régulièrement les Frères musulmans ou le Parti des musulmans de France d'Ennacer Latrèche, s'exprimerait principalement par le refus de reconnaître le culte islamique ou les signes extérieurs de liberté

religieuse comme le voile. Certains intellectuels de gauche radicale vont-ils jusqu'à incriminer l'« intégrisme laïc » ou le « néo-colonialisme » des sociétés d'accueil « intolérantes », tentées d'imposer aux immigrés musulmans une forme de « colonisation intérieure », pour reprendre l'expression chère à Tariq Ramadan, lequel entend ainsi dénoncer le processus d'intégration lui-même, au nom d'une habile invocation du multiculturalisme. Ainsi, commentant les récurrentes « affaires du Voile » et la particularité française consistant à voir dans cette coutume une atteinte à la laïcité, Alain Gresh, proche du petit-fils d'Hassan Al Banna, créateur des Frères musulmans, n'hésite pas à plaquer la rhétorique anti-colonialiste propre à sa famille de pensée sur la réalité française actuelle : « *Il ne faut pas oublier que la colonisation s'est faite au nom de la civilisation et, parfois, de l'universalisme. Cet universalisme abstrait bien français, qui rend invisible la mise à l'écart des femmes comme des immigrés. Il faut empêcher le port de ce symbole archaïque qu'est le foulard, comme il fallait civiliser les barbares* »². Plus explicite encore, Noël Mamère déclarait, trois mois seulement après le 11 septembre : « *j'ai l'image d'une communauté musulmane qui tente légitimement de faire comprendre ses spécificités culturelles et culturelles [...] il faut savoir renvoyer dos à dos les intégristes républicains et les intégristes islamistes* »³, comme si les défenseurs de la République pouvaient être comparés aux complices idéologiques de Ben Laden ou aux héritiers de Hassan El-Banna...

Comme le montre le linguiste français Maurice Pergnier, auteur d'un ouvrage sur *La Logomachie, la guerre des mots, les mots de la guerre*⁴, dans le cadre de la *guerre des représentations*, le choix des mots est fondamental. Pour *dupier* l'autre, pour lui « *faire perdre le Nord* », la signification des concepts et des mots-clés ayant une très forte portée émotionnelle et/ou idéologique, tels que Liberté, Vérité, droits de l'Homme, Humanisme, démocratie, Shoah, racisme, intolérance, xénophobie, etc, doit être *subvertie*, détournée. Aussi la caractéristique du discours propagandiste islamiste et du discours subversif en général consiste-t-il à donner un *double sens* aux termes, de procéder à des *inversions sémantiques* destinées à réorienter les idées et les choix des masses-cibles, une fois leur système de défense intellectuel et leur appréhension du réel altérés. L'action principale des différentes formes de propagande consiste donc à *légitimer* et *justifier* des entreprises coercitives et trompeuses en attribuant à celles-ci des qualificatifs et noms porteurs de fortes charges sym-

boliques, émotionnelles, voire idéalistes, susceptibles d'emporter l'adhésion des « public-cibles » pour qui ces valeurs sont fondamentales. Dupés par ce processus d'*inversions sémantiques*, ceux-ci sont alors mobilisés à leur insu, prenant la chose (la revendication islamiste anti-démocratique) pour son nom (le « droit » à la liberté et à la démocratie, etc). L'exemple-type de cette technique de manipulation est inscrit dans les trois grandes phrases du dictionnaire d'Orwell : « *La guerre c'est la Paix ; la liberté c'est l'esclavage ; l'ignorance c'est la force* ».

Parallèlement aux *détournements de légitimité symboliques* et sémantiques consistant à donner une image positive de réalités qui auraient plutôt eu tendance au départ à être perçues comme fortement négatives et menaçantes, l'élaboration de *stéréotypes disqualifiants* est le complément corrélatif du premier dans ce type de *guerre représentative*. Nous avons déjà évoqué les stéréotypes disqualifiants les plus couramment employés car dotés d'un pouvoir de disqualification quasi immédiat : fascisme, racisme, extrême-droite, collabo, xénophobe, islamophobe, impérialiste, colonialiste, nationaliste, islamophobe, réactionnaire, sioniste, etc. Or les stéréotypes jouent dans les deux sens, de sorte que ceux précédemment cités ont tous leur équivalent positif porteur de légitimité et de respectabilité : antifasciste, antiraciste, gauche-progressiste, (extrême-gauche même, s'il l'on prend acte de la sympathie ambiante envers des leaders antisionistes d'extrême-gauche : Arlette Laguiller, Alain Krivine, Alain Besancenot, Robert Hue en France, Feltrinelli, Toni Negri, D'Alema en Italie, etc), résistant, xénophile, tiersmondiste, islamophile, internationaliste, antisioniste, etc. Une attention toute particulière mérite d'être accordée au concept délégitimatoire le plus efficace et le plus instrumentalisé au sein de cet arsenal : la *reductio ad Hitlerum* ou la nazification-hitle-risation-fascisation-diabolisation de l'Autre.

La *Reductio ad hitlerum* :

cœur de la guerre des représentations

Dans son ouvrage *Droit naturel et histoire* publié en 1953, le philosophe allemand Léo Strauss voulut désigner, par *reductio ad Hitlerum*, l'outil sémantique central d'une forme particulière de terrorisme intellectuel : « *Qu'Hitler ait partagé une opinion ne suffit pas à la réfuter* »⁵, explique-t-il, condamnant par là ceux qui s'emploient systématiquement à démoniser leur interlocuteur en amalgamant de façon abusive les idées qu'ils réfutent et celles d'Adolphe Hitler, démagogiquement invoqué. En France, Pierre-André Taguieff, à qui l'on doit l'introduction de ce paradigme dans le langage des sciences politiques, entend caractériser un sophisme du type : « *Hitler aimait les chiens ; X aime aussi les chiens ; donc X est un disciple d'Hitler* », précisant : « *la vulgate antinationnaliste contemporaine applique à l'objet de sa haine la reductio ad hitlerum, le réduisant à*

un inquiétant mélange d'irrationnel et de barbarie »⁶. Impitoyable analyste des totalitarismes, Robert Conquest s'était en son temps élevé contre l'emploi systématique de l'étiquette « *fascisme* », « *non pour qualifier une forme d'État ou de théorie étatique, mais simplement pour contester n'importe quelle forme d'autorité ou de discipline* »⁷. Quant à George Orwell, l'auteur de 1984 relevait, dès 1944, avant même que le fascisme réel fût définitivement vaincu, l'emploi diffamant du mot « *fasciste* » appliqué à une liste de cibles incluant des fermiers, des commerçants, la chasse au renard, les corridas, Kipling, Gandhi, Tchang-Kai-Tchek, l'homosexualité, les auberges de jeunesse, l'astrologie, les chiens, sans oublier la circonscription et l'armée de métier... Grâce aux armes de l'amalgame et du stéréotype démonisant fondé sur la *reductio ad Hitlerum*, une certaine pensée unique est parvenue, ces dernières années, à la faveur de la vague montante du « politiquement correct », à disqualifier tout discours rompant avec les conceptions multiculturalistes, ultra-relativistes ou communautaristes instrumentalisées par les islamistes et leurs alliés antisionistes et d'extrême-gauche. Aussi sont-ce les tenants même de la laïcité républicaine et les plus farouches opposants au nouveau totalitarisme judéophobe qu'est l'islamisme, qui sont de nos jours, comble de l'ironie historique, soumis à la *reductio ad hitlerum*, fascisés, « *lepénisés* », directement ou indirectement assimilés à ceux qui perpétrèrent la Shoa du simple fait qu'ils défendent la République ou les valeurs de l'Occident que les islamistes et leurs relais « progressistes » ont définitivement accusés « *d'islamophobie* », le musulman endossant le statut de nouvelle victime essentielle, de « *nouveau Juif apatride persécuté* » par les autochtones.

L'instrumentalisation de la douleur juive par les propagandistes islamistes

C'est ici que le discours subversif islamiste, pourtant violemment judéophobe et antisioniste, est le plus ambivalent, dans la mesure où il escompte s'attirer les grâces des milieux juifs ou de la gauche dite « *judéophile* » impliqués dans les organisations « *antiracistes* », en forgeant une représentation assimilant le sort des « *victimes musulmanes* » immigrées d'aujourd'hui à celui des Juifs persécutés d'hier. Cet amalgame racoleur revêtant une puissante charge émotionnelle, il constitue assurément un puissant levier de sensibilisation. Figure incontournable du paysage islamique italien, Ali (Federico) Shutz explique ainsi que les musulmans européens sont « *persécutés* » et que leur sort s'apparente à « *celui des Juifs pendant des siècles* ». Pour cet islamiste dont les liens avec les Frères musulmans et les milieux révisionnistes européens sont notoires⁸, le parallèle a de quoi laisser perplexe. D'après Shutz, encore, l'« *islamophobie* » qui caractérisait les sociétés occidentales serait l'exact équivalent anti-islamique et anti-immigrés du traditionnel antisémitisme, les

musulmans étant autant « sémites » que les Juifs, et les communautés musulmanes d'Europe, « *privées de liberté* », injustement assimilés à des « *terroristes* » par les médias, étant les « *nouveaux Hébreux* » stigmatisés. Ainsi, en réponse aux propos du Cardinal de Bologne Biffi qui avait assimilé l'islamisme à un « *grave danger pour l'Europe* », Shutz déclarait, lors d'un colloque organisé à Milan : « *Ce qui me préoccupe, c'est que les racines des discriminations antisémites sont européennes. [...] Les musulmans, dans cette société, sont les plus pauvres des pauvres. [...] Nous ne voudrions pas qu'arrive aux musulmans ce qui est arrivé aux Juifs. Fautes pour lesquelles l'Église a d'ailleurs récemment demandé pardon* »⁹. Répondant à la lettre pastorale du cardinal Biffi, Khaled Fouad Allam, professeur de sociologie du monde musulman à l'Université de Trieste, utilise la même rhétorique victimaire fondée sur la *reductio ad hitlerum* : « *Nous les musulmans, nous serions en quelque sorte une menace pour l'identité de l'Europe et pour le christianisme. Je dois dire que j'ai réellement peur parce que c'est de cette manière que furent initiés les pogroms ; la suite de l'histoire, nous la connaissons. Nous, les musulmans immigrés, étrangers, nous ne voulons pas devenir les Hébreux du XX^e siècle. La culture de la suspicion est toujours le premier pas vers l'anéantissement de l'Autre* »¹⁰. Lors des différentes affaires du Foulard en France, la propagande des Frères musulmans et de l'UOIF avait été jusqu'à comparer le traitement des jeunes filles expulsées des lycées à celui de Klaus Barbie. De la même manière, le Parti des musulmans de France a édité en mai 2002 une brochure intitulée « *Le manifeste judéo-nazi d'Ariel Sharon* » afin de soumettre Israël et le Likoud à la *reductio ad Hitlerum*. On le voit, le détournement de mémoire est constant dans les opérations de propagande des mouvances islamistes et des milieux antisionistes radicaux. Dans la même logique de détournement de Mémoire, M^e Coutant-Peyre, l'avocate de Carlos, adepte de la stratégie de « *défense de rupture* », déclarait il y a peu, lors d'une plaidoirie en défense du terroriste algérien Mohamed Chalabi : « *j'accuse le procureur d'organiser des convois de musulmans vers les camps de la mort algériens* », l'avocate accusant le juge anti-terroriste Jean Louis Bruguière, de mener une « *croisade au nom de l'Occident judéo-chrétien* »¹¹.

Réagissant face à ce type d'instrumentalisation des douleurs de la Seconde Guerre mondiale par ceux-là mêmes qui ont souvent les mots les plus durs contre les Juifs solidaires d'Israël, nombre d'intellectuels juifs ont dénoncé ce détournement de mémoire, cette propension à passer inconsiderément tout événement au « *prisme de la Seconde Guerre mondiale* », selon le mot de Annie Kriegel, certains dénonçant là une véritable stratégie de manipulation des communautés juives. En comparant le génocide des génocides, la Catastrophe totalitaire la plus scientifiquement planifiée du XX^e siècle, aux déboires certes, parfois réels, de minorités musulmanes dont les démocraties protègent toutefois

les droits fondamentaux autant que la sécurité physique, c'est la singularité mêmes de la souffrance juive, la Shoa, que l'on banalise. Comment peut-on en effet ne pas s'apercevoir « *qu'à tout ramener au nazisme, on normalise totalement le nazisme ; et qu'à instrumentaliser à des fins partisans (ou narcissiques) la question juive, on ne cesse de donner du grain à moudre à l'antisémitisme* »¹² ? Révolté par les abus de langage, le cinéaste Claude Lanzmann, s'était déjà livré, durant la guerre du Kosovo, à un violent réquisitoire contre « *l'utilisation systématique dans le débat* » des termes « *génocide* », « *déportations* » ou « *révisionnisme* » : « *Je n'ai pas besoin de la Shoa pour dire que ce qui se passe en ex-Yougoslavie [ou ailleurs] est effrayant. (...) Ceux qui nient l'unicité de la Shoa récupèrent cette unicité en lui comparant tout. Cela avait déjà commencé au moment du siège de Sarajevo avec Bernard-Henri-Lévy qui mettait en parallèle la ville assiégée et le ghetto de Varsovie* »¹³.

La haine de l'État

Le détournement de mémoire, dont se rendent coupables les islamistes comme les intellectuels « *anti-racistes* » de gauche ou d'extrême-gauche qui instrumentalisent la « *douleur juive et l'épouvantail fasciste* », selon l'expression de William Goldnadel, constitue l'une des formes mutantes les plus pernicieuses de l'antisémitisme, le principe central de relégitimation des motifs judéophobes, qui, en mettant la Shoa à toutes les sauces, participent en fin de compte du mouvement de relativisation des drames de la seconde guerre mondiale, objectif majeur des négationnistes. Dans son ouvrage *Le nouveau bréviaire de la haine*, Goldnadel a montré que l'adoption, par les plus féroces ennemis d'Israël de cette puissante rhétorique « *anti-fasciste* », apparemment judéophile, centrée sur la sollicitation permanente de l'Holocauste, n'est contradictoire qu'en apparence et trouve ses racines dans les motifs fondateurs de la judéophobie d'extrême gauche ou islamo-tiersmondiste : « *l'antisémitisme condamné au renouvellement allait surfer sur la vague déferlante de la Shoa, sur le tout Shoa, sur son universalisation, pour la retourner contre ses victimes, [...] instrumentaliser Tsahal et la Shoa tout à la fois, les pervertir, et les renvoyer à la face du Juif diabolisé* ». C'est ainsi que la Gauche est devenue le « *vecteur idéal du virus ayant muté [...] la gauche et elle seule pouvait constituer l'agent passif de propagation du mal le plus adéquat [...] la particulière réceptivité actuelle de la gauche à l'hostilité envers l'État juif réside dans son attitude, résolument plus hostile que celle de la droite, envers un pouvoir d'État, de surcroît occidental. Et ce non seulement en raison du grand séisme (Shoa) mais encore en raison de sa culture marxiste, trotskiste, internationaliste et tiers-mondiste* »¹⁴. C'est que pour nombre d'intellectuels adhérant à des doctrines internationalistes (marxismes, tiers-mondisme, gauchisme, etc), donc s'employant à *délégitimer le fait national*, « *les Juifs* » n'intéressent et ne sont « *des bonnes*

victimes », que dans la mesure où ils revêtent docilement leur statut de diasporas passives et apatrides (« le Juif errant » universel), incapables de se défendre face aux pogroms, donc dont la mémoire douloureuse est évoquée et instrumentalisable à l'envi dans le seul but éminemment idéologique de délégitimer toute idée patriotique ou même sécuritaire. Or, si les Juifs n'intéressent la gauche que lorsqu'ils sont des « sans-État », ils incarnent en revanche tout à coup la figure du Mal et sont soumis à la *reductio ad Hitlerum* dès lors qu'ils possèdent eux aussi un État souverain, portent l'uniforme (Tsahal) et assument leur attachement à l'État d'Israël. Pour des raisons structurelles et idéologiques, la Gauche internationaliste et tiersmondiste ne pourra jamais pardonner le « retour national » du peuple juif sur sa terre originelle, les Israélites ayant commis par là le péché inexpiable consistant à faire en sorte que leur mémoire de souffrance, désormais « nationalisée » et conservée en Israël (*Yad Vashem*), ne puisse plus être instrumentalisée par d'autres...

Au-delà des responsabilités et des torts d'Israël, les clercs d'une certaine idéologie néo-soixante-huitarde, tiermondiste ou plus généralement anti-nationale, réfractaire à toute forme d'ordre et d'autorité régaliennne, reprochent en fin de compte à l'État hébreu ce qu'ils reprochent à tout autre État : pas seulement les « dérives sécuritaires », simple prétexte servant à justifier la haine envers Israël, mais l'existence même d'un État-nation doté d'une police et d'une armée, c'est-à-dire détenant ce que Max Weber a nommé la « violence légitime ». Car, comme l'explique William Goldnadel, « toute vision de l'uniforme est considérée comme négative depuis le traumatisme de la deuxième guerre mondiale (...), ainsi, toute violence légale exercée par l'État est devenue inconsciemment moins légitime que la violence illégale exercée par des individus en colère », notamment celle des « casseurs » beurs des banlieues, des islamistes, comme des jeunes lanceurs de pierre ou kamikazes palestiniens. Depuis 1968 en effet, l'idée même de répression d'État est par essence « fasciste », sécuritaire, raciste, et en définitive potentiellement génocidaire, donc de même nature que le nazisme, en vertu des deux adages clés de cette pensée utopiste internationaliste : « il est interdit d'interdire » et « CRS = SS » et du postulat formulé par le philosophe Foucault selon lequel seule une différence de degré et non de nature distinguerait la nation du nazisme. Appliqué à l'État hébreu au terme d'un incroyable retournement de la mémoire de la Shoah contre ses victimes historiques, l'on peut démontrer du même coup que « les Juifs aussi peuvent être des SS » et d'horribles racistes, colonialistes, impérialistes, « néo-croisés ». Nous sommes en pleine *guerre des représentations*.

L'inversion assassine

Le détournement de la mémoire juive et la *reductio ad Hitlerum* fonctionnent essentiellement comme des pos-

tures anti-nationales, tout à la fois destinées à démoniser l'État hébreu et à délégitimer l'État occidental en général, d'après ce nouveau syllogisme : l'Occident et les États occidentaux en général, de même nature que le nazisme et coupables de toutes les fautes passées et à venir, ne peuvent expier leurs fautes qu'en disparaissant, notamment en abaissant la garde face à la déclaration de guerre du totalitarisme islamiste et de toutes les offensives anti-occidentales et anti-démocratiques en provenance d'un tiers monde, jamais coupable puisque détenant le statut de victime éternelle du colonialisme. On relèvera que le message de la Conférence « anti-raciste » organisée par l'ONU durant l'été 2001 sur le thème de l'esclavage et du racisme, où seuls le sionisme et l'occidentalisme avaient été incriminés, passant sous silence la barbarie islamiste et l'esclavage islamo-asiatique, participait pleinement de cet esprit. C'est ainsi seulement que s'explique le silence des autorités politiques et médiatico-intellectuelles face à la nouvelle judéophobie islamique constatée partout dans les démocraties occidentales lors d'attaques de synagogues ou d'agressions contre des biens et des personnes juifs. C'est que le raciste anti-juif, dès lors qu'il n'est pas occidental-européen, ne peut pas, on l'a vu, rentrer dans la catégorie des « mauvais », des bourreaux, des racistes, donc des antisémites fascisables, tout simplement parce que seuls les Occidentaux judéo-chrétiens, indifféremment croisés et sionistes, selon la grille de lecture démonisante et délirante commune aux islamistes et aux gauchistes, peuvent être coupables et « mauvais ». En effet, si Israël est bien le pire des États (occidentaux), soutenu par les « Croisés américains », le bourreau nationaliste et impérialiste par essence persécutant les nouvelles victimes apatrides palestiniennes, le monde arabo-islamique, qui tend de plus en plus à se définir comme l'exact contraire et l'ennemi absolu de ce Mal en soi qu'est Israël et à s'identifier aux « martyrs d'Al Aqsa », ne peut être en revanche que bon par nature. Par extension, les bourreaux israélo-juifs et leurs complices « croisés » ne sont plus seulement les persécuteurs des seuls Palestiniens mais de tous les Arabo-musulmans en général et des islamistes en particulier – les plus redoutables « résistants » au « fascisme sioniste ». Ainsi, la vulgate hybride et explosive du tiermondisme islamo-gauchiste est parvenue, aux termes d'une incroyable substitution des rôles et d'une guerre des représentations, à ancrer dans les affects et les consciences la représentation inversée et manichéenne du nouveau David arabo-islamisé défiant vaillamment le Goliath sioniste nazifié, comme si les « vrais Juifs », en tant que figure du Peuple-victime, étaient les Arabo-musulmans eux-mêmes et les « vrais nazis » les Israéliens... De sorte que l'Arabo-musulman, du seul fait qu'il est solidaire des « frères palestiniens », endosse ipso facto le statut valorisant de nouvelle victime a priori, jamais coupable par nature, y compris lorsque

cette « victime » est elle-même raciste et agresse des Juifs ou des chrétiens dans les banlieues, incendie des synagogues, ou perpètre des attentats-suicides contre des innocents israéliens et américains. Toute la force de la rhétorique islamiste et révisionniste se trouve dans cette inversion assassine. Le discours islamiste, comme ses équivalents gauchiste et tiermondiste radicaux, est donc nécessairement ambivalent. Le nouveau bouc-émissaire arabo-musulman doit pouvoir tantôt lier son sort à celui des Juifs, afin de rallier à eux la charge affective et commisératoire qui s'attache aux victimes de la Shoa, tantôt prendre purement et simplement sa place, donc l'éliminer symboliquement, d'où le jeu de substitution de rôles analysé précédemment. Car le statut de victime essentielle ne peut, par nature, être partagé avec autrui. Toute force et le semblant de « légitimité » de la nouvelle judéophobie relookée, si bien décrite par Jacques Tarnero et Pierre André Taguieff, réside dans cette substitution. Légitimée théologiquement par l'islamisme et psychologiquement par l'exacerbation de la volonté de revanche du Tiers monde arabo-musulman, « humilié » par l'Occident ex-colonial et « sioniste », elle est portée par une vague mondiale sans précédent depuis la Shoa.

Le contexte mondial de l'anti-sionisme et la judéophobie islamiste d'Occident

Au cours des années 90, après plusieurs décennies de « wahhabisation » de l'islam sunnite mondial (« diplomatie des pétrodollars ») puis à la suite d'événements géopolitiques majeurs que furent « l'humiliation » arabe de 1967, la révolution khomeyniste, le retour dans le monde arabe des vétérans d'Afghanistan, galvanisés par leur « victoire » contre l'URSS, les répercussions de la révolution khomeyniste, la guerre du Golfe et bien sûr l'exacerbation du conflit israélo-palestinien, quatre facteurs ont achevé de réislamiser et de radicaliser la vague de judéophobie « post-Shoa » : 1. la chute de l'URSS et le remplacement de l'appui soviétique « athée » du nationalisme arabo-palestinien par de nouveaux parrains islamistes (Iran, Koweït, Arabie, Soudan, etc) ; 2. la réislamisation du régime de Saddam Hussein, devenu soudain le nouveau Saladin proclamant le djihad contre les « Américano-croisés » et appelant à « libérer Jérusalem », puis à la vague de protestation néo-wahhabite incarnée par Oussama Ben Laden exigeant le départ des « croisés » judéo-américains de l'Arabie (l'armée américaine de 500 000 soldats qui débarqua en 1990 comprenait six mille israélites et quarante rabbins aumôniers militaires) ; 3. « l'islamisation de l'Intifada » (nommée ainsi « Al Aqsa ») déclenchée durant l'automne 2000 ; 4. les attentats du World Trade Center du 11 septembre 2001 qui galvaniseront encore plus les mouvances islamistes palestiniennes. Qu'il s'agisse de la prétention de Ben

Laden à « venger les martyrs » irakiens et palestiniens ou des discours victimistes des anti-sionistes absolus s'employant à légitimer la nouvelle barbarie verte, l'intériorisation par les consciences occidentales du statut victimaire des Arabo-musulmans en général et de la vision corrélative démonisante de leurs bourreaux judéo-croisés, a contribué, *via* la surmédiatisation de ces dossiers, à renforcer la déferlante de haine anti-sioniste et anti-juive en Europe et au sein des masses musulmanes aux États-Unis.

Bien qu'elle constitue le mobile explicite majeur de la vague anti-juive et antisioniste constatée en Occident au sein des populations musulmanes depuis la fin de l'an 2000, l'islamisation de l'Intifada et du nationalisme arabo-palestinien en général ne fut que la conséquence d'un long travail de fanatisation imputable non seulement aux milieux islamistes mais également aux instances officielles de l'islam mondial, à commencer par l'Arabie saoudite et Al Azhar. Ainsi, en 1968, déjà, la célèbre Université du Caire, référence suprême de l'islam sunnite « modéré », diffusait, à l'occasion du plus grand colloque mondial jamais organisé sur le djihad, ce message de guerre totale, sans lequel on ne peut comprendre l'échec des accords de paix en Israël : « *La cause de la Palestine est une cause musulmane par excellence et le sionisme n'est que le rejeton de l'impérialisme, lui-même forme déguisée des croisades lancées par l'Occident chrétien contre l'Orient musulman [...]. La Palestine appartient à tous les musulmans, du fait que l'ennemi s'est emparé de la Terre sainte qui est une partie intégrante du territoire musulman [...] dont la perte d'une partie est considérée comme une dépossession du tout... Le combat pour repousser cette agression est devenu une fard aïn, un devoir que doit remplir chaque musulman, [...] quel que soit le pays auquel il appartient. [...]. Tous les musulmans doivent se lever en armes comme un seul homme pour délivrer la Terre sainte, souillée par les ennemis jurés de l'humanité, et sauver de la profanation la mosquée Al Aqsa et du massacre gratuit les faibles enfants et des femmes sans défense dont la chasteté est outragée. [...]. Il n'y a pas d'autre chemin pour reprendre nos anciens territoires que d'offrir nos vies au combat. N'hésitons pas devant le sacrifice* »¹⁵. Ben Laden et cheikh Yassine n'ont finalement rien inventé en matière de haine anti-juive et de terrorisme kamikaze... Parallèlement aux justifications théologiques d'Al Azhar, l'Arabie saoudite s'emploie depuis des décennies aux côtés de la Syrie baassiste des Assad à publier dans tout le monde musulman des milliers de versions de *Mein Kampf* et des *Protocoles des Sages de Sion*. Signe de la progression polymorphe de ce « nouveau nazisme du XXI^e siècle », la nouvelle xénophobie islamiste universelle trouve désormais de puissants échos dans les « banlieues de l'islam » d'Occident, d'où les incroyables manifestations de joie et de solidarité avec Ben Laden constatées peu après le 11 septembre dans de nombreux quartiers musulmans de Belgique, de France, de Grande Bretagne et même... d'Amérique,

banlieues inconsiderablement donnees en pature par les dirigeants occidentaux aux predicateurs de la haine islamiste et ou les « infidelés judéo-chrétiens » ou autres ne peuvent plus vivre en sécurité. Qu'il s'agisse du Bronx à New York, où la communauté juive est régulièrement prise pour cible (synagogues brûlées, agressions de rabbins, etc), de Toronto ou Washington, où les *blacks muslims* de la Nation of Islam appellent au lynchage des Juifs ; de la Norvège, de Kiev, où des synagogues ont été saccagées, ou encore de Londres, où les salafistes appellent les musulmans anglais à « venger » les talibans et les frères palestiniens en s'en prenant aux « sionistes », c'est l'Occident dans son ensemble qui est touché par le phénomène. En France également, les prédicateurs salafistes des territoires palestiniens, d'Arabie saoudite ou d'ailleurs viennent enflammer les banlieues et inciter à la haine anti-juive. Les prêches sur cassettes du prédicateur salafiste anglo-jamaïcain Abdullah Al-Fayçal, issu d'une banlieue londonienne, connaissent un succès considérable dans les ghettos musulmans. Etroitement surveillé par les services anglais et français, le cheikh explique dans l'une de ses cassettes que « la paix est impossible » et que les Juifs sont des « traîtres par nature, portant en eux une souillure éternelle sachant qu'ils ont le mal chevillé à l'âme. Aussi n'y aurait-il pas d'autre choix pour un musulman que de « haïr les Juifs, les combattre pour en tuer le plus possible »¹⁶. En toute liberté d'expression, les milieux musulmans et pro-palestiniens radicaux diffusent leur vision judéophobe et anti-occidentale d'un sionisme planétaire diabolique « persécutant » les musulmans du monde entier, qu'il s'agisse de l'Union des Organisations islamiques de France (UOIF) – dont le rassemblement annuel du Bourget réunit 60 000 personnes – qui fanatise les milliers de jeunes contre « l'État raciste d'Israël », du Secours islamique (*Islamic Relief*), qui lance des appels à « la solidarité » avec les martyrs palestiniens, de Radio Méditerranée, qui le 3 juin 2001, s'en prenait violemment aux journalistes, artistes, politiques et écrivains juifs, Elizabeth Schemla, Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut, Enrico Macias, Arthur et Jack Lang, ou encore de Radio Orient, qui diffuse des prêches antisémites de La Mecque appelant à la « disparition des Juifs de la surface du Globe », sans oublier les sites internet islamiques *Aslim-Taslam*, *stcom.net* ou *centre islamique de Genève*, où l'on s'étend longuement sur la « corruption de la parole divine du Coran par les Juifs et les Chrétiens »... Aussi les musulmans fanatisés contre Israël et les Juifs crient-ils désormais publiquement « mort aux Juifs » lors de manifestations « antisionistes », souvent aux côtés d'organisations pro-palestiniennes d'extrême-gauche, voire même « anti-racistes » (place de la République, octobre 2001 et mai 2002, aux côtés du MRAP, du Parti des musulmans de France, de militants du Hezbollah et d'« anti-fascistes » trotskistes, etc), ce qui permet à certains

de dire que la « colère » islamiste est « progressiste ». Parallèlement, la vague d'actes judéophobes enregistrée dans toutes les capitales occidentales contre les biens, intérêts, personnes, synagogues ou écoles juives, fut sans précédent depuis la seconde guerre mondiale. Il serait peu raisonnable de prendre à la légère ces incidents sous prétexte qu'il y a rarement mort d'hommes et que les nouveaux anti-juifs sont des immigrés « opprimés ». Car les désormais banales manifestations de haine verbale constatées en France aux cris d'« Israël aux Arabes, les Juifs sont des conards », « Mort aux Sionistes », « Vive la gestapo vive Auschwitz, à mort les youpins »¹⁷, etc, ont franchi tout seuil de « tolérance ». Elles portent la potentialité d'un passage à l'acte. ■

1. *La nouvelle Judéophobie*, Mille et une Nuits, 2002.
2. Alain Gresh, Tariq Ramadan, *L'Islam en questions*, p. 216.
3. Noël Mamère, *La Médina*, 12 décembre 2001.
4. Du Rocher, 2002.
5. Léo Strauss, *Droit naturel et histoire*, tr. fr. M. Nathan et E. de Dampierre, Paris, Plon, 1954, p. 58.
6. Pierre André Taguieff « L'antiracisme en crise, éléments d'une critique réformiste », in Michel Wieviorka (éd.), *Racisme et Modernité*, Découverte, 1993, p. 367.
7. Robert Conquest, *Le féroce XX^e siècle*, p. 128.
8. Groupe néo-fasciste Orion ; Roger Garaudy, Robert Faurisson. Cf. Alexandre del Valle, *Le totalitarisme islamiste à l'assaut des démocraties*, Paris, 2002.
9. Cité in *Il Giornale*, jeudi 14 septembre 2000.
10. Khaled Fouad Allam, « Lettre ouverte à Biffi », *La Stampa*, jeudi 28 septembre 2000.
11. *Le Monde*, 18 octobre 1998.
12. François Darras, « Les Juifs de France pris en otage », *Marianne*, 17/23 juillet 2000.
13. Intervention au Colloque sur le Kosovo, *Fondation Marc-Bloch*, 29 mai 1999, Assemblée Nationale.
14. William Goldnadel, *Le nouveau bréviaire de la haine*, pp. 83-129.
15. *The Fourth Conference of the Academy of Islamic Research*, Al Azhar, *op. cit.*, p. 50.
16. Cité in Ugo Rankle, « L'antisémitisme dans les banlieues », *Le Point*, 5 avril 2002.
17. Cités in « Comment les jeunes beurs sont gagnés par la judéophobie », *Le Monde*, 12 avril 2001.

En milieu maghrébin, dans l'école de la République

La tentation d'une libération de la parole antisémite

EMMANUEL BRENNER COORDONNATEUR DE L'OUVRAGE COLLECTIF «LES TERRITOIRES PERDUS DE LA RÉPUBLIQUE»,
ÉD. MILLE ET UNE NUITS, 2002

À Mantes-la-Jolie (Yvelines), en octobre 2001, sur un panneau d'affichage réservé à l'orientation scolaire on lit : « *des annotations à caractère raciste ont été portées ainsi que des mentions en arabe* » note un rapport académique. À Tourcoing (Nord), le même mois, une directrice d'école primaire constate des inscriptions de nature antisémite sur le portail de son établissement. À Marseille, ce même mois d'octobre 2001, le Principal du collège, arrivant tôt le matin dans son établissement, découvre sur l'un des murs en gros caractères tracés à la peinture : « *L'Holocauste est un mensonge de l'Histoire. Papon rempart contre l'islam. M. Papon victime du lobby juif, libérez M. Papon* ». En novembre 2001, dans un collège de Drancy (Seine Saint-Denis), des inscriptions antisémites sont écrites sur les portes à l'attention de certains enseignants. En janvier 2002, à Créteil (Val-de-Marne), on peut méditer les énigmatiques inscriptions : NLJ et BLJ. Après enquête, la direction de l'établissement finit par décrypter le sens de ces deux « formules » : Nique les Juifs, Baise les Juifs². En mars 2002, à Aulnay-sous-Bois (Seine Saint-Denis), des croix gammées et des slogans antijuifs à l'adresse du chef d'établissement sont peints dans les toilettes.

Parvenus au cabinet du ministre de l'Éducation nationale, les mêmes rapports font état d'une libération de la parole antisémite, étonnante pour qui se rappelle combien, en France, il y a dix ans à peine, un propos anti-juif constituait la marque d'une transgression gravissime. Aujourd'hui, c'est chaque jour que les rapports officiels (quand ils sont transmis) font état de propos antisémites tenus par des élèves à l'endroit d'autres élèves³ ou de leurs professeurs, ou de l'administration. A Villepinte, par exemple (Seine Saint-Denis), en novembre 2001, un élève crie « *Mort aux Juifs* » au passage d'un professeur. Nul ne se dénonce. A Grenoble, dans un collège de ZEP, en 2000, un élève de 3^e, agité, que la documentaliste veut envoyer chez le principal adjoint (d'origine juive), se rebiffe en affirmant : « *Il n'est pas question que j'aille chez ce Juif !* ». À Fontenay sous bois (Val de Marne), en mars 2002, c'est une surveillante qui subit des réflexions antisémites de la part des élèves. Au Pré Saint Gervais (Seine Saint-Denis), en février 2002, un adolescent juif se fait agresser par un groupe de jeunes Maghrébins qui l'assaillent d'insultes puis pointent un couteau vers sa

joue en le tenant en respect. Le 21 mai 2002, deux fillettes de 13 ans, élèves d'une école religieuse juive d'Aubervilliers, se font tabasser par six filles d'origine maghrébine. L'une des deux filles, sérieusement égrillée, se voit accordée une incapacité de travail de sept jours. À Paris, dans le 20^e arrondissement, le 16 avril 2002, un adolescent juif est agressé dans des conditions similaires : incapacité de travail de deux jours. À Epinay sur Seine (93), en septembre 2001, c'est une directrice qui est agressée par des parents qui profèrent à son endroit des menaces de mort et des insultes antisémites. Dans la même commune, en décembre 2001, c'est un professeur de collège qui trouve sur sa voiture les graffitis : « *Salope. Sale Juive* ». Dans la banlieue de Grenoble, en juin 2001, un professeur d'histoire-géographie est pris à partie par quelques élèves de sa classe de 5^e. Il est traité de « *Sale juif* » (il ne l'est pas), et s'entend menacer : « *Si on t'attrape, on te crève !* »

Plus près de nous encore, les 27 et 28 juin 2002, à Paris, des élèves d'écoles juives passent le brevet des collèges dans un établissement scolaire public du 20^e arrondissement. À la sortie des épreuves, une vingtaine d'adolescents, en quasi-totalité d'origine maghrébine, attend le petit groupe, moins nombreux, et l'agresse. Verbalement d'abord : « *Sales Youpins !* », puis très rapidement physiquement : lèvres déchirées, arcades sourcilières ensanglantées, et pour un élève au moins, traumatisme crânien et hospitalisation.

Ces faits ne sont pas rapportés par la presse. C'est une permanence installée auprès de la communauté juive de Paris qui recueille au quotidien sur un numéro vert⁴ mis à la disposition du public la litanie de ces violences. De quelle république s'agit-il qu'il faille ouvrir une ligne d'appel pour venir au secours de citoyens désemparés ? Dans le pays des droits de l'Homme répète mécaniquement une *doxa* bien vieillie et qui exerce encore sa violence sourde par le silence qu'elle impose. Silence sur un conflit culturel qu'on ne veut pas s'avouer puisque ce serait, dit-on, sacrifier aux thèses réductrices du « choc des civilisations ». Qu'on laisse de côté ces slogans et qu'on examine seulement ces faits bruts tels qu'ils sont relatés par des professeurs et des élèves. Cette jeune professeur de mathématiques, venue de Bordeaux (et

d'origine juive), est nommée pour son premier poste en Val de Marne. Absente le jour de la célébration du Yom Kippour, elle s'entend interrogée le lendemain par ses élèves de 3^e : « Hier, c'était le "jour des Juifs" (sic). C'est pour ça que vous n'étiez pas là ? ». La jeune enseignante, désarçonnée, répond qu'elle « était en stage ». « Heureusement » soupire une partie de la classe. Cette enseignante de musique « négocie » (c'est le terme en usage) avec la « chef de classe », une jeune fille d'origine maghrébine, pour pouvoir enseigner le gospel et le chant choral, la part arabe de la classe refusant, en effet, de « chanter Jésus ». En Italie, lors d'un « voyage culturel », une partie des jeunes musulmans refusent de visiter les églises, et a fortiori les synagogues. Dans l'Essonne, encore, cette jeune fille noire et musulmane, prénommée Joëlle, se déclare effondrée quand elle apprend l'origine hébraïque de son prénom : « Je ne veux pas que les autres me prennent pour une Juive », répond-elle au professeur qui tente de la raisonner.

L'insulte antisémite est devenue la norme. On ne s'en offusque plus. Il ne s'agit plus seulement de l'antique « manger en juif » mais de « faire le feu », « passer en feu » (pour frauder). Le substantif « Juif » n'a plus besoin d'être précédé du qualificatif « sale » comme dans « sale Arabe » ou « sale nègre », il a valeur d'insulte et se suffit à lui-même. Cet antisémitisme, qu'on n'ose plus qualifier de rampant, gagne l'Université où l'ignorance du sionisme le dispute aux jugements simplificateurs et aux amalgames (Juifs et Israéliens, sionisme et fascisme, etc.). Dans plusieurs universités, en particulier à Paris VII et à Paris VIII, se tiennent régulièrement des réunions « sur la Palestine ». On chercherait en vain une telle fréquence de rencontres-débats sur le sud-Soudan, le Tibet ou le Kurdistan. À l'université de Paris VII, par exemple, Saleh Abdel Jawad, professeur de sciences politiques à l'université palestinienne de Bir Zeit, vient faire un exposé début octobre 2002, un parmi beaucoup d'autres prononcés au cours des mois précédents. Tout en se défendant d'établir un parallèle avec le génocide des Juifs, il persuade l'auditoire de la « volonté sioniste » de faire disparaître physiquement les Palestiniens. Le sionisme est, selon lui, un sociocide qui relève non du crime de guerre, insiste-t-il, mais du crime contre l'humanité. La conférence s'achève par une discussion sur la meilleure façon d'organiser le boycott d'Israël, universitaire et commercial.

L'antisionisme arabe est proche parent du vieil antisémitisme démonologique. À l'université de Paris VIII par exemple (Saint-Denis), telle chargée de cours se voit interpellée à la fin du cursus par deux étudiants maghrébins qui lui signifient qu'ils ne souhaitent pas que leurs devoirs « soient corrigés par une Juive ». Ce climat de violence verbale dérape de plus en plus souvent dans la violence physique (ou la menace physique). Des élèves juifs subissent en silence un calvaire (injures, menaces de toute sorte et parfois violences physiques) tout au long de l'année avant de finir par quitter l'établissement.

Quand le lumpenprolétariat, masse de manoeuvre des démagogues, rencontre l'antisémitisme, cela donne, pour partie, les S.A. En France, aujourd'hui, cela donne l'agression quotidienne contre les « Juifs visibles », rabbins, pratiquants de toutes obédiences et porteurs de kippa. Voire contre ceux « identifiés comme juifs » tel ce professeur de philosophie à l'ENS de Lyon, agressé en présence de sa femme, de ses beaux-parents et de son très jeune enfant, le 2 octobre 2002, dans le 13^e arrondissement de Paris et en plein jour par quelques jeunes maghrébins qui hurlent sur le couple : « Sales Juifs, on va tous vous tuer ! » La suite, l'enseignant lui-même la raconte dans le rapport qu'il fait à la police auprès de laquelle il a porté plainte : « Les gars vont m'agresser à coups de poing et de pied. L'un d'eux va ôter sa banane de la taille et s'en servir comme matraque. À l'intérieur, dissimulé, un objet lourd et compact. Il me frappe à la tête, et me frappe encore... Il n'y a plus que des Maghrébins autour de moi, dont celui de la roseraie qui répète mécaniquement, comme la première fois, « sur le Coran, on va te niquer ». Et la banane frappe, et frappe encore. Je perds connaissance. Quelques secondes seulement, paraît-il. Je me retrouve affaissé contre la grille du square. Le sang gicle, j'ai du sang partout, sur mes vêtements, sur le visage. Mais lorsque je me réveille, ils sont déjà en train de déguerpir. Seule la fille est toujours là. Elle ramasse ses affaires qui sont tombées, un walkman et un pull, je crois. Je vois le sang, je pense à « sale Juif », je bondis et je la ratrape de nouveau par le bras. Il faut appeler la police, je le redis à mes beaux-parents. Les gens regardent. Les gens ne bougent pas. Personne ne tentera de nous porter secours. »

Les sujets tabous de l'enseignement

Dès le début des années 1990, il y a plus de dix ans déjà, l'enseignement de la Shoa avait été le premier révélateur de ces dérives au sein de l'institution scolaire. Ici et là, mais exclusivement dans des classes à forte composante maghrébine, on notait quelques réactions d'antisémitisme. Ce qui n'était qu'incident isolé est devenu dix ans plus tard une vague de fond. Il ne se passe plus un jour désormais sans que dans un collège de France au moins l'on n'assiste à un incident antisémite. Dans certaines classes, le seul prononcé du nom d'Israël assure un brouhaha total. L'histoire du judéocide donne parfois lieu à chahut, tapage, contestation voire propos négationnistes sur fond d'antisémitisme déclaré. Chantal Sprynzc, professeur d'histoire à Longjumeau (Essonne), parle des mythes juifs de la propagande nazie que « certains élèves maghrébins se font un malin plaisir à évoquer : richesse des Juifs, particularisme juif regardé et jugé comme malsain ou, en tout cas, bizarre. » À Grenoble, au collège Henri Wallon de Saint Martin d'Hères, dans une classe de 3^e où l'on étudie *Si c'est un homme* de Primo Levi, la professeur de français raconte que la seule opposition vient de deux élèves maghrébines qui refusent le travail proposé : « On n'aime pas, c'est des histoires de Juifs. »

Un refus rapporté par d'autres professeurs sans pour autant, loin s'en faut, que cela soit la règle. En mars 2001, dans une ZEP de la banlieue de Grenoble, un élève de 3^e, récemment arrivé d'Algérie en France, déclare à l'attention de la professeur de français, qui est également professeur principal de la classe alors que celle-ci tance le groupe pour le peu d'efforts qu'il fournit : « *On aime bien l'histoire en ce moment parce qu'on fait Hitler et qu'il en met plein la tête aux Juifs. Alors on aime bien.* » Un lourd silence s'installe raconte la professeur qui a, un instant, le sentiment d'avoir mal entendu, quand un second élève, également d'origine maghrébine, lance à la cantonade : « *À mort les Juifs !* »⁵

Pour l'enseignante, ces enfants sont le miroir de ce qui se dit en famille. R.H., professeur de français en Seine Saint-Denis, et écrivain pour la jeunesse raconte un incident survenu fin janvier 2002 dans un collège du sud de la France alors qu'elle y était invitée pour y parler de son travail : « *Lors d'une rencontre autour d'un de mes romans traitant de la Shoa, un élève me demande : "Vous êtes de quelle origine ?" Je réponds : "Juive". Je l'entends alors qui lance à mi-voix : "Amenez les fusils !" Abasourdi et croyant avoir mal entendu, je lui demande de répéter. Il refuse puis finalement s'exécute en ajoutant avec un grand sourire : "C'était une blague."* » Cette « blague », en vérité, se répète de collège en collège, en particulier dans les ZEP, à chaque fois que se rencontre une forte minorité d'origine maghrébine. Iannis Roder, professeur d'histoire-géographie en Seine Saint-Denis⁶, raconte les « *Mort aux Juifs* » inscrits sur les murs de son collège à côté des « *Mort aux USA* » et des dessins figurant les Twin Towers en feu. Dans une lettre qu'il a adressée au journal *Le Monde*⁷, il rend compte également de cette phrase prononcée par un de ses élèves à la fin du cours sur la Shoa : « *Hitler aurait fait un bon musulman.* » Au vu de ces scènes, de ces propos, de ces violences verbales encore contenues, on ne peut plus s'étonner de constater que c'est dans cette population jeune (15-24 ans) et d'origine maghrébine que l'on trouve le plus fort pourcentage de personnes convaincues qu'« *on parle trop de la Shoa* » en France (11% contre 4% pour les jeunes d'origine française)⁸.

Des enfants juifs, de plus en plus nombreux, quittent l'école publique. Si leurs parents, et sans doute eux-mêmes, souhaitent donner une dimension juive à l'enseignement qu'ils reçoivent, des raisons relatives à l'insécurité sont de plus en plus souvent mises en avant. À Lyon, un élève de l'école juive de l'ORT raconte qu'il a rejoint l'école en cours d'année 2001-2002 car...« *les élèves arabes m'insultaient et me reprochaient la politique d'Ariel Sharon. Un jour, dans la bibliothèque, j'ai ouvert le dictionnaire à la page des drapeaux. Le drapeau israélien était rayé et l'image labourée* ». Un autre élève de l'ORT lyonnaise, intégré lui aussi en cours d'année, raconte que dans son ancien établissement des élèves maghrébins chantaient à son intention : « *Un petit juifon, dans un camp de concentration, un coup de gaz et puis s'en vont.* »

Il ne s'agirait, nous dit-on, que d'une poussée d'acné adolescente venue de certains « jeunes en difficulté » que la société française intègre mal. Nul ne dit toutefois pourquoi les Juifs de France devraient payer le prix du regard péjoratif porté par une grande partie de l'opinion française sur une jeunesse d'origine maghrébine discriminée à l'embauche, au logement, et dans les loisirs. Les Juifs doivent-ils solder le compte de l'histoire française du colonialisme ? Formulée de la sorte, la question demeure pourtant incomplète car elle passe sous silence l'incrustation idéologique de l'antisémitisme dans une partie de l'immigration maghrébine comme le met en lumière cette enquête de la SOFRES, réalisée entre le 28 janvier et le 1^{er} février 2002 auprès de 400 personnes âgées de 15 à 24 ans : « *Envisageriez-vous de vivre avec un Juif, une Juive ?* » Répondent : « *Personnellement, non* », 8 % de l'« échantillon » interrogé, mais les jeunes d'origine maghrébine sont 24 % à faire la même réponse.

Les lendemains des attentats anti-américains du 11 septembre 2001 furent douloureux dans de nombreux établissements scolaires. Loin de conduire à une attitude angoissée, la journée du 12 septembre, dans les cours de certains collèges, fut témoin de manifestations de joie, voire d'hilarité. C'était, raconte une professeur de lettres de l'Essonne, comme après la finale gagnée par la France au Mondial de football en 1998. « On » exultait. De fait, raconte ce professeur d'histoire de Saint-Denis, dès le 12 septembre dans la matinée, des graffiti fleurissent sur les murs et dans les escaliers : « *Mort aux USA* » voisine avec « *Mort aux Juifs* ». Tel élève, raconte le même enseignant, dessine soigneusement les tours en feu et une croix gammée écrasant le drapeau israélien. Les exemples se répètent. Dans l'académie de Metz-Nancy, par exemple, on peut lire dans un rapport du mois d'octobre 2001 : « *Un certain nombre de chefs d'établissement font part d'une détérioration du climat de l'établissement depuis les quinze derniers jours. Il s'agit d'établissements où les élèves de confession musulmane représentent un pourcentage significatif de la population scolaire (...). La situation est très tendue, les incidents journaliers : injures racistes, propos irrespectueux vis à vis des adultes, agressions continues entre élèves, tags injurieux (y compris contre l'État français), rejet de toute autorité.* » De Boulogne sur mer (Pas de Calais), ce même mois d'octobre 2001, on lit : « *Les murs de l'école ont été couverts d'inscriptions racistes exaltant les attentats* ». De Nîmes, en novembre 2001 : « *Graffitis anti-américains et antisémites sur le mur de l'entrée principale.* » A Suresnes (Hauts de Seine), en mars 2002 : « *Découverte de plusieurs inscriptions à caractère antisémite et anti-américain sur les murs.* » Le climat est parfois si dégradé que certains professeurs (et proviseurs) comme ce fut le cas au lycée Saint-Saëns à Enghien (Val d'Oise), prennent l'initiative de rédiger une « *Lettre ouverte des professeurs du lycée sur le racisme et les droits de l'Homme* »⁹. Tout se passe comme si, loin de provoquer l'attrition

attendue, le massacre anti-américain avait été perçu dans certains milieux comme l'autorisation d'aller plus avant une fois cette première « victoire » engrangée. Ainsi de cet aide-éducateur de l'Essonne qui, lors du premier anniversaire de l'attentat de New York se vante, en privé, lui qui est chargé de pacifier la vie scolaire : « Les Twin Towers, c'est nous ! »

L'étonnante centralité de la cause palestinienne dans le milieu enseignant

De tous côtés parviennent les mêmes échos sur l'attitude globale des autorités : on tend à adopter un profil bas, à ne pas « provoquer inutilement », à faire, en un mot, comme si l'on ne voyait pas. Des documents du Ministère de l'Éducation nationale pour l'Île de France au début de l'année 2002, attestent que les faits de violence, imputables pour 70 % aux élèves, ont majoritairement lieu au collège (76 %). Que seuls 10% des incidents donnent lieu à un conseil de discipline. Que dans 44 % des cas, les violences signalées n'ont donné lieu à aucune suite interne. Cette attitude, qualifiée par une enseignante de « *munichoise* »¹⁰, se retrouve dans un nombre important d'affaires où l'on cherche d'abord à étouffer l'incident (les professeurs sont souvent les derniers informés des violences qui ont pu se produire dans leur établissement). Dans telle petite ville des Pyrénées-Orientales signale un rapport officiel en novembre 2001, la proviseure du lycée a été mise en cause par l'hebdomadaire local pour avoir « *couvert* » (sic) par « *son comportement et son silence des agissements racistes* » dont se seraient rendus coupables des élèves d'origine maghrébine. Dans le collège d'Agen où une surveillante d'origine juive avait été « découverte » par une jeune élève d'origine maghrébine puis prise à partie par une bande (« *Youpine, tueuse de Palestiniens, on va te faire la peau !* »), le Principal déclare vouloir « *gérer l'affaire en interne* ». Il ne prévient pas le Rectorat ni n'alerte les familles des agresseurs. Il convoque seulement les élèves pour les réprimander. Aujourd'hui, les insultes comme les menaces continuent (« *Youpine* », « *Tu nous a dénoncé* »). Tel proviseur d'un grand lycée du nord de l'Île de France n'est pas tenu informé par ses professeurs du calvaire enduré trois mois durant, de septembre à décembre 2001, par David, un élève d'origine juive, lequel, menacé par des élèves maghrébins finit par quitter l'établissement en cours d'année. C'est après le départ de David, en janvier 2002, que les professeurs consentent à donner quelques bribes d'explications à leur proviseur. Convoquée, la famille de David¹¹ confirme les faits. « *L'administration du collège fait tout pour maintenir un statu quo basé sur le silence, écrit une professeur d'histoire-géographie de Colombes (Hauts de Seine)*¹². « *Il vaut mieux ne pas en parler* », c'est ainsi que le message de Jack Lang sur la nécessaire tolérance inter-religieuse, comme la minute de silence dédiée aux victimes du 11 septembre 2001, n'ont pas été portées à la connaissance

des élèves afin de ne pas risquer de froisser leur susceptibilité (sic). D'une certaine façon, on peut dire que nous vivons dans mon collège dans une certaine ignorance de ce que pensent réellement nos élèves dès lors que nous sommes contraints de ne susciter avec eux, et parmi eux, aucun débat sur "les sujets qui fâchent", et ce afin de maintenir la paix civile dans l'enceinte de l'établissement. Or, cette paix civile est profondément artificielle, et notre rôle d'éducateurs est encore mis à mal puisque nous ne sommes pas en mesure d'informer les élèves sur la complexité des événements. Nous devons nous résoudre ainsi à les abandonner aux mains de gens qui les manipulent à l'extérieur des établissements, ou devant des écrans de télévision (occidentaux certes, mais surtout, dans deux tiers des cas aujourd'hui, étrangers grâce aux paraboles) qui attisent les conflits bien plus qu'ils n'en rendent compte avec objectivité. »

Plus grave encore apparaît l'état d'esprit munichois de quelques enseignants et responsables adultes dont l'attitude fait immanquablement penser à la réflexion de Churchill sur les défaitistes d'avant guerre : « *Ils ont choisi le déshonneur pour éviter la guerre, ils auront la guerre et le déshonneur.* »¹³ Dans un lycée du Val d'Oise, ce 2 septembre 2002, jour de pré-rentrée, une professeur d'Histoire-Géographie propose à ses collègues d'inviter Mme Ida Grinspan, ancienne déportée à Auschwitz, en 1944, à l'âge de 14 ans. Pour raconter son calvaire, Ida Grinspan vient de publier en collaboration avec Bertrand Poirot-Delpech *J'ai pas pleuré* (Éditions Robert Laffont, 2002). À la proposition de leur collègue, un grand nombre d'enseignants se récrient : « *Pas question ! Nous avons beaucoup d'élèves arabes ici, on veut pas d'histoire !* ». Et d'ajouter à l'endroit de leur collègue historienne un rien désarçonnée : « *Mais si tu veux inviter un déporté non-juif, pas de problème...* »

Les réactions à ce climat laissent entiers de sérieux motifs d'inquiétude. Dans les établissements scolaires, si les « médiateurs » accomplissent souvent un travail reconnu à juste titre, il reste qu'un petit nombre d'entre eux dénature la tâche qui leur a été confiée en la confondant à un travail de propagande. Il arrive que l'obsession entretenue de la « cause palestinienne » déborde jusque dans l'école, à partir d'interventions de personnes extérieures à l'établissement et qui n'ont pas été requises pour aborder ces questions d'histoire et d'actualité. Ainsi, dans un lycée d'Orléans, le Principal invite un psychiatre à s'adresser aux élèves de différents niveaux sur « la violence ». Le médecin, (d'origine maghrébine) donne libre cours à la parole adolescente et laisse passer des propos, voire des gestes violents. Mais, rapidement, le conflit israélo-palestinien arrive au centre du « débat ». Les élèves, dont un grand nombre sont d'origine maghrébine, s'emportent contre Israël témoigne l'un des professeurs du lycée qui assiste à cette séance. Un élève déclare à propos des violences proche-orientales que « *les États-Unis sont derrière tout ça* ». Sortant de sa réserve, le psychiatre intervient pour affirmer que le Congrès américain est

« *noyauté par le riche lobby juif* ». Interpellé par l'un des professeurs présents, le médecin répond qu'étant un adversaire du fondamentalisme musulman, il est à ce titre « *insoupçonnable* ». Ce bref exemple illustre combien la stigmatisation systématique d'Israël, comme l'étonnante centralité de ce conflit dans les établissements scolaires de notre pays, en particulier s'il existe une communauté d'élèves d'origine maghrébine, a fini par empoisonner la paix civile. Face à cette dérive, une partie de la classe politique paraît sans réflexes, tant la configuration nouvelle du danger l'oblige à se défaire de schémas intellectuels devenus obsolètes. L'antisémitisme d'origine maghrébine est désormais l'un de ces sujets gênants dont on ne parle guère. L'antijudaïsme était jusque là une valeur et un comportement généralement classés à l'extrême droite. Le voici qui figure en bonne place dans le camp des « victimes du colonialisme, du racisme et de la misère ». Il est difficile d'admettre qu'une victime puisse opprimer à son tour, et que cet antisémitisme soit plus profond et plus ancien que ne veulent le faire croire ceux qui s'efforcent de le relier à la seule Intifada palestinienne. Comment défendre un officier appartenant à la bonne bourgeoisie se demandait déjà la gauche française en 1894 à propos du capitaine Dreyfus, en comprenant difficilement que ce combat là transcendait le seul clivage (réel) de classe, comme il dépassait l'antimilitarisme alors traditionnel d'une partie de la gauche française. Laquelle mettra plusieurs années pour s'imposer cet *aggiornamento*. Pour la gauche d'aujourd'hui, il ne saurait exister qu'un seul antisémitisme recevable, celui (réel) de l'extrême droite. De là, ce qui fut la « divine surprise » du 21 avril 2002, cette soirée qui vit ressurgir le « monstre fasciste » de Le Pen et, avec lui, la possibilité de redonner cohérence et sens à un univers politique en miettes. Il paraît difficile encore à beaucoup d'admettre qu'au cœur même de l'Hexagone, un antisémitisme violent appelle au meurtre des Juifs par le biais d'un fondamentalisme qui gangrène une partie de la jeunesse maghrébine. Il leur est difficile d'admettre, bien qu'ils le sachent évidemment, que l'exclusion sociale et le tiers-mondisme puissent être des vecteurs de l'antisémitisme, le Juif apparaissant une fois encore comme la figure honnie (le « mauvais objet ») en laquelle se réfractent les images combinées de la réussite et de l'ordre. Déstabilisée par des réalités nouvelles, en particulier dans un monde enseignant qui fut longtemps son môle électoral, voire militant, la gauche française semble tétanisée par le délitement de la République et du civisme. Ce silence, toutefois, peut apparaître aussi comme un racisme à rebours : le défaut d'exigence s'apparentant à un défaut de considération. Si, du fond du cœur et dans la paix des arrière-consciences, ces jeunes Français d'origine maghrébine étaient vus comme d'authentiques compatriotes, nous exigerions d'eux ce que l'on exige des « Français de souche ». Après le « choc du 21 avril » ; nombre de

militants ou simplement d'électeurs de gauche, ont mis en avant la nécessité de se tenir près du peuple réel et non d'un peuple mythifié. Cette propension à rêver le peuple, à nier la réalité dès lors qu'elle contredit l'idéologie induit un moralisme qui connut son heure de gloire lors de la mobilisation autour de l'affaire du cimetière juif de Carpentras (mai 1990). Mais cet anti-racisme a sa part d'ombre : prêt à commémorer les Juifs morts, il demeure silencieux sur les nouveaux masques de l'antijudaïsme s'ils contreviennent à ses modèles de pensée. En demandant au passage aux Juifs de France de faire « preuve de patience », comme en 1938 où du fait de leur « solidarité avec leurs frères juifs d'Allemagne », on les suspectait d'être des fauteurs de guerre.

Un climat inquiétant : machisme et sexisme

L'antisémitisme en milieu scolaire révèle un climat général auquel participent le retour en force du sexisme et d'attitudes antiféministes qu'on ne croyait plus possibles après 1968. Ceux qui s'en prennent aux Juifs, ou qui font la « chasse aux pédés » (sic) après la Gay Pride parisienne s'en prennent pareillement aux femmes. La brutalité exercée contre ces dernières est souvent le fait d'une culture masculine portée à la fois à la violence domestique visant les femmes et les enfants, et à une violence extérieure où se défoulent les tensions nées d'une société éminemment répressive. Celle là même qui fait régresser le sort des femmes dans la France d'aujourd'hui, celle là même qui les force, ou les convainc, c'est selon, à apparaître en public sauf sous la forme d'ombres voilées, insulte aux principes d'égalité en droits que l'école française enseigne depuis des décennies. L'épouvantable affaire de la « tournante d'Argenteuil » jugée en octobre 2002 n'est pas seulement accablante par les faits qui y furent commis, elle l'est aussi par l'absence de sentiment de culpabilité et de remords de tous les accusés. C'est dire combien la condition féminine a régressé du fait de cette fascisation des esprits menée par des nervis de banlieue et de cités pour lesquels l'État de droit est une farce. À Vitry, en octobre 2002, le drame de la jeune Sohane, brûlée vive à l'âge de 17 ans par un jeune Maghrébin, Djamel Derrar, à peine plus âgé qu'elle, évoque un de ces crimes qu'on croyait jusque là cantonné à la sphère la plus archaïque du monde méditerranéen. Bien évidemment, « la cité », comme un seul homme, déclare du meurtrier que c'était « *un gosse supergentil, serviable* »¹⁴. A l'instar de tous les assassins, qui étaient toujours « de braves garçons, de bon époux et de bons pères » au moins jusqu'au jour où l'Histoire leur a permis de passer à l'acte. À Vitry où la jeune Sohane fut assassinée, des filles, souvent d'origine maghrébine car elles sont les premières victimes de cette régression de civilisation, déclarent lors de la marche organisée en mémoire de leur amie : « *C'est pour Sohane et pour dire non à la violence et oui au respect des filles, des êtres humains.* »¹⁵

Ce climat de haine et de guerre civile rampante met en danger la République. Il s'appuie sur une culture machiste et sexiste, il nourrit le racisme le plus cru à l'endroit d'autres communautés (les Noirs, les Asiatiques), il réintroduit en France la peste antisémite que l'effort des éducateurs de la République avait mis plus d'un demi-siècle à endiguer puis à refouler. Ce que la République démocratique si lentement édifiée en France avait mis un siècle à éradiquer, une partie de l'immigration arabo-musulmane d'aujourd'hui, issue le plus souvent, et par définition, des classes populaires, l'a réintroduit dans la République, en particulier l'antiféminisme et l'antisémitisme nourri des *Protocoles des Sages de Sion*. Reste qu'évoquer ce constat d'une totale banalité dans la France d'aujourd'hui s'apparente dans certains milieux à du « fascisme », à un flirt dangereux avec le Front National. Le silence contraint sur cette souffrance nourrit la peur, la rancœur et le ressentiment contre ce que l'on perçoit souvent comme le langage d'une élite socio-culturelle qui vit, elle, à l'abri de la violence quotidienne.

Les éléments d'une communautarisation de la société française sont en place qui conduisent à l'affrontement culturel, voire, pire encore, à l'affrontement ethnique. A Dunkerque, début octobre 2002, après la mort d'un jeune Maghrébin assassiné lors d'un crime explicitement raciste, on vit une partie des jeunes s'en prendre à la police dans des scènes qui se voulaient l'exacte réplique de l'Intifada palestinienne dont les médias les avaient abreuvés. La *doxa* palestinienne importe ainsi au cœur des cités, des banlieues et des quartiers de grandes villes, des combats de rue dont les médias ont jadis loué à l'envi l'« héroïsme » et l'« abnégation ». Dans un État de droit, le crime raciste de Dunkerque doit trouver sa réponse dans un prétoire et non dans une scène de rue empruntée au conflit israélo-palestinien.

De même, après la tentative d'assassinat du maire de Paris commise le 6 octobre 2002 par un homme de 39 ans, si l'acte est effectivement consternant, le sont tout autant les réactions « des jeunes des cités » (le meurtrier, d'origine maghrébine, réside à Bobigny) : « Ici, à la cité, on ne lui demandera rien » entend-t-on. Plus explicitement : « C'est sûr, c'est pas bien, renchérit Samir. Mais ça montre à quel point les politiciens sont vulnérables. Son acte, il l'expliquera plus tard. En tout cas, ici, personne ne lui demandera des comptes. »¹⁶

Le premier pas du retour au politique consiste à nommer la réalité. Ce nouvel antisémitisme a libéré la parole de l'extrême droite, soudain enhardie par ce climat d'impunité. Alors qu'on assiste, aujourd'hui à une décade de l'antisémitisme dans la société française (sauf dans sa composante maghrébine), on constate, paradoxalement, la levée du tabou de l'antisémitisme. À la question « Les Juifs ont-ils trop de pouvoir en France » (sic), alors que 20 % des sondés répondaient par l'affirmative en 1990, ils sont 34 % à

fournir la même réponse en 2000. Ce chiffre doit être corrélé à celui des « *ne se prononcent pas* » qui, lui, est en chute libre. C'est à une transgression de l'interdit que l'on assiste. La diabolisation d'Israël, comme l'extension de l'antisémitisme d'origine maghrébine, n'y auront pas peu contribué. Voudrait-on faire croire à un combat culturel entre deux mondes qu'on ne s'y prendrait pas autrement : le clan contre la République et la loi tribale contre la société civile ?

Loin d'être un vase clos à « l'abri des passions », l'école en est aujourd'hui le miroir grossissant. Si la violence verbale est patente au collège, la *doxa* anti-israélienne, qui, vire parfois à l'antisémitisme dans une partie de la jeunesse d'origine maghrébine, s'impose sans difficulté. Elle se traduit par une intense campagne de boycott des produits israéliens (parfois israéliens et américains). Mais en examinant les listes des maisons boycottées, on constate qu'il s'agit la plupart du temps non de firmes israéliennes proprement dites, mais de firmes occidentales dont l'ensemble du capital, ou une partie de celui-ci, est aux mains de propriétaires juifs. Au printemps 2002, à « l'initiative du collectif Interfac-Palestine », un tract met en garde : « *N'achetez pas ! N'achetez plus !* » Suit une liste de produits où voisinent : Ajax, Balisto, Banania, Bonux, Carte Noire, Colgate, Fanta, Gillette, Café Grand-Mère, Kleenex, Kodak, Maison du café, Mars, Monsavon, Naf Naf, Palmolive, Seven Up, etc. Le boycott dépasse, et de loin, le cadre des seuls produits israéliens pour lesquels il est d'ailleurs réservé une « *mention spéciale* » [sic] : « *Avocat, mandarine + jus Jaffa made in Israël.* » Un autre tract, non signé celui-là, appelle à boycotter, en vrac, des marques, des produits, des personnes (actrices de cinéma, par exemple). Un extrait de la liste des entreprises boycottées : « *Ferrero, Caterpillar (marque des tracteurs utilisés par Israël pour détruire les maisons palestiniennes), Coca-Cola (15 % des gains vont à Israël),* un autre tract parle de « *quatre jours de recettes mondiales* », etc. » Il appelle aussi à boycotter des films, à protester auprès des grands médias français dont les adresses et les coordonnées téléphoniques sont indiquées.

Il arrive aussi que l'appel au boycott soit relayé par une journaliste du *Monde*, Mouna Naïm¹⁷, laquelle, sous couvert de compte rendu, indique non seulement nommément les marques israéliennes qui font l'objet d'un boycott commercial (des noms connus pour la plupart et qui n'apprennent donc peut-être rien à personne), mais surtout indique, en se réclamant du seul devoir d'informer, le code chiffré qui est l'identifiant international d'Israël en matière commerciale, renseignant que le grand public ignore à l'évidence. Ce faisant, Mouna Naïm viole la déontologie journalistique et tend à confondre le quotidien qui l'emploie avec une feuille de propagande. *Le Monde*, instance de référence et de légitimation, est ici vulgairement manipulé par une journaliste qui appelle insidieusement au boycott d'une nation.

Par le biais de l'endoctrinement d'une partie de la jeunesse, cette « chasse aux sorcières » entretient la discorde dans la société française. Elle est nourrie par certaines émissions sur la bande FM, en particulier sur Radio Méditerranée où officie régulièrement Taoufik Mathlouthi qui ouvre l'antenne aux auditeurs chaque dimanche de 12 à 14 heures dans son émission « Tribune libre ». On peut y entendre l'animateur déclarer, par exemple : « *Les femmes qui se maquillent avec des produits L'Oréal versent de l'argent à Israël de manière indirecte* », avant d'évoquer les « *gens qui ont les mains trempées dans des bassines de sang, le sang de Sabra et Chatila...* » (3 février 2002). La semaine suivante, il qualifie le sionisme d'« *idéologie d'éradication des autres [...], une idéologie d'apartheid et de crimes* » (10 février 2002). « *Nous devons travailler à désioniser les médias et les hommes politiques français* », prévient-il le 3 mars 2002. L'État d'Israël est régulièrement l'objet d'un appel à l'« étacide » si l'on peut risquer ce néologisme : « *Ce monstre qui s'appelle Israël. Ce monstre de crimes sionistes qu'est l'entité israélienne* » déclare-t-il le 30 mars 2002. Le 5 mai 2002 : « *Cela fait 54 ans qu'Israël, cette entité sioniste, méprise l'humanité entière* ». Le même jour intervient sur l'antenne un certain Najib : « *Tsahal, ce ramassis de judéo-nazis qui massacrent le peuple palestinien* ». Puis Karim : « *Les sionistes ne comprennent que la force. Il suffit pour s'en convaincre de lire Les Protocoles des Sages de Sion* ». Interruption de l'animateur, Taoufik Mathlouthi : « *Je ne peux pas vous laisser dire cela, c'est interdit en France. Les Protocoles sont considérés comme un faux* ». On a bien lu : considérés. Chacun peut donc traduire : les *Protocoles* sont une réalité avérée mais étouffée par le « lobby ». Le même Mathlouthi poursuit imperturbablement sa campagne de haine sans que le CSA s'émeuve beaucoup de ces appels à la haine entre Français de confession et d'origine différentes. « *Cette présence n'a aucune légitimité. Cette entité, l'État d'Israël, n'a aucun droit d'existence* », explique-t-il le 9 juin 2002. Et le 21 juillet 2002 : « *L'État d'Israël est appelé à disparaître. C'est un fait historique indéniable et indiscutable. [...]* L'État d'Israël ne peut pas exister. »

Ces appels à la discorde civile relaient ceux des médias arabes auxquels la communauté arabo-musulmane de notre pays a largement accès, soit dans les kiosques, soit de façon plus conséquente par le biais du satellite dont nombre de familles d'origine étrangère sont équipées. La communication, désormais ininterrompue, entre certains de ces foyers de haine situés à l'étranger et des fractions des populations françaises et étrangères de notre pays, parasite le processus d'intégration et introduit jusqu'au cœur de notre société des appels au meurtre. Ce phénomène est inédit dans l'histoire des relations que la France entretient depuis deux siècles avec son immigration.

Une situation de frustration face à une histoire qui se fait pour partie sans elle conduit une partie de la jeunesse d'origine maghrébine, à l'évidence la

plus mal insérée, à des comportements inciviques. La dérive antisémite dont l'école et la rue françaises sont le théâtre parfois depuis plus de dix ans ne constituent qu'un aspect de la tragédie plus vaste qui embrasse les deux rives de la Méditerranée. À ce tableau déjà sombre, il faut ajouter le climat de déraison médiatique qui a fourni une légitimité morale aux agissements antisémites en France, qui les a cautionnés à l'avance, sans les souhaiter à l'évidence, qui les a sous-estimés ensuite comme il a tenté, pour les excuser, de mettre en avant l'oppression subie en Palestine. Les mots pavent le chemin de la violence la plus crue. La stigmatisation du sionisme (version juive et proche-orientale du nazisme selon certains), et par extension des Juifs coupables de le soutenir, aura été portée par une partie des élites intellectuelles françaises.

Le monde enseignant est l'un des principaux relais de cette *doxa*. Dans *Pour* (mai 2002), revue de la FSU, l'un des grands syndicats enseignants, la parole est donnée à la députée européenne Alina Boumedienne-Thiery qui écrit de « retour de Palestine » : « *Israël est en train de faire une véritable guerre de colonisation. [...] Je crois qu'on va vers une déportation du peuple palestinien. [...] Même en temps de guerre, il y a des règles. Or, en ce moment, Israël est au-dessus de toutes les règles, de tous les droits.* » Dans le journal du syndicat enseignant Sud-éducation de Paris, en date du 5 avril 2002, on lit sous le titre « Palestine » : « *C'est un peuple qu'on assassine !* ». En avril 2001, lors de l'épreuve du brevet blanc des collègues, un professeur d'anglais du collège Zandowski de Boulogne Billancourt donnait à ses élèves l'exercice suivant :

« *Mettre les phrases suivantes à la voix passive en respectant le temps de l'actif.*

1. *The Palestinian Imad family have buried Wael*
2. *Israeli soldiers shot him in the head.*
3. *His friends took him to hospital immediately.*
4. *Tennagers' death keep Doctor Abdel Masri busy every night.*
5. *Israeli soldiers will kill again Palestinian children.»*

Loin d'être une génération spontanée, les propos de ces élèves reflètent un arrière-fond social et culturel. L'adolescent qui affirme, sûr de lui, que son rêve est d'« *exterminer les Juifs* », celui qui regrette tout haut que Hitler n'ait pas « *vécu un an de plus pour nous débarrasser des Juifs* » se font l'écho, au-delà de la part d'attitude provocatrice qui caractérise leur âge, de ce qu'ils entendent dans leurs familles et leurs quartiers. Venus du Maghreb, leurs parents ont été imprégnés par un discours virulent à l'encontre des Juifs et, plus encore, et de façon obsessionnelle à l'encontre d'Israël. Parents et grands-parents ont grandi dans un Maghreb, en particulier en Algérie, qui a fait de la haine d'Israël (et par extension dramatique de la haine des Juifs) la réponse enfin trouvée au marasme généralisé qui frappe le monde arabe¹⁸.

L'antisémitisme, le sexisme comme la diffusion des comportements violents à l'école traduisent pour partie une guerre culturelle qui dépasse le seul conflit de classe dont l'école est toujours le théâtre. A la réalité des luttes sociales qu'on a tendance aujourd'hui, dans certains milieux, à passer à la trappe, se greffe un affrontement culturel porteur des pires dangers pour la cohésion de la nation comme pour la santé de la démocratie. Le choc est désormais frontal entre les valeurs qui ont fait la République et des schémas de pensée et des anathèmes, en particulier ceux de l'islamisme militant, qui travaille de nombreux jeunes Occidentaux issus de l'immigration arabo-musulmane. ■

1. Ce texte est en grande part tiré de l'ouvrage coordonné par moi-même aux éditions Mille et une nuits sous le titre *Les Territoires perdus de la République*.

2. À Toulouse, par exemple, on apprend que dans les cités comme celle de La Reynerie, "Nique ta mère" et "Nique le Juif" sont des insultes

conjointes.

3. Au début du mois d'octobre 2001, dans ce collège du 12^e arrondissement de Paris, la déléguée de classe (de 4^e), d'origine maghrébine, lance à un camarade juif : « Sale juif, toi et ta race à exterminer ! ». Il est difficile de ne pas voir, dans un tel déferlement haineux, et à cet âge (14 ans), un arrière-fond familial.

4. 0800 18 2626 (Vigilance contre l'antisémitisme), ou 0143 63 30 29 et, en urgence, 01 42 17 11 01 (S.O.S. Vérité-sécurité).

5. Les deux élèves seront exclus une semaine.

6. Cf. *Les Territoires perdus de la République*, Mille et une nuits, 2002, p. 81.

7. *Le Monde*, 10 avril 2002

8. Cf. *Les Antifeujs*, op.cit.

9. Cf. *Les Territoires perdus de la République*, op.cit. p. 117

10. *Ibid.* p. 150

11. *Ibid.* p. 112

12. *Ibid.*

13. Comment ne pas évoquer ici les propos récents du Recteur de la Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur : «L'Occident a creusé sa tombe de ses propres dents» déclare-t-il au quotidien gratuit *Vingt minutes* le 18 octobre 2002.

14. *Le Monde*, 12 octobre 2002

15. *Le Monde*, 12 octobre 2002

16. *Le Monde*, 8 octobre 2002

17. *Le Monde*, 13 juillet 2002, page 3

18. Cf. le rapport du PNUD de juillet 2002.

juin 2002-novembre 2002

Le baromètre des actes antisémites du Conseil des Communautés Juives

Dans la région parisienne, de nombreux incidents et agressions antisémites témoignent d'une dégradation des rapports de voisinage, d'insecurité diffuse touchant de façon aléatoire des individus juifs où qu'ils se trouvent.

Selon M. Sammy Gozlan, président du C.C.J. 93 et du Bureau de Vigilance, il est à remarquer une coïncidence entre la multiplication de ces incidents et l'étiquette communiste de municipalités souvent engagées dans un militantisme pro-palestinien, incitant à une solidarité activiste des populations d'origine immigrée avec la cause palestinienne.

Le Conseil des Communautés Juives, C.C.J., qui rassemble toutes les communautés juives de la ceinture de Paris, a mis en service un Bureau de Vigilance (numéro téléphonique d'urgence : 01 43 63 30 29) ayant pour vocation d'enregistrer les manifestations d'antisémitisme dans cette région.

La spécificité de cette recension tient à ce que les événements retenus ont été transmis par les victimes ou les témoins directs eux mêmes, sous forme de formulaires écrits ou d'appels téléphoniques. Ces appels donnent lieu à une orientation des victimes, à leur mise en contact avec les services de police et les élus locaux, à un soutien psychologique et juridique si besoin est. Les dossiers des incidents ici rassemblés sont consultables auprès du Bureau de Vigilance

L'identification des auteurs de ces agressions est nécessairement de type signalétique comme peut l'être un rapport de police. Remarquons que l'identification au faciès joue pleinement dans les agressions contre les Juifs. Ainsi cette jeune fille juive de type oriental, réprimandée vertement par des personnes d'origine arabo-musulmane parce qu'elle mangeait un jour de Ramadan...

- 24.05.02, 75012 Paris** Poursuite d'un enfant à la sortie de l'école par 2 personnes d'origine arabo-musulmane d'environ 20 ans. d'origine arabo-musulmane et d'une personne d'origine africaine (dépôt d'une plainte).
- 06.06.02, 78130 Les Mureaux** menaces verbales (enregistrées) de la part de personnes d'origine arabo-musulmane.
- 07.01.02, 95000 Cergy-Pontoise** Injures, inscriptions, dégradations racistes, dégâts dans des locaux.
- 18.08.02, 93700 Drancy** Inscriptions racistes sur synagogue, graffitis (dépôt d'une plainte).
- 03.06.02, 94160 Saint-Mandé** Insultes antijuives ainsi que menaces de mort par des personnes d'origine arabo-musulmane identifiées par la Police (dépôt d'une plainte).
- 27.06.02 91800 Brunoy** Agression physique pendant le B.E.P.C. par 15 filles d'origine arabo-musulmane. Pas de réaction du proviseur (dépôt d'une plainte).
- 20.07.02, 75019 Paris** Injures racistes émanant de deux personnes d'origine arabo-musulmane.
- 12.07.02, 92120 Montrouge** Jets de pierres sur une synagogue de Longjumeau bris de tuiles par quatre personnes d'origine africaine et trois personnes d'origine arabo-musulmane (dépôt d'une plainte).
- 01.08.02, 94000 Créteil** Insultes (« sale juif, retourne dans ton pays », etc.), préjudice financier par le bailleur d'un appartement de vacances identifié (dépôt d'une plainte).
- 08.09.02, 93120 La Courneuve** Graffitis et insultes racistes (« sales juifs »...)
- 08.09.02, 92210 Saint-Cloud** Lettre raciste dans boîtes aux lettres
- 06.09.02, 75020 Paris** Injures antijuives ainsi que coups et blessures. Voisins parfaitement identifiés (dépôt d'une plainte).
- 30.06.02, 94120 Fontenay Bois** Insultes antijuives et coups et blessures (nez cassé) par une personne d'origine arabo-musulmane et huit personnes d'origine africaine (dépôt d'une plainte).
- 09.08.02, 75010 Paris** Injure antijuive
- 06.09.02, 75020 Paris** Harcèlements du voisinage
- 03.09.02, 75019 Paris** Propriétaire anti-loubavitch : expulsion et préjudice financier d'un propriétaire d'un local de pâtisserie
- 07.07.02, 93390 Clichy-sous-Bois** Menace avec une arme de poing par trois personnes
- 05.09.02, 93390 Clichy-sous-Bois** Insultes antisémites et anti-israéliennes par des personnes du voisinage identifiées.
- 04.10.02, 92210 Saint-Cloud** Insultes antijuives et coups et blessures graves par des jeunes d'origine arabo-musulmane (dépôt d'une plainte).
- 02.10.02, 75013 Paris** Menaces de mort et coups et blessures graves par quatre à six jeunes d'origine arabo-musulmane (dépôt d'une plainte).
- 08.09.02, 75015 Paris** Jet d'objets et insultes antijuives par une personne d'origine africaine.
- 20.09.02, 75012 Paris** Propos antijuifs et anti-israéliens par un chauffeur de taxi.
- 20.09.02, 75011 Paris** Insulte antijuive et menace avec un revolver par une personne d'origine arabo-musulmane.
- 23.09.02, 94340 Joinville-le-Pont** Arrachage d'une *mezouza* et graffitis antijuifs.
- 26.07.02,** Des personnes traitées de «sales Juifs» dans un restaurant par un groupe de personnes d'origine arabo-musulmane.
- 18.09.02, 92210 Saint-Cloud** Propos antijuifs (dépôt d'une plainte).
- 19.09.02, 94000 Créteil** Agressions verbales antijuives par une voisine d'origine arabo-musulmane
- 11.09.02, 75013 Paris** Agression physique (blessures) par une personne d'origine arabo-musulmane (dépôt d'une plainte).
- 12.09.02,** Insultes antijuives par voisinage
- 12.09.02,** Agression à la sortie de la synagogue
- 03.10.02, 92400 Courbevoie** *Mezouza* arrachée et inscription d'une étoile de David sur la porte.
- 04.10.02, 93700 Drancy** Insultes antijuives du voisin (dépôt d'une plainte).
- 04.10.02, 75020 Paris** Une jeune fille agressée à l'école : «sale juive» au lycée Hélène Boucher, Paris 20^e.
- 04.10.02, 75020 Paris** Insultes antijuives virulentes.
- 19.09.02, 93390 Clichy-sous-Bois** Insultes antijuives, brutalités et menaces par des personnes du voisinage, identifiées avec témoin (dépôt d'une plainte).
- 09.10.02, 59140 Dunkerque** Courrier antisémitique avec croix gammées. Anonyme.
- 20.10.02 93340 Le Raincy** Insultes et menaces antijuives par des jeunes d'origine arabo-musulmane.
- 21.10.02, 75017 Paris** Billets antisémites : «Juifs hors de France», etc. Anonyme.
- 08.10.02, 93500 Pantin** Conflit de voisinage, sur fond apparemment raciste par des voisins parfaitement identifiés (dépôt d'une plainte).
- 23.10.02, 75019 Paris** Insultes violemment antijuives. Auteur parfaitement identifié.
- 29.10.02** Conflit de voisinage sur fond apparemment raciste.
- 29.10.02, 92120 Montrouge** Insultes à caractère antijuif (dépôt d'une plainte).
- 10.11.02, 94200 Ivry-sur-Seine** Insultes antijuives et menaces avec un tournevis par une personne d'origine arabo-musulmane non identifiée de la cité voisine (dépôt d'une plainte).
- 02.06.02, 93800 Epinay-sur-Seine** Harcèlement et menaces de mort par un voisin d'origine arabo-musulmane (dépôt d'une plainte).
- 02.06.02, 93120 La Courneuve** Injures et jets de pierres (dépôt d'une plainte).
- 02.06.02, 95140 Gargè Gonesse** Cocktails molotov sur la synagogue (dépôt d'une plainte).
- 02.06.02, 93320 Pavillons Bois** Deux salariés agressés : «Vive Hitler... À la douche», etc. (dépôt d'une plainte).
- 02.06.02, 93120 La Courneuve** Deux enfants insultés et battus près de la synagogue par des personnes d'origine arabo-musulmane (dépôt d'une plainte).
- 02.06.02, 75011 Paris** Jet de cocktails molotov (dépôt d'une plainte)
- 02.06.02, 93190 Livry-Gargan** Enfant agressé à la sortie de l'ORT (dépôt d'une plainte).
- 05.06.02, 75018 Paris** Propos antisémites des collègues de travail et du supérieur (dépôt d'une plainte aux Prud'hommes).
- 23.05.02** Attaque d'un jeune Loubavitch par dix jeunes d'origine arabo-musulmane et africaine, lancé de pierres.
- 02.06.02** Personnes agressées et battues par un chauffeur de taxi d'origine arabo-

musulmane.	31.10.02, 93250 Villemonble Agression anti-juive	arabo-musulmane d'environ 17 ans en scooter (dépôt d'une plainte).
02.06.02, 93800 Epinay-sur-Seine Jet de pierre et insultes à deux reprises (dépôt d'une plainte).	01.11.02, 91200 Athis Mons Harcèlement par un voisin arabe.	13.11.02, 95200 Sarcelles Battue et mordue dans le RER Gare de Lyon (hospitalisation) par une jeune femme d'origine arabo-musulmane (dépôt d'une plainte).
02.06.02, 93600 Aulnay-sous-Bois Distribution de tracts antisémites et appel au boycott d'Israël.	06.11.02, 95280 Jouy-le-Moutie Insultes racistes du voisinage.	14.11.02, 94000 Créteil Insultes: «Hitler aurait dû finir son travail» par un éboueur (dépôt d'une plainte).
02.06.02, 93420 Villepinte Elèves d'un lycée public insultées et brimées.	08.11.02, 75019 Paris Inscriptions antijuives sur la porte: «À mort les Juifs» et croix gammée.	13.11.02, 75019 Paris Propos antijuifs et révisionnistes par un professeur du lycée Bergson.
02.06.02, 93200 Saint-Denis Professeur de lycée menacé de mort et insulté.	14.11.02, 75013 Paris Insultes et agression physique contre trois collégiens (hospitalisation) par des personnes d'origine arabo-musulmane d'une école voisine (dépôt d'une plainte).	14.11.02, 95200 Sarcelles Insultes et agressions antijuives à l'encontre d'un élève par d'autres élèves de la classe.
02.06.02, 93600 Aulnay-sous-Bois Enfant de 8 ans agressé devant son lycée aux Lilas (dépôt d'une plainte)	06.11.02, 75019 Paris Inscriptions «À mort les Juifs» et croix gammées sur les portes (dépôt d'une plainte).	
26.07.02, 93300 Aubervilliers Insultes antijuives	09.11.02, 75019 Paris Tabassage d'un enfant et de son père à l'aide d'un casque de scooter par une personne d'origine	
21.10.02 Arrachage de <i>mezouza</i>		
22.10.02 Insultes racistes		

Le récit d'une agression antisémite à Paris

SOURCE: WWW.PROCHE-ORIENT.INFO

Sacha Gironde est maître de conférence à l'École normale supérieure de Lyon. À Paris, rue d'Ulm, il enseigne dans le magistère de philosophie contemporaine. Pour proche-orient.info, il a raconté l'agression dont il a été victime le 2 octobre dernier alors qu'il se promenait près de chez lui, dans le 13^e arrondissement, avec sa femme, son bébé de trois mois et ses beaux-parents. Un groupe de jeunes maghrébins l'ont gravement frappé et lui ont lancé, ainsi qu'à sa famille, des «mort aux Juifs» et «sur le Coran, on va te niquer». Le groupe avait une fille pour chef.

S. Gironde a porté plainte. Les policiers ont beaucoup renâclé pour consigner les propos antisémites. Cependant, l'enquête, selon le commissariat du 13^e arrondissement qui a été contacté, devrait rapidement aboutir. Signe que les temps changent : des dizaines d'actes antisémites depuis près de deux ans sont restés sans suite.

Récit.

« Le 2 octobre, vers 18h30, rue Croulebarbe, dans le 13^e arrondissement de Paris, ma femme Yaël, ma fille de trois mois, mes beaux parents et moi-même avons été victimes d'une violente agression antisémite. Bien que pratiquants, nous ne sommes pas des orthodoxes, nous ne portons aucun signe distinctif, si bien que le mystère reste entier sur le fait que nous ayons été identifiés comme juifs.

Puis elle continue à crier en français, s'adressant aussi à ma femme, à moi, au bébé, « sales juifs, on va vous tuer ».

Rue Croulebarbe donc, ce 2 octobre, alors que nous longeons paisiblement le joli square René Legall, nous croisons des jeunes regroupés autour d'une cabine téléphonique.

Ma femme, le bébé et moi précédons mes beaux-parents de quelques mètres. Dans la cabine même, une Maghrébine mène une conversation au téléphone et parle, portes ouvertes, afin que ses copains, un Européen et des Maghrébins, y participent. Ils ont tous entre quinze et dix huit ans environ. Juste après que nous soyons passés, la fille sort de la cabine et lance à mes beaux-parents, en arabe : « Yihud ! » – ce qui veut dire « Juif ! ». Puis elle continue à crier en français, s'adressant aussi à ma femme, à moi, au bébé, « sales Juifs, on va vous tuer ». Elle le répète très fort, elle dit « mort aux Juifs », elle le dit d'une façon lancinante, sûre d'elle, elle articule très bien. Elle prend son temps pour répéter ses injures. Elle est sûre d'elle.

« Sur le coran, on va te niquer ! »

Arrivé à ce point du récit, je dois un instant l'interrompre pour raconter ce qui m'est arrivé quelques jours auparavant. Cet événement n'a pas de lien direct avec cette affaire, mais il l'y mènera fortuitement. Ainsi, le 17 septembre dernier, je me promenais dans le square René Le Gall – j'y vais souvent puisque j'habite le quartier – et là j'ai vu une bande de jeunes en train de saccager la roseraie. Ils arrachaient les fleurs. Passant près d'eux, je leur ai dit que ça me faisait chier qu'ils détruisent les roses. Ils m'ont répondu en m'insultant et en me balançant « sur le coran, on va te niquer ! ». L'affaire, en un premier temps, se termine là. Sauf que trois jours plus tard, j'ai de nouveau croisé dans la rue l'un des jeunes qui démolissaient la roseraie – c'était l'Européen de la bande. Me reconnaissant, il me lance : « Fils de pute ». J'étais avec ma femme et le bébé. Comme j'exigeais qu'il fasse des excuses, il a appelé sur son portable, cela se passe en quelques secondes, tous ses copains à la rescousse : « Venez tous au Picard ». Le magasin Picard devant lequel nous nous trouvions est situé à l'angle de la rue Pascal et du Boulevard Arago. Ma femme s'est éloignée avec le bébé. Moi, je suis resté là, car je voulais des explications. Alors que je le saisisais par le col, mais sans violence, il m'a lancé : « si tu me touches, les condés vont venir et tu auras un problème pour agression sur mineur ». Il ne croyait pas si bien dire. Au moment même, un garçon de café est sorti du bistrot qui se trouve juste à côté et m'a empoigné en m'engueulant : « On n'agresse pas un mineur ! » Le mineur, lui, en a profité pour me frapper.

Cet épisode a laissé le temps aux gars de sa bande d'arriver. Ils venaient probablement du square où ils semblent avoir établi leur quartier général. Ma femme et moi, du coup, nous nous sommes réfugiés chez Picard. Certains jeunes sont restés dehors contre la vitrine du magasin, d'autres ont fait de brèves incursions à l'intérieur et ont crié « on va te niquer ! ». Le caissier a appelé la police. Les gens étaient paniqués, personne ne bougeait. L'un des agresseurs est allé jusqu'à mettre la main sur le berceau. J'ai hurlé. Il est parti. La police est arrivée pendant que les gars s'enfuyaient. Elle a malgré tout réussi à en interpellé un – celui précisément qui m'avait reconnu dans la rue et qui venait de nous insulter. Il a été embarqué dans la voiture des flics, moi dans une autre pour que je fasse ma déposition.

Au commissariat, le père du garçon est venu le chercher. Je l'ai rencontré. Il est ingénieur de recherche au CNRS et sa femme est prof de lettres en fac. Il avait l'air désespéré de l'état de son fils, ne plus savoir quoi en faire. Et il m'a raconté que son fils, 15 ans, ne va plus au lycée, qu'il prend des médicaments pour apaiser des problèmes psychologiques. Je cru ce père, je me suis dit que j'avais eu affaire à un petit barbare local. Le barbare s'appelle M. J'ai simplement fait une main courante. Il est mineur. Finalement, tout ça m'a fait renoncer à porter plainte.

Je n'imaginai pas revoir un jour ce gars-là. Mais il faisait partie de la bande qui, le 2 octobre, se trouvait autour de la cabine téléphonique. Juste avant que n'éclatent les injures, tous sont donc très occupés par la conversation de la fille qui téléphone, quand je remarque, parmi eux, un gars qui part

en courant. Je dis à ma femme : « Je le reconnais, c'est ce M., il ne nous voit pas ». Je suis certain qu'il ne nous a pas vus avant de déguerpir. C'est important de le préciser pour que ne s'installe pas la moindre confusion entre toutes ces affaires, même si elles ont des acteurs communs et si j'en suis la victime à répétition. Une confusion regrettable qui pourrait laisser s'installer dans l'esprit de certains l'idée qu'après tout cette histoire d'antisémitisme n'en est pas une et qu'il ne s'agit, avant tout, que d'une banale agression de petits voyous. Dans ce groupe également, un Maghrébin, que j'avais déjà vu, lui aussi, à la roseraie et chez Picard. Il ne me voit pas non plus.

« Sales Juifs », « mort aux Juifs ». On en revient aux insultes antisémites. En un premier temps, je reste stupéfait. C'est à moi que ça arrive ! Ma femme s'éloigne avec le bébé. Moi, je reviens sur mes pas pour m'interposer entre la fille et mes beaux-parents qui sont restés en arrière. Je dois rattraper la fille, je fonce vers elle, je crie à mes beaux-parents de prévenir la police, les mecs s'éparpillent, ils ont peur de moi. La fille porte des tennis, je cours, je l'attrape par le bras. Mais elle me fout une baffe. Les gars reviennent vers elle. Et là, le Maghrébin de la roseraie me reconnaît ; il dit à ses copains : « c'est le mec... ». Ensuite, tout ira très vite.

L'un d'eux va ôter sa banane de la taille et s'en servir comme matraque. Les gars vont m'agresser à coups de poing et de pied. L'un d'eux va ôter sa banane de la taille et s'en servir comme matraque. À l'intérieur, dissimulé, un objet lourd et compact. Il me frappe à la tête, et me frappe encore... Il n'y a plus que des Maghrébins autour de moi, dont celui de la roseraie qui répète mécaniquement, comme la première fois, « sur le coran, on va te niquer ! ». Et la banane frappe, et frappe encore. Je perds connaissance. Quelques secondes seulement, paraît-il. Je me retrouve affaissé contre la grille du square. Le sang gicle, j'ai du sang partout, sur mes vêtements, sur le visage. Mais lorsque je me réveille, ils sont déjà en train de déguerpir.

Seule la fille est toujours là. Elle ramasse ses affaires qui sont tombées, un walkman et un pull, je crois. Je vois le sang, je pense à « sale Juif » : je bondis et je la rattrape de nouveau par le bras. Il faut appeler la police, je le redis à mes beaux-parents.

Les gens regardent. Les gens ne bougent pas. Personne ne tentera de nous porter secours. Aux fenêtres des immeubles, il y a beaucoup de monde. Les gens regardent. Les gens ne bougent pas. Personne ne tentera de nous porter secours. Les gens des fenêtres assistent à un spectacle de rue. Mais voilà qu'un couple de noirs passe. Et l'homme me voit en train de tenir fermement la fille par le bras. Il vient vers moi et me dit : « Qu'est-ce que c'est que ça ? Frapper une fille ! ». Et il libère la fille. Je suis couvert de sang, mais ça ne le gêne pas. Pendant ce temps, mes beaux-parents se sont trompés, ils ont appelé les pompiers. Les pompiers arrivent et me soignent dans le camion. On prend ma tension, on me met des compresses. Le noir est resté, il finit par comprendre l'erreur qu'il vient de commettre, il donne son téléphone. La brigade anticriminalité, (la BAC) arrive. Ses hommes parlent avec ma famille, pas avec moi qui suis dans le camion.

À plusieurs reprises, je dois insister pour que les insultes antisémites dont j'ai été victime figurent bien dans ma plainte. Dans le camion, je n'arrête pas de dire aux pompiers que je veux voir les flics. Les pompiers les appellent enfin. Bientôt, ils sont là à parler à ma femme et à mes beaux-parents. Moi, on m'emmène aux urgences à Cochin.

À Cochin, j'explique ce qui m'est arrivé, mais on n'a pas l'air de vouloir me prendre très au sérieux. J'en sors avec quatre jours d'ITT. Entre temps, mes beaux-parents sont allés au commissariat du 13^e où on leur a dit qu'il fallait attendre.

Au bout d'une heure, n'étant entendus par personne, ils repartent sans pouvoir porter plainte et me rejoignent à l'hôpital. Vers 23h, je quitte Cochin et nous retournons ensemble au commissariat où nous sommes enfin accueillis dans les étages supérieurs. Mes beaux-parents sont dirigés vers un bureau, moi dans un autre. Une policière est venue vers nous avant que nous soyons séparés et nous a dit : « on ne peut pas retenir la plainte pour menace de mort. Une menace de mort participe d'un harcèlement ». Que me reste-t-il ? Plainte pour coups et blessures et antisémitisme ? Le policier qui prend ma déposition accepte seulement que je porte plainte pour « violence en réunion ». C'est ainsi qu'il caractérise les faits. À plusieurs reprises, je dois insister pour que les insultes antisémites figurent bien dans ma plainte. Je le dis et le redis. J'ai beaucoup de mal à me faire entendre. Mais, finalement, j'y arrive.

Le lendemain matin, je file à l'Hôtel Dieu pour faire une nouvelle ITT (interruption totale de travail). Seuls les examens pratiqués dans cet hôpital sont pris en compte par le judiciaire lorsqu'il a, ensuite, à juger de la peine des cou-

pables. J'obtiens finalement sept jours. J'ai un traumatisme crânien, quatre plaies à la tête dont deux sont suturées par cinq points. J'ai de la fièvre, autour de 38°, mais on m'explique que cette fièvre n'est en rien liée à l'agression. J'ai mal partout, à la tête, au dos, je ne sais pas comment me mettre.

Pendant ce temps, et là les choses vont aller vite, c'est le Major Savy qui vient de prendre l'affaire en main. Il raconte à ma femme qui, à son tour, est venue porter plainte, que M. – celui dont j'ai précédemment rencontré le père dans ce même commissariat - a été convoqué et entendu.

En gros, répercute le Major Savy, il a dit : « j'ai rien fait, c'est pas moi qui ai cassé la tête au gars ». Ce qui montre bien que ce dénommé M., qui je le répète s'était enfui avant mon agression, a bien été mis au courant a posteriori, par ses copains, des faits. Il a prétendu ne connaître que leurs prénoms et ne pas savoir où ils habitent. C'est ainsi qu'il a livré le prénom de la fille et celui d'un gars.

L'enquête, me dit la police, devrait aboutir. Je revois le Major Savy jeudi 10 octobre 2002.

Je précise que je suis le premier du quartier à porter plainte, suite à cette agression antisémite. Pourtant elle s'inscrit dans un contexte d'agressions répétées. Ainsi, le rabbin de la communauté Rachi, située rue Croulebarbe, – dont Emmanuel Levinas a été très proche – a été plusieurs fois insulté en traversant le square René Le Gall. Lui et plusieurs membres de la communauté ne peuvent plus aujourd'hui se promener dans ce parc. Oui, tout cela se passe en plein centre de Paris, dans un quartier plutôt résidentiel et bourgeois. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLE LEIBOWITZ
Copyright proche-orient.info. Reproduction interdite sauf accord formel de proche-orient.info

Observatoire du monde juif

Dans la série *Dossiers et Documents* de l'Observatoire

Le conflit israélo-palestinien : les médias français sont-ils objectifs ?

170 pages, 12 €

À paraître :

Les mutations de la fonction rabbinique consistoriale, une enquête auprès de 30 rabbins de Paris et région parisienne, de Joelle

Allouche Benayoun et Laurence Podselver, postface de Shmuel Trigano, 200 pages, 15 €

Un dimanche ordinaire sur Radio Méditerranée (FM 88,6)

« TRIBUNE LIBRE », 12H-14H, LES AUDITEURS APPELLENT L'ANIMATEUR TOUFFIKH DIMANCHE, 22 SEPTEMBRE 2002
(EXTRAITS)

Est présent dans les studios Hadj Muhammad El-Mouniri, promoteur du projet de la mosquée de Bondy qui est en construction.

Touffikh : C'est la première mosquée française qui va couper le cordon ombilical avec l'autre côté de la méditerranée...

El-Mouniri : On a fait la quête sur les marchés, mais on manque encore d'argent. Cessons la mendicité. Donnons-nous les moyens plutôt que de quémander sur les marchés. Je propose une chose nouvelle : des prêts. Si vous êtes nombreux à prêter, ne serait-ce que 1000F, ça fait beaucoup. Vous pourrez être remboursés à tout moment.

Auditeur : J'ai écouté le sermon du vendredi de l'imam et une partie a été brouillée...

Touffikh : Pas la peine de le dire, tout le monde connaît la raison...

Auditeur : Alors qu'il y a un État puissant qui appelle à la guerre...

Touffikh : Si réellement on était un corps unique et solidaire, on ferait quelque chose face aux incitations quotidiennes à la haine sur Fréquence juive, Radio courtoisie, avec Alexandre del Valle. Faut se mobiliser pour porter plainte. Créer des collectifs et arrêter de s'indigner. L'ONACRAM (?) a été déclarée au journal officiel et a pour but de se défendre contre le racisme contre les Arabes et les musulmans. Il faut entrer dans cette association, s'inscrire. Il faut que les avocats arabes arrêtent de se terrer et de se plaindre comme quoi la plupart des rouages de la justice sont dans les mains de ceux-ci ou de ceux-là.

Auditeur : Dans notre communauté, on se cache derrière notre petit doigt. C'est à nous de s'investir.

Touffikh : Même chose avec les chanteurs. Je m'adresse à eux et eux me disent : « Tu sais bien qu'ils tiennent tout, les sionistes tiennent les rouages dans la chanson... »

Auditeur : Avec ce Houellebecq, cette bouche d'égout !

Touffikh : Avant d'en parler, il faut attendre que la justice ait tranché. Mais il n'est que la partie émergée de l'iceberg. Il n'y a qu'à voir ceux qui sont venus le défendre.

Auditeur : Réagissez. Militez, adhérez. Sans quoi nos enfants nous le reprocheront. Adhérez aux partis qui défendent notre communauté. Le problème n'est pas de se faire aimer mais d'être respectés.

Autre auditeur : Je voudrais rappeler le meeting de cet après-midi...

Touffikh : On allait le rappeler. C'est, comme hier, un rassemblement place de la Fontaine des Innocents, métro Châtelet-les Halles, à 17 heures.

Auditeur : Tous ceux qui croient en la justice doivent s'unir. La justice est un fil très fin. La politique sioniste peut bafouer cette justice. C'est très facile pour elle. Pour imposer cette justice et avancer, il faut se regrouper, partager. Je suis au PFP, le parti de la France plurielle (dans laquelle milite Djamel Bourras, je crois), qui développe des idées justes et croit en l'avenir. Il faut se regrouper autour de ce parti...

Touffikh : Le PFP a lancé un communiqué appelant à participer aux élections européennes. Ils demandent de se présenter à la permanence pour s'inscrire pour les européennes de dans deux ans...

Amar : Je réagis par rapport à *L'Express* [du 11 septembre, « Ce que l'on n'ose pas dire sur l'islam »]. Il faut pas oublier que le principal actionnaire, c'est Dassault.

Touffikh : Je t'arrête, le responsable est celui qui a écrit l'article. Ce qu'il faut retenir, c'est ce qui fonde sa pensée. Ce qui compte, c'est ce groupe. C'est un groupe global qu'il faut traiter. Qui a écrit, pourquoi et comment attaquer ceux qui appellent à la haine.

Amar : Discours sur le Kosovo. G.W. Bush est un personnage très sympathique, c'est un envoyé d'*Ibliss* [le diable].

Touffikh : Ils sont à bout d'arguments. Nous, il nous faut rester sur le plan de la politique, ne pas utiliser des arguments subjectifs. On a des faits. On n'est pas à bout d'arguments, nous ! [...]

Moulim : J'ai écrit un petit truc sur les Palestiniens. C'est pas long, je vais le lire : « *Je veux rendre hommage à la lutte d'un peuple qui est le symbole de la lutte du pot de terre contre le pot de fer. L'Amérique et Israël ne font qu'un. C'est un peuple qui ne veut pas subir ce que les Noirs ont connu avec l'esclavage... Un peuple qui préfère qu'on lui coupe la tête, un peuple sacrifié, un peuple mangé par les cannibales. Mais l'histoire rappelle que l'apogée précède le déclin. La Palestine peut devenir une référence.* »

Touffikh : Oui, il faut rappeler que le Goliath d'aujourd'hui n'est que le David d'hier. C'est le David d'aujourd'hui qui va gagner, c'est inéluctable.

Autre intervenante : Je voudrais rappeler que la clique à Taguieff et le reste, ce n'est pas nouveau. [Elle reprend le discours de Taguieff dans son livre *Nouvelle judéophobie*.] Taguieff divise les intellectuels en deux parties : les antisémites et les autres, qui défendent les terroristes palestiniens. Les intellectuels français espè-

rent, d'après Taguieff trouver chez les musulmans, les nouveaux prolétaires. Il est à bout d'arguments et sur son déclin.

Touffikh : Taguieff n'atteindra jamais la virtuosité de Finkielkraut. J'ai entendu son commentaire sur la libération de Papon sur France-info. Papon, ce criminel qui après avoir tué des juifs a tué des musulmans. On aimerait entendre les Klarsfeld et Finkielkraut reconnaître qu'il a tué d'autres personnes. C'est sûrement trop demander à ces sionistes. Finkielkraut, c'est le virtuose de la mauvaise foi. Il a trouvé le moyen, en commentant cette affaire, de ramener le débat sur la communauté musulmane !

Auditrice : Taguieff va plus loin et parle des enfants de Satan et de la gauche antisémite.

Touffikh : On a Krivine qui est Juif et de gauche et qui, pourtant, défend les Palestiniens.

Auditrice : On a un ennemi plus grave encore. J'ai écouté le prêche de l'imam du Sud-Liban. Il a dit que le pire ennemi c'est l'ignorance. On a des maisons d'édition. Il faut éduquer nos enfants, pour se tenir debout. Sinon on sera toujours dans cette situation d'humiliation. Je rappelle qu'il va y avoir, le 28 septembre, une manifestation internationale à Marseille. *Solidarité Palestine* met des cars, avec couchette ou non, à disposition de ceux qui veulent s'y rendre. Comment faire pour transmettre l'information.

Ichem : Je voudrais une information. Il y a eu la guerre du Golfe et maintenant l'Amérique qui veut encore faire la guerre à l'Irak. Est-ce que Sadam Hussein n'est pas un pantin mis en place par les Américains ?

Touffikh : Si tu as écouté notre émission à ce sujet tu as pu apprendre qu'il faut plutôt parler d'une alliance objective, une convergence d'intérêts. Chacun se nourrit de l'autre. Sadam Hussein n'utilise les menaces que pour se maintenir au pouvoir. Pendant la guerre du Golfe, on a eu une limitation des libertés (lois, état d'exception, blocus sur l'information).

Ichem : J'ai appris qu'en Irak il y avait autant de pétrole qu'en Arabie Saoudite.

Touffikh : Il y a énormément de sites internet qui peuvent te renseigner et permettent de se faire une opinion sans passer par les magazines français. Dans la presse on voit des titres du genre « la vérité sur... », on nage dans la vérité, alors qu'on n'a jamais été autant dans le mensonge.

Ichem : C'est la vérité si je mens...

Touffikh : C'est bien de ça qu'il s'agit...

Autre auditeur : Vous appelez à l'union de la communauté. Ce serait parfait si on y arrivait. Mais je veux parler d'une mystification, la loi applicable aux divorces des couples maghrébins. Les hommes savent que demain, s'ils vont au tribunal, leur affaire est scellée... J'ai travaillé sur internet. Par exemple, Paris VIII annonce qu'un pays européen peut très bien envisager d'éloigner un enfant de l'islam si c'est dans l'intérêt de l'enfant. Il y a la loi de la Convention de La Haye

qui dit que c'est la loi du domicile qui s'applique sauf si les conjoints sont de même nationalité.

Touffikh : Appelez Maître... qui fait une émission juridique. Vous pourrez y exprimer votre point de vue.

Auditeur : En droit musulman c'est l'autorité du père qui compte !

Touffikh : Vous n'êtes pas obligés de divorcer devant les tribunaux français !

Auditeur : Si, les divorces étrangers ne sont pas reconnus !

Touffikh : Mais non. Il faut juste passer par un tribunal français pour donner force de loi au divorce.

Amar : J'appelle depuis des années. Je lis tous les jours un journal qui s'appelle *Le Figaro*, mais je ne l'achète pas. Ce qui est écrit est incroyablement monstrueux : des sionistes qui vomissent sur l'islam, la Palestine etc., au profit des sionistes. Notre problème c'est l'axe du mal, Bush/Blair/Sharon. Ils devraient être passés au TPI. Voilà des gens qui risquent d'engager une troisième guerre mondiale. J'ai fait un rêve il y a six mois : une astéroïde tombait sur la Maison Blanche, de 1km de long et 800m de large...

Touffikh : C'est plus qu'il n'en faut pour la Maison Blanche ! C'est l'expression de votre fantasme.

Amar : Je souhaite qu'il tombe.

Touffikh : Il ne faut pas souhaiter la mort aux autres, ne pas régler une douleur par une autre douleur. La justice triomphe toujours car Allah est justice.

Amar : Je suis persuadé que la Palestine retournera aux Palestiniens. Les sionistes ne resteront pas là-bas. [...]

Samia : Vous avez fait allusion à *l'Express*. Je plains ce monsieur. C'est un manque de culture ou il cherche à enfoncer les musulmans.

Touffikh : C'est plus de la malhonnêteté et de la mauvaise foi. L'apport de la civilisation musulmane n'est plus à prouver. Ce monsieur dit : « l'islam n'a rien apporté ».

Samia : Si être moderne, c'est montrer son nombril, mère et fille ensemble, alors je préfère être musulmane que tout autre religion...

Touffikh : Une religion n'est pas meilleure que l'autre. Le but de *l'Express* est de montrer que l'islam est une sous-religion abrahamique, qui n'est pas à la hauteur des autres. Nous y sommes traités avec mépris. C'est une incitation à la haine. Quant à nous, nous avons assez confiance en nous, assez de livres (Al-Andaluz, Averroès...). Il ne faut pas réagir sur ce point. Il faut réagir à la haine qui leur a fait écrire cela.

Samia : Pensez aux Français qui ne connaissent pas l'islam et lisent cela.

Touffikh : La France connaît bien l'islam. C'est elle qui connaît le mieux ce qu'elle lui doit (croisades etc.).

Samia : C'est aussi un manque de culture et de curiosité et une incitation à la haine. La méfiance de l'auditrice de tout à l'heure ne nous fait pas honneur.

Touffikh : Vous voulez dire qu'on nous salit suffisamment pour qu'on ne se charge pas de la mission !

Naouël (fille) : Je voudrais apporter des éclaircissements sur les liens entre l'Amérique et Israël. On confond sionisme et judaïsme. En fait, le soutien à Israël aux États-Unis provient de mouvements chrétiens sionistes qui font une lecture littéraliste de la Bible et pensent que le retour du Messie ce fera avec celui de tous les Juifs de la terre. Il s'agit de chrétiens sionistes anti-juifs. En fait, ils voudraient se débarrasser d'eux. L'islamophobie provient d'eux. Il y a l'Irak et le 11 septembre, avec Ben Laden, ça tombe à pic.

Touffikh : Ben Laden, l'homme qui tombe à pic, ça rappelle un feuilleton !

Naouël : On ne parle jamais des croisades.

Touffikh : L'islam n'a jamais pratiqué l'inquisition.

Naouël cite un article du Monde diplomatique pour appuyer ses propos. Ce sont des intégristes qui se bagarrent entre eux. [...]

Habib : Je suis touché par ce qu'on dit de l'islam. Alors qu'on nous apprend à être sages. Si on prend les hommes les plus sages, on peut commencer par l'islam. On nous enseigne le respect des ancêtres, de tout un peuple. L'Amérique est en train de détruire tout un peuple en aidant les Juifs. Bush veut l'accord du parlement américain [sous-entend qu'il s'agit de Juifs]. Tout contre la communauté islamique, ça vaut pour les musulmans et les chrétiens. On croit tous en Allah.

Touffikh : On devrait envoyer les statuts de la SPA à Sharon. Ici les chiens sont mieux traités que les Palestiniens là-bas. D'ailleurs le budget de la SPA dépasse celui de certains pays africains.

Habib : Ceux qui tuent et font du mal ne sont pas de vrais musulmans.

Majid : Cette émission me fait chaud au cœur. Il faut agir, lancer un appel concernant les intellectuels, les écrivains, comme Tahar Ben Jelloun.

Touffikh : Mais non, on les entend commenter la voix de leur maître. Il sont à leur service.

Majid : Justement, il faut lancer un appel pour qu'ils interviennent. La participation arabo-musulmane dans ce pays est un espoir, cette émission. Et puis la TV qui sera bientôt créée, on est en train de construire. [...]

Autre auditeur : souhaite parler en arabe, panache son discours de phrases en français : Tahar Ben Jelloun a déclaré qu'il n'était pas croyant, même pas musulman, sur RTL.

Touffikh : Tout s'explique. Il n'appartient pas à la communauté.

Auditeur : Depuis l'affaire Salman Rushdie, on a eu une floraison de penseurs arabes... Ils ont touché l'islam par l'islamisme... Dans *l'Express*, c'est une guerre psychologique.

Touffikh : Ceux qui veulent aider la TV peuvent envoyer leur chèque aux amis de la liberté. La TV c'est une vitrine pour nous. Pour être fiers d'être musulmans, forcément ça coûte. Faut se bouger (arabe)... Il faut inciter les autres à ce que l'on fait soi-même. Je par-

ticipe au financement de la mosquée de Bondy en donnant 1000F, en don, pas en prêt, même si nous ne sommes pas riches.

Sonia : Sur internet j'ai lu que les musulmans étaient 1,2 milliards, soit 20% de l'ensemble de la population mondiale et que les Juifs étaient 13 millions, soit 0,2%.

Touffikh : Non, les chiffres officiels tournent autour de 20 millions. Mais les chiffres officieux sont beaucoup plus élevés, on peut multiplier par dix.

Sonia : Les musulmans ont eu 4 prix Nobel et les Juifs 113. Pourquoi, au lieu de dire que le sionisme est un excrément mental, ne pas prendre modèle sur les 0,2%, aller plus loin que l'obscurantisme...

Touffikh : [enragé] Si c'est un modèle pour vous suivez-le. Le prix Nobel n'est pas une référence.

Sonia : Autre chose, il y a peut-être mieux à faire que de mettre des bombes...

Touffikh : Le masque tombe. On a mieux à faire que de prendre exemple sur une idéologie du crime et de l'apartheid.

Sonia : Il n'y a pas autre chose à faire que le terrorisme ?

Touffikh : Ce n'est pas du terrorisme, c'est de la résistance. Si demain la France est occupée, je me donnerai au devoir sacré de la patrie.

Sonia : Citez-moi un roi de Palestine ?

Touffikh : Affichez-vous dès le départ. Le racisme, vous venez de l'exprimer.

Sonia : ... Israéliens (brouhaha)

Touffikh : Quoi « israélien », je ne connais pas. Je ne connais que l'entité sioniste.

Autre auditrice : C'est la première fois que j'entends la fréquence. Pourquoi ne pas apaiser les esprits, donner une image plus propre ? Je n'entends qu'acharnement depuis tout à l'heure.

Touffikh : On dénonce l'acharnement. C'est justement l'inverse. C'est pas dans la tradition de l'islam de tendre l'autre joue. Nous avons l'obligation de nous défendre. Il faut être ferme. Quand on est face à une campagne de dénigrement, de haine, de racisme, on ne peut pas le régler par la douceur.

Auditrice : il faut être toujours en paix.

Touffikh : Non, il faut être ferme sans être injuste. L'injustice n'a pas court en islam.

Auditrice : Pourquoi mettre de l'huile sur le feu ?

Touffikh : Quoi, quelle huile sur le feu ? Donnez-nous des exemples.

L'auditrice commence à s'expliquer, mais Touffikh la coupe en lui conseillant de se documenter et de rappeler la semaine prochaine.

Autre auditeur : Je voudrais donner une contribution pour aider la mosquée. Faut s'y mettre tous. On n'a que ça. Faut aider. Quelque chose qui défend notre intérêt, notre religion. Les médias ne présentent que des ministres juifs qui défendent pas les Palestiniens. Moi-même je m'explode, là où il y a des Américains.

Touffikh : Non je ne vous permets pas de faire l'apologie de la violence. Non Monsieur, je ne peux vous laisser continuer. Il ne faut pas confondre avec le militantisme politique.

Jamel : Je voudrais répondre à la demoiselle qui se faisait passer pour Sonia. Je dois rappeler que les

Israéliens sont un peuple qui n'existe pas. Ce sont des colons et il est légitime pour les Palestiniens de se défendre. Il y a une différence avec l'Allemagne qui occupait la France. C'étaient des soldats qui venaient. Là on a des familles. Quand un enfant meurt en Israël, c'est la faute de ses parents. [...]

L'expérience d'un dialogue judéo-musulman

INTERVIEW DU GRAND RABBIN **RENÉ SAMUEL SIRAT**

Vous avez été l'un des pionniers des relations judéo-musulmanes, pouvez-vous retracer votre expérience, les réalisations et les difficultés de toutes sortes que vous avez rencontrées ?

Au début des années 1980, alors que j'exerçais depuis peu les fonctions de Grand Rabbin de France, j'ai tout d'abord voulu reprendre et amplifier l'action admirable menée par le Grand Rabbin Jacob Kaplan, de vénérée mémoire, dans le domaine des relations judéo-chrétiennes.

Simultanément, pressentant que les rapports entre le Judaïsme et l'islam allaient devenir la *pièce de touche* du dialogue inter-religieux et que des rapports harmonieux entre les trois religions du Livre aideraient à la solution du conflit israélo-arabe – on ne disait pas encore israélo-palestinien- j'ai signé avec le cheikh Si Hamza Boubakeur (père de l'actuel Recteur de la Mosquée de Paris) le document créant officiellement l'Amitié Judéo-musulmane. Les relations que j'ai eues depuis avec les recteurs de la Mosquée de Paris ou avec des dirigeants de province (et d'Europe occidentale) ont été excellentes. Je voudrais ici rappeler le souvenir de mes amis les cheikh Abbas et Tadjini Haddam qui ont succédé à Si Hamza Boubakeur. Actuellement, j'entretiens des relations fraternelles avec le Docteur Dalil Boubakeur ; je voudrais citer également les noms de mes amis le Prince Hassan bin Talal (Jordanie), le Mufti de Marseille Soheib Bencheikh ainsi que son frère Ghaleb, celui de Bordeaux Tareq Oubrou, de Strasbourg Boussouf, de la rue de Tanger à Paris Larbi Kachat, ou encore le Professeur Badawi de l'université de Londres, l'Imam Ceric (Sarajevo) et l'Imam Pallavicini (Italie)...

On ne peut pas dire que la Communauté juive de France m'ait immédiatement et massivement suivi dans ce choix : cela ne m'a pas étonné car je me souvenais des difficultés rencontrées par le Grand

Rabbin Kaplan dans le domaine de l'Amitié Judéo-Chrétienne. Nous savons tous que l'évolution des mentalités se fait toujours très lentement. Le conflit israélo-palestinien n'en finit pas – malgré nos espérances à l'époque de la signature des Accords d'Oslo – et hélas ! prend de plus en plus d'extension, aussi on ne s'étonnera pas de constater que le développement des relations judéo-musulmanes en France est difficile et pire encore, que cette Amitié connaît parfois de graves retours en arrière. Il est honnête de reconnaître que ni la communauté juive (dans sa majorité) ni la communauté musulmane ne sont acquises à cette idée – c'est le moins qu'on puisse dire. J'ai personnellement subi des insultes pour mon action persévérante et même une fois, des voies de fait.

Rappelons aussi que l'échec du plan présenté par le Président de l'université de Strasbourg, le Pasteur Trocmé, – que j'avais fortement soutenu à l'époque où j'étais Grand Rabbin de France – plan qui prévoyait la création d'une faculté de théologie musulmane, dans la seule université de France soumise au régime concordataire, n'a pas pu contribuer à la formation de cadres spirituels musulmans capables de parler régulièrement dans leur prêche du vendredi de tolérance et de fraternité selon la grande tradition universitaire française. Ceux qui ont fait échouer ce plan dans les années 1980 ont assumé alors de lourdes responsabilités...

Quelle image le monde arabo-musulman a-t-il du monde juif et du judaïsme ? À la lumière de votre expérience, quelle place leur reconnaît-il dans leur altérité ?

Il est de fait que durant des siècles, le monde arabo-musulman a considéré le Juif comme un dhimmi et s'il a permis le développement du judaïsme, c'était en soumission totale à l'autorité du Sultan. Mais depuis les dialogues inter-religieux, l'évolution au sein du monde musulman, certes incontestable, est très lente. Elle se

fait même parfois dans un sens opposé à celui que nous espérons. Les déclarations du Prince Hassan bin Talal de Jordanie, du Professeur Mohamed Talbi, éminent intellectuel tunisien et l'un des grands universitaires du pays, la récente interview du traducteur tunisien du Coran parue dans *Le Monde* du 3 octobre 2002, ont parfois l'effet d'une touche de couleur pastel dans un tableau où la grisaille et même le noir dominant.

Du côté juif, ces dernières années, les déclarations d'intellectuels – heureusement fort peu nombreux – sont allées jusqu'à appeler au boycott de l'État d'Israël. Cette position est moralement insoutenable quand on connaît la situation dramatique que vivent actuellement nos frères israéliens : l'assassinat récent d'une mère et de ses deux enfants de quatre et six ans dans un kibboutz qui, ouvertement, prônait le dialogue avec les Palestiniens, en constitue une illustration tragique. Il est tellement facile, à partir des bords de Seine, de prôner la justice et l'équité en désignant avant tout procès le coupable -dont vient tout le mal- et la victime, innocente par définition.

D'autres au contraire, allaient dans le sens d'un repli sur le pré carré du judaïsme et affirmaient avec force que *l'univers tout entier est contre nous*. A mon humble avis, la récente déclaration du Grand Rabbin de Grande-Bretagne, Jonathan Sacks, ne méritait certainement pas la volée de bois vert qu'il a reçue de la part du monde juif. J'ai tenu à lui faire part publiquement de mon soutien et de mon amitié.

On assiste aujourd'hui aux dernières retombées perverses de la capitulation des démocraties à Munich en 1938 : toute ébauche de dialogue, toute tentative de conciliation, est immédiatement perçue comme un signe de faiblesse absolument condamnable. Et pourtant, il est indispensable de rappeler qu'il n'est d'autre solution que politique. Heureusement, les Israéliens, y compris le Premier Ministre Sharon, sont parfois plus pragmatiques...

Les hommes de religion et plus encore les femmes – toutes les femmes d'Israël – dont le pouvoir de persuasion est infini doivent aider à faire prévaloir la paix sur la violence, la fraternité sur la guerre, la volonté de vivre ensemble en sécurité sur le désir du Grand Israël, auquel le peuple israélien dans son immense majorité a renoncé, ou du rejet des Juifs à la mer et du retour massif des réfugiés palestiniens.

Et nous, Juifs de pays arabes, n'avons-nous pas perdu tout lien avec notre pays natal ?

Enfin, le Mont du Temple doit devenir *une maison de prières pour tous les peuples*. Les déclarations *révisionnistes* de certains historiens palestiniens sont tout simplement odieuses. Qu'il me soit permis de poser la question suivante à mes amis chrétiens : où se trouvait le Temple où, selon les Evangiles, Jésus a prêché ? Sur la planète Jupiter ? Sur la lune ? Ou sur l'emplacement du Temple de Salomon détruit, puis reconstruit ? Que ne le proclament-ils à haute et intelligible voix !

Quelle est la part du religieux et du politique dans la rencontre judéo-musulmane ? Peut-on faire abstraction du politique ?

Il est difficile, dans le judaïsme comme dans l'islam, d'établir une dichotomie absolue entre le religieux et le politique. Faire abstraction du politique est une vue de l'esprit.

Cependant, le dialogue qui doit être mené avec les tenants de l'islam doit être essentiellement un dialogue entre religieux car le monde islamique ne connaît pas (ou pas encore) un groupe social en son sein qui se voudrait séculier et qui s'affirmerait en parallèle avec une part importante des communautés juives en Israël et en diaspora qui refusent que le lien avec la religion doive régir notre manière de *faire de la politique*. Peut-être qu'une évolution est en cours dont nous percevons les premiers frémissements... Mais nul ici-bas ne peut se prévaloir du statut de prophète aujourd'hui.

En quoi la diabolisation idéologique d'Israël qui a cours dans le monde arabe aujourd'hui a-t-elle influé sur les relations que vous entretenez ?

J'ai souffert, voici très exactement deux ans, lorsque pour la première fois depuis la Libération, dans Paris, de jeunes musulmans ont crié « Mort aux Juifs ! » au cours d'une manifestation dont le MRAP avait pris l'initiative.

Nous vivons des temps extrêmement difficiles et pour des dirigeants religieux, juifs comme musulmans, le maintien même de relations fraternelles fait l'objet de critiques parfois acerbes et d'une volonté de repli identitaire.

Je considère pourtant qu'il est indispensable de persévérer malgré les critiques et les appels nombreux (venant parfois de la part d'amis très proches) me demandant de mettre un terme aux relations d'amitié judéo-musulmanes.

Y a-t-il vraiment des milieux critiques qui prennent clairement leur distance vis-à-vis des courants d'islamisme et d'intolérance ?

Sans aucun doute. Je crois qu'il serait bon de publier à nouveau la déclaration du Grand Mufti Tantaoui, Imam de l'Université Al Azhar, condamnant sans ambages le terrorisme (déclaration faite immédiatement après les événements tragiques du 11 septembre 2001) ; de même l'accord historique signé à Alexandrie entre le cheikh Tantaoui, le Grand Rabbin d'Israël Bakchi Doron, Primat de Sion, Mgr Carey, Archevêque de Canterbury, ainsi qu'un grand nombre de dignitaires musulmans, chrétiens et juifs, devrait être mieux connu et mieux diffusé. Par contre, les dernières déclarations publiées au nom du cheikh Tantaoui et particulièrement insultantes et offensantes pour le peuple juif nous blessent jusqu'au fond de l'âme¹.

En revanche, le manifeste publié par le Prince

Hassan bin Talal, modérateur de la Conférence Mondiale des Religions pour la Paix est particulièrement éloquent. Les prises de position du Recteur Dalil Boubakeur lors d'une émission que nous avons animée lui et moi et qui a été diffusée simultanément sur RCJ et sur Radio Beur il y a quelques mois, montrent bien que des intellectuels religieux musulmans affirment courageusement leur conviction.

Il serait bon d'amplifier la portée de leurs propos. Il faudrait surtout que les médias puissent aider l'ensemble des populations européennes à en prendre conscience. Il est permis de rêver... ■

1. Cf notre document 3 (ndlr).

Face au conflit israélo-palestinien et aux actes antisémites en France

Les ambiguïtés des autorités musulmanes françaises

DAPHNÉ MATTHIEU, JOURNALISTE

Les autorités musulmanes de France se sont, à diverses occasions, exprimées sur la situation au Proche-Orient, depuis septembre 2000, et sur la recrudescence des actes antisémites en France. Le recteur de la mosquée de Paris Dalil Boubakeur ou le mufti de Marseille, Soheib Bencheikh, ont certes pris des positions beaucoup plus modérées que celles de personnalités proches de l'idéologie des Frères musulmans comme l'intellectuel Tariq Ramadan ou Yamin Makri, président de l'Union des Jeunes musulmans. En l'absence d'une organisation unitaire du culte musulman, l'ensemble de leurs déclarations ont cependant contribué à façonner l'opinion publique musulmane française depuis septembre 2000.

L'étude systématique des prises de position des « leaders d'opinion » musulmans – qu'ils soient religieux comme Bencheikh et Boubakeur ou intellectuels avec une forte influence comme Ramadan – à travers la presse nationale (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *La Croix*, *AP* et *Reuters* essentiellement) et le magazine grand public *La Médina* montre des ambiguïtés fondamentales : appels à la paix au Proche-Orient mais rejet de la responsabilité du conflit sur les seuls Israéliens, dénonciation de principe des attentats-suicide du 11 septembre sans l'appliquer aux attentats anti-israéliens ; dénonciation des actes antisémites en France tout en soulignant la « tentation paranoïaque » de la communauté juive.

Appels à la paix et condamnation des actes antisémites

Au début du mois d'octobre 2000, suite au déclenchement de ce qu'il est maintenant convenu de nommer la « deuxième intifada », des incidents antisémites éclatent notamment en banlieue parisienne et lyonnaise : attentats contre les synagogues de Trappes et

de Villepinte, incident à l'université d'Assas, actes de vandalisme, graffitis antisémites. Une centaine d'incidents visant la communauté juive sont recensés en France dans les quinze premiers jours du mois.

Les autorités musulmanes s'impliquent rapidement dans les initiatives visant à restaurer le calme. Le recteur de la mosquée de Paris Dalil Boubakeur lance ainsi le 11 octobre avec le grand rabbin de France, le président de la Fédération protestante de France et le président de la conférence des évêques de France un appel à la paix. Le 19 octobre, Boubakeur, lance un autre appel, cette fois à la tolérance, lors d'une émission commune sur RCJ et Radio Beur avec l'ex-grand rabbin de France René-Samuel Sirat.

Au début de l'année 2002, lors d'une deuxième vague de violence antisémite en France dans le contexte de l'après 11 septembre, le grand mufti de Marseille Soheib Bencheikh et Dalil Boubakeur font partie des premiers signataires de la pétition contre la banalisation de l'antisémitisme.

Lors du troisième pic de violence antisémite du printemps 2002 en France, qui coïncide avec des opérations d'envergure de l'armée israélienne dans les territoires et le siège d'Arafat à Ramallah, les responsables musulmans réagissent à nouveau rapidement.

Le grand recteur de la mosquée de Lyon, Kamel Kabtane et Soheib Bencheikh font ainsi partie des premières personnalités à se rendre sur place après les attaques contre les synagogues de la Duchère à Lyon le 30 mars et la synagogue Or Aviv à Marseille le 31 mars.

« Un musulman qui s'attaque à la religion juive ou à la religion catholique n'est pas musulman parce que le musulman et l'islam est un tout et prend en compte toutes ces religions », déclare Kamel Kabtane (AP 31 mars). Le grand mufti de Marseille et l'ensemble des admi-

nistrateurs du comité régional des affaires islamiques (CORAI) condamnent quant à eux « fermement » les « actes barbares qui visent en France synagogues et institutions juives » (*Le Monde* 3 avril).

Les initiatives se multiplient au mois d'avril, après les manifestations pro-palestinienne et pro-israélienne du 6 et du 7 avril 2002.

À l'appel de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien* des personnalités juives, musulmanes et chrétiennes signent le 11 avril un appel commun à refuser le « diktat de la guerre » au Proche-Orient et à redonner la « primauté à la négociation ». Parmi les signataires musulmans : Soheib Bencheikh, l'imam Larbi Kechat de la mosquée de la rue de Tanger, et Tariq Ramadan. Les rabbins René-Samuel Sirat, Gilles Bernheim font partie des signataires.

Tous s'indignent de ce que la « guerre israélo-palestinienne » ait « déchainé jusqu'en France des passions criminelles mettant en péril des vies et des lieux de culte, notamment des synagogues »

Le 15 avril, à l'invitation de Jack Lang de l'UEJF et de SOS Racisme, Soheib Bencheikh et le rabbin Gabriel Farhi participent à une « cérémonie fraternelle » entre Juifs et Arabes à la Sorbonne en présence d'artistes et de représentants associatifs et religieux. « Si l'auteur d'un crime s'avère être musulman, traitez-le en tant que criminel, pas en tant que musulman », lance Bencheikh (*Libération* 17 avril). Bencheikh et Farhi lisent ensemble un texte demandant que « cessent les tensions et les actes contraires aux idéaux républicains », souhaitent pour Israël et la Palestine « deux peuples, deux États » et appellent « juifs et musulmans à battre ensemble le pavé parisien »

Enfin le 28 avril 2002, une manifestation à l'origine contre l'antisémitisme organisée par la Licra et l'UEJF se transforme en appel œcuménique à voter Chirac au deuxième tour. « Quand les juifs sont inquiets, nous devons nous affoler. Ils connaissent mieux que nous la cruauté humaine », déclare Soheib Bencheikh à cette occasion (*Le Monde* du 30 avril 2002)

Les autorités musulmanes ne sont donc pas en reste, loin de là, dans la dénonciation des actes antisémites et dans les appels à la paix au Proche-Orient. Mais une étude plus précise des déclarations qui accompagnent certaines de leurs initiatives montre l'ambiguïté de leurs positions.

Inflation rhétorique anti-israélienne

Les leaders musulmans désignent systématiquement Israël comme seul coupable de la situation au Proche-Orient, alors même qu'ils appellent à la paix ; et refusent de prendre en compte une communauté de préoccupations entre Juifs de France et Israéliens alors qu'ils reconnaissent aux musulmans de France le droit à l'identification avec les Palestiniens.

Ainsi, alors même qu'il est en train de dénoncer l'attentat contre la synagogue Or Aviv, Soheib Bencheikh

(*Le Monde* du 3 avril 2002) laisse entendre qu'il ne faut pas confondre la communauté juive de France et « les dirigeants israéliens sanguinaires et revanchards ». Au discours policé sur les actes antisémites en France se substitue la violence verbale dès qu'il s'agit de la situation au Proche-Orient avec le sous-entendu insidieux que les Juifs français innocents sont les victimes des Israéliens coupables, et pas des Arabes français.

« Notre solidarité naturelle et spontanée à l'égard du peuple palestinien, qui subit quotidiennement meurtres et humiliations orchestrées par des dirigeants israéliens sanguinaires et revanchards, ne doit pas nous faire oublier deux vérités indéniables: Juifs et Arabes ont prouvé, à travers une longue histoire, une étonnante capacité à vivre ensemble, et nous sommes en France, pays régi par la laïcité, où la seule possibilité d'échanger est le dialogue serein et constructif », estime ainsi Bencheikh.

Même ambivalence lors de la manifestation pro-palestinienne du 28 septembre 2002 à Marseille, à l'occasion de l'anniversaire du début de la deuxième intifada.

« La religion n'interdit pas de s'immiscer dans le discours politique. Je suis dans mon rôle quand je défends un peuple qui souffre dans ses choix et dans sa chair », explique Soheib Bencheikh (Reuters), qui a pris la tête du cortège. « Cette action n'est pas dirigée contre Israël ou contre le peuple juif mais contre un gouvernement inique que tous souhaitent éphémère ». Si cette action n'est pas « dirigée contre Israël » pourquoi alors avoir appelé au boycottage des produits israéliens pendant la manifestation ?

Tariq Ramadan glisse encore plus directement de la critique d'Ariel Sharon à celle de l'État d'Israël dans une tribune publiée par *Le Monde*, le 24 décembre 2001 et intitulée « Existe-t-il un antisémitisme islamique? »

« Critiquer Sharon pour ses horribles complicités passées et l'horreur de sa politique actuelle, ce n'est point manquer de respect au judaïsme, de la même façon que critiquer une à une les dictatures des pays musulmans n'est point s'en prendre à l'islam. Le respect que nous devons au judaïsme ne doit pas être sujet à caution dès lors que l'on dénonce l'injuste politique de l'État d'Israël. » Aux « horribles complicités passées » de Sharon se substitue à la phrase suivante, comme si les termes étaient synonymes, « l'injuste politique de l'État d'Israël ».

Quant à Yamin Makri, président de l'Union des Jeunes musulmans (UJM) il dit avoir arraché de rage les affiches placardées dans les rues de Lyon par les organisateurs de la manifestation pro-israélienne du 7 avril (*Le Monde*, 8 avril 2002) car il ne supportait pas que la manifestation soit à la fois contre l'antisémitisme en France et pour le soutien à Israël.

« Vous appelez à une manifestation contre l'antisémitisme et pour le soutien d'Israël, votre amalgame est inacceptable. La communauté juive doit se démarquer de ça. Sinon il faut comprendre que votre but est de faire croire que les Palestiniens sont des antisémites »

Makri dénie ainsi aux Juifs de France le droit à l'identification identitaire avec Israël, alors même qu'il trouve normal que les musulmans de France soutiennent les Palestiniens.

En octobre 2000 déjà, il avait déjà souligné cette dichotomie supposée entre la communauté juive et Israël : « *Il ne faut pas que les musulmans confondent Israël avec la communauté juive. Mais, en retour, les responsables juifs ne doivent pas tenir des propos arrogants: la principale victime de ce conflit est bien le peuple palestinien!* » (*Le Monde*, 11 octobre 2000).

Hassan Iquioussen, président d'honneur des Jeunes musulmans de France, demande clairement à la communauté juive de se distancer d'Israël (entretien à *La Médina* de décembre 2001) : « *Je voudrais demander aux Juifs de France de prendre une position claire contre la politique sioniste s'ils le peuvent* ». Quant aux actes antisémites en France il considère que « *la communauté juive de France a toujours tendance à exagérer ce qui lui arrive !* »

« Une angoisse injustifiée »

Cette accusation implicite de paranoïa, poncif antisémite, n'est d'ailleurs pas l'apanage du mouvement des JMF, réputés pour leur radicalisme, et constitue une autre ambiguïté du discours de certaines autorités musulmanes dans leur dénonciation des actes antisémites.

Dans son numéro de décembre 2001, *La Médina* regroupe sous le titre « une angoisse injustifiée » les points de vue sur l'antisémitisme en France de responsables musulmans, qui s'appliquent tous à montrer que les Juifs de France n'ont rien à craindre car la communauté musulmane sait faire la différence entre ce qui se passe au Proche-Orient et en France.

Dans le même registre de l'angoisse « *injustifiée* », lors des attentats antisémites d'octobre 2000, Dalil Boubakeur (Reuters 16 octobre 2000) avait ainsi évoqué des « *rumeurs* » et « *des faux bruits* » alors même que plus de 80 incidents visant la communauté juive avaient été recensés en France et que trois jeunes issus de l'immigration avaient été arrêtés en flagrant délit alors qu'ils venaient de lancer des bouteilles incendiaires contre une synagogue à Noisy-le-Sec.

« *Il faut raison garder et se garder surtout de lancer des informations qui vont être vécues de manière émotionnelle et aussi avoir des effets en termes de peur, de méfiance, ce qui serait un résultat catastrophique (...)* C'est peut-être le temps des rumeurs, des faux bruits, des amalgames, des jugements un peu hâtifs comme certains qui avaient affirmé que des Juifs avaient été égorgés en France (...) toutes les hypothèses sont formulables, je ne dis pas recevables, reste à les étayer sur des faits précis que nous n'avons pas »

Le premier bulletin de *l'Observatoire du monde juif* a publié la liste des agressions antisémites qui ne laisse aucun doute sur sa réalité. Dans un livre blanc paru en mars 2002, l'Union des Etudiants juifs de France et SOS Racisme ont recensé, quant à eux, 405 actes ayant

visé la communauté juive française entre septembre 2000 et janvier 2002.

Dénonciation sélective et ambiguë des attentats-suicide

Les attentats du 11 septembre obligent les autorités musulmanes en France, et dans *Le Monde*, à des prises de positions claires sur les attentats-suicide et la place de la guerre sainte dans l'islam.

Dans les jours qui suivent, les autorités musulmanes françaises condamnent unanimement les attentats. Lors d'une cérémonie œcuménique à Paris à la mémoire des victimes, Dalil Boubakeur (*Le Figaro* du 21 septembre 2001) associe « *la communauté musulmane dans son ensemble au deuil des Américains* » et le bureau national des Etudiants musulmans de France « *condamne fermement ces actes odieux* » et affirme que « *ces actes imputés à des présumés 'islamistes' sont contraires aux valeurs de l'islam* ».

La Médina publie un dossier spécial sur les attentats dans son numéro d'octobre 2001 et recueille sur plus d'une page les condamnations des institutions musulmanes.

Dans une interview au *Figaro* (21 septembre 2001) Soheib Bencheikh déclare quant à lui: « *malgré la diversité de la théologie musulmane, jamais une école n'a autorisé les musulmans à agresser quelqu'un en premier (...)* *Il y a une unanimité dans la condamnation (au sein de la communauté musulmane française)* ».

C'est cependant le même Bencheikh qui, un peu plus d'un mois plus tard, déclare dans une interview à *Libération* (17 novembre 2001), alors qu'on lui demande de commenter les appels de George W. Bush à la lutte anti-terroriste: « *Il faut d'abord identifier la chaîne de causalité du mal. D'où vient cette frustration qui se traduit avec une telle violence, si ce n'est d'un traitement inégal et injuste?* ». Les attentats sont donc explicables par l'injustice...

Tariq Ramadan passe lui directement de la condamnation à l'explication puis à la remise en cause des attentats, dans une tribune publiée par *Le Monde*, le 3 octobre 2001.

Après avoir rapidement évacué la nécessité de la « *totale (...)* *condamnation des attentats aux États-Unis* », Ramadan s'interroge : « *Quels coupables ? Est-il possible sous cette avalanche de certitudes d'émettre un petit doute ? (...)* *Au demeurant, on devrait se poser la vraie question : à qui ces attentats vont-ils profiter ?* »

Derrière le ton policé du titre « *Condamner et résister ensemble* », Ramadan introduit le doute sur la culpabilité de Ben Laden et va même jusqu'à laisser entendre que les attentats profiteraient aux États-Unis : « *George W. Bush pourrait bien devenir un nouveau héros, avec tous les États du monde derrière lui, combattant un nouvel ennemi et offrant aux industries de l'armement un nouveau souffle, et à la surveillance généralisée une nouvelle légitimité.* »

Thierry Meyssan ne dit pas autre chose dans *L'Effroyable imposture*, livre dans lequel il révèle les prétendus secrets du 11 septembre – déplacement du pouvoir dans l'appareil d'État américain, croissance vertigineuse des budgets militaires et enjeux cachés de la Guerre d'Afghanistan.

Mais cette proximité de vues avec Meyssan est-elle surprenante de la part de l'idéologue favori de l'antenne française des Frères musulmans ? Ce qui est plus surprenant est que Tariq Ramadan, petit fils du fondateur des Frères musulmans Hassan Al Banna, soit devenu un des intellectuels musulmans les plus médiatiques de France, co-auteur avec Alain Gresh, un des rédacteurs en chef du *Monde diplomatique de L'islam en question*, publié en juin 2002. Sa pensée influence largement l'Union des Jeunes musulmans (UJM), elle-même très active dans les banlieues.

Dans une inversion rhétorique dont il a l'art, l'universitaire genevois poursuit sa diatribe dans *Le Monde* en s'en prenant à Ariel Sharon qui, écrit-il, répand la « terreur dans les territoires palestiniens ». « Celui qui se présente comme le dénonciateur du terrorisme, le très pacifiste Ariel Sharon, a laissé massacrer des innocents à Sabra et Chatila et continue de répandre la terreur dans les territoires palestiniens. Profitant de la situation, il va jusqu'à traiter Arafat de 'Ben Laden'. Il peut aujourd'hui simuler la reprise des pourparlers: il annoncera bientôt leur échec et recommandera ses exactions. Grossier cynisme. »

Mais de quel « cynisme » et de quelle « terreur » s'agit-il ? Entre septembre 2000 et le 3 octobre 2001, date de parution de la tribune de Tariq Ramadan, 20 attentats-suicide ont été commis en Israël par des Palestiniens. 57 personnes – dont les 21 adolescents tués dans l'attentat de la discothèque « Dolphinarium » à Tel Aviv le 1^{er} juin et les 15 Israéliens tués à Jérusalem dans la pizzeria « Sbarro » le 9 août – ont été tuées et des dizaines d'autres blessées, selon un décompte de l'agence de presse AP.

Si la dénonciation des attentats-suicide du 11 septembre par les autorités musulmanes de France est ambiguë, celles des attentats-suicide palestiniens contre des civils israéliens est pratiquement inexistante. La seule allusion directe aux attentats-suicide palestiniens que nous ayons pu retrouver est tirée d'une enquête de *L'Express* du 13 décembre 2001. Yamin Makri, porte-parole de l'Union des jeunes musulmans explique que malgré la réprobation par les imams des attentats suicide du début du mois (15 Israéliens tués dans un autocar à Haïfa le 2 décembre, attentat rue King David à Jérusalem), la communauté musulmane est sous tension : « Les gens ne justifient pas les attentats mais ils les expliquent. C'est normal qu'on soit solidaire ».

Emblématique de ce silence, le dossier le plus complet de *la Médina* sur les territoires palestiniens, intitulé « Palestine, la vie malgré tout », a été publié en octobre 2001, dans le même numéro que le dossier sur les

attentats du 11 septembre. Le terme « attentat-suicide » n'apparaît cependant pas une seule fois dans le dossier sur les territoires et les terroristes palestiniens n'y sont identifiés que sous l'appellation de « martyrs » ■

UNE LOGIQUE CONTOURNÉE DE CONDAMNATION DE L'ANTISÉMITISME

Le 10 avril 2002, *Le Monde* publiait une déclaration d'intellectuels* se définissant comme « arabes » et condamnant les actes antijuifs.

« En tant qu'Arabes nous affirmons que les actes antijuifs qui ont eu lieu en France depuis quelques temps sont intolérables. La colère et la rage que nous inspirent les crimes de Sharon ne doivent et ne peuvent en aucun cas justifier les amalgames et les dérives... Les nombreux Israéliens que la peur et l'insécurité rangent aujourd'hui à ses côtés prendront mieux conscience de leur aveuglement et de leur fourvoiement si nous savons les convaincre de notre absence d'animosité à leur égard en tant que communauté et en tant qu'hommes... Un grand nombre d'entre eux ont une histoire familiale tragique, marquée par l'holocauste. A nous de leur rendre hommage et de les rejoindre sur cette ligne de crête qui consiste à savoir quitter la tribu quand il s'agit de défendre des droits et des libertés universels. Ne tombons pas dans le piège de Sharon. Ne nous trompons pas de combat. L'insulte contre un Juif ou un Arabe c'est la même. Elle ne profite dans les deux cas qu'à l'extrémisme fasciste dont se réclament Sharon et les siens. Qualifiant les attaques contre les synagogues et les commerces juifs de « crimes contre les Palestiniens », Leila Shahid ne pouvait mieux dire. Ecoutons son appel ».

Cette condamnation, certes bienvenue, a ceci de remarquable qu'elle se donne pour finalité de faire l'apologie des Palestiniens, victimes de « l'extrémisme fasciste dont se réclament Sharon et les siens », c'est à dire un chef de gouvernement élu démocratiquement, à la tête d'un gouvernement d'union nationale et jouissant de l'immense soutien de son opinion publique. Tout Israël en somme ! Nous avons ici un exemple typique de la manipulation idéologique des symboles couramment à l'œuvre sur la scène intellectuelle française. On condamne les Israéliens et les Juifs, enjoins de se dissocier du « fascisme » et du « tribalisme » au nom de Juifs fictifs, très précisément définis ici par le référent de la Shoah. Bizarrement, abstraction est faite des Juifs originaires du monde arabe (la majeure partie de la population israélienne) dont ces intellectuels devraient avoir la connaissance. Ils ont eu, eux, à souffrir de l'exclusion ethnique du monde arabe, dont il n'est dit aucun mot. Rien ne fonde par ailleurs l'amalgame qui est fait entre des citoyens français et des Israéliens.

La condamnation ici ne peut donc s'instituer sans une condamnation de là-bas, alors même que ce là bas a motivé l'agression ici. On aboutit ainsi au summum de la rhétorique : il faut condamner les agressions antijuives ici pour soutenir les Palestiniens là bas. Les seules victimes de l'antisémitisme (et de qui sinon des Israéliens ?) seraient ainsi les Palestiniens. C.Q.F.D.

L'OBSERVATOIRE

* Signé notamment par Adonis, Jamel Eddine Bencheikh, Tahar ben Jelloun, Fathi ben Slama, Mohamed Berrada, Dominique Eddé, Elias Khoury, Abdellatif Laâbi, Elias Sanbar, Mary Seurat, Elia Suleiman, Marwan Bechara, Hicham Djâit, Adil Jazouli, Khadia Mohsen Finan, Camille Mansour, Moustapha Safouan, Houari Touati...

Le dialogue Euro-Arabe et la naissance d'Eurabia

BAT YE'OR, SPÉCIALISTE DE LA CONDITION DU DHIMMI, AUTEUR DE «JUIFS ET CHRÉTIENS SOUS L'ISLAM, FACE AU INTÉGRISTE». BERG INTERNATIONAL 1994

En 2001 une vague judéophobe déferla brutalement sur l'Europe; elle coïncidait avec une intensification, dès le 30 septembre 2000, de l'*Intifada al-Aksa*. Cette simultanéité n'était pas fortuite. En Europe, les gouvernements, certaines Églises, les médias dans leur ensemble, approuvaient en fait, avec le discours moral qui se devait, ce qui était, dans la politique des dirigeants palestiniens, une stratégie de la terreur. La compréhension et la négligence qu'ils lui manifestèrent équivalaient à un encouragement. L'élimination des chefs du terrorisme fut qualifiée « d'assassinat » et les terroristes du Hamas de « combattants », d'« activistes », le Hamas, lui même, de « Résistance », Israël fut accusé de « terrorisme d'État ». En France surtout, les actes criminels commis par des activistes issus de l'émigration arabo-musulmane, contre des individus et des biens communautaires juifs ont pu s'autoriser de cette condamnation. Aujourd'hui encore le gouvernement français refuse de placer le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes.

Cette convergence de politiques propres à l'Union Européenne, à la partie palestinienne – financée par elle – et aux pays arabes apparaît comme l'aboutissement d'un processus de longue date. A quelques nuances près, le discours contre Israël, entendu simultanément des deux côtés de la Méditerranée, présente des caractères identiques. Cette judéophobie du XXI^e siècle s'enracine dans une structure européenne transnationale, issue d'un contexte historique et de la politique euro-arabe des 30 dernières années. Les populations européennes lui restent *grosso modo* extérieures, même si elles furent, des décennies durant, soumises à une idéologie médiatisée démonisant Israël.

Les Européens risquent fort d'être le jouet et les victimes de haines religieuses, d'intérêts politiques et économiques masqués par le conflit israélo-arabe et un discours pseudo-humanitaire. Car la structure idéologique de cette nouvelle judéophobie est importée du monde arabo-musulman, même si elle s'exprime dans les cadres d'un discours européen que répercutent trois secteurs : les partis politiques, les médias et la religion.

L'antisionisme/antisémitisme qui caractérise une grande partie de l'islam aujourd'hui, s'accompagne d'une haine de l'Occident et, comme on le verra plus bas avec l'évolution du dialogue euro-arabe, d'une ambition irrépressible d'islamisation de l'Europe, de

son histoire et de sa culture, qu'expriment par exemple jusqu'au cœur de Londres certains leaders islamistes. Cette politique glorifie la palestinité ; elle instille dans l'opinion occidentale une version imaginaire de la religion, de l'histoire et de la civilisation islamiques. Elle oblige l'Europe à réviser sa propre interprétation de son identité et de son histoire pour la rendre conforme à la vision islamique de l'Europe.

L'embargo sur le pétrole : le déclencheur

Après la guerre israélo-arabe de 1967, la France se fit l'instigatrice d'une politique européenne anti-israélienne. Elle ne pardonna pas à Israël sa victoire éclair sur une coalition qui alliait l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, les Palestiniens et qui était soutenue par l'ensemble du monde arabe. Dans les instances internationales, la France vota les résolutions arabes anti-israéliennes et décréta un boycott unilatéral sur les ventes d'armes à l'État hébreu (1969). Au plan européen, la diplomatie française soutint les intérêts arabes en s'efforçant d'infléchir la politique de l'Europe dans une direction pro-arabe et anti-israélienne. Dans cette perspective elle examina avec la Libye la conception d'un Dialogue Euro-Arabe (DEA).¹

La guerre syro-égyptienne contre Israël en 1973 et l'embargo arabe sur le pétrole, utilisé comme une arme de pression mondiale précipita ce projet. Mortifiés par la défaite arabe, les pays arabes producteurs de pétrole quadruplèrent le prix du pétrole, ordonnèrent une réduction sur la production et imposèrent un embargo sur les livraisons destinées aux États-Unis et aux Pays-Bas ; les pays consommateurs furent classés en pays amis, neutres ou ennemis. Aussitôt, les neuf pays de la Communauté Européenne (CE), réunis à Bruxelles le 6 novembre 1973, proclamèrent une Résolution conjointe qui s'alignait totalement sur la politique franco-arabe à l'égard d'Israël et décidèrent un embargo unilatéral sur les ventes d'armes à l'État hébreu.² Comme en 1967, Israël était puni de sa victoire sur des ennemis déterminés à l'exterminer.

Dans cette résolution, la CE introduisait trois nouveaux points: 1. l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force ; 2. Israël devait se retirer des territoires occupés par la Syrie, l'Égypte et la Transjordanie en 1948; 3. l'inclusion des «droits légitimes des Palestiniens» dans la définition de la paix.

La première proposition était absurde car la Pales-

tine ottomane avait été conquise par la force en 1917 par les Anglais, qui en détachèrent 78% pour créer la Transjordanie (1921-23). Par la guerre de 1948 contre Israël, l'Égypte avait pris Gaza par la force et la Transjordanie avait occupé la Judée et la Samarie. Par ailleurs tous les pays qui aujourd'hui sont arabes furent conquis à l'origine par des armées arabes. Toutes ces conquêtes territoriales imposées par la force et la guerre, étaient-elles aussi inadmissibles? Quels critères détermineraient l'irréversibilité d'une conquête et d'une injustice, l'occupation de territoires ou leur libération? L'Espagne, les Balkans, étaient-ils occupés ou libérés?

Dans le deuxième point l'Europe adoptait avec complaisance le refus des Arabes de leur propre défaite en 1967, une autre guerre qu'ils avaient déclenchée après celle de 1948, pour détruire Israël. La CE enterinait ainsi l'interprétation arabo-islamique de la Résolution 242, car celle-ci, effectivement, ne mentionne qu'un retrait partiel « de » territoires (*from territories*), une formulation intentionnelle de la part de ses concepteurs.

Le 3^e point de la résolution introduisait dans le conflit du Moyen-Orient, une innovation qui s'avèrerait, dans l'avenir, dramatique pour l'Europe. Jusqu'en 1970, en effet, le peuple palestinien n'existait pas. On ne parlait que des Arabes en Palestine qui ne se distinguaient en rien des autres Arabes des vingt pays de la Ligue Arabe, et surtout des Arabes de Transjordanie, c'est-à-dire des 78% de la Palestine historique, détachés par l'Angleterre en 1921 pour en faire un pays exclusivement arabe. La résolution 242 de l'ONU recommandait une solution aux problèmes des réfugiés arabes de Palestine et des réfugiés juifs expulsés des pays arabes et dépouillés de tous leurs biens. Il n'avait jamais été question de créer un second État palestinien à côté de la Jordanie. La création *ex nihilo* d'un peuple palestinien, après l'embargo arabe sur le pétrole en 1973, conduirait l'Europe à lui fabriquer une légitimité, une histoire, un droit symétrique et même supérieur à celui d'Israël, par une réactualisation de la théologie du remplacement constamment nourrie d'une propagande démonisant Israël pour justifier sa déchéance. Cette voie l'engagera dans une solidarité active avec la politique exterminationniste arabe, la promotion, le financement et la légitimation du terrorisme international personnifié par l'OLP.

La formation du bloc économique-politique euro-arabe

La démarche anti-israélienne de la CE répondait aux exigences des Arabes pour ouvrir un dialogue avec l'Europe, ils l'en récompensèrent par une augmentation immédiate du pétrole. Né de l'embargo pétrolier, le Dialogue Euro-Arabe s'établit dès le début comme un marché : les pays de la CE s'engageaient à soutenir la politique arabe contre Israël, en échange d'accords économiques avec les pays de la Ligue Arabe³. Le côté

arabe exigeait un engagement politique de l'Europe contre Israël puisque le volet économique du dialogue était subordonné au contexte politique de la guerre arabe contre Israël. Le domaine économique façonnait une solidarité politique euro-arabe contre Israël.

L'importance du volet politique du Dialogue fut souligné au 7^e Sommet de la Conférence Arabe (Rabat, octobre 1974) où il fut rappelé que le Dialogue Euro-Arabe devait se développer dans le contexte de la Déclaration du 6^e Sommet de la Conférence Arabe à Alger, adressée à l'Europe le 28 novembre 1973. Il est intéressant de noter que la *Déclaration* de cette Conférence, et les suivantes également, parle uniquement de la Nation Arabe, déterminée à récupérer ses territoires. Le territoire israélien est considéré comme appartenant à une nation arabe indifférenciée dont tous les membres soutiennent leurs frères en Palestine.⁴ Pour les Arabes, le Dialogue devait continuer jusqu'à la réalisation de ses objectifs. Les dimensions politiques et économiques de la coopération étaient interdépendantes.

La volonté du Dialogue fut confirmée par le président Georges Pompidou et le chancelier Willy Brandt durant leur rencontre les 26-27 novembre 1973. Moins d'un mois plus tard, le président français convoqua un sommet le 15 décembre 1973 à Copenhague pour examiner la crise du Moyen-Orient et jeter les bases d'une coopération entre les pays de la Ligue Arabe et ceux de la CE. Quatre ministres arabes des Affaires étrangères, invités à suivre les travaux, proposèrent divers projets. Le 10 juin 1974, les ministres des Affaires étrangères des Neuf réunis à Bonn dans le cadre de la coopération politique, adoptèrent un texte où ils précisaient les domaines et les moyens de développer leur coopération et leurs relations avec les pays arabes. Ces domaines concernaient l'agriculture, l'industrie, les sciences, la culture, la formation, la technologie, la coopération financière, l'infrastructure civile, etc.

Au cours des réunions suivantes, les ministres des Affaires étrangères des Neuf, jetèrent les bases de cette coopération avec les pays arabes, selon une structure institutionnalisée, reliée aux plus hautes autorités de chaque pays de la CE. Cette formule permettait d'harmoniser et d'unifier la politique des Communautés Européennes dans leurs échanges et leur coopération avec les pays de la Ligue Arabe. Le 31 juillet 1974 à Paris, une première rencontre officielle au niveau ministériel, réunissait le ministre des Affaires étrangères du Koweït, le Secrétaire Général de la Ligue Arabe, le Président de la Commission des Communautés Européennes et le Président en exercice de la Communauté pour discuter de l'organisation du Dialogue.

La Conférence de Damas (14-17 septembre 1974) organisée par l'Association interparlementaire de la Coopération Euro-Arabe, rassembla les membres représentant tous les partis des Parlements de la CE,

excepté le Danemark. Les Arabes posèrent les préconditions politiques aux accords de coopération économique avec les pays de l'Europe occidentale. Le domaine économique qui intéressait la CE était conditionné par les exigences politiques des Arabes concernant le Moyen-Orient conformément au principe du troc, principe fondamental du Dialogue. Les Arabes réclamaient : 1. le recul inconditionnel d'Israël sur les lignes d'armistice de 1948; 2. l'islamisation de Jérusalem dont ils s'étaient emparés par la force en 1948 et en avaient expulsé tous les Juifs ; 3. la reconnaissance du peuple palestinien et de son seul représentant, l'OLP⁵; 4. des pressions exercées par la CE sur les États-Unis pour les rapprocher de la politique arabe et les détacher d'Israël.

Un secrétariat permanent de 350 membres chargé de la Coopération Euro-Arabe, fut créé avec son siège à Paris. Le Dialogue Euro-Arabe fut structuré en divers comités chargés de la planification de projets conjoints industriels, commerciaux, politiques, scientifiques, techniques, culturels et sociaux.

Le 10 juin 1975, une délégation de la CEE rencontrait au Caire une délégation de vingt pays arabes et de l'OLP. Plus d'une trentaine de pays étaient représentés par un Comité général au niveau des ambassadeurs et par de nombreux spécialistes. La CE et le Secrétariat de la Ligue Arabe étaient représentés au niveau politique. Le porte-parole jordanien de la délégation arabe, M. Dajani insista sur l'aspect et les implications politiques du Dialogue Euro-Arabe. Le marché entre les deux parties était clairement défini : accords économiques avec l'Europe en échange de l'alignement européen sur la politique arabe concernant Israël. Un Memorandum Conjoint du Comité Mixte d'Experts donna une première formulation des principes généraux et des objectifs du dialogue euro-arabe.

Dans les années suivantes, cette collaboration fut renforcée par des réunions chaque six mois et diverses activités au niveau mondial (Rome, 24/7/1975 ; Abu Dhabi, 27/11 ; Luxembourg 18-20/5/1976 ; Bruxelles, plusieurs réunions en 1976 ; Tunis, 10-12/2/1977). Les membres du Secrétariat permanent pour la Coopération Euro-Arabe, effectuèrent de nombreux voyages aux États-Unis pour orienter la politique américaine vers les thèses de l'OLP. Les Arabes réclamaient de l'Europe la reconnaissance de Yasser Arafat et de l'État palestinien, le boycott d'Israël au niveau international et une stratégie de pressions politiques et économiques mondiales pour forcer l'État hébreu à reculer dans les lignes de 1948. Des groupes de travail étudièrent les méthodes propres à conditionner l'opinion publique européenne et internationale pour l'amener à soutenir l'OLP. Selon al-Mani, « l'OLP a cependant utilisé avec succès l'égide du DEA pour améliorer son statut diplomatique en Europe. » Elle fut l'un de ses soutiens les plus actifs qu'elle utilisa avec succès comme un canal pour diffuser ses demandes ; ainsi

« le Dialogue réussit à persuader les Européens de la nécessité d'une patrie palestinienne et de la participation de l'OLP comme seul représentant des Palestiniens aux négociations futures sur le Proche-Orient. »⁶

Les réunions du DEA se concluaient par des déclarations de la délégation européenne alignées sur celles de la politique arabe (Londres, 9/6/1977 ; Bruxelles, 26-28/10/1978) : retrait d'Israël sur les lignes de 1948, obligation pour Israël de reconnaître les droits nationaux palestiniens, la paix liée au retrait d'Israël sur les lignes de 1948, et à sa reconnaissance des droits nationaux palestiniens, invalidation de toutes mesures et décisions prises par Israël dans les territoires extérieurs aux lignes de 1948, y compris à Jérusalem. Judée et Samarie sont désignées comme « territoires arabes occupés ». Bref, la CE imposait à Israël ses frontières, sa capitale et sa politique.

Les négociations de paix israélo-égyptiennes de Camp David (1977-78) sous la houlette du président américain Carter, jetèrent un froid sur le DEA. La Ligue Arabe les rejeta totalement, et expulsa l'Égypte de ses rangs. Les pays arabes étaient furieux du succès de l'influence américaine dans la région au détriment de la diplomatie européenne qu'ils contrôlaient par la coopération économique. La France s'abstint de reconnaître les Accords de Paix tandis que les autres pays de la CE les acceptèrent mais, à l'instigation de la France, avec une réserve.

Le DEA reprit cependant ses activités et la 4^e réunion de la Commission Générale réunie à Damas (9-11/12/1978), approuva la création d'un centre euro-arabe au Koweït, pour le transfert de technologie. Selon al-Mani, dans « la Déclaration conjointe de 14 points à Damas, le DEA posait les principes d'une politique de l'immigration qui garantissait aux immigrants arabes en Europe, l'égalité économique avec les nationaux, une représentation légale et l'éducation professionnelle pour les migrants et leurs enfants. »⁷ Il est vrai que les textes du DEA établissaient une réciprocité, mais cette réciprocité était toute théorique, puisque jamais aucun pays arabe ne naturaliserait des millions d'immigrants européens et leur octroierait des droits identiques à ceux des musulmans, alors que cette égalité était refusée à leurs minorités non-musulmanes, même indigènes. Cette Déclaration de la Commission Générale, c'est-à-dire au niveau des ambassadeurs, engageait la responsabilité des dix États de la CE.

Au cours de la réunion au Luxembourg (18-20 mai 1976), l'organisation et la procédure du Dialogue Euro-Arabe avaient été définies et publiées dans l'Annexe 4 du Communiqué final. Le Dialogue se composaient de trois organes : 1. la Commission Générale ; 2. les Groupes de travail ; 3. le Comité de Coordination.

La Commission générale réunissait les délégués des deux parties, comprenant des fonctionnaires ayant rang d'ambassadeurs, des membres de la Ligue des États Arabes et des Communautés européennes, du

Secrétariat général de la Ligue des États Arabes et de la Commission des Communautés européennes ainsi que des co-présidents et rapporteurs des groupes de travail. La Présidence de la Commission générale était assurée conjointement par les chefs des délégations arabe et européenne. La Commission prenait en charge la conduite générale du Dialogue et le suivi de ses développements dans les divers domaines. Elle était responsable de son instauration et de son orientation vers les objectifs politiques, culturels, sociaux, technologiques et économiques qui lui étaient assignés ainsi que de l'approbation du programme du Dialogue et de ses travaux. Les divers mandats de la Commission étaient précisés. Les séances de réunion se tenaient à huis-clos et sans procès-verbaux. A l'issue de chaque réunion, la Commission générale pouvait publier un résumé des décisions prises et un communiqué commun⁸.

La composition des groupes de travail obéissait au même principe, chacun des groupes comprenait des experts et des techniciens spécialisés des deux parties, ainsi que des représentants du Secrétariat général de la Ligue des États Arabes et de la Commission des Communautés Européennes. Chacune des deux parties arabe et européenne nommait un président pour chaque groupe de travail. Les groupes de travail procédaient selon les instructions que leur communiquait la Commission générale concernant leurs mandats. Chaque groupe de travail pouvait créer des sous-groupes spécialisés dont les experts étaient choisis en coordination avec le Secrétariat général de la Ligue des États Arabes et la Commission des Communautés Européennes.

Le Comité de coordination était composé de représentants de la présidence et du Secrétariat général de la Ligue des États Arabes et de la présidence européenne, les deux parties présidant conjointement. Le Comité était responsable de la coordination des travaux des divers groupes de travail sous la direction de la Commission générale. Toute information et documentation était transmise par le Secrétariat Général de la Ligue des États Arabes et de la Commission des Communautés européennes.

Cette structure, résumée ici brièvement, établit une symbiose, une interpénétration des politiques arabe et européenne, engageant la responsabilité des États européens au plus haut niveau. Il est clair que la politique européenne hostile à Israël, uniformisée par les structures de la CE, n'est pas le fruit de jugements erronés, de préjugés susceptibles d'être corrigés. Elle repose sur une construction politico-économique minutieuse dans ses moindres détails et enracinée dans sa symbiose multiforme avec le monde arabe.

Naissance d'Eurabia, nouvelle entité politique

Eurabia est le titre d'une publication éditée par le Comité Européen de Coordination des Associations

d'Amitié avec le Monde arabe (Paris) et réalisée avec la collaboration de *Middle East International* (Londres), *France-Pays Arabes* (Paris) et le *Groupe d'Etudes sur le Moyen-Orient* (Genève).

Dans son n°2 (juillet 1975), *Eurabia* publiait les résolutions votées à l'unanimité les 7 et 8 Juin 1975, à Strasbourg, par l'Assemblée Générale de l'Association Parlementaire pour la coopération Euro-Arabe. Cette Association regroupait plus de 200 membres de Parlements des pays d'Europe occidentale, qui représentaient toutes les tendances des partis politiques. C'est dire que le consensus du programme d'entente euro-arabe traversait dans sa totalité l'échiquier politique européen.

L'éditorial d'*Eurabia* spécifiait « *la nécessité d'une entente politique entre l'Europe et le monde arabe comme base aux accords économiques* » et l'obligation du côté européen de « *comprendre les intérêts politiques autant qu'économiques du monde arabe.* » Le dialogue euro-arabe devait exprimer « *une volonté politique conjointe* ». Cette condition préalable à tous les accords économiques avec les pays de la Ligue Arabe, **nécessitait la création en Europe « d'un mouvement d'opinion » favorable aux Arabes.** Cette question avait été examinée par de nombreux experts de l'Association de Solidarité Franco-Arabe et de l'Assemblée Générale de l'Association Parlementaire pour la coopération Euro-Arabe à Strasbourg :

« *S'ils veulent réellement coopérer avec le monde arabe, les gouvernements européens et les dirigeants politiques ont l'obligation de s'élever contre le dénigrement des Arabes dans leurs organes d'information. Ils doivent réaffirmer leur confiance en l'amitié euro-arabe et leur respect envers la contribution millénaire des Arabes à la civilisation universelle. Cette contribution et son application pratique seront l'un des thèmes de notre prochain numéro.* » (Editorial)

Les exigences politiques arabes concernant les conditions du Dialogue, ne se limitaient pas à Israël exclusivement. Elles concernaient l'Europe aussi. M.Tilj Declerq, membre belge de l'Association Parlementaire pour la Coopération Euro-Arabe, soumit à la commission économique de cette Association une étude sur les conditions de cette coopération, récapitulée dans *Eurabia*, sous le titre : «Un point de vue européen».

Il y est répété que la « *coopération économique euro-arabe doit résulter d'une volonté politique. Elle doit donc reconnaître les intérêts politiques de cette coopération.* » Autrement dit les échanges économiques étaient subordonnés au soutien de la CE à la guerre des Arabes pour détruire Israël. S'agissant de l'Europe elle-même, l'auteur belge préconisait une coopération économique par l'association des réserves de main d'œuvre et de matières premières arabes – sans doute le pétrole – avec la technologie européenne.

« *Une politique à moyen et à long terme doit être élaborée dès maintenant afin de réaliser une coopération économique*

par la conjugaison des réserves de main d'œuvre et de matières premières arabes, de la technologie et du « management » européens ».

C'est apparemment cette clause qui fut à l'origine dès les années 1970 de l'immigration massive arabe en Europe qui semble avoir été liée aux accords économiques de la CEE avec le monde arabe.

Selon M. Declerq, le recyclage des pétrodollars devait réaliser l'interdépendance de l'Europe occidentale et des pays arabes pour «arriver graduellement à une intégration économique aussi complète que possible». Mais cette intégration économique euro-arabe demeurerait théorique si le volet politique n'était pas réalisé, c'est-à-dire le combat contre Israël. Aussi : *«Une volonté politique réelle doit être à la base de projets concrets de coopération et doit se manifester à trois niveaux : au niveau national, au niveau du continent, au niveau mondial.»* Dans cette même optique *«la coopération et la solidarité euro-arabe devait se réaliser à travers les organisations internationales et les conférences internationales.»* Des réunions préparatoires communes et des colloques euro-arabes devaient *«être multipliés à tous les niveaux, économique, monétaire, commercial etc. afin d'arriver à des positions communes.»*

Les propositions de M. Declerq furent toutes intégrées dans les Résolutions de l'Association Parlementaire pour la Coopération Euro-Arabe, réunie à Strasbourg (7-8 juin 1975) et publiées dans *Eurabia*. La section politique des Résolutions visait trois domaines : la politique européenne à l'égard d'Israël, la création d'un mouvement d'opinion favorable aux Arabes, l'accueil des immigrés musulmans en Europe.

Concernant Israël, l'Association s'aligna sur les exigences arabes et réclama le retrait d'Israël sur les lignes d'armistice de 1948, contredisant la résolution 242. L'Association réclamait, en outre, des gouvernements européens la reconnaissance de l'OLP comme le seul représentant des Arabes palestiniens, point fondamental qu'ils devaient imposer, dans les initiatives qu'il leur incombait de prendre dans la politique conjointe euro-arabe. La CE devait forcer Israël à accepter les droits de la nation palestinienne et l'existence d'un État palestinien sur toute la rive ouest du Jourdain et à Gaza.

Au niveau de l'Europe, l'Association réclamait une information favorable aux causes arabes et des conditions spéciales pour les immigrés :

« L'Association réclame des gouvernements européens un aménagement des dispositions légales concernant la libre circulation et le respect des droits fondamentaux des travailleurs immigrés en Europe : ces droits doivent être équivalents à ceux des citoyens nationaux.

L'Association considère le règlement politique du conflit israélo-arabe comme une nécessité absolue pour l'établissement d'une réelle coopération euro-arabe ».

Dans le même paragraphe, l'Association estimait que *«le développement harmonieux de la coopération entre*

l'Europe occidentale et la nation arabe» gagnerait à la libre circulation des idées et des citoyens.

La Résolution économique exprimait son inquiétude concernant des choix politiques qui avaient : *« porté préjudice à la coopération euro-arabe, tels que la création de l'Agence Internationale de l'Energie et la signature d'un accord entre la C.E.E. et Israël, avant l'achèvement des négociations entre la C.E.E. et les pays arabes. A ce sujet, elle demande formellement que la coopération économique entre la C.E.E. et Israël ne s'applique pas aux territoires occupés ».*

Eurabia, nouvelle entité culturelle

La Résolution culturelle contenait plusieurs affirmations dont on citera quelques unes : *« Reconnaissant la contribution historique de la culture arabe au développement européen ;*

Soulignant l'apport que les pays européens peuvent encore attendre de la culture arabe, notamment dans le domaine des valeurs humaines».

L'Association réclamait le développement de l'enseignement de la langue et de la culture arabe en Europe : *« Souhaitant que les gouvernements européens facilitent aux pays arabes la création de larges moyens pour la participation des travailleurs immigrants et de leurs familles à la vie culturelle et religieuse arabe ».*

L'Association faisait appel à la presse, aux groupes d'amitié et au tourisme pour améliorer l'opinion publique concernant le monde arabe. Elle *« demande aux gouvernements des Neuf d'aborder le secteur culturel du dialogue euro-arabe dans un esprit constructif et d'accorder une plus grande priorité à la diffusion de la culture arabe en Europe*

Demande aux gouvernements arabes de reconnaître les conséquences politiques d'une coopération active avec l'Europe dans le domaine culturel».

La Résolution se terminait par une condamnation et une accusation d'Israël. Elle *« condamne, tout en reconnaissant le droit à l'existence de l'État d'Israël, la volonté sioniste de substituer sur le territoire palestinien la culture juive à la culture arabe, afin de priver le peuple palestinien de son identité nationale ;*

Considérant qu'en effectuant des fouilles dans les lieux saints de l'islam – partie occupée de Jérusalem – Israël a commis une violation du droit international, malgré la mise en garde de l'Unesco ;

Considérant que des fouilles ne pouvaient qu'entraîner l'inévitable destruction de témoins de la culture et de l'histoire arabe ;

Regrette que la décision de l'Unesco de ne pas admettre Israël dans son groupement régional ait été exploité avec parfois un grand manque d'objectivité ».

La réunion à Strasbourg fut suivie quelques jours plus tard d'un symposium au Caire, du Comité Mixte d'experts (14 juin 1975) pour une première formulation des principes généraux et objectifs du dialogue euro-arabe. Le Memorandum conjoint de cette réu-

nion précise dans son Introduction que « *Le dialogue euro-arabe est le fruit d'une volonté politique commune qui s'est dégagée au niveau le plus élevé et qui a pour objet l'établissement de relations spéciales entre les deux groupes.* » Les deux parties rappelaient que le dialogue trouvait son origine dans leurs échanges à la fin de 1973 et notamment dans la déclaration des Neuf du 6 novembre 1973 concernant la situation au Moyen-Orient. Il y était affirmé que la croissance et l'épanouissement de la coopération économique euro-arabe dans un vaste domaine d'activités, se fondaient sur cette entente politique concernant Israël. Dans le domaine économique, le dialogue avait pour but « *d'établir les conditions fondamentales du développement du Monde arabe dans son ensemble et à réduire le fossé technologique qui sépare les pays arabes des pays européens.* »

Parmi les innombrables domaines de coopération énumérés dans le Memorandum, sont mentionnés la coopération dans la technologie nucléaire, dans la finance, la banque et la gestion des capitaux, dans la recherche scientifique, le développement technologique, la formation technique et professionnelle, l'utilisation de l'énergie nucléaire. La formation de personnel spécialisé pour les nombreux projets envisagés, se ferait « *soit par l'envoi d'équipes d'experts européens en vue de former la main-d'œuvre arabe, soit par la formation de cette main-d'œuvre dans les établissements des pays de la Communauté.* » Il était prévu de mettre en place une coopération « *effective et d'échanges d'informations entre universités arabes et européennes* » dans les méthodes de recherche, divers programmes et projets.

La section concernant la « *Coopération dans les domaines de la culture et de la civilisation* » précisait que son principal objectif était la consolidation et l'approfondissement des bases de la compréhension culturelle et du rapprochement intellectuel entre les deux régions. À cette fin diverses mesures étaient prévues, dont la création d'une institution culturelle euro-arabe commune, des échanges d'experts, le développement des rapports dans les domaines de l'éducation et du tourisme. Enfin les problèmes de main-d'œuvre des travailleurs émigrés devaient être réglés par l'égalité de traitement concernant : 1. la situation de l'emploi ; 2. les conditions de vie et de travail ; 3. les régimes de sécurité sociale.

Après presque trois décennies, quel fut l'impact sur le continent Europe de cette politique qui scelle en un seul bloc lié au monde arabe, des secteurs en principe indépendants, l'économie, l'immigration, la politique et la culture ?

L'engrenage : l'instrumentalisation arabe de la Communauté européenne

Dans cette corrélation entre secteur économique et politique, l'on constate tout d'abord la différence de niveaux entre les perspectives de la CE et celles de la Ligue Arabe. La CE recherche le rendement écono-

mique, le profit, par une stratégie d'expansion sur les marchés pétroliers, commerciaux, industriels. Son action se caractérise uniquement par un pragmatisme affairiste de gestionnaires technocrates qui élaborent des programmes d'assistance et de développement régionaux, ainsi que des ventes massives d'armes, d'équipements nucléaires (Osirak en Irak) et industriels dans la course au profit.

Le côté arabe, par contre, exploite l'économie comme le moyen radical d'instrumentaliser la CE dans une stratégie politique à long terme visant Israël, l'Europe et l'Amérique. L'emprise politique arabe sur l'économie de la CE imposera rapidement à cette dernière les directives politiques arabes concernant Israël. L'un des délégués arabes exprimait bien l'esprit du Dialogue, lors de la réunion d'experts de la Coopération Euro-Arabe, à Amsterdam en 1975 : « *Les Européens et les Arabes peuvent par une stratégie d'inter-dépendance faire progresser la suppression de la source d'irritation constante dans leurs côtes – le problème israélien – et s'atteler à la tâche herculéenne au devant d'eux.* »⁹ Les accords économiques entre la CE et le monde arabe sortant de la sphère de traités commerciaux conduisirent à une inféodation progressive de l'Europe aux objectifs politiques arabes. Le DEA devint – surtout avec la France – une diplomatie associative dans les forums internationaux où la CE s'alignait sur les positions antisionistes arabes. Véhicule de légitimation et de propagande de l'OLP, le DEA lui procura une reconnaissance diplomatique internationale et conféra à Arafat et à son mouvement terroriste, une honorabilité et une stature internationale. C'est au sein du DEA que se construisit toute la politique de guerre contre Israël, aux niveaux nationaux et internationaux de la CE, dans les syndicats, les media et les universités. Le DEA fut le porte-voix qui diffusa et popularisa dans toute l'Europe la démonisation et la diffamation d'Israël. La France, la Belgique et le Luxembourg furent les agents les plus actifs du DEA.

En Europe même, la stratégie arabe se développa principalement dans trois directions : 1. obtenir la parité économique et industrielle avec l'Occident par le transfert des technologies modernes, notamment nucléaire et militaire; 2. implanter sur le sol européen une large population musulmane jouissant de tous les droits politiques, culturels, sociaux et religieux des pays d'accueil; 3. imposer la marque politique, culturelle et religieuse de l'arabo-islamisme dans l'espace européen par une immigration qui demeurerait politiquement et culturellement attachée aux pays d'origine. Les pays arabes demandaient un transfert de technologie, la coopération dans le développement nucléaire et le développement industriel.

Au niveau géo-stratégique, la Coopération Euro-Arabe fut un instrument politique d'anti-américanisme en Europe visant à séparer et affaiblir les deux continents par l'incitation à l'hostilité réciproque et

par le dénigrement permanent de la politique américaine au Moyen-Orient.

La synchronisation de l'importation de main-d'œuvre islamique en Europe avec l'exportation de produits européens dans les pays arabes, permit l'implantation définitive de plusieurs millions d'immigrés musulmans, processus dont la rapidité et l'ampleur sont uniques dans l'histoire. Même au cours de la colonisation européenne, l'émigration d'Européens vers les colonies procédait à un rythme infiniment plus ralenti. Le nombre de colons européens, descendance comprise, même après un à deux siècles maximum, fut incomparablement inférieur à celui des immigrés musulmans actuels dans chacun des pays d'Europe, après trois décennies seulement.

Le laxisme politique des gouvernements européens fut aggravé par l'octroi aux pays arabes, d'exporter, avec leur population, leur culture et leur mœurs (Déclaration du DEA à Damas, 11 sept. 1978). Cette implantation culturelle en Europe, intégrée dans l'immigration, c'est-à-dire le transfert de millions de musulmans d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie avec leur culture d'origine dans les pays d'accueil, avait déjà été planifiée au cours du séminaire Euro-Arabe tenu à l'Université de Venise (28-30 mars, 1977) sur « Les moyens et les formes de la coopération pour la diffusion en Europe de la langue arabe et de sa civilisation littéraire. » Le Séminaire fut organisé par l'Institut per l'Oriente à Rome et la Faculté de Langues étrangères, section de littérature arabe, de l'Université de Venise. Les participants comptaient 14 universitaires des pays arabes, 19 arabisants des universités européennes, de nombreuses autres personnalités liées au monde musulman ainsi que le représentant de l'Institut Pontifical des Etudes Arabes, à Rome. Le séminaire était intégré au Dialogue Euro-Arabe, c'est-à-dire avec l'assentiment du Président de la CE et des ministres des Affaires étrangères de chaque pays qui y était représenté. Les participants arabes représentaient l'Algérie, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Qatar, le Soudan et la Tunisie.¹⁰

Parmi les sujets abordés durant les quatre sessions de travail, les rapporteurs européens présentèrent leurs rapports sur la diffusion et la connaissance de l'arabe et de la civilisation des Arabes dans leurs pays respectifs. Les délégués arabes de leur côté exposèrent les méthodes d'enseignement facilité de l'arabe pour les non-Arabes, pratiquées dans leur pays. Le Séminaire se conclut par l'adoption de nombreuses Recommandations. On ne peut ici les reproduire toutes, mais leur teneur générale préconise la création dans les capitales européennes, de Centres de diffusion de la langue et de la culture arabe dans tous les pays européens en coordination avec les pays arabes. Ce projet prévoit l'instauration dans les Instituts et les Universités européennes de professeurs arabes spécialisés dans l'enseignement aux Européens.

« Les participants à ce séminaire présentent unanimement les recommandations suivantes à l'attention des gouvernements des États membres de la Communauté Européenne et de la Ligue des États Arabes.

1. Coordination des efforts faits par les pays arabes pour diffuser la langue et la culture arabe en Europe et trouver la forme appropriée de coopération parmi les Institutions arabes opérant dans ce domaine.

2. Création de Centres Culturels Euro-Arabe jumelés dans les capitales européennes qui entreprendront la diffusion de la langue et de la culture arabe.

3. Encouragement aux institutions européennes, au niveau universitaire ou à d'autres niveaux, qui sont concernés par l'enseignement de la langue arabe et la diffusion de la culture arabe et islamique.

*4. Soutien aux projets jumelés de coopération entre des institutions européennes et arabes dans la recherche linguistique et l'enseignement de la langue arabe aux Européens ».*¹¹

La 10^e recommandation stipule que l'enseignement de l'arabe doit être lié à la culture arabo-islamique et aux préoccupations actuelles arabes. La 11^e souligne la nécessité de coopération entre les spécialistes européens et arabes afin de présenter un tableau objectif de la civilisation arabo-islamique et des problèmes contemporains arabes aux étudiants et au public éduqué européen afin de l'attirer vers les études arabes. Les résolutions suivantes définissent les formes de coopération entre universités arabes et européennes et leurs spécialistes respectifs ainsi que l'organisation des fonds nécessaires à ce projet d'arabisation dans la CE.

La dernière recommandation (19) considère nécessaire l'établissement d'un comité permanent d'experts arabes et européens chargés de contrôler le suivi et l'application des décisions concernant la diffusion de l'arabe et de la culture arabe en Europe, dans le cadre du Dialogue Euro-Arabe. Ce cadre signifiait l'approbation des ministres des Affaires étrangères des pays de la CE et de sa présidence, en relation avec le Secrétaire de la Ligue des pays arabes, ainsi que les autres diplomates, représentés dans la Commission Générale dont les travaux se déroulaient à huis-clos et sans procès-verbaux.

Les exigences culturelles du bloc arabe

Ainsi dès les années 1970, la politique de l'immigration, intégrée dans la conception économique-politique du DEA (1973), n'envisageait pas une émigration ponctuelle d'individus désireux de s'intégrer aux pays d'accueil. Elle planifiait une implantation homogène dans le tissu laïc européen, de collectivités étrangères se chiffrant en millions, venues non pour s'intégrer mais avec le projet d'imposer de droit, aux pays d'accueil, leur propre civilisation. La pusillanimité politique de la CE facilita la création de milieux en rupture, hostiles à leur environnement dont ils rejettent les institutions laïques considérées inférieures à celles de

la charia donnée par Allah. Ainsi dès le début de l'immigration, l'intégration était exclue, alors même que le DEA réclamait pour les immigrés arabes, les droits conférés par des institutions juridiques européennes que ces derniers refusaient, puisqu'ils se prévalaient de leur propre culture arabo-islamique fondée sur la charia .

Le Symposium de Hambourg (11-15 avril 1983) fut inauguré en grande pompe par le discours d'ouverture de Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères de la République Fédérale d'Allemagne, suivi par celui du Secrétaire Général de la Ligue Arabe, Chadly Klibi. Genscher rappela avec force la dette de l'Europe à la civilisation islamique et souligna l'importance du Dialogue pour cimenter la solidarité euro-arabe. Il souligna le début en 1973 du Dialogue et l'importance du volet politique qui ne devait pas être ignoré - autrement dit la politique anti-israélienne de la CE au Moyen-Orient, qui soutenait tout l'édifice économique de la Coopération Euro-Arabe. Les deux parties du Dialogue – recommandait Genscher – devaient toujours se souvenir du Mémorandum Conjoint émis au Caire en 1975. Ce document était la Charte du Dialogue et soulignait la vision politique commune des Arabes et de la CE qui ensemble luttaient pour la création d'une relation spéciale entre les deux groupes. *« Nous Européens, nous avons parlé fort et de façon convaincante pour une reprise du Dialogue Euro-Arabe dans la Déclaration de Venise du 13 Juin 1980. Depuis lors, les différents groupes de travail intégrés au Dialogue sont devenus plus actifs et les projets pour le futur sont maintenant prometteurs »*¹² .

Dans la Déclaration de Venise, la CE s'était totalement alignée sur les exigences politiques arabes concernant Israël. Elle avait affirmé les droits nationaux des Palestiniens, *« qui n'étaient pas seulement des réfugiés »* (art.6). L'article 7 exigeait la participation de l'OLP aux négociations. Dans l'article 8, *« les Neuf soulignaient qu'ils n'accepteront aucune initiative unilatérale visant à changer le statut de Jérusalem. »* Dans l'article suivant : *« Les Neuf soulignent le devoir pour Israël de mettre fin à l'occupation territoriale qu'il a maintenu depuis le conflit de 1967, comme il l'a fait pour une partie du Sinaï. Ils sont profondément convaincus que les villages (settlements) israéliens constituent un obstacle sérieux au processus de paix au Moyen Orient. Les Neuf considèrent que ces villages, comme les modifications de population et de propriété dans les territoires arabes occupés, sont illégaux par rapport à la loi internationale. »*

Au cours du Symposium les orateurs des deux parties présentèrent divers exposés liés à l'intégration des deux civilisations. Les participants furent répartis en trois groupes de travail. Le premier examina les perspectives d'avenir des échanges culturels. On y discuta des accords entre universités, des échanges d'étudiants et de professeurs dans tous les domaines culturels, et de la diffusion en Europe des publications

arabes. Les domaines de cette coopération culturelle devaient être définis par un Accord culturel général entre la Ligue Arabe et la Communauté Européenne. A l'intérieur de ce contexte des domaines plus spécialisés seraient délimités. Un petit comité conjoint dans le cadre du Dialogue serait créé et mandaté pour surveiller l'application et la conformité de ces accords avec les buts visés, il examinerait les nouveaux projets et leur exécution. Le groupe de travail suggéra divers projets qu'on résumera ici:

1. La publication bi-annuelle d'un journal Euro-Arabe destiné à faire connaître au public européen, le développement culturel et intellectuel du monde arabe.

2. Le renforcement des contacts et de la coopération intellectuelle par des accords et des échanges entre des syndicalistes arabes des différentes professions et leurs semblables européens. Le côté arabe proposa tout particulièrement des accords avec l'union des Ecrivains et des Editeurs arabes, des rencontres périodiques entre les syndicats européens et arabes de la Radio et de la Télévision et entre des Associations de producteurs de films et des acteurs.

3. La programmation de séminaires entre petits groupes de spécialistes sur différents thèmes tels que l'historiographie arabe, le dialogue religieux, la publication de livres, la formation des libraires, l'investigation du contenu des livres scolaires à tous les niveaux concernant l'histoire des deux régions.

Le second groupe de travail se consacra aux : *« Conséquences de la Migration des Travailleurs et des Intellectuels »*. Les participants constatèrent que l'immigration arabe se transformant en résidence permanente, l'exécution de la Déclaration de Damas (décembre 1978), était désormais insuffisante pour la situation en 1983. Il fallait notamment compléter l'article stipulant les droits du migrant arabe et des membres de sa famille, à jouir dans les pays européens, de l'égalité de traitement en matière de logement, de travail, de salaires, de droits économiques, d'association, et de libertés publiques fondamentales. Des mesures politiques et des programmes *« propres à assurer l'exécution de ces principes furent planifiés afin d'assurer le maximum de prestations aux migrants et un maximum de bénéfices pour les pays d'origine et d'accueil dans un esprit de franche coopération parmi les pays engagés dans le Dialogue »*.

« Il fut recommandé que l'intégration sociale des immigrés et de leurs familles fut facilitée dans les pays d'accueil par :

a. l'octroi de droits égaux dans le logement, le travail, le système éducatif, la formation professionnelle et l'apprentissage,

b. rendre le grand public plus conscient du milieu culturel des immigrés par la promotion par exemple des activités culturelles des communautés immigrées,

c. fournir des informations adéquates sur la culture des communautés immigrées dans les programmes scolaires,

d. créer des facilités spéciales d'enseignement et de forma-

tion pour les fonctionnaires en relations avec les immigrés, médecins, policiers, enseignants, travailleurs sociaux, etc. »

Les immigrants arabes devaient avoir également accès aux mass media afin de leur assurer des informations régulières dans leur propre langue, sur leur culture et sur les conditions de vie des pays d'accueil. Il fut également recommandé « *d'élargir la coopération entre les groupes d'immigrés et la population nationale et de prendre des mesures pour augmenter la participation des groupes d'immigrants dans les activités syndicales et d'explorer leur participation dans la vie politique.* » Le sixième point recommandait aux pays arabes d'origine de renforcer leur soutien culturel aux immigrés arabes en Europe et de renforcer la coordination pour soutenir les efforts des communautés arabes pour promouvoir la langue et la culture arabes en Europe.

Le troisième groupe de travail examina la coopération dans le domaine de l'enseignement de l'arabe et des langues européennes. Ce groupe souligna que cette question était de la plus haute importance car elle constituait un principe de base du Dialogue Euro-Arabe. Les décisions du Séminaire de Venise (1977) furent complétées par celles du Symposium de Hambourg (1983). On réitéra la nécessité de diffuser en Europe la langue et la culture arabes par les pays arabes et leurs institutions spécifiques ainsi que par des Centres culturels Euro-Arabe dans les capitales européennes. Il fallait enseigner l'arabe aux enfants immigrés, assurer la publication et la distribution de journaux et de livres arabes destinés à un public cultivé européen afin de donner un tableau objectif et séduisant de la civilisation islamique. Un programme d'exécution de toutes les activités examinées fut planifié sur cinq ans.

À la lecture des actes de ces nombreux symposiums, l'on est frappé par la différence de discours entre les deux parties. Les Européens adoptent un langage prudent, admiratif et flatteur envers l'islam. Des hommages excessifs sont rendus à la grande civilisation islamique à laquelle s'abreuva celle de l'Europe dans toutes ses composantes (Hans-Dietrich Genscher, ministre allemand des Affaires Étrangères, Symposium de Hambourg, 1983). De plates et humbles excuses sont formulées pour la colonisation et les préjugés européens anti-arabes. Du côté arabe, par contre, le ton est celui d'un maître qui fustige et enseigne, sûr de la tolérance, de l'humanisme et de la grandeur de sa civilisation, source spirituelle et scientifique de l'Europe. Les reproches ne manquent pas, notamment concernant l'insuffisance des mesures européennes contre Israël, point central et essentiel sur lequel s'est bâtie toute l'infrastructure du Dialogue. Les discours arabes martèlent en termes venimeux (l'usurpation sioniste, la main sioniste brandie pour tuer le peuple arabe dans chaque pays, politique raciste institutionnalisée) l'obligation des Européens de sévir contre Israël, ils leur rappellent le devoir de reconnaître et

d'enseigner au niveau universitaire, la grandeur et la supériorité de la civilisation islamique et de l'islam. Des prédicateurs exposent l'origine islamique du judaïsme, du christianisme et de toute l'humanité, née musulmane dans sa pureté originelle.

L'alignement de la Communauté européenne

On peut sans hésiter affirmer que le Dialogue Euro-Arabe transforma en trente ans (1973-2002) la civilisation européenne, donnant naissance à une culture hybride: Eurabia. On énumérera ici les conséquences du Dialogue.

Au plan politique la CE s'est totalement alignée sur les directives concernant Israël formulées par la Ligue Arabe dès 1970 comme on le constate dans la Déclaration des Neuf sur le Moyen-Orient (Londres, 29 juin 1977) et le Discours prononcé par M. Simonet, ministre belge des Affaires étrangères, et président de la C.E.E. aux Nations Unies (New York, 26 septembre 1977). Certaines de ces déclarations répètent mot pour mot celles émises par la 2^e Conférence islamique de Lahore (1974).

Ainsi, le Conseil Européen (Londres, 29 juin 1977) précisait dans l'article 2 de sa Déclaration :

- l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force
- la nécessité pour Israël de mettre fin à l'occupation territoriale qu'il maintient depuis le conflit de 1967
- la reconnaissance que, dans l'établissement d'une paix juste et durable, il devra être tenu compte des droits légitimes des Palestiniens.

Dans son article 3, on lit :

*« Les Neuf sont convaincus qu'une solution du conflit au Moyen-Orient ne sera possible que si le droit légitime du peuple palestinien à donner une expression effective à son identité nationale se trouve traduit dans la réalité qui tiendra compte de la nécessité d'une patrie pour le peuple palestinien. Ils considèrent que les représentants des parties au conflit, y compris le peuple palestinien, doivent participer aux négociations d'une manière appropriée, à définir en consultation entre toutes les parties intéressées. Dans le cadre d'un règlement d'ensemble, Israël doit être prêt à reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien. De même la partie arabe doit être prête à reconnaître le droit d'Israël à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues ».*¹³

Cette déclaration avait été préparée par la session de la Commission Générale du DEA de Tunis (10-12 Février 1977) et confirmée par la troisième session de la Commission Générale (Bruxelles, 26-28 octobre 1977) dont l'article 9 énonce que la partie arabe a répété que le moment était venu pour les Neuf de reconnaître comme représentant légitime du peuple palestinien l'Organisation de Libération de la Palestine qui a été reconnue comme telle par tous les États arabes, par la plupart des autres pays ainsi que par les Nations Unies.

Le 26 septembre 1977, M. Simonet, ministre belge

des Affaires étrangères et président du Conseil de la C.E.E. avait déclaré à l'Assemblée Générale de l'O.N.U. à New York, que le conflit du Proche-Orient devra être fondé sur les résolutions 242 et 338 (1973) :

« ainsi que sur les principes de base suivants : d'abord, l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force ; ensuite, la nécessité pour Israël de mettre fin à l'occupation territoriale qu'il maintient depuis le conflit de 1967 ; puis le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque État de la région et de son droit de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues ; et enfin, la reconnaissance que, dans l'établissement d'une paix juste et durable, il devra être tenu compte des droits légitimes des Palestiniens .

Les Neuf continuent également à penser qu'une solution au conflit ne sera possible que si le droit légitime du peuple palestinien à donner une expression effective à son identité nationale se trouve traduit dans les faits. Ce qui tiendrait compte bien sûr de la nécessité d'une patrie pour le peuple palestinien...

Il convient de rappeler ici que les Neuf ont fait part publiquement de leurs inquiétudes devant les mesures illégales prises récemment par le gouvernement d'Israël dans les territoires occupés...

*Dans cette attente, les Neuf réaffirment le souci qu'ils ont eu l'occasion d'exprimer à différentes reprises aux parties, que celles-ci s'abstiennent de toute déclaration et de l'adoption de toute mesure administrative, législative, militaire ou généralement quelconque constituant un obstacle au processus de paix ».*¹⁴

Concernant Jérusalem, le communiqué final publié à l'issue de la deuxième session de la Commission Générale (Tunis 10-12 février 1977) déclarait que *« la partie européenne... a marqué également son opposition à toute initiative tendant à modifier unilatéralement le statut de Jérusalem. La partie arabe a dit combien elle appréciait cette attitude »*. Cette prise de position fut réitérée par l'article 10 de la déclaration publiée à l'issue de la quatrième session de la Commission Générale du DEA (Damas, 9-11 décembre 1978).

Ces prises de position faisaient fidèlement écho à la Déclaration rendue publique par la deuxième Conférence islamique de Lahore (24 février 1974) :

« 1. La cause arabe est celle de tous les pays qui s'opposent à l'agression et qui n'admettent pas que l'usage de la force soit récompensé par l'obtention de territoires ou par tout autre gain.

2. Un appui total et efficace devrait être accordé aux pays arabes pour leur permettre de recouvrer, par tous les moyens disponibles, tous leurs territoires occupés.

4. La restauration de la plénitude des droits nationaux du peuple palestinien sur sa patrie est la condition primordiale et fondamentale à l'établissement d'une paix durable fondée sur la justice.

7. La Conférence note avec satisfaction les efforts constructifs déployés par les Églises chrétiennes partout dans le monde et

dans les pays arabes, notamment au Liban, en Egypte, en Jordanie et en Syrie, pour expliquer la cause palestinienne à l'opinion publique internationale et aux conférences religieuses mondiales et pour obtenir leur appui à la souveraineté arabe sur Jérusalem et les autres Lieux saints de Palestine.

*8. Toute mesure prise par Israël pour changer le caractère des territoires arabes occupés, et en particulier de la Ville Sainte de Jérusalem, est une violation flagrante du droit international et une atteinte aux sentiments des États membres de la Conférence islamique et du monde islamique en général ».*¹⁵

La porte ouverte à l'islamisme

Alors que la CE n'offre à Israël qu'un verbiage qui ne peut qu'être insignifiant pour les civilisations du djihad – paix juste et durable, frontières sûres et reconnues – elle exige de l'État hébreu des faits concrets : cession de territoires, arabisation de Jérusalem, création de la Palestine arabe sur le territoire dévolu originellement à l'État d'Israël, et l'obligation pour Israël de négocier avec Arafat, chef terroriste avéré jusqu'aux accords d'Oslo, reconverti au djihad durant le processus qui s'en est suivi. Reprenant la rhétorique arabe concernant la création d'un État palestinien (le second après la Jordanie, créée en 1921 par les Anglais) la CE, s'alignant sur les exigences de la Ligue Arabe, reconnut Arafat comme son seul représentant. Elle conféra ainsi, une honorabilité et une légitimité au père du terrorisme international et à l'ennemi irréductible de l'État d'Israël.

La CE exigea le retour d'Israël sur les lignes d'armistice de 1948 en feignant de croire à la viabilité d'un tel État. Son refus de reconnaître le droit d'Israël à sa capitale, Jérusalem, implique une délégitimation et une négation de l'histoire du peuple juif dont l'Europe du fait de ses origines chrétiennes est pourtant le témoin par excellence. La CE adopta l'obsession pathologique arabe conférant à Israël une centralité maléfique, qui éclipa tous les événements de la planète. Elle l'instrumentalisa comme clé d'explication et de politique internationale, faisant du conflit israélo-arabe sa priorité absolue, aveugle aux dangers menaçant sa sécurité et son devenir. C'est ainsi qu'elle abandonna les chrétiens du Liban aux massacres des Palestiniens, et les chrétiens du monde islamique aux persécutions de la dhimmitude. La libération d'Israël, minuscule portion des territoires qui furent colonisés par les Arabes en Asie, Afrique et Europe par la guerre et la force, provoqua une paranoïa qui masqua les souffrances de millions de victimes des djihads modernes. En s'engageant dans la guerre arabo-islamique contre Israël, l'Europe récuse toutes ses valeurs et le fondement même de sa civilisation.

Sur le plan démographique européen, la politique d'immigration de la CE encouragea le souhait islamiste d'islamiser l'Europe, et lui donna des bases très concrètes. Les chiffres réels de cette immigration furent dissimulés au public comme s'ils constituaient

un secret d'État. L'exportation dans les pays d'accueil, de la culture des immigrés, faveur exorbitante et unique dans l'histoire de l'immigration, fut intégrée dans les accords entre la CE et la Ligue Arabe comme un droit inaliénable des immigrés. Il constitua un obstacle à leur intégration, d'autant plus que les liens avec les pays d'émigration furent encouragés et maintenus au maximum par des accords culturels, politiques et économiques et par une collaboration et des échanges au niveau universitaire et international. Les Saint-Just européens de l'antiracisme réussirent à éliminer toute discussion concernant l'insécurité, la criminalité et le fanatisme religieux de certains milieux d'une population qui refusait l'intégration. Cette politique de l'autruche fut soutenue par les appareils de pouvoir de toutes tendances politiques et religieuses.

L'infrastructure culturelle du DEA permit d'importer en Europe le bagage culturel traditionnel de préjugés anti-chrétiens et anti-juifs, contre l'Occident et Israël, des peuples et de la civilisation du djihad. C'est dans ces années là que le thème du djihad fut réveillé pour alimenter un activisme terroriste. Des milieux de l'immigration s'en firent les vecteurs et les diffuseurs en Europe, avec le silence complice des universitaires, des politiciens et de tout l'appareil culturel du DEA. La déconsidération de la culture judéo-chrétienne « infidèle » s'exprima dans l'affirmation de la supériorité de la civilisation islamique, à laquelle se seraient humblement abreuvés les savants européens. Ni les centres du savoir répartis dans l'Europe latine et byzantine pour le Moyen Age, ni dans les siècles suivants, la création de l'imprimerie, essentielle à la diffusion du savoir, ni les découvertes scientifiques de l'Europe et leurs applications technologiques, ni l'évolution novatrice de ses institutions juridiques et politiques, ni sa richesse artistique et culturelle, ne peuvent entamer l'axiome de son infériorité par rapport aux Arabes, créateurs de la science et des arts. Cette absurdité, répétée obséquieusement par nos ministres européens constitue, en fait, un axiome religieux du monde arabe qui ne reconnaît aucune supériorité aux civilisations infidèles. Les termes même «civilisation judéo-chrétienne» sont refusés par les musulmans fondamentalistes¹⁶ qui n'admirent qu'une seule civilisation, la civilisation islamique qui englobe, par Abraham – prophète musulman – les juifs et les chrétiens. C'est pourquoi nos ministres ne parlent plus de civilisation judéo-chrétienne mais de civilisation abrahamique. D'ailleurs le judaïsme et Israël polarisent une telle haine que l'Europe se rallie volontiers à l'abrahamisme qui joue le rôle d'escamotage du judaïsme.

La vague d'expansionnisme culturel et religieux arabe, qui emporte l'Europe est intégrée dans la fonctionnalité du DEA. L'UE répudie ainsi ses racines juives et rejette le christianisme parce qu'il en est issu. L'ablation de la mémoire historique de l'Europe, pour y gref-

fer la conception arabo-islamique de l'histoire, permet aujourd'hui la diffusion d'une sorte de pseudo-culture négationniste et culpabilisante, où la vénération du mythe andalou remplace la connaissance des invasions dévastatrices musulmanes. L'obséquiosité des universitaires soumis à un pouvoir politique entièrement dominé par le matérialisme économique, rappelle les pires périodes du déclin de l'intelligence. La censure de la pensée, la suppression de la liberté intellectuelle, importées des pays musulmans dans l'emballage d'une culture de haine contre Israël, conduit aujourd'hui à l'exclusion et au boycott des universitaires israéliens par leurs collègues d'Europe.

L'antisémitisme/antisionisme arabe fut implanté en Europe dans le cadre conceptuel agencé par le DEA, et sa planification d'«un mouvement d'opinion» pour soutenir la politique arabe. Le monde arabo-islamique téléguidait l'Europe pour en faire l'exécutrice de sa politique de destruction d'Israël. Les directives approuvées par les plus hautes autorités politiques, universitaires et religieuses engagées dans le DEA, impliquaient les médias, les télévisions, les radios, la presse, les universités, les diverses activités culturelles. Les thèmes majeurs de cette culture de la haine furent empruntés au monde arabe où ils étaient déjà diffusés dès les années 1950. Les principaux sont: 1. le négationnisme concernant la Shoa, 2. l'accusation de son instrumentalisation comme moyen de chantage sur l'Europe en faveur d'Israël, 3. la délégitimation de l'État hébreu, 4. l'occultation de son histoire transférée aux Arabes palestiniens, 5. le culte de la destruction d'Israël comme source de rédemption du monde, 6. le boycott culturel d'Israël et son isolement sur la scène internationale – politique qui réactivait le statut du Juif en Chrétienté et celui du *dhimmi* dans l'islam, 7. l'absurde inculpation de l'Europe pour la résurgence d'Israël.

L'engrenage induit par le DEA conduisit la CE à tolérer les terroristes palestiniens sur son propre territoire, à justifier et légitimer passivement leur terreur contre Israël, puis à financer de fait l'infrastructure terroriste palestinienne devenue « autorité palestinienne », et l'éducation de la haine dans ses écoles. L'UE a été l'un des plus grands donateurs de l'UNRWA, auquel elle a fourni 38% de son budget. De 1994 à 1997 l'aide européenne s'est élevée à 1,68 milliard d'euros. En 1998, des aides supplémentaires furent planifiés sur cinq ans.

C'est en 2000-2002 qu'Eurabia a peut être effacé Europa. En Eurabia la conception islamique de l'histoire a effacé le souvenir de l'institution du djihad, de la dhimmitude qui a régi les relations des musulmans avec les non-musulmans du VII^e siècle à nos jours. La culture d'Eurabia présente aujourd'hui une combinaison d'animosité anti-juive, anti-chrétienne et anti-américaine. Les hommes politiques et les intellectuels qui ont mené aux forceps la naissance de cette

nouvelle entité politico-culturelle ont nié la vague de diffamation et d'attaques contre les Juifs en Europe, vague qu'ils ont eux-même rendue possible et attisée de façon irresponsable depuis 30 ans. Ils négligent la réalité de l'antisémitisme comme ils ont négligé les atteintes aux droits fondamentaux des citoyens européens par des courants idéologiques qui ont ouvert la porte à la délinquance et à la menace terroriste, qu'ils ont laissé s'installer impunément dans leur pays. Le silence et la négligence des pouvoirs publics en France face à la vague d'agression antisémite durant les années 2000-2002 n'est que la face émergée de l'iceberg d'une politique globale. Sur tout le territoire d'Eurabia couvert par les accords du DEA l'on retrouve la même uniformité de pensée, les mêmes tabous et les mêmes censures dans les universités et les appareils d'information, les mêmes contre-vérités historiques et politiques érigées en dogme, la même tactique d'obstruction des éditeurs et des libraires, le même culte de valeurs destructrices des libertés civiles et intellectuelles, la même démonologie des Juifs et d'Israël, la même culpabilisation des Juifs et des Chrétiens à l'égard du monde arabo-islamique. Quand les futures générations se pencheront étonnées sur la mort d'Europa, elles découvriront que les armes qui ont provoqué sa disparition furent l'intérêt économique et l'hostilité envers Israël. Le DEA qui lia les stratégies politiques arabes de la destruction d'Israël à l'économie européenne, fut le cheval de Troie de cette dérive de l'Europe vers la sphère d'influence et de pouvoir arabo-islamique. Les apprentis sorciers ont ouvert la voie à un futur inquiétant. ■

1. Saleh A. Al-Mani, *The Euro-Arab Dialogue. A Study in Associative Diplomacy*, ed. : Salah Al-Shaikhly, Frances Pinter (Publishers), Londres, 1983, p.48. Voir aussi sous la direction de Jacques Bourrinet, *Le Dialogue Euro-Arabe*, Economica, Paris 1979.
2. Documents d'Actualité Internationale (ci-après DAI), 1974, n°1, pp.2-3.
3. Voir Al-Mani, pp.70-73 ;111 ; Bourrinet, p. 4. Analysant la formule du DEA, John Waterbury écrit : « *Le marchandage éventuel se déroulera sous forme d'un troc : les revendications politiques arabes contre les objectifs économiques européens.* », *ib.*, p.25. Voir aussi Françoise de la Serre, « *Conflit du Proche-Orient et Dialogue Euro-Arabe : La Position de l'Europe des Neuf.* » dans *ib.*
4. DAI, 1974, Conférence des Chefs d'État Arabes (Alger, 26-28 novembre 1973) Déclarations : de politique Générale (Alger, 28 novembre 1973) (Source : Conférence des Chefs d'État arabes, en français), n°7, pp.122-26.
5. Voir la 2^e Conférence islamique, Lahore, 24 février 1974, dans DAI, 1974, n° 14, pp. 274-81.
6. Al-Mani, pp.70-73.
7. *Ib.*, pp. 65-66, 69. La Déclaration officielle dans le DAI, 13 mai 1979, n° 19 donne une autre formulation.
8. Ce numéro de DAI, ayant disparu de la collection à la Bibliothèque du Palais des Nations à Genève, la référence ci-après est celle de Bourrinet, pp.331-35 : DAI 1977, n°16-17, pp. 315-319.
9. Edmond Völker, ed., *Euro-Arab Cooperation*, Europa Instituut, University of Amsterdam, Amsterdam, The Netherlands, A.W. Sijthoff, Leyden, 1976, p. 179.
10. *Euro-Arab Dialogue. The Relations between the two cultures. Acts of the Hamburg symposium April 11th to 15th 1983. English version* ed. by Derek Hopwood, Croom Helm, Londres,1983, voir les recommandations du Séminaire de Venise, pp. 317-323.
11. *Ib.*, pp.320-21.
12. *Ib.*, p.19.
13. DAI, 2 septembre 1977, n°35, Conseil Européen (Londres, 29-30 juin 1977) 137. Déclaration des Neuf sur le Moyen-Orient (Londres, 29 juin 1977) (Source : Ministère des Affaires étrangères) Textes Officiels, pp.666- 67.
14. *Ib.*, 1977, n° 44, O.N.U. Assemblée Générale, Texte Officiel, pp.854-55.
15. *Ib.*, 1974, n°14, La 2^e Conférence islamique. 50. Déclaration finale (Lahore, 24 février 1974) pp. 275-76.
16. Le refus du terme « judéo-christianisme » a été souvent exprimé oralement, Bruno Etienne mentionne ce refus, voir *La France et l'islam*, Paris, 1989, Hachette, p.189.

COTISATION 2003

Cotisation annuelle 2003 (trois numéro par an) 22 €

Cotisation de soutien (à partir de 100 €)

Nom, prénom :

adresse :

.....

Montant :

Date :

email (facultatif) :

(chèques à l'ordre de l'*Observatoire du monde juif*, précisez à partir de quel numéro)

Votre cotisation vous permettra de recevoir le Bulletin publié par l'Observatoire du monde juif et d'être informé de toutes les manifestations organisées par l'Association.

La nouvelle campagne de boycott d'Israël

Pétitions « progressistes » et *fatwas* antijuives

ITSHAK LANDAU, CHERCHEUR

D'étranges listes circulent en France depuis quelques mois. Diffusées par internet, reproduites, photocopiées et distribuées sous forme de tracts lors de diverses manifestations publiques, elles énumèrent des marques de biens de grande consommation et de produits agro-alimentaires, qualifiés tantôt de « produits sionistes », de « produits israéliens », ou encore de « marchandises juives ». Ces listes émanent de sources diverses, dont le dénominateur commun est l'hostilité à l'État juif, désigné comme ennemi au nom du droit international, des règles du djihad et de la jurisprudence islamiste, ou des deux à la fois. Le présent article vise à décrire les mécanismes de cette campagne de boycott, et les liens idéologiques entre les différents acteurs de cette campagne.

Rappel historique : du boycott arabe au boycott « ciblé » de l'extrême-gauche israélienne

Le boycott d'Israël n'est pas nouveau. Dès les années 1950, les États membres de la Ligue arabe avaient créé un bureau du boycott, afin de dissuader les entreprises occidentales de commercer avec Israël. Les activités de ce bureau n'ont jamais totalement cessé, malgré le processus de paix israélo-arabe et l'établissement des relations diplomatiques entre Israël et certains États arabes. Mais la campagne actuelle de boycott d'Israël n'a pas uniquement pour origine les ennemis de l'État juif, mais également, et de manière paradoxale, certains groupes politiques à l'intérieur même d'Israël, qui ont choisi le boycott comme arme politique pour faire avancer leurs thèses « pacifistes ». C'est ainsi que, depuis le milieu des années 1990, des organisations israéliennes liées à la mouvance pacifiste d'extrême-gauche ont appelé au boycott des produits fabriqués dans les « territoires » de Judée-Samarie et de Gaza, pour « mettre fin à l'occupation », cause selon eux du conflit israélo-arabe.

Il est difficile d'établir la chronologie exacte des différentes étapes de cette nouvelle campagne, le thème du boycott n'ayant jamais véritablement disparu de l'ordre du jour des organisations hostiles à Israël. Mais il est certain que le boycott d'Israël est réapparu récemment sur le devant de la scène française et internationale, au cours des deux années de la « seconde Intifada ». Le phénomène le plus intéressant auquel on a alors assisté a été le glissement du boycott « ciblé » - qui ne visait que les produits fabriqués dans les « territoires » (Judée, Samarie, bande de Gaza, mais aussi le plateau du Golan) - au boycott « global » qui vise l'ensemble des produits israéliens, puis au boycott visant indistinctement les Juifs et les « marchandises juives ». Un autre aspect du boycott d'Israël, qui n'entre pas dans le cadre de notre étude, est celui des relations scientifiques avec Israël.

Analyse de textes : les listes de boycott et les fatwas islamistes

Le corpus des textes analysés est constitué de listes et de *fatwas* diffusées au cours de l'année 2002, sur internet et par voie de tracts. Nous avons indiqué lorsque c'était possible l'origine du texte, certains tracts n'étant pas signés.

Une liste non signée distribuée au congrès de l'Union des Organisations islamiques de France (UOIF) au Bourget en mai 2002 se présente comme la « liste officielle du comité de boycott des produits sionistes ». Cette liste énumère des sociétés et des marques, principalement américaines, accusées de soutien au « sionisme » ou à l'État d'Israël. En premier lieu figure Coca Cola car, est-il expliqué, « à partir de 1966 Coca Cola a toujours été un grand défenseur de la cause israélienne ». On en veut pour preuve le fait que Coca Cola ait été « présent sur le marché israélien depuis 30 ans et ait refusé de participer au boycott économique d'Israël » instauré par la Ligue arabe. Le groupe Danone est cité en second lieu, accusé d'avoir « renforcé l'économie d'Israël ». Parmi les autres sociétés mentionnées dans cette liste, Estée Lauder dont le Président, Ronald Lauder, est un « fervent sioniste » dont les « activités ont été répertoriées par les Américains musulmans pour Jérusalem, association qui a appelé au boycott en février 2001 » ; Marks et Spencer, qui est « depuis sa création inextricablement liée au sionisme » ; et le groupe Nestlé, qui détient une participation majoritaire dans la chaîne alimentaire israélienne Osem.

Plusieurs tracts ou sites internet expliquent comment repérer les produits israéliens dans les supermarchés grâce à leur code barre, commençant par le chiffre 729. L'association France Palestine Solidarité diffuse un tract intitulé « Halte à l'occupation, gel de l'accord d'association Europe/Israël – boycott des produits israéliens ». Ce tract appelle à ne plus acheter les « produits dont le code barre commence par 729, et les produits frais distribués sous label JAFFA et CARMEL ».

Le site islamiya.net comporte une liste des produits à boycotter, qui reprend les sociétés citées dans la « *liste officielle du comité de boycott* » mentionnée plus haut, et en ajoute d'autres. Aux côtés de Coca Cola, Danone et Nestlé, on trouve ainsi le groupe Procter & Gamble, accusé de « *posséder une succursale à Tel Aviv* », et le groupe Colgate, dont l'unique « *crime* » est de « *participer à un programme de santé dentaire en Israël* »... Cette liste énumère pour chaque groupe cité les noms des marques correspondantes, (Bonux, Vizir, Pampers, Tampax, Zest, Palmolive, Tahiti...). L'explication suivante figure sous le nom de la société cosmétique Revlon : « *son financier, Ronald Perelman, apporte son aide financière au « Centre Simon Wiesenthal » qui supporte (sic) ostensiblement Israël. Ce centre, très influent, compte près de 380 000 membres aux États-Unis, tous juifs, il prône la Shoà comme justification de l'État d'Israël* »... (Le Centre Simon Wiesenthal a en réalité pour objet la lutte contre l'antisémitisme). Cette liste et les commentaires qui l'accompagnent sont visiblement traduits de l'anglais et ont été établis par des associations islamistes aux États-Unis ou en Angleterre.

Le site islamiya.net renvoie également à la *fatwa* du cheik Al Qaradawi, dont il cite des extraits. Le texte intégral de cette *fatwa*¹ se trouve sur le site islamophile.org. Il était également distribué sous forme de tract au congrès de l'UOIF au Bourget. L'analyse de cette *fatwa* illustre la façon dont le boycott est compris dans la perspective islamiste. Le cheik Al Qaradawi est un représentant du courant islamiste des Frères musulmans, auteur de nombreuses *fatwas* qui sont diffusées dans les pays occidentaux, notamment par le biais d'internet. Il préside le « *Conseil européen de la fatwa* », mis sur pied par l'UOIF et l'Institut musulman des sciences humaines de la Nièvre, qui forme les imams au niveau européen. Ce conseil a pour but de « *permettre aux musulmans de vivre selon les règles de la charia en terre infidèle* »¹.

Nous reproduisons ci-dessous les passages les plus significatifs de cette *fatwa*.

« *Fatwa sur le boycott des marchandises israéliennes et américaines. A la lumière du Livre, de la Sunnah et du consensus de la Ummah.*

C'est un djihad (lutte sainte dans le sentier d'Allah) que de libérer les terres islamiques des mains de leurs agresseurs ou colonisateurs. Ce sont des ennemis de l'islam... La Palestine est la terre de la première Qibla des musulmans... c'est la terre d'Al-Aqsâ, une terre bénie. Les colonisateurs éprouvent la plus grande hostilité envers les croyants, et ils sont appuyés par la première puissance mondiale – les États-Unis, et par la communauté mondiale juive...

Nous devons tous nous unir contre cet ennemi. Nous sommes unis sous l'étendard de l'islam... Nous devons aider ceux qui nous appellent au nom de la religion. Le vecteur de ce soutien est un boycott total des marchandises des ennemis. Chaque riyal, chaque dirham employé pour acheter leurs marchandises peut se transformer par la suite en une balle

enflammée tirée dans le cœur de nos frères et de nos enfants en Palestine...

Les marchandises américaines, tout comme les marchandises israéliennes, sont illicites. Les États-Unis sont aujourd'hui le deuxième Israël... Arabes et musulmans doivent boycotter toutes les compagnies qui prennent parti pour le sionisme et soutiennent Israël quelle que soit la nationalité d'origine de la compagnie...

Le boycott est une arme très puissante... Il fut utilisé par les Compagnons du Prophète pour combattre les païens de Médine. Plus récemment nous avons vu des nations utiliser le boycott dans le combat pour se libérer du colonialisme.

Si chaque juif dans les quatre coins du globe se considère comme un soldat et fait de son mieux pour soutenir « Israël », il est certain que chaque musulman qui dépense de son âme et de son argent pour la Palestine est un soldat qui œuvre pour libérer Al-Aqsâ. Le moins que le musulman puisse faire c'est de boycotter les marchandises des ennemis... ».

La conception islamiste du boycott

Les extraits cités ci-dessus illustrent la conception islamiste du boycott, arme que les musulmans ont l'obligation d'utiliser contre les « *ennemis de l'islam* ». Ces ennemis sont définis tantôt comme les colonisateurs de la Palestine, les Américains et les sionistes, puis comme la « *communauté mondiale juive* ». Le boycott est quant à lui défini comme une obligation juridico-religieuse découlant des règles du djihad. Cette *fatwa* illustre la conception islamiste du monde, dans laquelle aucune distinction n'est faite entre les référents « *Israël* », « *sioniste* » et « *juif* ». Dans la représentation islamiste du monde, il n'existe aucune différence entre les tribus juives de Médine à l'époque du Prophète, les habitants de l'État d'Israël moderne et les citoyens de religion juive aux États-Unis ou en France... Tous sont désignés comme des « *ennemis de l'islam* », au nom d'une conception manichéenne et simpliste qui est au fondement même de la vision islamiste du monde. Dans cette perspective, la thématique traditionnelle de l'antisémitisme occidental et celle de l'antisémitisme sont intégrées au discours islamiste, qui fait référence à la « *communauté mondiale juive* » comme à une entité indivise (thématique renvoyant au mythe des *Protocoles des Sages de Sion*, très diffusés on le sait dans le monde arabe). Cette pensée amalgamante encourage tous les musulmans à se considérer comme des soldats de l'islam et à combattre les Juifs, eux-mêmes qualifiés de « *soldats* » qui soutiennent Israël aux « *quatre coins du monde* »... On notera que le boycott est justifié à la fois au nom de la lutte contre le colonialisme (argument « *progressiste* » que l'on retrouve dans les tracts du CAPJPO et des autres associations propalestiniennes) et au nom du précédent historique de la lutte contre les païens de Médine... Cette double référence illustre l'absence totale de distanciation historique du discours islamiste, dans lequel le présent et le passé s'interpénètrent.

trent et se confondent. Pour l'auteur de cette *fatwa*, il n'existe aucune distinction entre les conflits actuels et les faits et gestes du Prophète rapportés par les textes sacrés de l'islam. Toute frontière historique est abolie par ce discours amalgamant qui invite les musulmans dans la France du vingt et unième siècle à participer à la lutte contre les Juifs en invoquant le précédent de Médine qui remonte au VII^e siècle...

Cette confusion entre « Israéliens » et « Juifs » explique le glissement opéré dans les listes du boycott, depuis les produits « israéliens », « américains » ou « sionistes », jusqu'aux « marchandises juives » (ce dernier terme figure dans la *fatwa* du Cheik Al Qaradawi). Ainsi une liste de boycott anonyme distribuée à Paris en septembre 2002² énumère des noms d'artistes français, comme « Patrick Bruel, Enrico Macias, M. Boujenat (sic), P. Timsit, Arcady », dont le point commun est d'être d'origine juive, et affirme que « ces gens sont anti-arabes ». Ce même tract recommande de boycotter les magasins Tati au motif que « la famille Ouaki, qui est propriétaire de Tati, verse l'impôt de guerre à l'armée israélienne », ainsi que les magasins d'optique Afflelou pour la même raison. Ce tract porte en titre : « Boycotez (sic) les produits de ceux qui nous tuent et tuent nos frères : produits américains, britanniques et israéliens – boycotez le parti socialiste « sionniste » aux élections » (sic). Une autre liste de boycott, figurant sur le site Dounia News (www.chez.com/dounia) qui est domicilié à Bruxelles, affirme quant à elle que « Coca Cola et Pepsi financent l'installation de nouveaux sionistes en Israël », et mentionne parmi les produits à boycotter les chocolats Jacob Suchard, ce dernier étant qualifié de « haut fonctionnaire sioniste », ainsi que les médias FR2, RTL, Europe 1, Libération et le Monde... Le caractère proprement délirant de ces deux dernières listes illustre l'aspect irrationnel de la haine antijuive.

Une autre *fatwa* du Cheik Al Qaradawi sur le boycott des produits américains et israéliens figure sur le site aslim-taslam.com. Le texte est signé par un certain Abd-ul-Jalil, qui indique que la *fatwa* provient du site islam online. Voici quelques extraits significatifs de cette *fatwa*. « Les musulmans ne sont pas autorisés à se livrer à aucune forme de rapport d'affaires avec les juifs qui, bec et ongles, mènent une guerre contre l'islam et les musulmans. Qu'y a-t-il à attendre de la part de ceux qui ont occupé nos terres, violé la sainteté des sanctuaires et continué en plein jour leur brutale profanation de tout ce qui est islamique ? (...) Par conséquent, nous n'avons aucune arme plus efficace que le boycott des États-Unis et des produits israéliens. C'est pourquoi il est obligatoire aux musulmans de boycotter les juifs économiquement, culturellement et politiquement ». Cette *fatwa* est assortie de nombreuses citations de sourates du Coran (notamment de la Sourate 60, *L'éprouvée*).

Le site anglophone islamonline.net renferme une véritable bibliothèque de *fatwas* sur toutes sortes de sujets, dont beaucoup sont liés à Israël. Particulière-

ment intéressante est la *fatwa* du 10 juillet 2002, rendue par le Dr Hussein Shihata, professeur d'économie islamique à l'université égyptienne al-Azhar. Celui-ci définit le boycott comme l'arme principale du « djihad économique », dont le but principal est « d'affaiblir l'économie des sionistes, des croisés et de leurs alliés ». Le djihad économique est une « obligation légale et une nécessité religieuse ». Ces extraits succints illustrent à nouveau la conception du monde manichéenne et guerrière de l'islam, tel qu'il est interprété par ces exégètes. Les auteurs des *fatwas* citées plus haut ne sont pas inconnus du public musulman européen. Il s'agit d'autorités reconnues en la matière, et leurs *fatwas* ont force de loi pour de nombreux musulmans. Le cheik Al Qaradawi, qui préside le « Conseil européen de la fatwa », est ainsi membre du conseil scientifique du principal centre de formation d'imams en Europe, situé à Saint-Léger-de-Fougeret dans la Nièvre. Le directeur de ce centre se déclarait, il y a quelques mois, en faveur d'un « islam authentique, adapté aux réalités de la société française, c'est-à-dire respectueux des règles de ce pays »². De tels propos rassurants sont loins, on le constate, de la réalité.

Le glissement sémantique et la confusion entre boycott des « produits israéliens » et boycott des « Juifs » sont donc omniprésents dans les *fatwas* sur le boycott. Le risque d'un tel glissement et d'une telle confusion a été perçu par les organisateurs du boycott « progressistes », comme le CAPJPO et les autres organisations pro-palestiniennes. Ainsi, l'appel au boycott des produits israéliens lancé il y a quelques mois en France par plusieurs partis politiques et associations précise que « le boycott des produits de l'apartheid israélien ne saurait justifier ou excuser la moindre manifestation d'hostilité à l'encontre de personnes ou d'établissements juifs, ou susceptibles d'être considérés comme tels par ignorance ou par malveillance ». Cet appel au boycott a été signé notamment par la LCR, les Verts, la Confédération Paysanne de José Bové et les associations ATTAC et Droit au Logement. Mais cette précision est une pure précaution de langage, qui ne s'est traduite par aucune mesure concrète pour se distancier des *fatwas* antisémites comme celles citées plus haut. Les organisateurs de la campagne de boycott « progressiste » savent pertinemment que les islamistes entretiennent la confusion entre « produits israéliens » et « marchandises juives » dans leurs propres listes de boycott. Non seulement ils n'ont pas cherché à combattre cette confusion raciste, sinon en ajoutant une phrase dans leur appel destiné aux médias, mais en réalité ils jouent un rôle objectif de catalyseur de la campagne de boycott parmi la population musulmane en France³. Cette dernière constitue en effet un énorme vivier pour leur propagande politique. La seule association propalestinienne qui s'est à notre connaissance distancée de la campagne de boycott est le MRAP (encore a-t-elle justifié sa décision par des motifs d'efficacité...).

L'importation en France de l'antisémitisme musulman des pays arabes

La campagne actuelle de boycott d'Israël en France illustre ainsi un phénomène relativement nouveau, qui remonte au milieu des années 1990 : l'importation sur le sol français d'un antisémitisme musulman en provenance des pays arabes⁴. Emmanuel Brenner parle à ce sujet de la vague de « *l'antisémitisme qui déferle aujourd'hui sur le monde arabe et touche, par ricochet, la France et ses institutions scolaires...* ». Et il cite le cas d'une *fatwa* appelant au boycott des magasins juifs dans le monde, publiée au Caire en octobre 2000. « *Dans les semaines qui suivirent, ce texte était distribué par des militants islamistes locaux à Lyon et dans ses banlieues* ». Cette vague d'antisémitisme touche en premier lieu le milieu scolaire, mais aussi les universités et le milieu carcéral. Au cours de son enquête réalisée bien avant la récente flambée antisémite en France, le groupe de professeurs de collège et de lycée dirigé par E. Brenner a constaté que les élèves étaient très perméables aux thèmes antisémites véhiculés par la propagande propalestinienne. Un professeur, Iannis Roder, cite le cas d'un élève, qui avait apporté en classe un tract distribué devant l'université Saint Denis, contenant une liste de boycott de produits israéliens pour « *stopper le génocide en Palestine* ». Constatant que cette liste contenait des sociétés dont le seul « tort » était d'avoir des dirigeants d'origine juive, l'élève en question fit remarquer qu'il s'agissait d'un tract antisémite. Iannis Roder donne cet exemple pour inciter les professeurs à développer le sens critique de leurs élèves. Mais pour un élève intelligent, combien se laissent influencer par cette propagande ?

La campagne actuelle de boycott d'Israël menée en France et à l'étranger, sous ses différentes facettes, est

Lancement du «Coca Cola islamique» français

Un homme d'affaires français, d'origine tunisienne, M. Toufik Mathlouthi, le propriétaire de Radio Méditerranée, fait du Coca cola une arme contre les USA et un moyen de soutien à la cause palestinienne. Il lance à l'occasion du Ramadan le «Mecca Cola». Dix pour cent des revenus iront aux différentes causes palestiniennes. Ce nouveau breuvage a été mis en vente en France, Belgique, Allemagne, dès le 1^{er} novembre 2002. Durant ce mois de fêtes, il espérait vendre 300 000 bouteilles. Des commandes de plus de 2 millions de bouteilles lui sont parvenues, y compris des USA.

Source Chicago Tribune (November 9), 2002 et daily-alert@jcpa.org

un des aspects les plus visibles de la nouvelle vague mondiale d'antisémitisme qui a culminé au cours des deux dernières années, depuis le sommet de Durban. L'effet principal de cette campagne, et le plus préoccupant, est de désigner les Juifs dans leur globalité comme des ennemis de l'islam et de l'humanité, et d'enjoindre à tous les musulmans de combattre les Juifs au nom du djihad et des principes juridico-religieux de l'islam. Le danger est grand de voir cette campagne aujourd'hui axée sur l'arme du boycott économique, dérapier demain vers d'autres armes plus meurtrières. ■

1 Publiée en Document 1, d'après le tract distribué au Bourget (ndlr).

1 Alexandre Del Valle, *Le totalitarisme islamiste à l'assaut des démocraties*, éd. des Syrtes, p.220.

2 Publiée en annexe au Document 1 (ndlr)

2 « Les imams de France prêchent un islam moralisateur et non belliqueux », *Le Monde*, 8 février 2002.

3 Sur l'alliance entre les islamistes et certains milieux de gauche en France, voir A. Del Valle, *op. cit.* p.222 ; et P.A. Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Mille et une nuits, 2002.

4 Voir l'important ouvrage d'Emmanuel Brenner, *Les territoires perdus de la République*, Mille et Une Nuits 2002.

L'APPEL DES PALESTINIENS AU DJIHAD MONDIAL

Le discours islamiste de l'Autorité Palestinienne : florilège

MIS AU POINT PAR LE DR EMMANUEL NAVON, TRADUCTION FRANÇAISE PAR HÉLÈNE KELLER-LINDT

I. Négation de tout lien du peuple juif avec la terre d'Israël

1. « *Il n'y a pas de preuve tangible qu'il y ait la moindre trace ou le moindre vestige juif que ce soit dans la vieille ville de Jérusalem ou dans le voisinage immédiat* » (Communiqué publié par le Ministère palestinien de l'Information, 10 décembre 1997).

2. « *Le mur d'Al-Buraq [Mur des Lamentations] et sa place sont une propriété religieuse musulmane...[Il fait] partie de la mosquée Al Aqsa. Les Juifs n'ont aucun lien avec cet endroit* » (Mufti de Jérusalem, nommé par Yasser Arafat, *Al Ayyam* [journal de l'Autorité palestinienne], 22 novembre 1997).

3. « *Le mur d'Al-Buraq est une propriété musulmane et fait partie de la mosquée Al Aqsa* » (Le ministre des Affaires religieuses de Yasser Arafat, Hassan Tahboob, dans une interview accordée à l'agence de presse, *IMRA*, le 22 novembre 1997).

4. « *Ce n'est pas du tout le mur des Lamentations, mais un sanctuaire musulman* » (Yasser Arafat, *Maariv*, 11 octobre 1996).

5. « *Tous les événements liés au roi Saul, au roi David et au roi Rehoboam se sont déroulés au Yémen, et aucun vestige hébreu n'a été trouvé en Israël pour la bonne et simple raison qu'ils n'y ont jamais vécu* » (Jarid al-Kidwa, historien

arabe, au cours d'un programme éducatif de l'OLP, en juin 1997 et cité dans *Haaretz* le 6 juillet 1997).

6. « Jérusalem n'est pas une ville juive, en dépit du mythe biblique qui a été semé dans certains esprits. Il n'y a pas d'évidence tangible de l'existence juive d'un soi-disant « Temple du mont Era ». On doute de l'emplacement du mont du Temple, il se peut qu'il ait été situé à Jéricho ou ailleurs » (Walid Awad, directeur des publications pour l'étranger du Ministère de l'Information de l'OLP, interviewé par l'agence de presse IMRA, le 25 décembre 1996).

7. « Abraham n'était pas juif, pas plus que c'était un Hébreu, mais il était tout simplement irakien. Les Juifs n'ont aucun droit de prétendre disposer d'une synagogue dans la tombe des patriarches à Hébron, lieu où est inhumé Abraham. Le bâtiment tout entier devrait être une mosquée » (Yasser Arafat, cité dans le *Jerusalem Report*, 26 décembre 1996).

II. La ruse islamique d'Oslo

Yasser Arafat compare les accords d'Oslo au pacte de Houdaibiya. En l'an 629, Mohammed avait tenté de conquérir La Mecque avec ses Bédouins. Mais, en cours de route la plupart l'avaient abandonné. Se rendant compte qu'il n'était pas suffisamment puissant pour venir à bout de la tribu Quoreish de La Mecque, il avait conclu un pacte de dix ans avec elle, connu sous le nom de pacte d'Houdaibiya. Puis, des mois plus tard, après que Mohammed soit parvenu à rallier des forces suffisantes, il a violé ce pacte, attaquant La Mecque qu'il a alors conquise. La conduite de Mohammed est restée depuis lors un modèle à suivre pour la manière de traiter les ennemis de l'islam lorsque l'on se trouve en position de faiblesse.

1. Mai 1994 : Discours à la mosquée de Johannesburg. Yasser Arafat compare les accords d'Oslo au pacte de Houdaibiya.

2. Mai 1998 : Interview dans un journal égyptien : « Le sort des accords d'Oslo ne sera guère différent des accords avec les Quoreish. »

3. 15 novembre 1998 : « La paix d'Oslo est une paix à la Houdabiya » (Discours prononcé devant des membres de la branche des jeunes du Fatah).

III. Le but des accords d'Oslo selon Yasser Arafat : mettre en oeuvre le « plan par étapes » de 1974.

1. Novembre 1994 : « Seul un État palestinien est capable de poursuivre la lutte à mener pour chasser l'ennemi de toutes les terres palestiniennes » (*Jerusalem Post*, 18 novembre 1994).

2. Juillet 1995 : « C'est le programme par étapes que nous avons tous adopté en 1974, pourquoi vous y opposez-vous ? » (Yasser Arafat, en réponse aux critiques de ceux qui sont opposés aux accords avec Israël).

3. Septembre 1995 : « Oslo II applique, en la différant, l'une des étapes du plan par étapes de l'OLP de 1974 » (*A-Daysur* [journal jordanien], 19 septembre 1995).

La non abrogation de la Charte de l'OLP après les accords d'Oslo :

1. Octobre 1995 : « Je mentirais si je vous disais que je vais

l'abroger. Personne ne peut le faire » (Conférence donnée par Yasser Arafat à Harvard).

IV. Après Oslo, le but reste la destruction d'Israël

1. « La lutte contre l'ennemi sioniste n'est pas une question de frontières, mais touche à l'existence même de l'entité sioniste. » (Bassam-abou-Sharif, porte-parole de l'OLP, Kuwait News Agency – Agence de presse koweïtienne, 31 mai 1996).

2. « Le but stratégique est la libération de la Palestine, du Jourdain à la Méditerranée, même si cela signifie que le conflit doit durer encore mille ans ou pendant de nombreuses générations à venir » (Faisal Hussein, interview accordée à *Al-Arabi* [Égypte], 24 juin 2001).

3. « La bataille ne se terminera pas avant que la totalité de la Palestine ne soit libérée » (Yasser Arafat, *Voice of Palestine*, novembre 1995).

4. « Bénie sois-tu, Jaffa, tes fils reviennent ; Jaffa, Lod, Haïfa, Jérusalem – vous revenez » (Yasser Arafat, cité dans *Maariv*, 7 septembre 1995).

5. « Après l'établissement d'un État palestinien dans la totalité de la Cisjordanie et de Gaza, la lutte contre Israël continuera » (le député de la Knesset, Azmi Bishara, supplément hebdomadaire de *Haaretz*, 22 mai 1998).

6. « [Notre but est] d'éliminer l'État d'Israël et d'établir un État qui soit entièrement palestinien » (Yasser Arafat, session privée avec des diplomates arabes en Europe, 30 janvier 1996. Cité dans le *Middle East Digest*, 7 mars 1996).

7. « Nous perdrons ou nous gagnerons, mais notre regard restera fixé sur notre but stratégique ; à savoir la Palestine du [Jourdain] à la mer. » (Marwan Barghouti, chef du Fatah de Cisjordanie, *New Yorker*, 2 juillet 2001).

V. Le refus palestinien d'abandonner tout recours à la violence après Oslo :

1. « Nous avons décidé de libérer notre patrie par étapes. Si Israël continuait, alors, pas de problème. Si Israël dit « assez », lorsque cela arrivera, nous aurons de nouveau recours à la violence. Mais cette fois ce sera avec 30 000 soldats palestiniens armés et à partir d'une terre » (Nabil Shaath, responsable palestinien de premier plan, dans un discours fait à Naplouse, janvier 1996).

2. « L'Autorité palestinienne n'exclut pas le retour à la lutte armée, et elle utilisera ses armes » (Mohammed Dahlan, responsable de l'OLP de premier plan. *Jerusalem Report*, 28 novembre 1996).

3. « Si Israël rejette nos demandes nous réagirons et nous disposerons lors d'une force armée de 30 000 hommes » (Yasser Arafat, *Israel Radio*, 7 juin 1996).

4. « Tout ce que vous voyez et que vous entendez aujourd'hui a des raisons tactiques et stratégiques. Nous n'avons pas renoncé à nos armes. Nous avons toujours des bandes armées dans ces régions et si nous n'obtenons pas notre État nous les sortirons de nos cachettes et nous reprendrons la lutte. » (Faisal Hussein, discours fait à l'université de Bir-Zeit, le 22 novembre 1993).

VI. Le thème négationniste de la Shoah dans le discours palestinien

1. « *La persécution des Juifs est un mythe mensonger que les Juifs ont qualifié d'Holocauste et ont exploité pour se faire plaindre* » (Al Hayat Al Jadeeda , journal de l'Autorité palestinienne, 2 juillet 1998).

2. « *Les nazis ont probablement tué moins d'un million de Juifs et le mouvement sioniste a participé au massacre* » (Citation tirée d'un livre d'Abou Mazen, numéro deux de Yasser Arafat et négociateur de premier plan à Oslo).

3. « *[La Shoah] est un mensonge des Sionistes concernant de soi-disant massacres perpétrés contre les Juifs* » (Al Hayat Al Jadeeda , journal de l'Autorité palestinienne, 3 septembre 1997).

4. « *Il est bien connu que tous les ans les Juifs exagèrent de plus en plus la portée de ce que les nazis leur ont fait. Ils prétendent qu'il y a eu six millions de victimes, mais des recherches précises scientifiques démontrent qu'il n'y en a pas eu plus de 400 000* » (Télévision palestinienne, 25 août 1997). ■

Yasser Arafat le *shahid*

INTERVIEW DE YASSER ARAFAT À LA TÉLÉVISION AL JAZIRA

SOURCE: COURRIER INTERNATIONAL « ABATTRE ARAFAT, ET APRÈS » DU 4 AVRIL 2002

Yasser Arafat : Ils ont décidé de me faire prisonnier, de me déporter ou de me tuer. Non, je leurs dis (que je serai) un martyr, un martyr, un martyr et un martyr. Allah, donne moi le martyre à... [Jérusalem . Je finirai peut-être en martyr, mais c'est sûr, l'un ou l'autre de nos garçons ou de nos filles brandira le drapeau de la Palestine sur les murs de Jérusalem, sur les minarets de Jérusalem et sur les églises de Jérusalem que tous comprennent: personne, dans le peuple palestinien ou dans la nation arabe, ne se soumettra ni se rendra. Mais nous prions Allah qu'il fasse de nous des martyrs, des martyrs. Nous marchons sur Jérusalem, des martyrs par millions. [...] C'est un appel aux nations arabes et musulmanes, et à tous les chrétiens du monde entier. Cette terre est sacrée, cette terre que l'on appelle en Occident « Terra Sancta », la Terre Sainte. Nous défendons ces lieux saints

».

Al Jazira : Est-il possible que les forces israéliennes tentent de vous assassiner ?

Yasser Arafat : Ils sont les bienvenus. Je recherche le martyre. Allah, accorde-le-moi. Est-ce que je vaudrais mieux que nos jeunes héros ? Nous recherchons le martyre. Nous le voulons tous. Tout le peuple palestinien est prêt au martyre...

Al Jazira : Sharon dit qu'il y a désormais une guerre sans frontières géographiques. Quelle est votre évaluation de la situation

Yasser Arafat : Nous envisageons toutes possibilités. Personne n'est ébranlé, personne n'a peur, personne ne se replie. Nous marchons sur Jérusalem, des martyrs par millions.

La destruction des vestiges archéologiques juifs du Mont du Temple par l'Autorité Palestinienne

MARC AMI EL* RÉDACTEUR EN CHEF DU «JERUSALEM VIEWPOINTS» (JERUSALEM CENTER FOR PUBLIC AFFAIRS)

Le lieu le plus saint pour le peuple juif

Le Mont du Temple à Jérusalem représente le plus grand lieu de sainteté pour le peuple juif. Le Roi Salomon avait édifié le Temple (ou *Bet Ha-Mikdash*) sur le Mont Moriah. Le Temple possédait une partie connue sous le nom de « Saint des Saints », là où l'Arche d'Alliance, contenant les dix Commandements et la Tora étaient abritées. Tant qu'il existait, les Juifs étaient appelés à faire un pèlerinage à Jérusalem trois fois par an. Après la destruction du premier temple en 586 avant J.C. par les Babyloniens et la déportation des Juifs en Mésopotamie, les Juifs exilés retournèrent à Jérusalem en 538 avant J.C. et achevèrent la construc-

tion du second temple en 515 avant J.C. Même après la destruction du Temple par les légions romaines en 70 après J.C, le lieu où se dressait le Temple resta la direction vers laquelle les Juifs se tournaient pour prier.

La purification du Temple à Jérusalem est le thème central de la fête de Hanoukka. Pour toutes ces raisons, d'après la tradition juive, la sainteté de la zone du Mont du Temple est restée intacte malgré la destruction du Temple. C'est ce qui explique pourquoi le Rabbine A. I. Kook, le premier Grand rabbin ashkénaze du *yishuv* pré-étatique, confirma la permanence de la sainteté du Mont du Temple¹.

Le mépris des islamistes pour l'héritage des non musulmans

La destruction par les Talibans des trésors de l'ancienne civilisation bouddhiste dans la vallée de Bamian en Afghanistan en 1998, aurait du être vécue comme un avertissement éclairant le monde entier sur le mépris de l'islamisme radical pour l'héritage des religions autres que l'islam. L'extrémisme des Talibans était en partie le résultat de l'influence de leur hôte Oussama Ben Laden et plus largement de leurs bailleurs de fonds, les Wahhabites d'Arabie Saoudite².

Israël a été témoin d'un schéma d'action similaire plus vaste encore des islamistes dans la revendication islamique de pré-éminence (sinon de monopole) sur la Terre Sainte :

– A Nazareth, les zélotes musulmans tentent depuis 1997 de construire une mosquée qui écraserait par sa taille la Basilique chrétienne de l'Annonciation³.

– le 7 octobre 2000, après des attaques permanentes de foules palestiniennes, le lieu saint juif du Tombeau de Joseph à Naplouse (Sichem) fut saccagé et détruit pour être converti finalement en mosquée⁴.

– 5 jours plus tard l'Antique Synagogue *Shalom al Israël* à Jéricho fut saccagée et brûlée par les Palestiniens.

– Le tombeau de Rachel à la frontière de Bethléem et de Jérusalem a subi l'attaque répétée de snipers palestiniens.

– En avril 2002, des hommes armés des Tanzim palestiniens du mouvement de Yasser Arafat, le Fatah, ont investi l'Église de la Nativité et contrôlé le site pendant des semaines l'arme au poing.

Cependant, les actions menées par le *Waqf* musulman et le mouvement islamique israélien sur le Mont du Temple représente une tentative sans précédent pour nier toute légitimité de l'héritage juif antique sur Jérusalem.

Après septembre 2000, le *Waqf* musulman refusa définitivement l'entrée du Mont du Temple au Département israélien des antiquités pour y exercer le contrôle qu'il exerce sur les sites archéologiques. Dans le but d'achever de nouvelles mosquées souterraines sur le site, on jeta alors dans les ordures de la ville plus de 13 000 tonnes de décombres retirées du Mont du Temple et qui contenaient des vestiges archéologiques de la période du premier et du second Temple.

L'intention est de transformer le complexe de 15 ha en un site exclusivement musulman en effaçant chaque signe, vestige et témoignage de son passé juif, ce qui inclue la destruction des vestiges archéologiques, preuves de ce passé.

Dans un pays où les projets immobiliers doivent attendre pendant des mois un accord préalable pour vérifier s'ils ne nuisent pas à la préservation des vestiges archéologiques, le blanc seing donné au *Waqf* musulman pour détruire les artefacts juifs sur le site le plus saint du judaïsme est difficile à comprendre.

Le Mont du Temple en 1967

Le résultat de la Guerre des Six Jours en 1967, fut que,

le 27 juin, la Knesset vota un amendement à la Loi et à l'ordonnance d'administration qui étendait la souveraineté des Israéliens sur la partie orientale de la ville de Jérusalem, ce qui incluait la Vieille Ville, là où s'élevait le Mont du Temple.⁵

Dans le même temps, la Knesset vota également la loi sur la sauvegarde des Lieux Saints, qui établissait ce qui suit : « *les Lieux saints devront être préservés de toute profanation, de tout autre dommage et de toute mesure visant à empêcher le libre accès des membres des cultes religieux différents à leurs lieux sacrés et la manifestation de leurs sentiments vis-à-vis de ces lieux* ». En d'autres termes le libre accès pour les cultes religieux différents à leurs lieux saints est inscrit dans les lois de l'État et dans les arrêts de la Haute Cour de Justice⁶.

Peu après sa prise, le ministre de la Défense, Moshé Dayan, remit en mains propres les clés du Mont du Temple, aux autorités du *Waqf* musulman du Royaume Hachémite de Jordanie, en geste de respect pour le droit des musulmans sur le site⁷.

En août 1967, les grands Rabbins d'Israël, Isser Yehuda Unterman et Yitzak Nissim en accord avec d'autres rabbins importants, ont soutenu que « *pendant des générations, nous avons mis en garde les Juifs et nous les avons empêché de pénétrer sur quelle que partie que ce soit du Mont du Temple* ». En conséquence, la plupart des Juifs pratiquants se sont abstenus de pénétrer sur le Mont du Temple. A la place ils prient en masse devant le mur occidental⁸. Pourtant, dans une période plus récente, les grands rabbins Mordéchaï Eliahou et Shlomo Goren, ont exprimé le point de vue selon lequel, les Juifs devraient être autorisés à prier sur certaines parties du site là où le Temple n'était pas érigé, en particulier dans la partie nord et sud du Mont⁹.

Après l'application par Israël des accords d'Oslo, avec l'O.L.P, l'Autorité Palestinienne de Yasser Arafat, nouvellement établie, commença à ouvrir des bureaux à Jérusalem qui, selon les accords, restait sous la seule juridiction d'Israël. En fait le traité de paix avec la Jordanie, conclu le 26 octobre 1994 (article 9), déclara que « *Israël respecte le rôle particulier actuel du Royaume Hachémite de Jordanie sur les Sanctuaires de Jérusalem. Quand les négociations sur le statut définitif se tiendront, Israël accordera la plus grande priorité au rôle historique de la Jordanie sur ces Sanctuaires*¹⁰. » Pourtant, après Oslo, la pénétration de l'Autorité Palestinienne à Jérusalem s'est accentuée et a inclus la nomination d'un ministre Palestinien pour les affaires du *Waqf*, Hasan Tahhub, et un Mufti Palestinien de Jérusalem, Ikrimi Sabri. Pendant cette période, la Jordanie retira de façon méthodique, son autorité religieuse sur le Mont du Temple et en céda le contrôle à des officiels nommés par les Palestiniens. Au moment où, Yasser Arafat lançait la violence de son Intifida contre Israël, en septembre 2000, la main mise de l'Autorité Palestinienne sur le Mont du Temple a été totale. En conséquence de quoi, le Ministère Israélien des Antiquités, fut empêché de pénétrer sur le Mont du Temple. Puisque le *Waqf* en tant que conservateur de fait du site, avait toute autorité à décider qui était autorisé à entrer et qui ne l'était pas.

Le Département des Antiquités admet que la situation sur le Mont est grave et que les vestiges archéologiques ont été dérangés. Plus encore, le clergé islamique nie tout lien des non musulmans avec le Mont du Temple et empêche les archéologues de mener leurs recherches sur ce site, un des plus éminents sites archéologiques au monde. Alors qu'Israël a accepté son impuissance actuelle à explorer de façon active le Mont du Temple, c'est une chose d'empêcher l'exploration et une toute autre chose d'utiliser des bulldozers au sein de toute la structure antique sans aucune surveillance archéologique.

Les musulmans changent le statu quo

En 1996, le clergé musulman palestinien, a changé le statu quo accepté qui avait été maintenu pendant des générations en transformant deux structures du sous-sol de la période antique du Second Temple en une nouvelle et vaste mosquée. Les deux structures connues sous le nom des Écuries de Salomon et du passage de la Porte orientale de Hulda, n'avaient jamais été des mosquées à l'origine. La nouvelle mosquée s'étend sur une surface de plus de 7800 m² et est devenue la plus grande mosquée d'Israël, pouvant accueillir 10 000 personnes.

En 1997, un autre passage souterrain datant de la période antique du Second Temple, connu en tant que passage de la Porte occidentale de Hulda, fut transformé en une autre nouvelle mosquée.

En novembre 1999, les chefs religieux musulmans ont ouvert ce qu'ils ont appelé, une « sortie de secours » pour la nouvelle mosquée. En trois jours et trois nuits, cette « sortie » s'élargit en un trou béant d'une surface de 5486 m² (18 000 pieds carrés) et de plus de 11 m (36 pieds) de profondeur. Des milliers de tonnes de matériaux antiques du site, dans lesquels les archéologues israéliens ont trouvé, à posteriori, des traces d'une présence humaine remontant à la période du Premier Temple, furent déversées dans la vallée du Cédron.

En février et mars 2001, un arc-boutant antique reposant sur le mur oriental de l'enceinte du Mont du Temple fut rasé par des bulldozers dans le but d'élargir d'avantage la « sortie de secours » de la nouvelle mosquée située dans les Écuries de Salomon.

Plus encore, sans qu'aucun archéologue ne supervise les travaux, environ 6 000 m² de la surface de l'esplanade antique au niveau du Mont du Temple furent creusés et retournés par des pelleteuses, puis pavés et déclarés « mosquée à ciel ouvert ». L'ancien directeur du Département des antiquités a appelé cela un « crime archéologique ». Aucun officiel israélien n'a vu un quelconque plan ou n'a fixé des limites au travail lors de sa réalisation.

Alors que des membres du gouvernement israélien déclaraient qu'ils fermeraient les portes du Mont du Temple aux équipements lourds tels que pelleteuses ou bennes, et qu'on n'autoriserait pas l'introduction de matériaux et d'équipements nécessaires à la construction dans l'enceinte du Mont du Temple et que ni terre ni

décombres ne pourraient être charriés afin d'être déversés ailleurs, des matériaux de construction tels que blocs de pierres, pavés, moellons, madriers, barres d'acier de renforcement, et échafaudages, continuèrent à affluer sur le Mont du Temple. Une vaste superficie d'environ 15 000 mètres carrés, dans la partie orientale du Mont du Temple, donne l'aspect d'un site de gigantesques constructions de 250 mètres de longueur, depuis la porte des « Écuries de Salomon » jusqu'à la porte de la « Miséricorde ». De façon similaire, se poursuivit l'enlèvement de la terre et des gravats, qui contenaient des découvertes archéologiques rares, perdues à jamais pour la science et la culture.

Les musulmans prétendent que le Mont du Temple est une ancienne mosquée qui date de l'époque d'Adam et Eve. Ainsi leur but est de transformer toute cette zone en une mosquée géante et en un site exclusivement musulman. Ils travaillent sans relâche afin que soient effacés et détruits toute trace et découverte archéologique qui puisse attester d'une quelconque présence ou lien juif avec le lieu. Leur intention est de changer le *statu quo* concernant le lieu en transformant toutes les zones du Mont en lieux saints musulmans, mosquées et lieux de prières, avec l'intention d'empêcher toute présence juive quelle qu'elle soit dans le futur.

Le trou

D'octobre 1999 à janvier 2000, un énorme trou de 50 mètres de long, 25 mètres de largeur, et 12 mètres de profondeur, fut creusé sur le Mont du Temple au nord de la structure souterraine connue sous le nom d'Écuries de Salomon. Cette structure est constituée d'une rangée de salles souterraines situées au coin sud-est du Mont du Temple et entourée par son mur extérieur.

Cette structure fut, pour la dernière fois, utilisée par les Croisés, pendant la période médiévale. Ce système de salles fut amélioré au XII^e siècle par l'Ordre des chevaliers du Temple de Salomon (Les Templiers), dont les membres, des moines combattants, lui attribuèrent le nom d'Écuries du Roi Salomon. Le roi croisé Baudouin, confia aux bons soins des Chevaliers Templiers le lieu, qui le transformèrent en écuries pour leurs chevaux. À la suite d'un important tremblement de terre en 1033, le sommet de la structure fut reconstruit, mais personne ne peut, avec certitude, dater l'origine de la construction.

On ne sait pas vraiment ce qui se trouve au dessous des Écuries de Salomon. Ce dont on est certain c'est qu'un couloir souterrain, s'étendrait sous le niveau de la Porte Unique (qui menait autrefois aux Écuries de Salomon) et qui est construite en blocs de pierre de style hérodien. Le couloir se termine à son extrémité nord devant un passage qui menait à une structure située au dessous des Écuries de Salomon. La plupart des chercheurs suggèrent qu'elles ont été créées à la période du Second Temple. Le Roi Hérode édifia cette sous-structure quand il mit à niveau l'esplanade du Mont.

Des policiers en service sur le Mont ont rapporté qu'ils ont observé le démantèlement d'une conduite

d'eau avec des arches sur la partie occidentale du « trou » à une profondeur de 2 ou 3 mètres, une structure ancienne, construite entre la période du second Temple et la période musulmane.

Les débris et le artefacts

Les matériaux rejetés dans les décharges à la fois dans la vallée du Cédron et à El Azaria ont la même texture, celle d'un sol gris et poussiéreux. La terre contient un mélange de plusieurs pierres de différentes époques. On a également trouvé de nombreux éléments de maçonnerie, certains carbonisés, de nombreux blocs de l'époque contemporaine ainsi que du carrelage qui sont probablement des fragments du sol de l'actuel Mont du Temple. A première vue, il semble que la terre ne contienne aucun tesson de poterie, mais, après une bonne pluie, on peut facilement constater que cette terre est pleine de tessons.

Les vestiges archéologiques trouvés dans la décharge, comportent la jambe d'une figurine d'un pilier, datant de la période du premier Temple, de la poterie du premier Temple – le tesson identifié au tout début date du huitième siècle avant J.C. et la poterie du second Temple incluant la période grecque et celle du haut empire Romain.

D'après un travailleur du *Waqf* qui a participé à la construction en 1996, des pierres portant des inscriptions et des décorations ont été retaillées de manière à détruire ces traces. Il a dit qu'il a vu des lettres en hébreu ancien. Il a également vu des étoiles symboliques à cinq branches qui, nous le savons, sont un symbole hasmonéen, trouvé fréquemment sur les sceaux à poignée datant du second siècle avant J.C.

Dans les fouilles récentes sur le Mont du Temple, des centaines de pelleteuses ont été vues en train d'enlever de la terre. Les camions étaient dirigés vers la décharge municipale de Jérusalem, où les matériaux étaient mélangés aux ordures, rendant tout examen archéologique impossible. Quand le directeur de la décharge fut informé que les camions étaient chargés d'une terre contenant des éléments ayant une valeur archéologique certaine, il les dirigea vers une zone propre mais après avoir ainsi dérouté quatre camions, ils ont cessé d'y venir. Très précisément la nuit suivante, autour de minuit, des tonnes de chargement de camions contenant des matériaux d'excavation furent déversées dans la vallée de Cédron.

Le jour suivant, les archéologues sont arrivés sur le nouveau site de déchargement et ont pris des échantillons de poterie. Le Professeur Dan Bahat en a daté au moins la moitié de la période du second Temple. Des matériaux récupérés dans la décharge d'ordures ont été également examinés par les archéologues, les Professeurs Gabi Barkai et Aron Meir.

Un plan pour apporter « l'eau sainte » de la Mecque

Le Cheik Rayad Salah, chef du mouvement islamique israélien et citoyen israélien, est derrière toutes les

activités de ces quelques dernières années. Salah est derrière l'ambitieux projet de nettoyer et de rénover 37 des espaces vides souterrains, dont certains comprennent de vastes salles, chacune d'une capacité de 100 m², hautes de plus de 10 mètres. Il a organisé des donations et des fondations pour soutenir ces projets.

Des travaux intenses se poursuivent afin de nettoyer 10 citernes à eau destinées à capturer l'eau de la rivière sainte Zamzam de la Mecque de façon à augmenter la sainteté du Mont du Temple aux yeux des musulmans et à accroître son importance en tant que lieu central privilégié pour la prière aux yeux de tout le monde musulman. L'agenda caché du mouvement islamique est d'élever le degré de sanctification de Jérusalem dans l'islam afin de le placer sur le même plan que La Mecque et Médine en Arabie Saoudite.

Tous les lieux souterrains du Mont du Temple sont anciens, certains remontent peut-être à la période cananéenne et d'autres à celle du premier Temple, la période des Hasmonéens et d'Hérode. Certaines de ces citernes, servaient de portes d'accès au Mont du Temple, d'autres de bains rituels destinés à la purification des prêtres qui avaient contracté de l'impureté. Ces salles souterraines sont de la plus grande importance archéologique pour notre connaissance du Mont du Temple et la recherche de ses origines. Il est donc impossible d'imaginer la moindre tentative de travailler dans ces citernes sans le contrôle exercé par les archéologues.

L'opinion publique appelle à cesser cette destruction

Quelque peu tardivement des efforts publics ont été faits en Israël pour exiger un arrêt des constructions et démolitions actuelles sur le Mont du Temple. Des lettres urgentes furent envoyées au premier ministre et aux autres ministres afin de les alerter : « *un acte grave de vandalisme et de destruction était menée sans aucune surveillance et abrogeant la loi* ».

Une lettre ouverte au premier ministre protestant contre la destruction fut signée par de nombreuses personnalités très respectées dont l'ancien maire de Jérusalem Teddy Kolek et le maire actuel Ehoud Olmert, des auteurs tels Amos Oz et Haim Gouri, ainsi que 82 membres de la Knesset. Les Israéliens sont atterrés de voir que la loi demandant la préservation des lieux saints est effrontément ignorée sur le Mont du Temple.

Le Comité de prévention contre la destruction des vestiges du Mont du Temple fut fondé en janvier 2000 pour y préserver les vestiges. Il s'agit d'une association volontariste sans appartenance politique, nationale ou religieuse constituée de personnalités publiques israéliennes, archéologues, écrivains, juristes, avocats et membres des services de sécurité.

Le comité demande que le gouvernement israélien :
1. arrête les démolitions sur le Mont du Temple
2. ouvre le Mont du Temple aux média israéliens et internationaux

3. donne pouvoir au Département des Antiquités de remplir sa mission et de mettre à l'abri les vestiges à l'intérieur de l'État d'Israël

4. de veiller à ce que le *statu quo* sur le Mont du Temple soit maintenu et que tout changement entrepris le soit de manière à ne pas détruire les vestiges anciens.

Dans une pétition à ce sujet envoyée à la Cour Suprême en mars 2001, le Comité a présenté les opinions de quatre experts en sécurité, parmi eux un ancien ministre de l'intérieur et deux autres officiers à la retraite des services généraux de sécurité ainsi qu'un ancien conseiller sur le terrorisme auprès de deux anciens premiers ministres. Tous ont certifié qu'il est tout à fait possible d'arrêter les travaux du *Waqf* et du mouvement islamique israélien. Finalement, le gouvernement a décidé de stopper certains projets, tels le dallage, et d'empêcher l'introduction de matériel de construction nécessaire à la poursuite de l'ouvrage.

Le mur du sud est sur le point de tomber

Alors que la destruction massive des artefacts s'est arrêtée et que les camions ont arrêté de charrier vers l'extérieur des tonnes de débris de valeur, il n'y a toujours pas de contrôle du Mont du Temple. Plus encore, une dangereuse boursoufflure qui ne cesse d'augmenter est désormais évidente sur le mur méridional du Mont du Temple, qui pourrait s'effondrer s'il était laissé sans surveillance par le gouvernement¹¹.

Un archéologue de l'Université Hébraïque, le Professeur Eilat Mazar, auteur du *Guide complet des excavations du Mont du Temple*, déclare « Nous n'avons aucun moyen de savoir ce qui se passe sous terre dans ces vastes cavernes, dans lequel le *Waqf* effectue des transformations importantes. Le mur du sud commence à se déformer en raison des démolitions menées par le *Waqf*. Il menace de tomber – c'est une question de mois ou même de semaines – j'ai du mal à croire qu'il tiendra l'hiver entier et il se pourrait qu'il s'effondre sur ceux qui se trouveraient au dessous ». Le gonflement du mur est clairement visible, mais rien n'est fait pour y remédier, puisqu'on interdit aux autorités israéliennes d'y pénétrer. « Ces murs n'étaient pas faits pour supporter le poids de pelleteuses et de camions chargés. L'écoulement de l'eau de pluie a également été dévié au cours de l'aménagement, et l'eau suinte le long du mur qu'elle érode de plus en plus. Le *Waqf* a placé quelques échafaudages afin d'essayer de soutenir le mur mais n'entreprend rien pour le réparer. Si par hasard, une catastrophe se produisait, Israël serait blâmé, peut-être à juste titre, dans la mesure où nous ne faisons rien pour arrêter cela ». « La seule chose qui puisse apporter une solution à ce problème serait de voir s'élever une clameur de réprobation publique contre la poursuite des démolitions sur le Mont du Temple », a conclu le Professeur Mazar.

Les propositions du Comité

Le Comité a adopté une proposition détaillée pour empêcher une plus ample destruction des vestiges sur le Mont du Temple.

– arrêter immédiatement toute construction, forages,

taille de pierres et travaux dans les sous-sols, y compris le « nettoyage » des citernes que le *Waqf* et le mouvement islamique israélien sont en train d'effectuer.

– Empêcher l'introduction de tous matériaux et équipement destinés à la construction : les bennes, les pelleteuses et les équipements lourds ainsi que les pièces détachées et le fioul nécessaire.

– Retirer immédiatement les tracteurs, les machines à tailler la pierre, l'énorme quantité de matériaux de construction sur le Mont du Temple, tout autre équipement qui aurait un lien avec cet ouvrage.

– Empêcher l'extraction de pierres et de terre et éviter que cela ne se fasse sans la surveillance du département des antiquités.

– Fouiller tout ceux qui entrent et sortent du Mont du Temple ainsi que tout véhicule afin de prévenir l'évasion clandestine des vestiges hors de la zone.

– Exiger le retour immédiat des inspecteurs du Département des antiquités pour surveiller le Mont du Temple et mettre en place un inspecteur permanent ayant une totale autorité comme la loi le prévoit partout ailleurs en Israël.

– Etendre de façon significative le pouvoir de la police sur le Mont du Temple et modifier la composition de l'unité en faction (actuellement seule une petite partie de cette unité est composée de Juifs) de manière à ce que ses membres ne soient pas sensibles aux pressions. Renforcer la surveillance et les patrouilles de police en tout lieu et en toute heure.

– Mettre en place un administrateur responsable de tous les permis de travaux sur le Mont du Temple dans le but de maintenir le *statu quo* ainsi que d'empêcher toute tâche qu'il n'aurait pas autorisée.

– Renforcer la loi contre la destruction des Antiquités en particulier dans la perspective des travaux menés sur le Mont du Temple .

– Ouvrir le Mont du Temple à l'examen complet, libre et régulier des média nationaux et internationaux comme cela se pratique dans les pays démocratiques et cultivés du monde libre.

En outre, bien que le préjudice soit irréversible, une excavation de sauvetage devrait être pratiquée sur le Mont, même si la plus grande partie de la fosse est déjà recouverte de ciment. Tous les pierres et artefacts présentant un intérêt qui ont été gardés sur le Mont après que le *Waqf* ait enlevé la poussière devront être examinés. Les représentants du *Waqf* continuent à empêcher un quelconque accès à ces pierres. Finalement, tous les débris déversés dans la vallée du Cédron devront être examinés. Cette tâche pourrait être effectuée en quelques semaines grâce à des techniques appropriées. Puisque ces débris n'ont pas été filtrés, il est très probable qu'ils contiennent encore de très petits artefacts avec des inscriptions et des sceaux.

Les générations futures ne comprendraient pas comment, sous un gouvernement juif, nous avons permis la destruction de nos propres antiquités, une destruction qui n'a

pour but que d'effacer toute trace et preuve de l'existence de l'histoire et de l'archéologie juives sur le site. ■

* Publié dans *Jerusalem Viewpoints*, n°483, August 2002, Jerusalem Center for Public Affairs, avec l'aide du Committee for the Prevention of the Destruction of Antiquities on the Temple Mount (www.harhabayt.org), Dr. Eilat Mazar, Zachy Zweig, and Sarah B. Tannenbaum

1. Dore Gold, Jerusalem in International Diplomacy (Jerusalem: Jerusalem Center for Public Affairs, 2001) ; <http://www.jcpa.org/jcprg10.htm>.
2. Ahmed Rashid, *Taliban: The Story of the Afghan Warlords* (London: Pan Books, 2001), p. 139.
3. Raphael Israeli, «The Anti-Millennium: The islamization of Nazareth» *Jerusalem Viewpoints*, No. 428 (April 16, 2000).
4. Statement of the Government of Israel to the Sharm El-Sheikh Fact-

5. Netanel Lorch, ed, *Major Knesset Debates*, vol. 4 (Lanham, Md.: Jerusalem Center for Public Affairs and University Press of America, 1993), p. 1608-1614.
6. Ruth Lapidoth and Moshe Hirsch, eds, *The Jerusalem Question and its Resolution. Selected Documents* (Dordrecht, Netherlands: Mirtinus Nijhoff Publishers, 1994), p. 465-466.
7. Michael B. Oren, *Six Days of War: June 1967 and the Making of the Modern Middle East* (New York: Oxford University Press, 2002), p. 307.
8. Lapidoth and Hirsch, *op. cit.* p. 466
9. Yoel Cohen, «The Political Role of the Israeli Chief Rabbinate in the Temple Mount Question» *Jewish Political Studies Review*, vol. 11:1-2 (Spring 1999); <http://www.jcpa.org/jpsr/s99-yc.htm>.
10. Treaty of Peace between the State of Israel and the Hashemite Kingdom of Jordan, October 26, 1994.
11. Etgar Lefkovits, «Olmert Warns Temple Mount Wall in Danger of Collapse» *Jerusalem Post*, August 27, 2002.

À propos de l'Observatoire

L'audience de *l'Observatoire du monde juifs* s'élargit de jour en jour. Les résultats de notre travail nous a valu de prendre part à l'émission de France 5, *Arrêt sur images*, le dimanche 3 novembre 2002. *L'Express*, sous la signature d'Eric Conan, a reconnu que « pour qui prend le temps de lire (le rapport sur les médias), la démonstration est accablante » (« Le désarroi des juifs de France », 10-16 octobre 2002). L'écho de nos travaux s'est fait sentir jusqu'en Israël où le journal *Haaretz*, dans sa version hébraïque (supplément « Livres » du 23/10/02) et sa version anglaise (Friday, november 1, 2002) a consacré un long article aux « Juifs français face à des médias hostiles » qui rend compte de notre ouvrage mais peine à concevoir que la condition juive diasporique a aussi une dimension politique.

Une lettre de Dominique Vidal, rédacteur en chef adjoint du Monde Diplomatique

Droit de réponse

Voici près de 25 ans que je travaille sur le conflit israëlo-palestinien. Je mets au défi Pierre-André Taguieff comme Sidney Touati de trouver, dans mes articles, livres et conférences, la moindre phrase attestant que je dénierai le droit à l'existence de l'État d'Israël. Et pour cause : j'ai toujours défendu, contre les extrémistes de tous bords, la thèse selon laquelle la paix au Proche-Orient passerait par la coexistence de l'État d'Israël, revenu à ses frontières de 1967, et d'un État palestinien indépendant. Et il en va bien sûr de même du directeur du Monde diplomatique.

Comme quiconque a lu mon livre ne peut l'ignorer, le « péché originel » dont il y est question n'est évidemment pas la naissance de l'État d'Israël, mais l'expulsion des Palestiniens au cours de la guerre de 1948, telle que les « nouveaux historiens » israéliens en ont reconstitué l'histoire, à partir des archives de leur État. Je mets, là aussi, mes censeurs au défi de trouver une seule page de ce livre expliquant que l'État juif serait « coupable d'être né ».

En fait, c'est l'historien Shabtai Teveth qui a reproché à son jeune collègue Benny Morris de transformer l'expulsion des Palestiniens en « péché originel d'Israël ». D'où le titre de mon livre qui, lors de la publication de sa première édition, en 1998, n'avait indigné aucun de ses actuels procureurs !

Au contraire, Le Monde diplomatique a publié, en mai 1998, une recension de ce livre écrite par Yehuda Lancry, à l'époque ambassadeur d'Israël à Paris et qui le représente aujourd'hui aux Nations unies. Il écrivait notamment : « Le moindre mérite qu'on puisse reconnaître aux «nouveaux historiens», dont traite le livre de Dominique Vidal, écrivait-il, c'est d'avoir contribué à dégager l'historiographie sioniste de

sa pensée unique. (...) Pour Benny Morris, Avi Shlaïm ou Ilan Pappé, il s'agit d'extraire, dans la mouvance de l'aîné-précurseur, Simha Flapan, la vérité sur l'exode palestinien durablement occultée sous la gangue des thèses officielles. (...) Sous leur faisceau se dévoile le grand refoulé du sionisme: la renaissance d'Israël aura engendré une catastrophe nationale pour les Palestiniens. (...) C'est ce parcours que nous propose l'étude minutieuse, solidement charpentée et documentée, de Dominique Vidal. L'auteur aura réussi la gageure, à partir d'une irrécusable présentation des faits historiques, d'une brillante synthèse de la contribution des nouveaux historiens israéliens, très peu connue en France. (...) Dans cette querelle d'anciens et de nouveaux, c'est aussi de l'ethos d'Israël et de son identité en gestation qu'il s'agit. Longtemps forgé au burin de la menace d'anéantissement, l'être israélien doit nécessairement ouvrir son récit et ses mythes fondateurs au récit de l'Autre, palestinien et arabe »

C'est dire que la recherche courageuse des « nouveaux historiens » pour comprendre les origines du problème palestinien est tout à l'honneur d'Israël, qu'ils invitent à réparer l'injustice commise alors en contribuant à la construction d'un État palestinien indépendant vivant en paix avec son voisin israélien. Sidney Touati est à ce point prisonnier de ses dogmes obsolètes qu'il ne s'en rend même pas compte, préférant accuser ces chercheurs de vouloir « délégitimer l'État d'Israël ». Encore un effort, cher Maître, et vous vous prononcerez pour l'expulsion d'Ilan Pappé et de ses confrères (sauf Benny Morris, peut-être ?) des universités israéliennes...

La réponse de M^e Sidney Touati

Dominique Vidal me fait grief d'avoir dénaturé ses propos. L'esprit obsolète que je suis a, hélas, la fâcheuse manie de respecter le sens des mots. Dominique Vidal, esprit moderne par excellence, semble s'en

moquer quelque peu. Lorsque l'on évoque le péché originel et que l'on accuse Israël d'en être coupable, on ne peut se réfugier dans l'ignorance pour calmer son innocence. Je me dois par conséquent de rappeler à M. Vidal que dans la hiérarchie des fautes qui accablent la condition humaine, les plus graves sont celles qui concernent la transgression de la loi divine. Ces fautes sont appelées « péchés ».

Parmi tous les péchés (véniels, capitaux...), il en est un qui a un statut spécifique, à part. Il a le statut d'acte fondateur : c'est le « péché originel ». Ce péché, contracté par le premier homme, Adam, lequel a désobéi à l'ordre divin, est consubstantiel à la condition humaine. C'est un péché qui est attaché à l'essence humaine et qui est indépendant des agissements et des fautes commises durant l'existence de tel ou tel homme en particulier. Quelle que soit l'attitude adoptée, rien ne peut laver l'être humain vivant de cette culpabilité qui fonde sa nature même.

Si l'État d'Israël est atteint d'un tel mal, ainsi que l'affirme Dominique Vidal, cela signifie que la venue au monde d'un tel État, telle celle d'Adam, résulte d'un péché. La culpabilité de cet État est telle qu'aucune de ses décisions ne pourra jamais le laver de cette faute originelle. Il est coupable d'être né et né pour avoir été coupable.

Dominique Vidal jure ses grands dieux qu'il n'a jamais voulu dire cela. Je le crois volontiers... mais je ne puis assumer à sa place le choix du titre de son ouvrage ni corriger le sens des mots. S'il est mu par l'unique souci de la paix, alors qu'il se souvienne que brouiller le sens des mots c'est rendre impossible la communication et contribuer ainsi à jeter le trouble voire le désordre parmi les hommes.

DOCUMENT 1

La *fatwa* du boycott du cheikh Yousouf Al Qardawi

DOCUMENT DISTRIBUÉ LORS DU RASSEMBLEMENT DU BOURGET (MAI 2002) DE L'UNION DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES DE FRANCE

Au nom d'Allah, le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux

Fatwa de Yousouf Al Qardawi

À la lumière du Livre, de la *Sunnah* et du consensus de la Ummah

C'est un djihad (lutte sainte dans le sentier d'Allah) que de libérer les terres islamiques des mains de leurs agresseurs ou colonisateurs. Ce sont des ennemis de l'islam. Ce djihad est un devoir absolu et une mission sacrée, premièrement pour les habitants de cette terre, puis, si ces derniers n'arrivent pas à opposer une résistance suffisante, alors c'est un devoir pour leurs voisins musulmans d'accourir à leur aide. Si cela s'avère toujours insuffisant, alors les musulmans du monde entier sont tenus d'apporter leur soutien.

La Palestine est la terre de la première Qibla des musulmans, la terre d'Al-Isrâ' et Al-Mi'raj (Le Voyage Nocturne et l'Ascension), c'est la terre d'Al-Aqsâ, une terre bénie. Les colonisateurs éprouvent la plus grande hostilité (haine) envers les croyants, et ils sont appuyés par la première puissance mondiale - les États-Unis, et par la communauté mondiale juive.

Le djihad est obligatoire contre ceux qui s'emparent de la terre, expulsent ses habitants, répandent les flots de sang, violent l'honneur, détruisent les maisons, mettent le feu dans les champs, et sèment le mal et la corruption. Le djihad est la première de toutes les obligations et le premier devoir de la Ummah. Les musulmans sont tenus de la faire, à commencer par les habitants même de la terre, ensuite leurs voisins, et finalement tous les musulmans.

Nous devons tous nous unir contre cet ennemi. Nous sommes unis sous l'étendard de l'islam, unis par notre foi commune en la Shari'ah, unis par notre foi en la même Qiblah, et également unis dans nos douleurs et nos espoirs.

Dieu a dit : « Certes, cette communauté qui est la vôtre est une communauté unique... » [Qur'an, 21:92].

Cette communauté: c.à.d., cette religion (l'islam).

Car tous les prophètes depuis Adam jusqu'à Muhammad ont prêché la même religion : la soumission à Allah, « islam » en arabe.

Dieu a dit également : « Les croyants ne sont que des frères. » [Qur'an, 49:10].

Selon un Hadith du Noble Prophète, paix et bénédictions d'Allah sur lui: « *Le musulman est le frère de tout musulman; il ne doit ni l'opprimer, ni l'abandonner. Celui qui viendra en aide à son frère, Allah lui viendra en aide* » [rapporté par l'Imâm Muslim].

Sous nos regards, nos frères et nos enfants à Al-Aqsâ et dans la terre bénie de la Palestine sacrifient généreusement leur sang et offrent leurs âmes volontiers dans le sentier d'Allâh. Tous les musulmans doivent les aider avec tous les moyens dont ils disposent. (cf. Qur'an 8: 72).

Nous devons aider ceux qui nous appellent au nom de la religion. « *Entraidez-vous pour accomplir le bien et la taqwâ (crainte révérencielle d'Allah)* ».

Le vecteur de ce soutien est un boycott total des marchandises des ennemis. Chaque euro, chaque dirham... employé pour acheter leurs marchandises peut se transformer par la suite en une balle enflammée tirée dans le cœur de nos frères et nos enfants en Palestine. C'est pourquoi nous sommes tenus de ne point aider les ennemis de l'islam par l'achat de leurs marchandises. Acheter leurs marchandises revient à soutenir la tyrannie, l'oppression et l'agression. L'achat de leurs marchandises les renforce; et nous devons les affaiblir par tous nos moyens. Nous devons renforcer nos frères qui luttent et résistent dans la terre sainte autant que nous pouvons. Si nous ne pouvons renforcer nos frères, alors nous devons agir pour affaiblir son ennemi. Si le boycott est le seul moyen pour les affaiblir, alors nous devons les boycotter.

Les marchandises américaines, tout comme les marchandises israéliennes, sont illicites. Il est également illicite de faire de la publicité pour promouvoir ces marchandises. Les États-Unis sont aujourd'hui le deuxième Israël. Ils soutiennent totalement l'entité sioniste. L'usurpateur n'a pu faire ceci que par le soutien des États-Unis. La destruction injustifiée et le vandalisme d'Israël sont le fruit de l'argent américain, les armes américaines, et le veto américain. Les USA ont fait ceci pendant des décennies sans encourir de sanctions ni voir des protestations contre leur position oppri-

mante et partielle à l'égard du monde islamique.

Le moment est venu pour la communauté musulmane de dire « Non » à l'Amérique, « Non » à ses Sociétés et « Non » à ses produits qui submergent nos marchés. Nous mangeons, buvons, nous habillons et conduisons tout ce que l'Amérique produit.

Ali - qu'Allâh l'agrée - disait : « *Tu as trois ennemis : ton ennemi, l'ami de ton ennemi, et l'ennemi de ton ami* ».

Aujourd'hui, les USA sont bien plus que les amis de nos ennemis. Ils sèmeraient la destruction eux-mêmes pour le compte Israël. La communauté mondiale musulmane estimée à 1,3 milliards de personnes pourrait causer du tort aux USA et à leurs compagnies en les boycottant. C'est une obligation dans notre religion et pour être dans le chemin de Dieu. Les musulmans qui achètent des produits israéliens ou américains lorsqu'ils ont le choix d'un produit similaire fait par un autre pays, commettent un acte illicite (*harâm*). Ils commettraient clairement un grave péché, un crime contre la loi de Dieu, qui ne peut qu'attirer le châtement de Dieu et le mépris des peuples.

Nos frères en « Israël » et en Amérique sont contraints de commercer avec eux et d'acheter leurs produits. Dieu ne te jugera pas d'une chose sur laquelle tu es contraints seulement sur ce que tu peux faire.

Dieu dit : « *Craignez Allah, donc autant que vous pouvez...* » [Qur'an, 64:16]

Le Prophète bien-aimé, paix et bénédiction d'Allâh sur lui, a dit : « *Si l'on vous ordonne de faire quelque chose, faites-la selon vos capacités* ». Les musulmans en Amérique doivent travailler avec les compagnies les moins hostiles aux musulmans, les moins alliés aux sionistes. Boycottons les entreprises sionistes autant que nous le pouvons !

Arabes et musulmans doivent boycotter toutes les compagnies qui prennent partie pour le sionisme et soutiennent Israël quelle que soit la nationalité d'origine de la compagnie ou quiconque soutient les sionistes et aide « l'État israélien ».

Le boycott est une arme très puissante qui a été utilisée par le passé et récemment. Il fut utilisé par les païens de la Mecque contre le Prophète Bien Aimé,

paix et bénédictions d'Allâh sur lui et Ses compagnons. Ceci leur causa un grand tort, ils en arrivèrent même à manger des feuilles. Il fut également utilisé par les compagnons du Prophète pour combattre les païens de Médine.

Plus récemment, nous avons vu des nations utiliser le boycott dans le combat pour se libérer du colonialisme. Un exemple bien connu est celui de Gandhi qui a demandé à la grande nation indienne de boycotter les produits anglais, et cela s'est avéré efficace. Le boycott est dans les mains des nations et des peuples. Les gouvernements ne peuvent pas forcer un peuple à acheter des produits d'un pays en particulier.

Utilisons cette arme pour combattre notre ennemi religieux, notre ennemi commun et faisons leur savoir que nous sommes encore vivants et que cette Communauté ne mourra pas in shâ'a Allâh.

Le boycott a plusieurs conséquences, il renouvelle l'éducation de la communauté dans la façon de se libérer du joug des États-Unis et coutumes des autres peuples. Il nous encourage à rejeter énergiquement ces choses qui ne nous sont d'aucun profit surtout si cela nous cause du tort. Le boycott est une démonstration de la fraternité et de l'unité de la Communauté musulmane. Il est de notre devoir de dire et de montrer que nous n'allons pas trahir nos frères qui se sacrifient tous les jours et que ne nous ne participerons pas à l'augmentation du profit de nos ennemis.

Ce boycott est la moindre résistance qui contribuera au grand combat que mènent nos frères sur la Terre des Prophètes et le front du djihad.

Si chaque juif dans les quatre coins du globe se considère comme un soldat et fait de son mieux pour soutenir « Israël », il est certain que chaque musulman qui dépense de son âme et son argent pour la Palestine est un soldat qui oeuvre pour libérer Al-Aqsâ. Le moins que le musulman puisse faire c'est de boycotter les marchandises des ennemis.

Dieu dit : « *Et ceux qui n'ont pas cru sont alliés les uns des autres. Si vous n'agissez pas ainsi [en rompant les liens avec les infidèles], il y aura discorde sur terre et grand désordre* » [8:73].

Si le consommateur des marchandises juives ou américaines commet un grand péché, il est certain que le commerçant qui commande ces marchandises, en agissant comme intermédiaire, commet un péché encore plus grand. Cela est valable pour une compagnie qui travaille sous un nom différent ; il n'en est pas moins que cela reste une tentative de tromper les gens. La communauté musulmane, dans le monde entier, est sollicitée pour prouver son existence et manifester sa volonté de protéger ce qui est sacré pour elle. La communauté musulmane doit savoir qui

sont ses véritables alliés, et qui sont ses ennemis. Il est interdit pour la *Ummah* de se laisser aller à la faiblesse et l'humiliation et d'accepter la « paix » tyrannique que les sionistes veulent imposer.

Dieu dit : « *Ne faiblissez donc pas et n'appelez pas à la paix alors que vous êtes les plus hauts, qu'Allah est avec vous, et qu'Il ne vous frustrera jamais [du mérite] vos oeuvres.* » [Qur'an, 47.-35].

Nos sœurs et filles, qui gèrent les maisons, ont un rôle à jouer pour cette cause, qui pourrait être même plus important que celui des hommes, car ce sont les femmes qui gèrent les besoins du foyer, et sont elles qui achètent les produits qui rentrent dans leurs foyers. Elles ont la possibilité de guider les pas des enfants, de développer en eux l'esprit de djihad, de leur apprendre ce qu'ils doivent faire pour soutenir la *Ummah* et sa cause, et comment ils doivent se comporter vis-à-vis des ennemis de la *Ummah*, et en particulier pour ce qui est du boycott. Quand les enfants comprennent ceci ils adhéreront au boycott avec enthousiasme, et plus tard ils inciteront même les parents à l'appliquer.

Je demande à tous les croyants en Dieu, chrétiens et autres, et toute personne noble et disposant de sa liberté de nous soutenir dans cette cause et de défendre le vrai contre le faux, la justice contre l'injustice. Apportons notre soutien aux faibles, qui meurent chaque jour dans le sentier de Dieu, pour protéger le noble Sanctuaire.

En outre, je sollicite la population active dans les pays arabes et musulmans dans le monde entier pour soutenir la cause des Palestiniens et de manifester leur colère contre ces puissants tyrans, en perturbant autant qu'ils le peuvent leurs commerces.

Enfin je demande aux gens sages, raisonnables et qui ont une expérience mûre dans chaque pays de se réunir pour développer le boycott, pour proposer des alternatives, pour éviter les effets négatifs, et continuer à instruire les masses, jusqu'à ce que le mot de la vérité soit élevé et le faux détruit. Certes le faux est voué à la disparition.

« *Et dis: Œuvrez, car Allah va voir votre œuvre de même que Son messager et les croyants, et vous serez ramenés vers Celui qui connaît bien l'invisible et le visible. Alors Il vous informera de ce que vous faisiez* » [Qur'an, 9:105]

Tracts appelant au boycott

Au même congrès de l'U.O.I.F. du Bourget était diffusé le tract suivant:

La liste officielle de boycott des produits sionistes: mai 2002.

Tout ce qui désigne l'Amérique, ne serait-ce qu'une allusion, même patriotique (Cola), Cola désigne l'Amérique, Hamburger, Mac Donald, pizza.

Toutes ces choses sont américaines.

Tout ce qui a un substitut doit être boycotté.

Pourquoi achèterais-je une voiture américaine alors que je pourrais acheter une voiture japonaise ou allemande?

Je ne perdrai rien. Le boycott, ce boycott est une obligation pour tous, les adultes et les enfants.

Nous voulons que les hommes et les femmes de cette communauté, les mères au foyer n'achètent pas les produits américains.

Il se pourrait même que des produits israéliens se cachent derrière des noms.

Celui qui en prend connaissance doit boycotter.

Il est interdit, interdit, cela fait même partie des grands péchés d'acheter à l'heure actuelle les produits israéliens et américains.

Il s'agit d'une résistance, d'une forme de résistance.

Il faut absolument la mettre en pratique et inciter les autres à la pratiquer.

J'appelle tous ceux qui croient en Allah, Chrétiens et autres et tous les hommes libres et nobles du monde à s'allier à nous et à soutenir la vérité contre le mensonge et la justice contre l'injustice.

Aidez à donner la victoire aux faibles, qui sont en train d'être massacrés tous les jours dans le sentier d'Allah, en tentant de protéger la terre sainte.

Je demande également aux travailleurs du monde arabe et musulman de soutenir les Palestiniens dans leur juste cause et de montrer leur mécontentement par des manifestations contre les puissances tyranniques en bloquant leurs entreprises autant qu'ils le peuvent. Enfin je demande aux personnes sages et raisonnables de tous les pays de mettre sur pied des comités chargés d'exécuter le boycott, de créer des alternatives et d'éduquer les masses jusqu'à ce que la vérité triomphe et que le mensonge disparaisse. Et il périra certainement.

Suivent les sigles d'un certain nombre de marques, toutes qualifiées de « sionistes »:

Coca Cola, Danone et ses filiales (Lu, Galbani, Heudebert, Blédina, Volvic, Talians, Badoit, Salvetat, Arvie, Evian), les filiales de la société israélienne Delta (Gap, Dim, Hugo Boss), et ses clients (Marks & Spencer, Gap, Kmart, C&A, Nike, Hugo Boss, Polo), Nestlé et ses filiales (Perrier, Smarties, Lion, Buitoni, Nescafé, Vittel, Kitkat, Nesquik, Maggi, Playtex, Champion, Leggs, Kiwi, Maison du Café), Estée Lauder et ses filiales (Kate Spade, Bumble & Bumble).

Autre tract prônant le boycott (paru en l'état)

BOYCOTEZ LES PRODUITS DE CEUX QUI NOUS TUENT ET TUENT NOS MÈRES – PRODUITS AMÉRICAINS ? BRITANNIQUES ET ISRAËLIENS - BOYCOTEZ LE PARTI SOCIALISTE « SIONNISTE » AUX ÉLECTIONS

BOYCOTEZ TOUS LES FILMS DE GUERRE AMÉRICAINS : «NOUS ÉLIONS TOUS DES SOLDATS» PROPAGANDE NATIONALISTE, FAISANT L'APOLOGIE DU GÉNOCIDE VIETNAMIEN – L'ACTRICE CAMERON DIAZ (A DÉCLARER TOUS LES ARABES SONT À METTRE SOUS LE MÉTRO), BROOK SHIELDS, CHER, GEORGES CLOONEY, RENÉE ZEIGFELLER (BRIDGET JONES), SALLY FIELD, STEVEN SPIELBERG, SOPHIE MARCEAU, PATRICK BRUEL, ENRICO MACIAS, M. BOUJENAT, P. TIMSIT, ARCADY, B.H.LEVY, ARIELLE DOMBASLE, A. GLUSKMAN, R. ZARAI, LES ÉMISSIONS D'ARTHUR, F. BAYROU, A. MADELIN, C. LEPAGE, C LANZMAN, C. GOASGEN, P DEVEDJIAN, P LELOUCHE. CES GENS SONT ANTI-ARABES.

PRESSE VIOLEMMENT ANTI-ARABE, CNN, NEWS WEEK, WASHINGTON POST, THE OBSERVER, BOYCOTEZ LES REVUES QUI LANCENT LES VEDETTE SIONNISTES: GALA, VOICI, ETC, SPECTACLE «LES 10 COMMENCEMENTS» (EN 2001 LA RECETTE DE LA PREMIÈRE DE CE SPECTACLE A ÉTÉ OFFERT À L'ARMÉE ISRAËLIENNE), POMPES À ESSENCE. BRITISH PETROLEUM (BP)

AGENCES DE VOYAGES : VOYAGES ET DÉCOUVERTES, TOURISCOPE, LYDIA VOYAGES. BOYCOTEZ LA VILLE DE LONDRES, N'ALLEZ PLUS AU ROYAUME-UNI. NE FAITES PAS MARCHER LA LIVRE STERLING, BOYCOTEZ LES AGENCES DE CHANGES THOMAS COOK ET LA BARCLAYS BANK, À L'ÉTRANGER PRENEZ VOS EUROS N'ACHÉTEZ DES DOLLARS QU'EN CAS DE FORCE MAJEUR

RESTAURATION : PIZZA HUT, MC DONALD, K.F.C., BUFFALO GRILL, CHESTERFIELD CAFE, IHARD ROCK CAFE, TEX MEX INDIANA, MUSTANG

CAFE.

PRET A PORTER/CHAUSSURES : NIKE, DIM, WONDERBRAS, CATERPILAR, MARKS & SPENCER, WESTON, DOCK MART IN, BARBOUR, NEWBALANCE, LULU CASTAGNETTES (DRAPEAU USA), CHAMPION USA, SCOTT, TIMBERLAND, TIFFANY, EDEN PARK, REEBOK, RALF LAUREN, LEVIS, CALVIN KLEIN, DISNEY STORE, NAF NAF, CELIO, CAROLL COLUMBIA, COTEX DOCKERS, GAP, KIDS, OKAY, SARAH LEE, COOPER, SCOTT, CHAUSSURES, BATTÀ, DIAMS. CHESTERFIELD, BURLINGTON, TOUT COMPTE FAIT, DU PAREIL AU MÊME MORGAN, WEINBERG

TATI (LA FAMILLE OUKI QUI EST PROPRIÉTAIRE DE TATI VERSE L'IMPÔT DE GUERRE À L'ARMÉE ISRAËLIENNE)

COSMÉTIQUES: TAHITI DOUCHE ET SHAMPOING, SAVON ZEST, CAMAY, PALMOLIVE, ESTÉE LAUDER, REVLON, BARBARA GOULD, HEAD & SHOULDERS, ALL DAYS, ALWAYS, BAIN DE DE SOLEIL, BIACTOL, CADUM CAMAY, CLERASIL, CLEOPATRA, COLGATE, ULTRABRITE, TONYGENCIL, DEMAKE'UP, GILETTE, KLEENEX, KOTEX, LOTUS, MONSAVON, NETT, NEUTROGENA, OIL OF OLAZ, ORAL-B, PANTHÈNE PRO-V, PETROL HAHN, PLAYTEX, PULL UPS, REVELS, SANEX, SOFTSOAP, VANIA, WILLIAMS, WILKINSON, PAMPERS, JEAN PAUL GAULTIER, L'OREAL.

DIVERS : MOTOROLA, OMEGA (MONTRES), CHOPARD (MONTRES), WALDT ISNEY, EURODISNEY, POUPEE ET JOUETS BARBIE, FISHER PRICE, KODACK, FORD. LAND ROVER, OPEL, BLACK & DECKER, ROLEX, BRANDT (ÉLÉCTRO-MÉNAGÉ A ÉTÉ RACHETÉ PAR ALCO SOCIÉTÉ ISRAËLIENNE), AFFLELOU (LE FABRICANT DE LUNETTE VERSE L'IMPÔT DE GUERRE À ISRAËL)

PRODUITS D'ENTRETIEN : ACE., AJAX, ARIEL, BONUS, BONUX, BRISE, BRISTOL, DASH, EXTRA, FEBREZE, FRESH, JOHNSON, LA CRIX, MOLTONEL, MR CLEAN, MR PROPRE, PAIC, PLIZ, SANICROIX, SCOTEX (ÉPONGE),

SOUPLINE, VIZIR, WISARD, GAMA.

ALIMENTATION: HAAGEN DAZS, GATEAUX PRINCE, ALSA, BANANIA, BENENUTS, BRITA- SUCHARD, BOUNTY, COTE D 'OR, CACHOU LAJONIE, THE LIPTON (ICE TEA ETC), EARL GREY (ACHETER DU THÉ D'ASIE OU ARABE), AFTER EIGHT, QUALITY STREET, GELATINE ANGLAISE ET BONBONS ANGLAIS(LIRE SUR LES PAQUETS AVANT D'ACHETER), FERERO (MON CHERIE, KINDER (CE GROUPE À RETIRER SON SPONSOR À UNE ÉMISSION KOWEÏTIENNE QUI CRITIQUAIT SHARON), CANDEREL, CAPTAIN COOK, CARTE NOIRE, VELOURS NOIR, CAFÉ GRAND-MÈRE, JACQUES VABRE, MAISON DU CAFÉ, KELLOG'S ET LES CÉRÉALES AMÉRICAINS (PETIT DÉJEUNER), KISS COOL, SOUPES KNORR, LA VOSGIENNE (BONBON), LILA PAUSE, LESIEUR, HUILE D'OLIVE PUGET(ÉXTRÊME DROITE FRANÇAÏSE), MINUIT MAID, SPITE, CANADA DRY, COCA COLA (15% DE CHAQUE BOUTEILLE VA À ISRAËL), SEVEN UP, CORN FLAKES, CORN POPS, CRISPIX, DAIM, EBLY, FREEDENT, FROLIC, KITECAT, FELIX, MAIZENA, MALABAR, MALTESERS, MARS M&M'S, MILKA, MILKI WAY, NESTEA, NOUGATI, SNIKER.S, TWIX, STIMOROL, T0BLERON, TONIGTUM, HOLIWOOD CHEWINGUM, SPAGUETO, SPECIAL K, UNCLE BEN'S YES, VICHY, VICKS BONBONS POLO, DANONE, VÉRIFIEZ TOUJOURS L'ORIGINE DES FRUITS & LÉGUMES (USA & ISRAËL), VÉRIFIEZ AUSSI LA PROVENANCE DES JUS DE FRUITS ET BOYCOTTEZ TOUS CE QUI VIENT DE JAFFA, DE FLORIDE.

PROTOCOPIE CE TRACT, AJOUTE LES PRODUITS QUE TU CONNAIS ET PASSE LE À TON VOISIN, TA FAMILLE, TES AMIS, ENVOIE LA LISTE VIA INTERNET, ALLONGE LA CHAÎNE.

Les territoires du djihad : l'Europe

Le cheikh Omar Bakri Mohammed: « pas de djihad universel sans califat »

MEMRI, THE MIDDLE EAST MEDIA RESEARCH INSTITUTE
DÉPÊCHE SPÉCIALE SD 435 WWW.MEMRI.ORG/FRENCH

Le cheikh Omar Bakri Mohammed, chef du mouvement Al-Muhajiroun et principal conférencier à l'École de la Charia de Londres, a publié sur le site du mouvement Muhajiroun un article traitant de la signification et du champ d'application du terme « djihad » aujourd'hui.¹

L'article est intéressant en ce qu'il s'écarte de la ligne d'Al-Qaïda, adoptée par ailleurs par le cheikh Bakri ainsi que d'autres groupes islamistes militants, lesquels appellent à renverser par des moyens violents les « régimes impies » des pays musulmans et à mener le djihad dans les pays occidentaux.

Le cheikh Bakri a décrété que si le djihad pour libérer « les territoires musulmans occupés » demeure un devoir, d'autres types de guerres, comme la lutte pour renverser les « régimes musulmans impies » ou la guerre généralisée dans le monde, n'entrent pas dans le cadre du djihad et ne sont pas sanctionnés par la loi islamique.

Interprétations erronées du terme « djihad »

Le cheikh Omar Bakri Mohammed commence par rejeter les trois interprétations suivantes de la définition du terme « djihad » :

1. Le djihad a pour objectif la conversion forcée de non-musulmans.
2. Il a pour but d'établir un État islamique.
3. Il se réfère aux efforts personnels de l'individu pour devenir « un citoyen modèle dans la société où il se trouve, quelle qu'elle soit ».

Rejetant ces définitions, il explique : « Le djihad consiste plutôt en la méthode adoptée par l'islam pour défendre la terre, l'honneur et la vie, et pour sauver l'humanité esclave de régimes créés par l'homme. »

Le cheikh Bakri explique que le djihad devrait aujourd'hui être compris et appliqué dans un sens restreint. À l'issue d'une longue et répétitive présentation des positions d'éminents érudits de l'islam médiéval, le cheikh Bakri conclut de la façon suivante : « La question de savoir si l'on peut faire usage du djihad pour renverser certains régimes est relativement récente et il faut pouvoir y répondre. La Oummah

musulmane ne s'est encore jamais trouvée dans la situation actuelle : divisée en 55 nations, chacune avec son propre régime kufir [infidèle] opprimant. Il est d'une importance capitale aujourd'hui d'établir un califat. Allah (Loué soit-il) affirme clairement dans le Coran qu'il n'existe pas de contrainte dans le Dine [« religion », c.-à-d. l'islam], et que nous ne combattons pas les Kuffar [infidèles] pour devenir musulmans.

De nombreux éléments dans les paroles et actions du messager Mahomet (puisse Allah prier pour lui) permettent de penser que la vie des non-musulmans est sacrée tant que

ces derniers ne sont pas en guerre contre les musulmans (par décision du califat) ou que la sainteté de la vie, l'honneur et le territoire musulman n'est pas enfreinte. Le prophète Mahomet (puisse Allah prier pour lui !) a aussi prodigué de nombreux conseils sur le djihad, lesquels révèlent qu'il s'agit d'un devoir allant dans le sens de la vie et non contre elle, qu'il ne convient donc pas d'abattre femmes et enfants, vieillards et moines, arbres et animaux.

Ainsi, même si les forces étrangères qui occupent le territoire musulman représentent des cibles légitimes, qu'il est de notre devoir de libérer le territoire musulman d'une telle occu-

LE COMMENTAIRE DE L'OBSERVATOIRE

La conclusion de l'auteur de la dépêche pourrait pécher par optimisme ou incompetence. De nombreux éléments du discours du cheikh Omar Bakri Mohammed sont en effet susceptibles d'une deuxième lecture moins avantageuse, qui ne négligerait pas les paramètres de la conscience islamique, si évidents pour ses tenants qu'ils ne ressentent pas la nécessité d'explicitier la portée de leurs affirmations.

L'idée que l'islam est la religion naturelle de l'humanité, celle du premier homme (et du dernier...) que les hommes, et tout spécialement les monothéismes, ont corrompue, est à cet égard fondamentale. Que le djihad aille « dans le sens de la vie et non contre elle », qu'il consiste à « sauver l'humanité esclave de régimes créés par l'homme » ne constitue pas nécessairement une promesse de non violence si le sens de la vie est islamique et la démocratie, un régime créé par l'homme.

Nous trouvons une vérification de cette interprétation dans la confirmation du statut de *dhimmi*. Il est très explicitement dit dans ce texte qu'il n'est pas permis de tuer les « non musulmans » parce qu'ils sont des *dhimmis* jouissant de la « protection » de l'islam. Or, s'il est dit que le statut de *dhimmi* est valable, malgré l'absence de Califat, on peut déduire que

tous les dispositifs du djihad sont *de facto* valides même s'il n'existe pas de califat, contrairement à ce que l'auteur de la dépêche veut bien croire.

La mention de « l'Espagne du nord », tenue par l'auteur pour « une erreur » doit au contraire être prise très au sérieux. Le cheikh sait très bien ce qu'il dit : il désigne comme « territoire de l'islam » l'Espagne du nord que l'islam n'a pu conserver sous sa domination après l'invasion. Vaut-elle jusqu'à Poitiers ou bien ce concept désigne-t-il tout ce qui est au nord de l'Espagne, c'est à dire toute l'Europe occidentale ?

Sur ce territoire (« toutefois » est-il dit, exception à la renonciation simulée du djihad), le djihad est un « devoir » pour « tous les musulmans », « partout dans le monde ». Il y a là des « cibles légitimes ». Ici, « femmes, enfants, vieillards et arbres » peuvent être abattus s'ils se trouvent « mêlés à l'ennemi ». La « destruction » des « cibles » de ceux qui usurent le territoire de l'islam est « légitime » et « obligatoire ». Bien évidemment la « Palestine » (usurpée sous son nom d'Israël) est au cœur du « territoire de l'islam ». Mais que dire du Kosovo ou de la Tchétchénie, territoires géographiquement européens définis ici comme « territoires de l'islam », *dar el islam*?

pation et de coopérer dans ce sens, même s'il est permis de prendre pour cibles leurs ambassades et bases militaires, aucun décret divin ne nous ordonne de nous en prendre aux musulmans de régimes musulmans pour établir un califat. À la place de quoi, nous encourageons nos frères musulmans appartenant aux mouvements islamiques qui violent la shariah à prendre en considération ces éléments et à suivre le Yaqeen [données légales non sujettes au débat], et puisse Allah (Loué soit-il) tous nous guider. »

Le cheikh Bakri souligne que de nos jours, le djihad ne devient un devoir religieux que « lorsque l'ennemi entre en territoire musulman, comme en Palestine, en Tchétchénie, au Kosovo ou au Cachemire ». Ce devoir s'applique à « tous les musulmans qui peuvent accéder au lieu de l'agression », et si ces derniers ne parviennent pas à libérer le territoire occupé, ce devoir s'étend à tous les musulmans des régions avoisinantes. Les musulmans, partout dans le monde, « auront l'obligation, depuis le premier jour de conflit, de soutenir ceux qui se battent, soutien qui peut être verbal, physique ou financier... »

Certains concepts islamiques bien connus ne sont plus applicables

Le cheikh Bakri précise que les fameux concepts islamiques de *Dar al-islam* et *Dar al-Harb* ne sont plus pertinents

aujourd'hui. Ce qui signifie que l'obligation implicite pour tout musulman de partir en guerre contre le *Dar al-Harb* [« domaine de la guerre », c.-à-d. les territoires gouvernés par des non-musulmans] n'est plus applicable. Le cheikh Bakri explique que le concept de *Dar al-islam* implique l'existence d'un califat et qu'en son absence (depuis l'abolition du califat ottoman en mars 1924), il n'y a pas de *Dar al-islam* et donc pas de *Dar al-Harb*.

Toutefois, poursuit-il, lorsque les *kuffar* (infidèles) occupent le territoire musulman, celui-ci devient *Dar al-Harb*, et les musulmans ont le devoir de se battre pour le libérer, « comme en Palestine, en Tchétchénie, etc. » Il ajoute que ces territoires peuvent également être qualifiés de *Dar al-Ghasab* [« terre usurpée »]. Il cite en exemple le Cachemire, la Palestine et l'Espagne du Nord. [sic].²

Le cheikh Bakri précise qu'au cours de la lutte pour la libération du territoire musulman, les « règlements divins du djihad doivent être respectés, ce qui signifie que les musulmans ont l'interdiction d'abattre femmes, enfants, vieillards et arbres, à moins que ce ne soit accidentellement ou qu'ils ne puissent faire autrement en ce que ces derniers se trouvent mêlés à l'ennemi. Mais les institutions et gouvernements militaires de toute puissance occupant le territoire musulman représentent des

cibles légitimes, et si la libération nécessite leur destruction, alors celle-ci devient obligatoire. »

Le statut de *Dhimmi* a encore un sens aujourd'hui

En ce qui concerne le statut des non-musulmans vivant en pays musulmans, le cheikh Omar Bakri Mohammed a décrété que le concept traditionnel de *Dhimma* était toujours valide : « Nous ne pouvons affirmer qu'en vertu de l'absence de califat, il nous est permis de tuer les non-musulmans comme bon nous semble ; nous devons au contraire respecter leur statut de *Dhimmis*... » Cela signifie que Juifs et chrétiens devraient pouvoir jouir de la protection traditionnelle que leur accorde l'islam, en dépit de l'absence de califat.

Conclusion

Il semble donc que, tout en encourageant la guerre pour libérer des pays musulmans comme la Palestine, le Cachemire et le Kosovo, ainsi que certaines parties de l'Espagne, le cheikh Bakri rejette fermement l'appel à mener le djihad contre les pays non-musulmans ou leurs « habitants infidèles », ainsi que l'appel à partir en djihad contre les « régimes musulmans impies »

1. www.almuhajiroun.com ;

www.obm.clara.net

2. Il semble que ce soit une erreur : il se réfère probablement au Sud de l'Espagne.

DOCUMENT 3

Sur la base du Coran

Les Juifs descendent des singes et des cochons, selon la principale autorité de l'islam, le recteur de l'Université Al Azhar

SOURCE : MEMRI WWW.MEMRI.ORG/RELEASE

Actuellement, les Juifs sont fréquemment décrits comme « les descendants des singes et des cochons » dans le discours religieux, éducatif et public en vogue dans le monde arabe. Dans son sermon hebdomadaire (avril 2002), le cheikh d'Al-Azhar, Mohammed Sayyid Al-Tantawi, principale autorité du monde musulman sunnite, a qualifié les Juifs d'« ennemis d'Allah, fils de porcs et de singes ».¹

Cette description trouve sa source dans des textes fondamentaux du Coran, dans des *hadiths* (traditions sur la vie du prophète Mahomet)² ainsi que dans les plus fiables compilations de traditions rassemblées par les sages Al-Bukhari et

musulman [tous deux évoquent également des métamorphoses en souris et lézards]. La littérature arabe ancienne aussi mentionne la transformation de Juifs en animaux.³

Notons que les sources musulmanes anciennes font également référence à la transformation de chrétiens⁴ et de pécheurs⁵ musulmans en singes et cochons. Toutefois, dans le cas des chrétiens et des musulmans, les sources ne se trouvent pas dans le Coran même – comme pour les Juifs – mais dans les commentaires et traditions coraniques. Elles sont aussi moins nombreuses.

Ces croyances sur les Juifs existaient

déjà à l'ère pré-islamique, et se sont affirmées depuis. Il était alors communément admis, aussi bien chez les Arabes que parmi d'autres peuples, que des personnes pouvaient être transformées en animaux, statues ou astres par une action surnaturelle – correspondant en général à un châtement divin.

En Afrique du Nord, sous la dynastie musulmane des Aghlabides (du IX^e au XI^e siècle), les Juifs avaient l'obligation de porter une pièce de tissu représentant un singe au niveau de l'épaule, tandis que les chrétiens devaient arborer une image de cochon. Ces représentations devaient [aussi] figurer sur les portes d'entrée

de leurs habitations. En Espagne, les Juifs étaient qualifiés de « singes » et les chrétiens de « cochons et chiens » par les musulmans en temps d'hostilité.⁶ D'autre part, la notion de métamorphose d'humains en animaux a influencé les lois alimentaires musulmanes.⁷

Communauté religieuse musulmane

L'explication la plus courante de la transformation de Juifs en singes et en porcs attribue cette dernière à la violation du shabbat. D'après le Coran, les Juifs ainsi punis habitaient le village d'Iliya⁸. Les mettant à l'épreuve quant à l'obéissance aux préceptes inculqués, Dieu fit apparaître une colonie de poissons un shabbat, et la fit disparaître à la tombée de la nuit, jusqu'au shabbat suivant. Les Juifs, à qui il était interdit de travailler le shabbat, cherchèrent des moyens de détourner le décret divin. Une tradition raconte qu'un Juif attrapa secrètement un poisson le shabbat, l'attacha par un cordon à un poteau avant de le rejeter à la mer. Le jour suivant, il le récupéra et le consomma. La fois suivante, ses voisins sentirent l'odeur du poisson, puis entreprirent de l'imiter. Pendant longtemps, ils mangèrent du poisson en cachette, sans qu'Allah ne se hâte de les punir. Ce n'est que quand ils entreprirent de pêcher et de vendre ouvertement sur les marchés le fruit de leur labeur interdit qu'Allah les punit.

Certains Juifs avaient bien prévenu les pécheurs qu'Allah les châtierait. Ces derniers ayant refusé de les écouter, ils bâtirent un mur pour se séparer d'eux. Un jour, on ne vit pas les pécheurs passer le portail. Quand ceux qui avaient respecté le décret divin escaladèrent le mur et pénétrèrent dans les demeures verrouillées des pécheurs, ils s'aperçurent que tous les hommes, femmes et enfants avaient été métamorphosés en singes.⁹ Certains commentateurs précisent que les jeunes pécheurs sont devenus des singes, tandis que les personnes âgées se sont transformées en cochons.¹⁰

Le châtement en termes pratiques

La plupart des commentateurs prennent cette histoire au pied de la lettre et soutiennent que les Juifs ont physiquement été changés en singes et cochons, comme le dit explicitement le Coran. Seul un commentateur, Moudjahid,¹¹ cité dans d'autres interprétations coraniques, affirme que les Juifs n'ont pas été véritablement transformés, expliquant que cette métamorphose est une simple métaphore : seuls leurs coeurs et leurs âmes ont changé, non pas leur apparence.¹²

Dans une série d'articles récemment parus dans le mensuel du Hamas, *Falastine al-Muslima*, l'écrivain Ibrahim Al-Ali écrit : « Allah n'a puni aucun peuple en le métamorphosant, à part le peuple juif.

Un véritable changement est intervenu dans l'apparence du Juif tandis que ce dernier est véritablement passé de l'état d'être humain à celui de bête... d'une apparence humaine à celle de véritables singes, porcs, souris et lézards... »¹³

Lien entre péché et châtement

Ibn Kathir, commentateur du Coran au XIV^e siècle,¹⁴ explique que chaque action entraîne sa propre rétribution : les Juifs ont comploté pour pouvoir pêcher le shabbat, préparant à l'avance hameçons, filets et poteaux. Vu que leurs subterfuges leur donnaient une apparence d'intégrité, alors que leur essence était autre, leur rétribution a été à la mesure de leurs actes.¹⁵

Le chercheur jordanien Sallah Al-Khaleedi développe la même idée : « La raison de cette transformation est qu'Allah voulait en faire des êtres humains qui vivraient comme un véritable peuple, en actualisant leur humanité de la meilleure façon possible. Mais en se rebellant contre les décrets d'Allah, ils ont rejeté la grâce divine, abandonnant ainsi leur humanité et leur honneur pour devenir spirituellement des animaux. Allah les a donc physiquement transformés en singes, en faisant de véritables bêtes, afin que leur identité physique et spirituelle concorde. »¹⁶

Les Juifs métamorphosés ont-ils une descendance ?

Al-Qurtubi, commentateur du Coran au XIII^e siècle, a relevé deux approches parmi les dignitaires musulmans : la première fait de tous les singes les descendants d'Israël. Les partisans de cette première approche se fondent sur des *hadiths* qui racontent que le Prophète Mahomet a mis en garde les fidèles contre les méfaits occasionnés par la consommation de certaines bêtes, comme les souris et les lézards, du fait qu'elles étaient peut-être des enfants d'Israël métamorphosés. La deuxième approche précise que les singes qui étaient autrefois des Juifs n'ont pas eu de descendance, et que les singes et cochons actuels descendent donc d'animaux formés avant l'accomplissement du châtement divin. Ibn Abbas, l'un des plus anciens commentateurs, soutenait que les êtres métamorphosés avaient une durée de vie limitée à trois jours et ne mangeaient pas, ne buvaient pas ni ne se reproduisaient.

Ibrahim Al-Ali affirme dans *Falastine al-Muslima* que les Juifs transformés en singes, cochons, lézards et souris ont aussi été punis de stérilité. Il ajoute toutefois que « l'extinction des Juifs punis de métamorphose ne signifie pas que leur châtement a touché à sa fin. Cette punition a laissé sa trace sur l'âme des Juifs qui sont

venus après : leur esprit, leurs opinions et sentiments, que reflètent le visage et l'apparence, étaient ceux de singes et de cochons, ce qui a profondément affecté leurs manières et leur comportement. »¹⁷

D'autre part, selon cet article, la théorie de l'évolution a été élaborée par les Juifs pour effacer la honte et le déshonneur de leur punition : « ... Étant donné que les Juifs se sentaient honteux du châtement qui leur était infligé, châtement qui en faisait les frères des singes et des porcs, ils ont tenté de se disculper au moyen de leur esprit satanique en méprisant toute l'espèce humaine et en affirmant que l'homme est d'origine animale, qu'il descend du primate, dans la théorie du primate juif Darwin. »¹⁸

Le lien entre Juifs, singes, porcs et autres bêtes est profondément ancré dans des sources religieuses fondamentales et unanimement reconnues, comme le Coran. L'idée selon laquelle Dieu punit les pécheurs en les transformant en animaux existe aussi dans diverses sources pré-islamiques. Le concept de métamorphose des Juifs en singes et porcs s'est répandu parmi les sociétés musulmanes, et des écrivains contemporains débattent aujourd'hui encore du phénomène, proposant des explications à des problèmes théologiques soulevés par d'anciens commentateurs du Coran.

1. www.palestine-info.info/arabic/palestoday/readers/mashhoor/22_4_02.htm

2. Le châtement divin infligé aux Juifs est mentionné dans trois versets coraniques : « ... Il y a ceux qu'Allah a écartés, sur qui sa colère est tombée et qu'il a en partie transformés en singes et en porcs... » (5:60) ; « ... Vous avez certainement connu la fin de ceux parmi vous qui ont enfreint le shabbat, et que Nous avons condamnés en conséquence : soyez méprisés comme les singes. » (2 : 65) ; et « quand, au lieu de se corriger, ils se sont entêtés à enfreindre les interdits, Nous les avons condamnés : Soyez méprisés comme les singes. » (7:166)

3. Dans un traité intitulé *Le livre des animaux* datant du IX^e siècle, son principal auteur, Al-Jahiz, mentionne qu'il est communément admis que le guépard, l'anguille, la fourmi blanche et le lézard étaient à l'origine des Juifs. Il mentionne la tradition selon laquelle un sage, voyant un homme consommer un lézard, lui dit : « Sache que tu viens de manger l'un des cheiks des enfants d'Israël. » Il ne fait pas référence à la raison de leur transformation en animaux, mais avance pour preuve que « le pied du lézard ressemble à la main humaine. » Voir Al-Jahiz, Omar Bien Bahar, Kittab Al-Hayawan. Au Caire : Mustafa Al-Bai al-Halabi et ses fils (1943), col. I, p. 309.

4. Voir les commentaires des versets coraniques 5 : 112-115, du célèbre commentateur Al-Tabari (X^e siècle). Al-Tabari explique que les apôtres ont été transformés en singes et cochons en châtement ou, selon une autre version, uniquement en cochons, parce qu'ils n'ont pas obéi aux ordres divins, et cela en dépit du miracle faisant descendre des cieus, à leur demande, une table chargée de victuailles.

5. Le châtement de la métamorphose en singes et en porcs le Jour du Jugement s'appliquait aux pécheurs musulmans dont les idées (comme le refus de la prédestination) et les actions (comme le fait de boire du vin, de

jouer de la musique ou de chanter) étaient apparentées aux coutumes des Juifs et des chrétiens. Le châtement infligé à ces pécheurs, identique à celui des Juifs et des chrétiens, avait pour but de combattre les influences étrangères qui avaient infiltré la société islamique et menaçaient l'identité musulmane. Voir Ouri Rubin, « Singes, cochons et identité islamique », *Etudes orientales d'Israël XVII* (1997), pp.93-102
 6. F. Viré, « Kird », *Encyclopedia of islam*, 2^e édition
 7. M. Cook, « Lois alimentaires dans l'islam

primitif », *Jerusalem Studies in Arabic and islam* (JSAI), 7 (1986), 223-233
 8) Apparemment Eilat, sur la mer Rouge. Ibn Kathir (7 : 166) explique qu'Iliya se trouve sur la côte, entre l'Égypte et Médine. Selon Al-Damiri, Iliya se trouve entre Midian et Al-Tur. Les autres emplacements identifiés dans le commentaire au « village sur la côte » sont Median, située entre Iliya et Al-Tur (voir Al-Tabari 2 : 65, Ibn Kathir 2 : 65)
 9. Al-Tabari 2 : 65, Ibn Kathir 2 : 65
 10. Al-Qurtubi 2 : 65
 11. Moudjahid Ben Jaber Al-Maki (décédé

entre 718 et 722)
 12. Al-Tabari, 2 : 65, Ibn Kathir, 2 : 65, Al-Qurtubi 2 : 65
 13. *Falastine Al-Mousslima* (Londres), septembre 1996, pp.54-55
 14. Ismaïl Ben Amer Ibn Kathir (morte en 1373)
 15. Ibn Kathir, 2 : 65
 16. *Falastine Al-Mousslima* (Londres), septembre 1996, pp. 54-55
 17. *Ibid.*
 18. *Ibid.*

DOCUMENT 4

La « modération » proverbiale du Maroc : du roi à son opposition islamiste...

SOURCE: WWW.PROCHE-ORIENT.INFO, LE 17 JUIN 2002

Lors de la conférence organisée, en juin 2002, à Rabat, par l'Organisation islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture sur la protection des sanctuaires de l'islam et de la chrétienté en Palestine, le roi du Maroc a tenu ces propos :

« Le Très-Haut a béni cette région en en faisant le berceau de nombreux prophètes et messagers que Dieu a envoyés pour mener les humains sur le droit chemin, et a accompli ses bienfaits en assurant, dans un incommensurable miracle, le voyage céleste de Sidna Mohammed, prière et paix soient sur Lui, depuis la Mosquée Al-Haram de la Mecque jusqu'à la Mosquée Al-Aqsa à Al-Qods. Et ceci est le signe de l'accomplissement de l'appel à l'adoration du Dieu unique, pour que la prééminence revienne à la foi, à la justice et au droit, contre le polythéisme, l'injustice et l'erreur...

C'est ce qui a conféré à la Palestine le privilège d'abriter plusieurs sanctuaires religieux, et en tête les nombreux sanctuaires islamiques et chrétiens. Nous ne citerons que la Mosquée Al-Aqsa, le Dôme du Rocher, l'Église de la Résurrection à Al-Qods, la Mosquée Ibrahim à Al Khalil (Hébron) et la Basilique de la Nativité à Bethléem où naquit Jésus Christ, paix soit sur Lui...

Cette politique a été entamée, dès la décision de partage en 1948, par le bombardement de la Mosquée Al-Aqsa qui a subi des dommages. Cette politique s'est poursuivie avec l'occupa-

tion de la ville d'Al-Qods Acharifen l'an 1967, quand les Israéliens ont fait irruption dans la Mosquée et l'ont profanée, comme prélude à l'incendie qui y sera provoqué en 1969...

Les événements douloureux qu'endure le vaillant peuple palestinien depuis des mois, que la résistance affronte avec courage et intrépidité, et que nous n'avons cessé de condamner vivement, exigent des efforts et des énergies. Ils causent aussi des drames et des souffrances. Mais rien ne détournera les Palestiniens de leur objectif : faire face aux tentatives criminelles visant à poursuivre la judaïsation et la profanation des Lieux Saints.(...) »

Le parti islamique sous la houlette de Abd Assalam Yassine, écrit dans son *Memorandum à qui de droit* (p.27) : cité par Emmanuel Brenner (éd.) *Les territoires perdus de la République, antisémitisme, racisme et sexisme en milieu scolaire*, note 13, p 217-218, Mille et une Nuits, septembre 2002.

« Qui ignore son affection (il s'agit de Hassan II) et son intérêt particulier pour le sionisme cosmopolite Le peuple marocain n'a-

t-il pas assisté, surpris et ahuri, au spectacle télévisé des rabbins bénissant et priant pour le « prince des croyants » ?...Ami avoué des Juifs sionistes, notre Hassan a tant fait pour plaire et complaire à la gent cosmopolite. Ce qui fait dire aux mauvaises langues que le système has-sanien est une judéocratie ».

La dégradation de la situation au Maroc que révèlent ces deux prises de position aux deux extrêmes du champ politique est confirmée par le journal *Maroc hebdo* (26 juillet 2002, n°521), sous le titre : « Halte au racisme anti-juif » :

« Depuis quelque temps une vague de racisme antijuif se déchaîne au grand jour dans les colonnes de certains journaux nationaux sous la plume virulente d'individus qui... écrivent des insanités odieuses en toute impunité ».

Hélas, un constat qui fait long feu, le même article conclut :

« En créant la peur au sein de la communauté juive marocaine, ils aident Sharon à recruter de nouveaux colons pour occuper la terre palestinienne ».

DOCUMENT 5

Le réseau mondial islamique de l'Arabie saoudite

SOURCE : MEMRI: SPECIAL DISPATCH, 28/03/2002

Le numéro du 1^{er} mars 2002 d'*Al-Yaqeen*¹, hebdomadaire anglais financé par le gouvernement saoudien, passe en revue les efforts fournis par la famille royale pour répandre l'islam (wahhabite) à travers le monde : Voici quelques extraits de l'article :

Les efforts fournis pour répandre l'islam wahhabite

« La détermination du Royaume à soutenir l'islam et les institutions islamiques du mieux qu'il peut s'est manifestée clairement dès la formation du royaume par le roi Abdul Aziz, mais c'est uniquement lorsque les gains liés au pétrole ont commencé à engendrer une richesse réelle qu'il est devenu possible de réaliser le rêve de répandre l'islam aux quatre coins du monde, d'aider les pays musulmans moins bien dotés économiquement et d'apaiser les souffrances des minorités musulmanes où qu'elles se trouvent.

Le soutien accordé par le roi Fahd, à titre privé ou gouvernemental, aux institutions, répond aussi à sa volonté de défier et dénoncer la caricature faite de l'islam, caricature largement diffusée par certains médias occidentaux...

La voix de l'islam et la culture arabe ont aujourd'hui plus d'impact qu'elles n'en ont eu pendant plusieurs décennies, et probablement beaucoup plus qu'elles n'en auraient eu sans la contribution du roi Fahd. Malgré cela, le parti pris antimusulman, la tendance à assimiler islam à fanatisme et même islam et terrorisme persiste parfois dans l'opinion populaire occidentale ».

Un coût astronomique

« Les sommes investies par le roi Fahd dans ce domaine sont astronomiques, s'élevant à plusieurs milliards de riyals saoudiens. En termes d'institutions islamiques, le résultat est la création de quelques 210 centres islamiques entièrement ou partiellement financés par l'Arabie Saoudite, plus de 1500 mosquées et 202 centres d'études supérieures et près de 2000 écoles offrant un enseignement aux enfants musulmans des pays non-islamiques d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud, d'Australie et d'Asie... Dans le monde entier, le royaume saoudien a soutenu la création de mosquées et de centres islamiques »

Efforts aux Etats Unis.

« Soutien aux institutions suivantes: L'institut Dar Es Salam, Mosquée de Fresco (Californie), Centre islamique de Colombia (Missouri), Centre islamique de East Lansing (Michigan), Centre islamique de Los Angeles, Centre islamique de New Brunswick (New Jersey), Centre islamique de New York, Centre islamique de Tida (Maryland), Centre islamique de Toledo (Ohio), Centre islamique de Virginie, Centre islamique de Washington, Centre Culturel Islamique de Chicago, la Mosquée du roi Fahd de Los Angeles, la Mosquée de la Communauté albanaise de Chicago, la grande Mosquée South-West de Chicago, et la Mosquée Omar Ibn Al-Khattab de Los Angeles. »

Efforts au Canada

« Soutien aux institutions suivantes: la Mosquée de Calgary, le Centre islamique de Québec, le Centre islamique de Toronto et la Mosquée d'Ottawa. Le roi Fahd a donné cinq millions de dollars pour le Centre islamique de Toronto, en plus des 1.5 million de dollars par an pour sa gestion. »

Efforts en Europe

« En Europe, le Royaume d'Arabie saoudite a soutenu et contribué à créer de nombreuses mosquées et centres islamiques parmi lesquels le Centre Culturel de Bruxelles, qui a reçu une subvention de 19 millions de riyals. Le Centre islamique de Genève, qui reçoit un soutien annuel de 19 millions de riyals et comprend une grande mosquée, un centre culturel, une école et une salle de conférences, le Centre islamique de Madrid, Uich, un des plus grands en Europe une reçu une aide de 27 millions de riyals. Il contient une très grande mosquée, une salle de prières pour femmes, une bibliothèque, une salle de conférences et une clinique médicale, le Centre islamique de Londres, pour lequel le royaume a donné une contribution de 25 millions de riyals, le Centre islamique d'Edinburgh, situé au centre du pays, contient une mosquée qui

peut accueillir 1000 fidèles, et contient une salle de conférences et des classes. Son coût est d'environ 15 millions de riyals. Le Centre islamique de Rome, qui contient une mosquée, une bibliothèque et une salle de conférences. Le Roi Fahd a donné 50 millions de dollars (70% du total) pour couvrir le coût de la construction. Le centre reçoit aussi une donation de 1.5 millions de dollars. L'une des deux mosquées de Gibraltar, qui coûte 30 millions de riyals de plus que prévu et comprend une mosquée pour hommes, une salle de prières pour femmes, une bibliothèque et une salle de conférences »

« Le Centre islamique du roi Fahd de Malaga est l'un des plus grands (3,848 m²). Sa première pierre a été posée en 1998. Ce centre, presque une université, promeut des activités d'éducation, de culture et de prosélytisme »

Fondation de Centre islamiques aux Etats Unis et en Europe

« Les Centres islamiques de Genève, de Bruxelles, Madrid, New York, Zagreb, Londres, Lisbonne, Vienne et Australie. »

Fondations de mosquées

« Plus de 1,359 Mosquées pour 820 millions de riyals. Mosquées partiellement financées par le Royaume à Zagreb, Lisbonne, Vienne, New York, Washington, Chicago, au Maryland, en Ohio et Virginie, et 12 mosquées dans plusieurs pays d'Amérique du Sud. »

« Parmi les mosquées qui ont reçu l'aide du royaume ou l'aide personnelle du Roi Fahd sont celles de Lyon (11 millions de riyals) et la Mosquée Bilal de Los Angeles. »

« Le Roi Fahd a aussi créé un certain nombre de bourses et de chaires universitaires pour d'importantes universités et collèges. »

Efforts dans le domaine universitaire

« En fondant ces chaires prestigieuses, le Royaume a poursuivi un certain nombre d'objectifs. Elles constituent un autre

signe de sa détermination à encourager et promouvoir les communications entre la culture islamique et les autres cultures, à encourager la compréhension de la vraie nature de l'islam en exposant clairement les croyances musulmanes et en corrigeant les incompréhensions courantes en la matière, à montrer que l'islam soutient le savoir avec enthousiasme »

« Dans ce contexte, la chaire du Roi Abd Al Aziz en études islamiques de l'université de Californie à Santa Barbara a été fondée par la famille royale saoudienne en 1984. La chaire du Roi Fahd en études de la charia islamique a été fondée au Collège de Droit de l'Université de Harvard, avec une donation de 5 millions de dollars du Roi Fahd lui-même, la chaire du roi Fahd en études islamiques de l'École d'études orientales et africaines de l'université de Londres, a été créée en 1985 avec une subvention du Roi Fahd de 1 million de dollars et la chaire des deux saintes mosquée de l'université du Golfe a été créée pour accueillir un professeur résident à la Faculté de médecine et promouvoir le département d'études islamiques au nom du prince Naïf de l'université de Moscou.

Fondation d'écoles islamiques

« Le Roi Fahd Ibn Abd Al Aziz a entrepris un programme de création d'académies islamiques dans quelques unes des plus importantes capitales du monde. Ces académies sont conçues pour fournir aux enfants musulmans à l'étranger la chance d'accéder à des institutions d'excellence qui renforceront leur engagement envers leur culture, leur religion, leur langue en même temps qu'elles ouvriront un dialogue constructif avec les sociétés au sein desquelles ils vivent »

« Parmi ces académies, l'Académie islamique de Washington, établie en 1984, où étudient des étudiants de plusieurs nationalités. On y enseigne l'arabe et les études islamiques. L'académie accueille 1200 étudiants, hommes et femmes. Parmi eux, 549 sont saoudiens. Le reste se répartit en 29 nationalités. Pour la période 1984-1994, le coût d'établissement et de fonctionnement de cette académie a dépassé les 100 millions de riyals »

« L'académie du Roi Fahd de Londres accueille 1000 étudiants, parmi eux les enfants des diplomates arabes de Londres ainsi que des enfants musulmans et arabes vivant à Londres et appartenant à 40 nationalités ».

« L'Académie du Roi Fahd de Moscou n'est pas seulement une institution éducative majeure, mais s'inscrit dans un projet résolu de corriger le mal fait à l'islam et à la culture islamique par le régime communiste totalitaire de l'ex Union Soviétique. Sous le communisme, les musulmans furent persécutés, les mosquées profanées et une idéologie étrangère de matérialisme imposée à l'individu par l'Etat. Cette académie est une étape pour réaffirmer la culture et les valeurs arabo-islamiques »

« L'Académie du Roi Fahd de Bonn, ouverte en 1995, comprend une école prévue pour 500 étudiants et une mosquée pour 700 fidèles. Elle combine l'enseignement de l'arabe et de l'islam avec un effort concerté de construire des ponts avec la société allemande en augmentant la connaissance de l'arabe et de l'islam. Le coût total de cette académie fut de 30 millions de Deutsch Marks (environ 76,5 millions de riyals). »

« L'Académie Bihac a reçu 5 millions de riyals du Royaume pour sa fondation,

dans le cadre d'une aide extensive à la République de Bosnie Herzégovine »

L'établissement d'institutions de recherche islamique

« Hors d'Arabie saoudite, existe un certain nombre d'Instituts de recherche islamique soutenus par le Royaume, parmi eux, l'université américaine du Colorado, l'université américaine de Washington, l'Institut du Monde Arabe de Paris qui reçoit une contribution saoudienne considérable pour son budget annuel, l'université Duke (Caroline du Nord), l'université Howard (Washington), l'Institut de l'histoire et de la science arabo-islamiques de Francfort reçoit 15 millions de marks du Royaume, l'université John Hopkins (Maryland), l'Institut du Moyen Orient (Washington), l'université Shaw (Caroline du nord), l'université de Syracuse (New York) »

La création d'organisations islamiques

« En plus du financement des institutions académiques islamiques et des centres et mosquées à travers le monde, le Royaume d'Arabie Saoudite a toujours été un chef de file des organisations islamiques internationales. Durant le règne du roi Fahd, le Royaume a joué un rôle actif dans ces organisations, utilisant son influence pour nourrir et encourager l'unité du monde islamique, notamment avec l'Organisation de la conférence islamique et l'Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane. En plus, le Royaume a joué un rôle en nourrissant l'unité islamique avec la Ligue du monde musulman, basée dans la sainte cité de la Mecque ».

1. *Ain Al-Yaqeen*, Mars 1, 2002, www.ain-al-yaqeen.com.

COTISATION 2003

Cotisation annuelle 2003 (trois numéros par an) 22 €
Cotisation de soutien (à partir de 100 €)

Nom, prénom :

adresse :

.....

Montant :

Date :

email (facultatif) :

(chèques à l'ordre de l'Observatoire du monde juif, précisez à partir de quel numéro)

Votre cotisation vous permettra de recevoir le Bulletin publié par l'Observatoire du monde juif et d'être informé de toutes les manifestations organisées par l'Association.

Sommaire

ÉDITORIAL Shmuel Triganopage 1

LE DISCOURS IDÉOLOGIQUE

Les sites internet musulmans francophones. Marc Knobelpage 2
L'obsession anti-israélienne sur le net islamique. Michèle Tribalatpage 7
Stratégies islamistes et nouvelle judéophobie en Europe. Alexandre del Vallepage 17

SITUATIONS FRANÇAISES

La tentation d'une libération de la parole antisémite. Emmanuel Brennerpage 23
Le baromètre des actes antisémites du Conseil des Communautés Juives.page 30
Le récit d'une agression antisémite à Paris. Nicole Leibowitzpage 32
Un dimanche ordinaire sur Radio Méditerranée.page 35
L'expérience d'un dialogue judéo-arabe. Interview du Grand rabbin René Samuel Siratpage 38
Les ambiguïtés des autorités musulmanes françaises. Daphné Matthieupage 40

LE CADRE INTERNATIONAL

Le dialogue Euro-Arabe et la naissance d'Eurabia. Bat Ye'orpage 44
Pétitions « progressistes » et *fatwas* antijuives. Itshak Landaupage 56

L'APPEL DES PALESTINIENS AU DJIHAD MONDIAL

Le discours islamiste de l'Autorité Palestinienne : florilège.
Mis au point par le Dr Emmanuel Navon, traduction française par Hélène Keller-Lindtpage 59
Yasser Arafat le *shahid*.....page 61
La destruction des vestiges archéologiques juifs du Mont du Temple par l'Autorité Palestinienne.
Marc Ami Elpage 61

À PROPOS DE L'OBSERVATOIRE

Échos de nos publicationspage 66
Une lettre de Dominique Vidal et la réponse de M^e Sidney Touatipage 66

DOCUMENTS

Document 1. La fatwa du boycott du cheikh Youssouf El Qaradawi, suivi de deux tracts appelant au boycott distribués lors du congrès de l'U.O.I.F. (Le Bourget mai 2002)page 67

Document 2. Les territoires du djihad, une dépêche du MEMRI.....page 70

Document 3. Les Juifs descendent des singes et des cochons, selon la principale autorité de l'islam, le recteur de l'Université Al Azbar. Une étude du MEMRIpage 71

Document 4. La « modération » proverbiale du Maroc : du roi à son opposition islamiste...page 73

Document 5. Le réseau mondial islamique de l'Arabie Saoudite.....page 74

Observatoire du monde juif

78 avenue des champs Elysées, 75008 Paris

Association «loi de 1901» éditant le bulletin de l'observatoire du monde juif

Président : Shmuel Trigano

Comité éditorial : Alexandre Adler, Joelle Allouche Benayoun, Daniel Dayan, Richard Darmon, Frédéric Encel, Raphaël Israeli, Marc Knobel, Catherine Leuchter, Laurence Podselver, Gérard Rabinovitch, Jacques Tarnero, Shmuel Trigano

Relations publiques : Renée Arki Benhamou

Secrétaire de rédaction, maquette : Bertrand Laidain

email : obs.monde.juif@free.fr

web : <http://obs.monde.juif.free.fr>

IMPRESSION : IMB - BAYEUX

Dépôt légal à parution

Les articles publiés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs